INFORMATION TO USERS

This manuscript has been reproduced from the microfilm master. UMI films the text directly from the original or copy submitted. Thus, some thesis and dissertation copies are in typewriter face, while others may be from any type of computer printer.

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleedthrough, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send UMI a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

Oversize materials (e.g., maps, drawings, charts) are reproduced by sectioning the original, beginning at the upper left-hand corner and continuing from left to right in equal sections with small overlaps.

Photographs included in the original manuscript have been reproduced xerographically in this copy. Higher quality 6" x 9" black and white photographic prints are available for any photographs or illustrations appearing in this copy for an additional charge. Contact UMI directly to order.

Bell & Howell Information and Learning
300 North Zeeb Road, Ann Arbor, MI 48106-1346 USA

UMI[®]
800-521-0600

Ambivalences de la politisation d'un corporatisme social
- La Asamblea de Barrios de la ciudad de México -

by

Bénédicte Bucio, B.A., M.A.

A Thesis submitted to
the Faculty of Graduate Studies
in partial fulfillment of
the requirements for the degree of

Doctor of Philosophy

Department of Sociology and Anthropology

Carleton University
Ottawa, Ontario
April 22, 1999

© copyright
1999, Bénédicte Bucio

National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Acquisitions et
services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

Our file Notre référence

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-42786-2

Canada

The undersigned recommend to
the Faculty of Graduate Studies
acceptance of the thesis

**Ambivalences de la politisation d'un corporatisme social – La Asamblea
de Barrios de la ciudad de México**

submitted by Bénédicte Bucio, B.A., M.A.

in partial fulfilment of the requirements for

the degree of Doctor of Philosophy

Chair, Department of Sociology and Anthropology

Thesis Supervisor

External Examiner

Carleton University
April 12, 1999

RÉSUMÉ

Ce travail s'intéresse aux organisations sociales du mouvement urbain populaire mexicain en relation avec le système politique. La constitution d'organisations urbaines indépendantes principalement au cours des années 70-80 se pose en regard d'un système politique dominé par un corporatisme d'Etat de facture clientéliste.

La participation électorale à la fin des années 80 et l'alliance partisane de certaines organisations du mouvement urbain populaire est à la fois l'un des aboutissements de leur constitution en regard du corporatisme d'Etat et l'ouverture à un nouveau chapitre. Elles posent le problème de leur autonomie non seulement vis-à-vis de l'Etat ou du Parti révolutionnaire institutionnel -le PRI- (instrument d'un corporatisme d'Etat) mais également vis-à-vis du parti auquel elles choisissent de s'allier.

L'intention de ce travail est précisément celle de comprendre les stratégies d'alliance partisane adoptées par certaines organisations urbaines indépendantes. Par le biais de stratégies d'alliance partisane, les organisations sociales,

résolument opposées au corporatisme d'Etat, tendent à redéfinir leur rapport à l'Etat. Notre proposition de thèse est celle d'une médiatisation politique d'un corporatisme social initié par certaines organisations du mouvement urbain populaire mexicain. Pour mener à terme notre projet de recherche nous avons choisi d'étudier le cas d'une organisation sociale représentative du mouvement urbain populaire mexicain. Les publications de cette organisation ainsi que les propos d'entrevues que nous avons réalisées avec ses principaux dirigeants (19 personnes au total) font l'objet d'une analyse de contenu. Nos analyses nous montrent que la complexité relative à la politisation du corporatisme se traduit, dans le discours des acteurs, par une ambivalence face au corporatisme social.

ABSTRACT

This work examines the relationship between the social organizations of the Mexican popular urban movement and the political system.

Considering that these independent urban organizations evolved in opposition to a political system dominated by state corporatism, their political alliances and their participation in the presidential election at the end of the 1980s raises new issues. They are faced with the problem of preserving their autonomy, not only in regards to the state or the Institutional Revolutionary Party - the PRI - (instrument of a state corporatism), but also in regards to the political party with which they are allied.

The main objective of this research is precisely to understand the logic of the political alliance strategies undertaken by certain independent urban organizations. Through these strategies, the social organizations, resolutely opposed to state corporatism, find themselves redefining their relationship with the state. The thesis developed herein is that of a political mediation of social

corporatism initiated by certain organizations within the Mexican popular urban movement.

We have opted for a case study and have selected the Asamblea de Barrios, a social organization which is representative of Mexico City's urban movement. This organization's various publications as well as the interviews conducted with its main leaders (19 persons in total) are subjected to a content analysis.

The results of our analysis demonstrate that the complex interplay of social and political interests associated with corporatism's politicization is translated, in the actors' discourses, by an ambivalence towards social corporatism.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier mon directeur de thèse, Jacques Bevaier, pour sa disponibilité, ses conseils judicieux, ses interventions opportunes et la constance de son soutien. Je tiens également à remercier les membres de mon comité, Roger Kerner et Bruce Lurtis, pour leurs vifs encouragements, leur enthousiasme et l'intérêt soutenu qu'ils ont manifesté pour mon projet de recherche.

Je souhaite exprimer ma profonde gratitude aux membres de l'Assemblée de Barrios, principalement les dirigeants et les autres intermédiaires qui ont participé à ma recherche: malgré des horaires chargés, ils ont toujours été généreux de leur temps. Par ailleurs ils m'ont démontré leur ouverture et témoigné leur confiance en me permettant de prendre part à leurs réunions et à leurs assemblées.

Je voudrais faire part de ma reconnaissance au Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, à l'Organisation des Etats Américains et à l'Université Carleton pour l'aide financière qu'ils m'ont octroyée.

Une relecture efficace est importante, c'est pourquoi je remercie Nadine Bucio Junius, ma mère, qui s'est acquittée de cette tâche avec minutie. Maman, je t'aime.

A celui qui partage ma vie, pour avoir su composer avec mes humeurs, mes départs et mes retours,

Illias, j'accepte de t'épouser à la fin de l'été.

TABLE DES MATIERES

Liste des annexes	xii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	6
1. Approches classiques de l'action collective	6
1.1 Perspective de tradition marxiste	7
1.2 Perspective du comportement collectif	8
2. Nouvelles approches de l'action collective	13
2.1 Theories des nouveaux mouvements sociaux	13
2.2 Theories de la mobilisation des ressources	16
3. Etude des mouvements sociaux en Amérique latine	23
4. Problématique théorique et proposition de thèse	33
5. Méthodologie	48
5.1 Objet empirique de recherche	48
5.2 Méthodes de collecte de données	51
5.3 Méthodes d'analyse	59
CHAPITRE II	66
1. Le corporatisme	66
1.1 Corporatisme societal	72
1.2 Corporatisme d'Etat	74
CHAPITRE III	76
1. Corporatisme et clientélisme dans le régime politique mexicain	76
1.1 Historique du corporatisme	76
1.2 Corporatisme d'Etat mexicain et clientélisme politique	84
CHAPITRE IV	93
1. Trajectoire du mouvement urbain populaire	93
CHAPITRE V	111
1. Antécédents de la naissance de l'Asamblea de Barrios	111
1.1 Evénements post-sismiques	111
1.2 La Coordinadora Unica de Damnificados	113
2. Naissance de l'Asamblea de Barrios y Organizaciones vecinales	121
2.1 Initiatives des dirigeants	122
2.2 Mobilisation de la base	128
3. Structure organisationnelle	131

3.1 En 1987	131
3.2 En 1988	134
3.3 En 1989-1990	136
4. Composition interne	137
4.1 La direction de l'AB	137
4.2 La base de l'AB	139
5. Champs d'action de l'Asamblea de Barrios	148
6.1 L'AB, sujet de droit	152
6.2 L'AB, interlocuteur du gouvernement	155
6.3 L'AB, adversaire/concurrent du gouvernement priiste	158
CHAPITRE VI	162
1. Climat politique de la période pré-électorale (1987-1988)	162
2. Lecture de la période pré-électorale de 1987-1988 par les dirigeants de l'AB	166
3. Participation électorale de l'AB	168
3.1 La mise en candidature de Superbarrio Gomez	168
3.2 La candidature de Superbarrio une question de conscientisation	169
3.3 La candidature de Superbarrio une question de cohésion interne	171
3.4 Superbarrio decline sa candidature	172
4. Motifs de la participation électorale et de l'appui à Cárdenas	176
4.1 La participation électorale	176
4.2 L'appui à Cárdenas	183
5. Formation du Parti de la révolution démocratique et militantisme partisan des dirigeants et des cadres intermédiaires de l'AB	189
6. Division de l'AB en deux factions	190
7. Caractérisation et identification de l'AB-1 vs l'AB-2	192
7.1 L'AB-1 en tant que mouvement	192
7.2 L'AB-2 en tant qu'organisation	195
CHAPITRE VII	204
1. La relation entre une organisation sociale et un parti politique pose le problème du corporatisme	205
1.1 Répondants de l'AB-1	207
1.2 Répondants de l'AB-2	209
2. Définition du corporatisme par les acteurs	211
2.1 Equation entre Le corporatisme de parti comme levier de pouvoir politique et le clientélisme politique	213
2.2 Répondants de l'AB-1	222
2.3 Répondants de l'AB-2	229
2.4 Comparaison des discours: AB-1 vs AB-2	233
3. La relation légitimée des deux AB avec le PRD	237
4.1 Répondants de l'AB-1	251

4.2 Repondants de l'AB-2	254
5. L'intérêt des postes au sein du Comité Exécutif du PRD ...	258
6. La règle du jeu pour obtenir des postes	261
7. Le corporatisme social défini par les acteurs	266
8. Défense contre l'accusation de corporatisme social	
8.0.1 Défense des postes de politiciens AB-1/KI	268
8.1 Repondants de l'AB-1	268
8.2 Repondants de l'AB-2	279
8.3 Comparaison des discours AB-1 vs AB-2	281
9. Défense contre l'accusation de corporatisme social	
9.0.1 Défense des postes de politiciens AB-1/KI vs l'accusation de corporatisme social	
9.0.2 Défense des postes de politiciens AB-2 vs l'accusation de corporatisme social	282
9.1 Repondants de l'AB-1	283
9.2 Repondants de l'AB-2	293
9.3 Comparaison des discours AB-1 vs AB-2	306
CONCLUSION	308
BIBLIOGRAPHIE	318

LISTE DES ANNEXES

Annexe I - Liste des sigles.....	337
Annexe II - Traduction des citations espagnoles.....	341

INTRODUCTION

Au cours des dernières années, divers changements se sont produits, lesquels concourent de façon variable à l'actuelle transformation du système politique mexicain. A ce titre, on peut identifier l'affaiblissement des principaux leviers de contrôle du pouvoir central dominant et de ses instruments de planification d'un consensus - le corporatisme, le clientélisme et le corporatisme. On signale également l'importance accrue des élections comme un fait significatif en regard du corporatisme d'Etat - priate - au profit d'un pluralisme politique ainsi d'une ouverture démocratique [B. Hernández Sarmiento, 1991: 149]. L'on reconnaît par ailleurs l'importance des mouvements sociaux dans les changements, en particulier celle du mouvement urbain populaire ainsi que nous nous intéresserons dans ce travail. Le seul fait de la multiplication d'organisations sociales urbaines indépendantes lors des années 70 est présenté comme significatif de ce changement politique par rapport aux périodes précédentes [Foweraker, 1990], en ce sens qu'il révèle l'affaiblissement du contrôle de l'Etat basé sur les mesures coercitives et répressives [Nuñez, 1991]. On signale également que le développement d'organisations urbaines

indépendantes dans les quartiers périphériques des grandes villes vient dans certains cas faire échec aux pratiques de clientélisme politique qui modèlent le flux des ressources destinées à ces quartiers.

L'émergence d'organisations sociales urbaines au Mexique principalement lors des années 70 correspond notamment à l'insatisfaction de besoins en matière d'habitation et d'infrastructure urbaine. Les revendications de ces organisations s'adressent à l'Etat qui jusqu'alors avait su assurer une "paix sociale" grâce à l'édification du Parti de la révolution mexicaine sur une base corporatiste: les demandes et les revendications populaires transigeaient par le parti de l'Etat, le PRI, grâce à cette structure d'intermediation des intérêts des groupes qui lui étaient incorporés. En ce sens, la constitution d'organisations sociales laisse supposer que les revendications populaires qui en sont l'origine ne trouvent pas satisfaction dans les structures de représentation et d'intermédiation mises en place par l'Etat [J. Hellman, 1994: 130]. La constitution d'organisations sociales se pose donc en regard de ce système d'intermédiation d'intérêts qui devient de moins en moins fonctionnel: la structure corporatiste du PRI, le parti de

l'Etat. Ceci explique que l'on identifie généralement le développement d'organisations sociales indépendantes à la crise du corporatisme d'Etat [R. Hernández Rodríguez, 1992: 165].

La participation électorale de certaines organisations sociales du mouvement urbain populaire mexicain est à la fois l'un des aboutissements de leur constitution en regard du corporatisme d'Etat, et l'ouverture à un nouveau chapitre. Elle pose le problème de leur autonomie non plus seulement vis-à-vis de l'Etat ou du parti de l'Etat mais également vis-à-vis du parti politique auquel elles choisissent de s'allier. La capacité de ces organisations sociales de conserver leur autonomie et leur identité d'acteur social et politique devient l'enjeu de leur relation partisane en regard du rapport à l'Etat qu'elles entendent redéfinir, un rapport affranchi du corporatisme d'Etat. Cette stratégie d'alliance partisane constitue notre objet de recherche. L'intention de ce travail est celle de démontrer la thèse d'une médiatisation politique d'un corporatisme social - initié par certaines organisations du mouvement urbain populaire. Notre étude portera principalement sur le cas d'une organisation sociale

urbaine représentative du mouvement urbain populaire de la ville de Mexico.

Dans l'intention de situer notre problématique théorique et d'explicitier notre thèse, nous ferons d'abord une revue de la littérature sur les mouvements sociaux en général, et sur les mouvements sociaux en Amérique latine et au Mexique. Nous terminerons ce premier chapitre par la présentation des critères retenus pour le choix de l'organisation sociale urbaine que nous nous proposons d'étudier. Nous exposerons également en fin de chapitre les différentes méthodes de collecte de données, et les méthodes de découpage des matériaux et d'analyse. Au deuxième chapitre, nous décrirons le corporatisme d'Etat et le corporatisme sociétal. La description de ces deux idéal-types est basée sur la littérature académique. Cette description vise, d'une part, à introduire le corporatisme d'Etat mexicain (troisième chapitre) en regard duquel se sont développées les organisations sociales du mouvement urbain populaire. D'autre part, elle vise à servir de repère pour leur confronter les définitions que nous donnent les acteurs du corporatisme. Au quatrième chapitre, nous ferons un survol de la trajectoire du mouvement urbain populaire mexicain afin de rendre compte de

se constituaient en tant qu'acteurs civils, ou de situer le cas de l'organisation sociale que nous étudions, l'Assemblée de Bariloche. Au chapitre suivant, nous relierons l'origine de cette organisation aux informations concernant les événements de l'origine de l'Assemblée de Bariloche, en montrant les liens entre les événements et les actions de quelques-uns des participants et que l'histoire sociale est utile, ainsi que l'importance d'analyser de l'organisation et d'analyser les membres et leurs actions. Dans le chapitre d'analyse des liens de l'organisation et des liens sociaux aux informations recueillies, nous nous concentrons sur la manière dont les questions historiques, sociales, économiques, politiques et culturelles sont analysées et analysées des acteurs des événements concernant la constitution de leur organisation et la culture politique institutionnelle.

CHAPITRE I

1. Approches classiques de l'action collective

L'étude des mouvements sociaux remonte aux années 40, quoiqu'on puisse en retracer les sources d'inspiration dans la seconde moitié du XIXème siècle. Il s'agit pour une part de la perspective élaborée par Lorenz von Stein (1850) [F. Chazel, 1992] qui conçoit le mouvement social sous un angle historique. Cette conception unitaire du mouvement social détermine par la structure socio-économique et défini en fonction de sa situation de classe, attribue au prolétariat le salut du peuple. D'autre part, il s'agit des théories de la "psychologie des foules" auxquelles sont rattachés les noms de Taine (1876-1894), Le Bon (1895), et Tarde (1901) [F. Chazel, 1992]. De ce second courant, on retient la conception du caractère irrationnel et destructeur des phénomènes de foules associés à une "pathologie du corps social". Ces deux courants allaient donc inspirer deux grandes perspectives, aujourd'hui connues comme "approches classiques", dont le terrain de prédilection allait être l'Europe occidentale et l'Amérique latine pour la perspective de tradition marxiste, et les Etats-Unis pour la perspective du comportement collectif.

1.1 Perspective de tradition marxiste

Selon la perspective de tradition marxiste, l'explication de l'émergence des mouvements sociaux renvoie aux conditions "objectives" structurelles. Les contradictions structurelles, les crises et la conséquence d'une situation de classe dominée sont les déterminants de l'action collective. Le mouvement social est donc conçu dans cette perspective comme l'expression d'intérêts partagés relatifs à une condition de classe; quant à l'origine du mouvement, elle repose sur la conception, de la part des acteurs, de leurs intérêts collectifs. Si l'hypothèse du conflit structurel (antagonisme de classes) est présentée comme une condition première et nécessaire de l'action collective, elle n'est pas suffisante pour expliquer d'une part l'engagement individuel dans l'action collective et, d'autre part, la constitution du mouvement social. Le problème central de cette perspective théorique est donc celui de l'explication du passage de la condition de classe à la conscience de classe permettant la mobilisation et l'action collective [A. Melucci, 1988: 330]: quand et comment une situation de classe partagée est-elle reconnue comme telle par les individus et assumée collectivement? A notre sens, cette question renvoie au problème de la constitution d'une identité collective que l'on

a tendu à résoudre de façon évasive notamment en insistant sur le rôle décisif d'une avant-garde éclairée. Comme nous l'avons mentionné, cette perspective a été reprise principalement en Amérique latine (où elle a inspiré le développement des théories de la dépendance) et en Europe où notamment le mouvement ouvrier a été pendant longtemps l'objet privilégié des études sur les mouvements sociaux. Nous ne nous attarderons pas sur les divers développements qu'a connus cette perspective de tradition marxiste car cela dépasserait l'intention de notre propos. Qu'il nous suffise de souligner l'intérêt accordé non seulement aux conditions structurelles changeantes mais également aux valeurs et aux dimensions idéologiques en tant que supports symboliques de l'action collective.

1.2 Perspective du comportement collectif

C'est à la même époque (fin des années 40) que se développe, aux Etats-Unis, la perspective du comportement collectif qui, à l'instar de la perspective de tradition marxiste, a donné lieu à plusieurs élaborations conceptuelles (citons le cas des théories de la frustration relative et des théories de la société de masses). Plus qu'à un paradigme, la notion de

"comportement collectif" renvoie à une "perspective générale d'analyse sociologique" [Park, 1967, cité par F. Chazel, 1992: 277]. L'hypothèse centrale de la perspective du comportement collectif est la crise de systèmes (social, politique et/ou économique), avec pour corollaire l'exclusion sociale, comme facteur déterminant de l'action collective: cette dernière est à la fois témoignage et effet de l'inefficacité des mécanismes de contrôle social ou de l'inadéquation des systèmes d'intégration [J.L. Cohen, 1985: 672] affaiblis par la crise. Cette conception de l'action collective -par définition, hors système- amène les auteurs à la caractériser comme non-institutionnelle par opposition aux actions conventionnelles institutionnelles. Par ailleurs, les tenants de cette perspective conçoivent difficilement une rationalité de l'action collective qu'ils considèrent tout au plus comme une réaction. Cette référence implicite au caractère irrationnel de l'action collective se voit confortée par deux observations que les auteurs soulignent en caractères gras: d'une part, une majorité d'actions collectives de l'époque présente un très faible degré d'organisation; d'autre part, les objectifs visés ne sont ni clairement définis ni clairement déterminés. Notons enfin que cette approche normative tend à privilégier l'analyse microsociologique et en appelle à des facteurs

psychosociaux pour expliquer la participation individuelle à l'action collective. Cependant, contrairement aux théories de la psychologie des foules, la perspective du comportement collectif ne considère pas les phénomènes de mobilisation de masse en termes exclusivement péjoratifs, mais souligne leur "potentiel créateur": par le biais de la contestation, ces mobilisations contrentent d'une certaine façon la rigidité du système et, ce faisant, peuvent l'amener à devenir plus flexible pour répondre aux attentes d'intégration des "exclus" [Park, 1967, cité par F. Chazel, 1992: 277].

A plusieurs égards, la perspective du comportement collectif s'inscrit dans le courant fonctionnaliste fort prisé aux Etats-Unis durant ces deux mêmes décennies de l'après-guerre: la société y est considérée comme un système dont la cohésion est assurée par le bon fonctionnement des divers sous-systèmes d'intégration que sont les institutions politiques, économiques, sociales et culturelles. La référence au fonctionnement des institutions devient la mesure d'intelligibilité des actions sociales. Les mouvements sociaux sont alors considérés comme:

"Un trouble provenant soit du mauvais fonctionnement du système juridique, soit du

caractère incompatible de certaines demandes avec les principes généraux de fonctionnement de la société." (A. Touraine, 1993: 16)

Au sujet de la perspective du comportement collectif, J. Lapeyronnie ira plus loin dans sa critique en en soulignant le glissement conceptuel: la notion de participation politique y est assujétie au concept de démocratie et "trouve sa traduction dans les institutions démocratiques" (1997: 196) érigées à cet effet, lesquelles rendraient compte du fonctionnement de la société entendue comme ensemble de sous-systèmes d'interaction. En concevant l'action collective comme une activité plus ou moins irrationnelle et spontanée due à un réajustement social ou à une crise de légitimité, et en confondant la définition analytique - de la démocratie participative - avec la définition descriptive - de la réalité du système politique américain -, cette perspective normative consacre implicitement la validité du modèle politique américain. Le faisant, elle exclut la possibilité d'une contestation interne au système (J. Lapeyronnie, 1998: 698).

Comme l'indique A. Melucci (1988), les explications de l'action collective avancées tant par la perspective du

comportement collectif que par la perspective de tradition marxiste sont relatives au contexte de l'époque:

"The industrial conflict was thus inextricably bound up with the national problem - demands for access to the State and for the extension of citizenship - and with that of extending political rights to excluded social groups. It was in this historical context that the idea of social movements as historical agents marching toward a destiny of liberation, or growing in the grip of a suggestion and under the control of few agitators, developed." (A. Melossi, 1988: 136)

Il serait cependant vain de chercher à retracer d'autres similitudes ou correspondances entre ces approches traditionnelles divergent en plusieurs points fondamentaux. En fait, comme le fait remarquer A. Tarrowe (1983: 11), "il existe une histoire européenne et une histoire américaine des idées, plus séparées que parallèles"¹, ce qui explique le fait que l'un n'ait pas assisté à des débats ou confrontations de ces deux courants de pensée. Le développement des perspectives décrites ci-haut allait plutôt se faire sur la base de leurs fondements respectifs. On notera cependant qu'aux Etats-Unis, les différentes théories des mouvements sociaux allaient se cristalliser autour d'un paradigme central - celui de la Mobilisation des ressources-², alors qu'en Europe occidentale,

¹C'est nous qui soulignons.

les développements en matière de théories des mouvements sociaux n'allaient pas donner lieu à un cadre théorique unifié ou à un paradigme central [J.L. Cohen, 1985].

2. Nouvelles approches de l'action collective

A la fin des années 60 et au cours des années 70, on assiste à une multiplication de mobilisations sociales, lesquelles ne présentent pas les mêmes traits qu'auparavant et s'inscrivent dans une nouvelle conjoncture. Les changements observés au niveau de la forme (types d'organisations, conformation sociale, formes de mobilisation) et au niveau du contenu (types de revendications), amènent les chercheurs, tant américains qu'européens, à redéfinir leur objet conformément à cette nouvelle réalité.

2.1 Théories des nouveaux mouvements sociaux

En Europe, cette nouvelle réalité devient le point de départ pour le développement d'un courant associé au nom de son objet: les théories des "nouveaux mouvements sociaux" auxquelles sont associés entre autres les noms de A. Touraine, J. Habermas et A. Melucci.

Le développement de cette nouvelle perspective semble vouloir attester de l'essoufflement ou de l'épuisement du mouvement ouvrier en tant que porteur de la lutte pour le contrôle de l'Etat; un essoufflement qui ne serait pas sans rapport avec l'entropie ou la dispersion de l'antagonisme structurel principal capital vs travail en une multitude d'espaces:

"Le développement des sociétés avancées est assuré par l'extension du contrôle au-delà de la structure productive, dans la consommation, dans les services, dans les relations sociales. Les mécanismes de l'accumulation sont alimentés non plus par la simple exploitation de la force de travail, mais par la manipulation de systèmes communicationnels complexes, par le contrôle de l'information et des appareils symboliques, par l'intervention dans les relations interpersonnelles." A. Melucci, 1979: 47.

En envahissant les termes de contrôle et de régulation dans des sphères qui, jusque là, relevaient du "privé", modifie les enjeux et les déplace dans différents secteurs de la vie quotidienne. Les changements sont au fondement de l'explication de l'apparition de "nouvelles façons de faire de la politique", lesquelles thématisent politiquement des enjeux de la vie privée et quotidienne ou "élargissent le domaine du politique de telle façon qu'il inclue les pratiques quotidiennes" (A. Escobar, 1992: 33).

Les théories des nouveaux mouvements sociaux visent à rechercher le principe d'unité des diverses mobilisations sociales [F. Dubet, 1993: 61] qui, de prime abord, éclatent d'hétérogénéité ne fut-ce que par leurs champs de revendications:

"Des mouvements ne concernent plus directement les problèmes de la production et de l'économie, ils se situent dans le champ de la culture, de la sociabilité, de la ville, des valeurs, et paraissent bousculer les formes classiques de gestion du conflit social et de la représentation politique, ils mettent aussi en scène de nouveaux acteurs comme les "minorités", les femmes, les jeunes, les classes moyennes fortement scolarisées." [F. Dubet, 1993: 61]

Il est plutôt malaisé de résumer en quelques lignes l'approche des nouveaux mouvements sociaux précisément parce qu'elle ne forme pas un cadre théorique unifié. Comme le commente F. Dubet:

"On cherchera en vain la formation d'un principe d'unité théorique, comme si l'éclatement des problématiques correspondait à la pluralité des paradigmes." [F. Dubet, 1993: 62]

Cependant, nous pouvons relever le fait que les théories des nouveaux mouvements sociaux proposent des analyses centrées sur les acteurs sociaux [A. Escobar, 1992: 31], et portent une

attention particulière aux fins de l'action collective et aux significations de ces nouvelles formes expressives de mobilisations collectives dont l'enjeu principal consiste en une réappropriation ou appropriation du sens de leur devenir ou l'affirmation de leur identité. Ainsi, centrées sur la notion d'identité, les mobilisations collectives tendent à être

"expansive: the process by which a civil society
 "strive to constitute new identities as a means to
 open democratic spaces for more autonomous action."
 A. Escobar, 1991: 30

2.2 Les rôles de la mobilisation des ressources

Aux États-Unis, la perspective de comportement collectif a suscité de vives critiques qui prennent leur racine dans la lumière des nouvelles réalités des années 60-70. Comme nous le signale D. Lapeyronnie (1987: 149), les mouvements étudiants, les manifestations pacifiques contre la guerre au Vietnam, et principalement le Mouvement des droits civiques en faveur de la fin de la ségrégation légale "constituent le terrain de réflexion privilégié" pour l'élaboration d'une nouvelle perspective d'étude des mouvements sociaux: la perspective de la "mobilisation des ressources" dont nous devons l'expression

à l'1. McMurtry & McN. (1987, 1988). Cette nouvelle perspective met en lumière les enjeux politiques de la démocratie participative et met en cause la conception du système politique américain.

Les caractéristiques de ces mouvements, et les enjeux de la démocratie participative qu'ils s'inscrivent, apparaissent en rapport aux perspectives américaines antérieures. Dans un premier temps, il s'agit d'élargir le champ des acteurs de la politique en permettant à ceux qui étaient jusque-là, pour cause de vices institutionnels, privés d'exprimer leur opinion sur les mouvements. Il s'agit en outre de contrôler que les droits peuvent être effectivement mis en œuvre sans pour autant verser dans le militantisme important. Dans un deuxième temps, les mouvements portent de façon plus revendicative et plus radicale clairement des idées, et adoptent des stratégies qui attestent une perspective rationnelle. Les deux observations suscitent une véritable remise en question de la conception du mouvement comme interruption spontanée de réaction plus ou moins irrationnelle. À cette conception, on substitue celle du mouvement comme réponse élargie (H.L. Cohen, 1988) tout d'abord aux fins visées et aux moyens accessibles. Enfin, dans un troisième temps, contrairement aux tenants des

approches classiques, ces mouvements se développent au sein et à l'encontre de ces systèmes sociaux tout en prenant parfois également l'ampleur d'un pluralisme démocratique. Qui plus est, il ne s'agit pas de remettre en question l'idéal démocratique, les mobilisations sociales se font essentiellement en son nom, révélant ainsi "l'attachement des citoyens aux principes démocratiques et la réalité institutionnelle" (J. Jankins, *ibid.*: 14-16). Les dernières observations soulignent les critiques des théories du comportement collectif et dissimulent la distinction entre l'action collective libre et volontaire et l'action institutionnelle concertée. Ainsi, la mobilisation B. éditée par J. Jarrow, *ibid.*, l'action collective se situe sur le même continuum que l'action institutionnelle concertée: les réactions de l'un comme de l'autre sont "dictées par des motifs d'intérêt égoïstes sans des relations de pouvoir institutionnalisées." (J. Jankins, *ibid.*: 16).

Outre ses observations critiques à l'endroit de la conception de l'époque et des interprétations du "comportement collectif", la perspective de la mobilisation des ressources s'est largement inspirée de la science économique (J.O.

² C'est nous qui traduisons de l'anglais.

McCarthy & M.N. Zald, 1973, 1977]. L'emprunt le plus significatif que fait cette nouvelle perspective à la science économique est celui de la notion de rationalité par finalité définie en termes de calcul coûts/bénéfices. Du postulat de l'action rationnelle par finalité découle une définition - étroite- de l'action, tant collective qu'individuelle, abstraction faite du contexte et des relations sociales qui en sont constitutives [D. Lapeyronnie, 1988]. Cette définition étroite des mouvements sociaux en tant que moyen pour l'obtention de fins visées se révèle être une limite de la perspective de la mobilisation des ressources car elle ne permet pas d'expliquer la participation individuelle à l'action collective d'une part et, d'autre part, la constitution d'un mouvement social.

Le problème de la participation individuelle à l'action collective illustre le paradoxe de l'action collective définie en termes stricts comme un moyen auquel ont recours des individus pour atteindre des objectifs. La rationalité moyens/fins attribuée aux individus pose le problème du "ticket gratuit" (*free rider*) signalé par M. Olson [1965]: pourquoi un individu se dépenserait-il dans les différentes tâches et manifestations du mouvement alors qu'il pourrait

s'en remettre à la participation des autres pour la réalisation des fins visées?

Quant au problème de la constitution d'un mouvement social ou d'une identité collective pouvant renvoyer à un processus d'appropriation du substratum d'un système de valeurs, il est déceuvamment éclipsé par l'importance accordée à l'orientation d'entrée dans le système politique par l'attraction aux mouvements sociaux. En effet, la perspective de la mobilisation des ressources considère la demande d'une plus grande participation dans les instances décisionnelles et de gestion comme l'objet principal de l'action collective et des mobilisations sociales. De fait, elle tend à réduire les mouvements sociaux à la dimension centrale du politique. L'action collective ou le mouvement social est alors défini comme un appel de l'action politique. La promesse centrale de la perspective de la mobilisation des ressources qui consiste à attribuer aux mouvements sociaux une logique de rationalité par finalité, semble "justifier" qu'une fois que l'on s'entend sur l'invariance des fins (aspirations politiques), on mette l'accent sur les moyens mis en oeuvre ainsi que sur les conditions propices à l'action collective. Plus que les fins visées qui permettent de restituer à l'action collective son

caractère rationnel, la nouvelle perspective de la mobilisation des ressources considère l'accès à des ressources externes, le niveau et le type d'organisation [L. D. Mortenson et M.N. Lani, 1973 et 1977; L. Pilly, 1976 et 1984], et le mouvement dans les relations de pouvoir et dans la structure d'appui mutuel [M. Lippman, 1981; M. Lippman, 1984; L. Mortenson, 1976 et 1977; L. Pilly, 1984] comme déterminants de l'action collective. L'étude des mouvements sociaux devient alors l'étude de leur action stratégique et instrumentale insérée dans un contexte plus vaste des principes d'action collective.

...

Les théories des mouvements et mouvements sociaux et de la mobilisation des ressources ont été considérées par plusieurs comme concurrentes. Le courant américain, plus que le courant européen, a fait l'objet de critiques plus précises lui faisant perdre l'importance de ses contributions. On reproche principalement à ces théories le fait de n'avoir développé aucun notion de concept d'identité et d'avoir ainsi éclipsé le problème de la rationalité des acteurs en évacuant la question de la détermination des fins. Or, comme le relève A.

Elisabeth (1988), l'action stratégique suppose la constitution d'une identité collective:

"In order to evaluate interests -to calculate costs and benefits- the calculating subject has to assume a collective identity." A. Maeland, 1988: 100

En plus, comme le relève A. Maeland (1988), compte tenu du fait que l'identité de l'action suppose des éléments particuliers en-dehors desquels s'est mise en place l'action, l'action stratégique proprement instrumentale devient incohérente.

Et, contre-partie, la notion de mouvement, inhérente à la politique de mouvement social, entendue comme un type d'action collective orientée vers le mouvement (A. Maeland, 1988), laquelle en rapport à l'environnement; de sorte que les luttes identitaires ne peuvent se réduire à la seule forme expressive -appel- car elles perdraient leur caractéristique de mouvement -, mais doivent entrer en rapport avec leur environnement. Les luttes identitaires contiennent donc nécessairement une part d'action stratégique que doivent considérer les théories des nouveaux mouvements sociaux. En

conséquence, les chercheurs intéressés aux mouvements sociaux considèrent maintenant ces derniers comme étant engagés dans

"a political struggle in terms of access to the mechanisms of power but also [a] cultural [struggle] in the search for different identities".
E. Elin, 1999: 216"

3. Etude des mouvements sociaux en Amérique latine

En Amérique latine, l'émergence de nouvelles formes d'action collective est liée aux crises du modèle de développement des années 80, à la crise des Etats populistes et développementalistes, à la crise des systèmes de représentation politique ainsi qu'à la crise de la dette, qui entraînent sur l'adoption de politiques de reconstruction économique de nature né-libérale. A. Escobar & J. Alvarez, 1994: 216]. Les observations suscitent, au début des années 90, une multiplication de travaux de recherche dans l'intention de rendre compte de la nouveauté de ces formes de mobilisation et de lutte collectives qui ne se réduisent plus à un antagonisme de classes - entre bourgeoisie et prolétariat - mais mettent en scène une diversité d'acteurs qui redefinissent le politique en l'élargissant aux sphères de la vie privée et de la consommation. Non seulement ces luttes collectives ne présentent pas une composition sociale

non pure, mais en plus elles abordent des questions qui représentent les intérêts de classe. Comme le fait remarquer L.A. Berlin (1994 : 10), cette «révolution» conduit certains chercheurs à minimiser la dimension politique du conflit pour se concentrer sur la seule dimension sociale. Les apports des théoriciens du capitalisme - et du socialisme et du marxisme - sont à ce titre à peu près négligés et on lit de nouvelles perspectives d'appréhension de la réalité. A partir des premières années de la décennie 1970, les chercheurs sociaux antérieurs, les premiers travaux d'identification - par exemple - d'actes culturels permettant de caractériser une manifestation sociale ou "événement" de ces manifestations collectives, les types d'acteurs sociaux, les dimensions sociologiques de base, les effets sociaux, les motivations et les stratégies, les mouvements et les types et les modalités sont appelés "la première génération" (A. Kertzer et J. Alcorn, 1994 : 11). Les premiers travaux de recherche s'inspirent en grande partie des idées des principaux mouvements sociaux et s'intéressent aux "dimensions culturelles" de ces nouveaux retours et aux dimensions symboliques de l'action collective. A la fin des années 80, les chercheurs se ravisent et reconnaissent que la ressemblance entre nouvelles et anciennes manifestations collectives n'est pas aussi drastique qu'on l'avait dans un premier temps

Amérique et, plus particulièrement, les manifestations collectives se situent dans un continuum. Comme nous l'indiquent A. Gorman et J. Alvarez à la suite de E. Eder (1991), les chercheurs reconnaissent cependant que les mouvements sociaux américains sont très marqués par la diversité de leur action :

"... First, the diversity of « collective behavior», which is popularly understood to mean the inclusion of their existence and their political impact in expression, and second, the tendency to see political activity as a part of the cultural field and not merely as a « collective identity and the utilization of that identity in mobilizing.” (A. Gorman et J. Alvarez, 1991: 1)

A la fin des années 1980 et au début des années 1990, la recherche américaine sur les mouvements sociaux en Amérique latine, la recherche d'inspiration marxiste et le renouveau marxiste s'interrogent principalement sur les formes institutionnelles, les dimensions symboliques de l'action collective et la construction d'identités collectives en tant que principal objet d'étude. La seconde tendance se penche sur la dimension politique -entendue au sens large- des mouvements sociaux et se rapproche davantage de la perspective développée aux Etats-Unis, la théorie de la mobilisation des ressources. L'action stratégique des mouvements sociaux et leur relation

Le système politique en est le principal objet d'étude. Néanmoins, d'autres tendances ne sont étrangères aux géographes qui, lors des années 1960, s'agrippent de près aux thèmes tant de l'anti-américanisme et de la corruption (A. L. Frenck, 1967), dénonçant les appâts des peaux d'homme, que de la dépendance vis-à-vis du monde occidental (Frenck, 1967). Parmi d'autres, par exemple, on retrouve l'écologie et la géographie humaine ou l'économie géographique (comme par exemple les "nouvelles géographies d'analyse" (H. Haggel, 1968: 100), qui s'efforcent de retrouver les dimensions géométriques pour une "analyse géométrico-structurale et géométrico-dynamique. L'analyse structurale constitue également une contribution au développement de l'analyse spatiale ne doit pas être négligée, (H. Haggel, 1968: 101, p. 102) la relation entre les deux n'est pas évidente.

Si en Amérique latine comme en Europe de l'Ouest, c'est aux Etats-Unis et au Canada, la "dépendance" des mouvements sociaux des trois dernières décennies est attribuable au fait qu'ils portent sur des questions relevant de la sphère de la consommation et non de la production, l'analyse des mouvements sociaux latino-américains doit tenir compte de certaines distinctions fondamentales. On notera d'abord que

les mouvements sociaux d'Europe de l'ouest : mouvements écologiste, pacifiste, féministe, homosexuel, etc. que l'on considère comme une "réponse aux contradictions d'une société post-industrielle"¹. (A. Hellman, 1992: 63), ont des demandes qui dépassent la satisfaction de besoins matériels. Par ailleurs, ces nouveaux mouvements surgissent dans un contexte où le système politique multipartite est bien établi. Leur volonté de s'écarter des parties politiques pour assumer leur autonomie, leur volonté de se situer en marge des canaux politiques institutionnels, leur position critique à l'égard du représentatif politique institutionnel transforment d'abord une indépendance entre des termes traditionnelles de représentatif politique et leurs demandes qui dépassent le cadre des parties politiques. En revanche, les mouvements d'Amérique latine sont, pour la plupart, principalement concernés par des problèmes d'ordre matériel. (A. Hellman, 1992: 63): leurs demandes et leurs revendications se rapportent à la satisfaction de besoins essentiels tels que l'alimentation, le logement, les services urbains, l'éducation et la santé. La nécessité de répondre aux besoins de leurs membres amène les organisations intégrant les mouvements sociaux à établir un rapport de négociation avec les

¹C'est nous qui traduisons.

La question de l'autonomie des mouvements sociaux n'exclut pas qu'ils aspirent à entrer en relation avec les partis politiques. Au contraire, comme le relève J. Foweraker au sujet des mouvements sociaux mexicains:

"... although «civil society» may have political value for popular movements, it does not describe their practices, which, on the contrary, consistently seek dialogue with the political system in order to solve immediate problems and satisfy concrete demands." (J. Foweraker, 1990: 16)

Ne considérant pas l'existence d'une possibilité qu'il puisse y avoir des mouvements sociaux qui présentent des traits similaires à ceux des mouvements sociaux des pays développés, et qui l'intéresse, en conséquence, à l'étude des différentes formes d'expressions et à l'analyse des processus de constitution d'institutions collectives.

Cependant, compte tenu de l'importance du régime politique et des institutions politiques dans la détermination d'une maturité de mouvements sociaux d'Amérique latine, nous réalisons et nous penchons sur les mouvements sociaux en relation avec le système politique, ce qui nous amène à privilégier la dimension stratégique-politique de l'action collective. Pour les fins de ce travail, nous définirons

l'action stratégique en termes de moyens en vue d'une fin visée, étant entendu que les fins visées sont relatives à la constitution de l'acteur collectif et que, par conséquent, l'action stratégique ne peut être purement instrumentale [G. Munk, 1990: 26]. Nous avons également mentionné que parmi les nouveaux types d'identités et d'actions collectives, on retrouve notamment des groupes de base territoriale (*territorially based communities*) concernés par les problèmes de logement, de propriété foncière et de services urbains de base (alimentation en eau, électricité, drainage, transport, pavimentation, etc. . Dans ce travail-ci notre intérêt portera sur ces groupes ou organisations qui constituent le mouvement urbain populaire mexicain⁵ dont nous décrirons la trajectoire au quatrième chapitre. Pour les fins de ce travail nous définirons le mouvement social en termes d'action collective orientée vers le changement. Les catégories de l'action collective que nous décrivons ci-dessous nous permettront de caractériser le mouvement urbain populaire sur une base périodique. Nous identifierons les divers éléments qui sont à la base de sa politisation et qui nous permettront de comprendre comment il en est venu à se constituer comme acteur social. Ce n'est qu'à ce titre d'acteur social engagé dans une

⁵Nous utilisons le vocable "mouvement urbain populaire" pour désigner l'ensemble des organisations sociales urbaines indépendantes.

action conflictuelle politique que les organisations sociales et mouvement populaire exercent à avoir une influence politique sur le système. L'autre caractéristique de leurs actions tient ainsi à changer la dynamique des relations le p. et le s.

Le 1^{er} aspect de la relation p. et s. est donc par A. Schmitter (1984: 144) : «... la caractériser des organisations et mouvement social populaire existants en termes d'actions collectives. L'action collective = au sein d'un système social = implique la constitution d'un acteur collectif... d'une intention collective et la présence d'un conflit portant sur deux ou plusieurs parties opposées. Les actions collectives conflictuelles sont divisées en deux catégories. D'une part, l'action conflictuelle de type « revendication » est principalement concernée par la manière dont on accède au système de distribution des ressources, sans pour autant remettre en question le principe organisateur ou les normes qui le régissent. D'autre part, l'action conflictuelle systématique se rapporte aux processus de prise de décision du système politique, sans le respect des règles en jeu qui régissent le système.

A nouveau nous nous référons à A. Melucci [1985: 792] pour définir l'identité collective comme un processus de construction sociale d'un système d'action orientée vers le changement (selon des choix et des valeurs) et participant d'un champ systémique d'opportunités et de contraintes. Ainsi définie, l'identité collective est le résultat, jamais définitif, d'interactions et de négociations constantes entre les individus qui en participent. Ces derniers sont amenés à s'identifier les uns aux autres créant ainsi un sentiment d'appartenance au collectif, ce qui permet d'en assurer la cohésion interne. A travers ce processus de construction d'une identité, l'acteur collectif se situe dans un espace (contexte social, économique et politique), se définit par rapport à autrui (adversaires et alliés) et en référence à un enjeu défini en termes conflictuels. L'enjeu de la relation concerne, en termes généraux, l'appropriation et l'attribution de valeurs et de ressources sociales. L'identification d'objectifs précis se fait en fonction de la perception qu'ont les acteurs de la réalité sur laquelle ils cherchent à avoir prise, en fonction de leur perception des possibilités et des limites de cette réalité [Melucci, 1988: 342]. Dans cette optique, nous concevons la détermination des objectifs comme une composante de l'identité collective. En d'autres mots, la

réalité, les habitants participent de la constitution de l'identité collective.

Dans les pages qui suivent nous tentons par le biais d'une problématique théorique et de notre thèse.

4. Problématique théorique et proposition de thèse

Depuis la fin du xix^{ème} siècle, l'émergence de nouvelles formes d'organisation collectives en Amérique latine est marquée par l'industrialisation et l'adoption des modes de la mise en œuvre de formes politiques et sociales qui s'inspirent des modèles politiques et sociaux qui régissent les sociétés occidentales. Le processus de développement économique est pour autant le résultat de l'adoption des formes de représentation politique traditionnelles (A. Maza, 1997 : 10). C'est dans ce contexte que surgissent de nouvelles identités collectives; les problèmes relatifs à la sphère privée de la vie professionnelle deviennent le point de mire de leurs actions.

Le cas du Mexique illustre quelque peu la mise en place par l'Etat d'un système de représentation corporatiste de type intégrateur qui a pas donné lieu à un régime politique autoritaire fortement répressif. L'émergence des organisations

« classes urbaines » auxquelles nous nous intéressons - est
 intimement liée à un problème de représentation d'un nouveau
 continent de la population qui n'est pas intégré dans la
 structure corporatiste en partie de l'Etat laquelle tend à
 favoriser les autres canaux de représentation, à savoir les
 parties privilégiées. L'émergence des organisations sociales
 urbaines, ainsi le développement du mouvement urbain populaire
 mexicain sont donc en partie déterminées par un régime
 politique dont la légitimité repose sur le corporatisme
 d'Etat. Le régime politique - c'est-à-dire le corporatisme
 d'Etat - est une variable indépendante dans
 l'explication du mouvement urbain populaire. A l'inverse, il
 devient variable dépendante à l'égard d'interveneurs d'impact
 présent sur les mouvements sociaux.

La question de l'impact des mouvements sociaux sur leur
 environnement requiert de la définition d'un mouvement social
 comme un type d'action collective orientée vers le changement.
 A. Melucci, 1969. Cette définition suppose que l'on
 envisage le mouvement social dans son rapport à

1. Dans l'intention de situer le contexte d'émergence et de
 développement des organisations sociales du mouvement urbain populaire,
 nous décrivons au troisième chapitre le régime politique mexicain. Ce
 faisant, nous mettrons l'accent sur le corporatisme d'Etat que nous
 considérons, avec le clientélisme politique, comme une des principales
 formes de régulation des demandes populaires et de redistribution des
 ressources visant à satisfaire ces demandes.

l'environnement puisque c'est en relation avec les acteurs du système que le mouvement peut induire un changement. Dans cette optique,

"The turn to strategic action is only partially a question of choice. Social movements necessarily have to engage in strategic action, both to challenge an established order and to gain recognition. Their choice regarding entry into the strategic arena is confined to a question of timing, that is, to when but not if." [G. Munck, 1990: 26]

Les études sur les mouvements sociaux latino-américains en relation avec le système politique abordent donc dans un même temps la question du changement. La question de l'impact des mouvements sociaux sur le régime politique ne se pose que dans la mesure où, par leur action, ils prennent l'Etat et le régime politique comme cibles. L'incidence du mouvement urbain populaire mexicain sur ces deux variables est de plusieurs ordres. Dans un premier temps, ses demandes, formulées en termes de droits du citoyen [J. Foweraker, 1990: 8-9], en appellent à une "re"définition du rôle de l'Etat ou à sa responsabilisation; par extension le mouvement urbain populaire vise un changement dans son rapport à l'Etat. Dans un second temps, en revendiquant un statut indépendant, les organisations sociales urbaines contestent le monopole de

représentation dont s'arrange le PRI grâce au corporatisme d'Etat dont il est l'instrument. A ce sujet, certains auteurs [J. Alonso, 1989; Molina y Sarmiento, 1989; Palma, 1986] considèrent la seule constitution du mouvement en tant que sujet autonome comme un impact en soi. En d'autres termes, la constitution d'un mouvement en tant qu'acteur politique est déjà significative d'un changement; l'impact politique étant contenu dans le plus de sa présence, la "nature" du mouvement fait acte de changement. D'autres auteurs (J.M. Ramirez Silva, 1981 y 1984; A. F. Wenzel, 1985) identifient de façon plus "spécifique" l'influence politique du mouvement sur le système politique: le système politique serait affecté par la révélation de ses principaux leviers de constitution du système de domination et de ses instruments de fabrication d'un consensus, à savoir le clientélisme, le clientéisme et le corporatisme. En revendiquant leur indépendance et en refusant de se prêter au jeu de la cooptation, le mouvement porte atteinte à la légitimité de l'Etat-parti, le PRI. Enfin, dans un troisième temps, la perte de légitimité du monopole de représentation du PRI amènera les organisations du mouvement social populaire à réclamer une ouverture démocratique ou un pluralisme politique effectif.

Si l'on affirme que le mouvement urbain populaire a eu un impact sur le régime politique, ce n'est cependant toujours qu'en termes généraux; car en définitive, il demeure difficile de circonscrire les rouages de l'appareil qui résultent affectés et de mesurer l'ampleur de l'impact du mouvement sur ces derniers. De plus, la reconnaissance de l'incidence politique du mouvement urbain populaire ne se fait pas sans réserves: les auteurs soulignent par ailleurs la capacité du système politique à se régénérer sous des formes plus "modernes" [J. Tamayo, 1990; J.M. Ramirez Saliz, 1989; J. Foweraker, 1990; S. Street, 1991].

Les mouvements sociaux sont donc aux prises avec le problème de maintenir le cap sur leurs aspirations au changement alors que le régime politique offre une résistance: dans leurs relations avec les divers acteurs du système politique - partis politiques, agents gouvernementaux, autorités municipales, etc. -, les organisations sociales du mouvement urbain populaire courent le risque d'être cooptées. Cette dynamique des relations entre mouvements sociaux et divers acteurs du système politique renvoie, dans la littérature, à la problématique du rapport entre l'action stratégique et l'autonomie des mouvements [J.A. Hellman, 1992; G. Munck, 1995

à 1991; A. Escobar, 1991). L'action stratégique que constituent les relations avec les acteurs du système politique en vue d'un changement comprennent l'atténuation du mouvement. Nous définissons l'atténuation d'un mouvement : « l'une d'activités sociales en référence à sa capacité de réduire ses propres activités, de reconnaître largement les autres capabilités de la classe, et de prendre des décisions sans être soumise à un impératif à l'égard de son intérêt. En d'autres mots, l'atténuation rend le rôle la possibilité de l'acteur en tant que actor, en tant qu'acteur et d'habilité à établir par lui-même ses propres activités tout moment à ses valeurs. Le rapport entre action stratégique et atténuation est nécessairement tout différent puisque les relations avec l'Etat impliquent, à des autres variables, un rapport de domination; l'atténuation n'est une forme sociale particulière se constitue dans un rapport. Finalement, nous affirmons, à la suite de J.A. Delman (1991), qu'une posture d'atténuation relative n'équivaut pas à un échec du mouvement.

Mouvement que suscitent les transitions démocratiques en Amérique latine : passage d'un régime politique autoritaire avec un Etat fort, dirigiste et centralisé à un régime politique démocratique avec un système politique pluraliste et

un Etat en retrait) n'est pas sans rapport avec l'intérêt des chercheurs à évaluer le rôle des mouvements sociaux dans ce processus [M.A. Garretón, 1996; J.M. Ramírez Salas, 1994; O. Nuñez, 1991; J. Foweraker, 1990; J. Alonso, 1989.] Cependant, les mouvements sociaux, en l'occurrence le mouvement urbain populaire mexicain pour le cas qui nous concerne, ne sont pas les seuls en scène: d'autres acteurs et d'autres facteurs externes ont un impact sur le régime politique mexicain. Nous retenons ici la crise de la dette et la crise économique du début des années 80, deux facteurs externes dont l'impact s'est traduit par une restructuration économique. Sous le couvert idéologique de la "modernisation de l'Etat", le président Miguel de la Madrid [1982-1988] adopte des politiques économiques de facture néo-libérale qui sous-tendent une réduction - des dépenses - de l'Etat-providence (Welfare State ou Estado de bienestar). Ces politiques économiques induisent progressivement un démantèlement de l'Etat mexicain - produit de la Révolution - [J. Tamayo, 1994] et concourent ainsi à la perte de légitimité du régime politique fondée sur le corporatisme d'Etat - priiste. La formation du Courant démocratique, dissidence priiste, et son détachement du PRI la veille des élections de 1988, couronne la crise du parti de l'Etat. C'est dans ce contexte de transition que se développe le mouvement urbain populaire: les

revendications des organisations qui le constituent s'adressent à un État-providence en remaniement et trouvent des échos auprès des partis et des coalitions politiques qui contestent l'administration néo-libérale du pouvoir économique, s'opposent à la "nationalisation politique" et économique, et remettent en question les canapotes sociales incarnées jusqu'à présent en État-providence (J. Tury, 1994: 11-12). En somme, la culture politique et économique des années 1980 devient propice à un rapprochement entre parties politiques d'opposition et mouvements sociaux en mouvement social populaire. En d'autres, comme le fait remarquer Juan Carlos J. Tury, 1994: 12; L. F. Werber, 1994: 1-12, parallèlement, les mouvements sociaux, tant le mouvement social populaire, qu'il est pour le corporatisme. La "nationalisation" est cependant qu'apparente:

"... whereas in some countries of Western Europe a similar neo-liberal or neo-conservative project to restrict the political arena has coincided with the «new social movements»' aspirations to autonomy and «non-institutional» politics, in Mexico the popular movements have taken the field to combat this

Nous entendons par "nationalisation politique", la perte de la souveraineté nationale consécutive au respect des mesures de restructuration économique édictées par le Fonds monétaire international en vue d'un renouvellement de la dette.

En fait, depuis les élections de 1988, plusieurs organisations sociales urbaines du District Fédéral tissent des liens avec des partis politiques autres que le PRI. Il s'agit notamment du Parti du travail (PT) et du Parti révolutionnaire démocratique (PRD).

prefer and defend the corporatist state.... There is contradiction, but not so much in the structuralist theory of the popular movements as in the very nature of the authoritarian state itself, which, it will be remembered, has first characteristic is «a strange combination of bolshevik and military power» (14:164). The popular movements clearly defend corporatism for the whole part of countries, and not for the identifiable lines of control of politics and economy." (J. Zaverese, 1991: 1-16)

Les mouvements sociaux ne sont pas un phénomène nouveau.

Il existe toujours et il existe des organisations sociales en mouvement social populaire avec les partis politiques d'opinion qui tentent d'une part d'élaborer et d'élaborer des organisations, des structures afin d'obtenir une action de travail des pouvoirs des rôles politiques d'opinion et d'autre part, les organisations d'inspiration sont en réalité de cette nature - comme les élisent entièrement les militants et élus -, elles se consacrent également au travail de représentation d'intérêts sectoriels. La nature des représentations des organisations sociales populaires les amène donc à redéfinir leur rapport à l'Etat. Dans leur volonté de changer ce rapport, les organisations en mouvement social populaire, soucieuses de conserver leur indépendance et leur autonomie, se montrent résolument opposées à un

corporatisme d'Etat qui leur soit imposé, et tendent à redéfinir le corporatisme sur de nouvelles bases, un corporatisme "social" dont elles sont les instigatrices. Dans cette optique, les relations qu'elles établissent avec les partis politiques d'opposition se révèlent être une stratégie puisque leur alliance avec ces derniers leur permet de conserver leur indépendance et leur autonomie vis-à-vis de l'Etat ou du PRI - instrument du corporatisme d'Etat mexicain. Ainsi, les revendications des organisations urbaines indépendantes et leur demande de changement de leur rapport à l'Etat se font depuis leur nouvelle position sur la scène politique institutionnelle, c'est-à-dire depuis leur alliance avec les partis d'opposition. L'intention de ce travail est celle de démontrer la thèse d'une médiatisation politique ou d'une politisation d'un corporatisme social initié par certaines organisations du mouvement urbain populaire mexicain. Nous identifions le rapport à l'Etat qu'établissent les organisations via leur alliance partisane à la politisation du corporatisme social.

Quelques observations nous permettront d'étayer notre thèse. A la suite de J. Tamayo et de J. Foweraker nous avons pu, à notre tour, noter que le thème du corporatisme est présent dans les discours populaires. De façon explicite, les

relations entre organisations sociales et partis d'opposition y sont décrites en référence à un "corporatisme social" qui relève de l'initiative des organisations contrairement au corporatisme d'Etat qui, lui, est imposé aux groupes de représentation. Qu'il s'agisse de nier, de critiquer ou encore de nuancer l'existence d'un tel phénomène, les acteurs évoquent invariablement un "corporatisme social" lorsqu'il est question des relations entre les organisations urbaines indépendantes et les partis politiques d'opposition, principalement le Parti révolutionnaire démocratique (le PRD). Le fait que les acteurs évoquent invariablement un corporatisme social lorsqu'il est question des relations entre organisations et partis politiques vient appuyer notre thèse d'une politisation du corporatisme.

Dans ce travail, nous nous intéresserons spécifiquement au "corporatisme social" auquel nous réfèrent les acteurs. Au deuxième chapitre nous décrirons le corporatisme d'Etat et le "corporatisme sociétal" en nous basant sur la littérature académique. Ces deux formes de corporatisme dont nous ferons la description doivent être considérées comme des idéal-types, c'est-à-dire comme des modèles construits à partir de référents empiriques. Ils ne sont donc pas, à proprement parler, des concepts. Leur description vise, d'une part, à

introduire le cas du corporatisme d'Etat mexicain et, d'autre part, à leur comparer la définition que nous proposent les acteurs. Puisque notre intention est celle de saisir le sens du "corporatisme social" auquel les acteurs nous renvoient, nous ferons une distinction en termes de vocables: nous emploierons le terme "corporatisme sociétal" lorsque nous évoquerons l'idéal-type auquel la littérature académique se réfère. Et nous identifierons le "corporatisme social" comme une catégorie de sens commun employée par les acteurs. Cette distinction n'a rien de fortuit puisque notre intention est précisément celle de retracer le sens et l'explication du "corporatisme social" qui, comme nous le verrons, est vécu par les acteurs comme un problème puisqu'il est l'objet d'une critique. Mentionnons également que l'expression "corporatisme priilste" renvoie dans notre texte au corporatisme d'Etat dans sa variante mexicaine.

Notre contribution se situe dans l'intervalle de deux champs d'étude. D'une part, la littérature sur les mouvements sociaux latino-américains, et plus spécifiquement mexicains, n'aborde le corporatisme qu'en référence aux régimes politiques autoritaires. A l'exception de J. Tamayo et de J. Foweraker qui notent le faux paradoxe des mouvements sociaux en faveur du corporatisme, la possibilité d'un corporatisme relevant de

l'initiative de mouvements sociaux n'est pas considérée. Notre thèse nous amènera à démontrer la possibilité que certaines organisations du mouvement urbain populaire puissent être les instigatrices d'un corporatisme social dans le contexte d'un régime politique en transformation. D'autre part, dans la littérature portant sur le corporatisme, on associe généralement ce dernier à des groupes de représentation d'intérêts fonctionnels concernés par des questions relevant de la sphère de la production. Par conséquent, on ne considère pas la possibilité que des mouvements sociaux concernés par des problèmes relatifs à la consommation puissent être à l'origine d'un corporatisme. Or, dans le cas qui nous intéresse ici, les organisations sociales du mouvement urbain populaire sont principalement concernées par des problèmes relatifs à la consommation, à savoir le logement et les services urbains. Par ailleurs, nos lectures sur le corporatisme nous indiquent que la littérature académique ne se penche pas sur le phénomène du corporatisme sociétal médiatisé par un parti politique. Le corporatisme sociétal y est au contraire considéré comme a-politique. Pour être plus précis, les auteurs situent généralement le corporatisme sociétal dans le contexte de sociétés démocratiques où il y a pluralisme politique et l'associent à une forme de représentation complémentaire à la représentation territoriale

politique que constitue le système de partis [N. Rabotnikov, 1992: 29]. Ainsi, la littérature académique ne rend pas compte de la complexité relative à la politisation d'un corporatisme relevant de l'initiative des groupes d'intérêts et non de l'Etat. Notre thèse nous amènera à illustrer cette complexité relative à la politisation d'un corporatisme initié par certaines organisations sociales urbaines. Nous verrons alors que la complexité de cette politisation se traduit, dans le discours des acteurs, par une ambivalence face au corporatisme social. Plus souvent qu'autrement, le corporatisme social médiatisé politiquement ou les pratiques qui lui sont associées ont une charge négative et font l'objet d'une critique. Cependant, dans certains cas, les acteurs élaborent une conception positive du corporatisme social.

Nos observations nous indiquent par ailleurs que le corporatisme social médiatisé dont nous parlent les acteurs est d'abord une tendance et non un fait accompli. A notre sens, la complexité qu'introduit la médiatisation politique d'un corporatisme social en est la cause: si le corporatisme social médiatisé dont nous parlent les acteurs n'est pas un fait entièrement accompli, c'est parce que les organisations qui en sont les instigatrices demeurent elles-mêmes ambivalentes au sujet du corporatisme social.

Nous ajouterons une dernière précision. Nous croyons que, étant retenue alors qu'il est question des relations entre organisations sociales et partis politiques, la notion de corporatisme social fait écho à la polémique des années 80 concernant la participation électorale des organisations sociales et leur relation partisane⁹. La participation électorale de certaines organisations sociales indépendantes (c'est-à-dire libres du corporatisme d'Etat) pose le problème de leur autonomie non plus seulement vis-à-vis de l'Etat ou du parti de l'Etat mais également vis-à-vis du parti politique auquel elles choisissent de s'allier pour faire avancer leurs revendications. Ainsi, si leur stratégie d'alliance partisane leur permet de redéfinir leur rapport à l'Etat, elle met également en jeu leur capacité de conserver leur identité d'acteur social et politique, c'est-à-dire leur capacité de dépasser la stricte revendication et d'être elles-mêmes porteuses de leur propre projet politique - même sectoriel. L'enjeu des relations entre organisation sociale et parti politique renvoie donc à la question de l'autonomie de l'organisation en tant qu'acteur social et à la face revendicatrice de l'organisation.

⁹Au quatrième chapitre nous relaterons brièvement le contenu de cette polémique.

5. Méthodologie

Si nous nous intéressons à l'action stratégique du mouvement urbain populaire, notre intention précise est celle de réaliser une étude de cas d'une organisation représentative des derniers développements de celui-ci. Nous présentons ci-dessous nos démarches et les critères qui nous ont amenés à choisir l'organisation sociale urbaine qui fait ici l'objet de notre étude. Par la suite, nous ferons part de nos méthodes de collecte de données et de nos méthodes d'analyse.

5.1 Objet empirique de recherche

Pour délimiter notre objet empirique de recherche, nous avons d'abord mené une série d'entrevues exploratoires. Nos intentions de départ étaient de comprendre la dynamique générale du mouvement urbain populaire de la ville de Mexico, d'en saisir les moments clefs et, surtout, de situer les principales organisations urbaines populaires les unes par rapport aux autres et en fonction de leurs pratiques de revendication et de proposition en matière de politique urbaine, en fonction de leur rayonnement sur la scène publique et en fonction de leur présence dans les institutions politiques, notamment dans l'Assemblée des représentants

(assemblée législative) du DF. Lors de cette phase exploratoire, nous nous sommes adressés à des enseignants et des chercheurs étudiant ou ayant étudié la problématique urbaine, à des intervenants travaillant dans des instituts de logement ou travaillant auprès de groupes communautaires urbains, ainsi qu'à des "témoins privilégiés" tels un journaliste ayant couvert pendant près de dix ans la problématique du mouvement urbain populaire et certains membres du parti d'opposition de gauche (le PRD) ouvert à la participation des organisations populaires indépendantes. Les entretiens exploratoires (au nombre de quinze) nous ont permis d'identifier une organisation sociale dont la portée s'avère significative en regard de notre objet de recherche. Il s'agit de l'Asamblea de Barrios, une organisation sociale urbaine de la ville de Mexico principalement concernée par les problèmes de logement au centre de la ville.

Notre intérêt pour l'Asamblea de Barrios (AB) réside dans le fait qu'elle s'inscrive dans la trajectoire du mouvement urbain populaire alors que le point tournant des événements post-sismiques (1985) inaugure une nouvelle problématique¹⁰. En plus de s'inscrire dans une nouvelle problématique, l'AB participe en tant qu'acteur collectif à la redéfinition de

¹⁰ Nous référons le lecteur au quatrième chapitre consacré à la

cette nouvelle problématique concernant d'une part les relations entre Etat et mouvements sociaux et, d'autre part, les relations entre partis politiques et organisations sociales. En ce sens, elle est représentative de la dernière vague du mouvement urbain populaire. D'abord concernée par des problèmes de logement et par des questions relatives à la politique urbaine, elle élargit peu à peu son champ d'action, s'approprie des espaces sur la scène publique et thématise politiquement des questions d'ordre social telles que l'éducation ou encore les médias. Par ailleurs, elle mène une action proprement politique et conflictuelle visant à influencer ou à modifier les décisions gouvernementales ayant trait à la question urbaine. Sa capacité de formuler des solutions alternatives aux problèmes qu'elle relève est une des caractéristiques importantes de l'AB. Enfin, à l'instar d'autres organisations du mouvement urbain populaire, sa participation électorale ainsi que ses relations avec le Parti révolutionnaire démocratique (PRD) lui permettent de présenter des candidats issus de ses rangs et d'être ainsi représentée au sein de l'Assemblée des représentants du DF (ARDF), instance politique de Mexico.

Amplement citée par divers auteurs, l'AB constitue une des composantes les plus importantes du mouvement urbain populaire de la ville de Mexico eu égard à sa force de mobilisation, à son champ d'action, à sa capacité d'interlocution, à son pouvoir de négociation, à son initiative de proposition et à son sens de la créativité. Voilà certains des éléments qui motivent notre intérêt à réaliser une étude de cas de l'AB pour la période allant de 1987, année de sa constitution, à 1995, soit un an après la tenue des élections présidentielles ayant lieu tous les six ans.

Comme nous le verrons subséquemment, en 1991, l'AB se divise en deux factions. Compte tenu de cette division, nous sommes amenés à réaliser une étude comparative entre les deux factions pour la période allant de 1993 à 1995.

5.2 Méthodes de collecte de données

Compte tenu de notre intérêt à retracer le sens et les significations contenues dans le choix d'actions stratégiques et politiques, nous avons opté pour un recueil de données qualitatives qui nous permettent d'accéder aux aspects informationnels, cognitifs, idéologiques, symboliques et

rhétoriques des discours et des pratiques. Nous décrivons ci-dessous nos diverses méthodes de collecte de données.

Une première méthode de collecte de données est l'observation participante que nous avons menée en prenant part à différentes marches, manifestations et événements publics organisés par les deux factions de l'Asamblea de Barrios (AB). Cette observation participante consistait à rentrer en contact direct avec les membres de la base des deux AB pour leur poser diverses questions sous le mode d'une conversation. L'intention de cette démarche était notamment celle de cerner le type de participation et les raisons pour lesquelles ils participent aux diverses activités tenues par l'organisation, leurs attitudes face aux divers moyens de pression et leur perception des avancées de l'AB eu égard à leur requête individuelle de logement. Notre participation à ces événements nous a également permis d'observer la façon dont sont présentés les enjeux sur la scène publique, les symboles et le langage employés à cet effet, et la réceptivité des passants. Nous avons également multiplié les occasions de rencontre et de discussion fortuites avec les dirigeants et les cadres intermédiaires des deux AB afin d'établir une relation de confiance.

Une deuxième méthode consiste en l'observation non-participante ou assistant aux réunions des commissions politiques des deux parties de l'AB, les réunions, appelées souvent par les dirigeants des deux parties ainsi que les autres intermédiaires, ont pour objectif principal de faire le point sur les démarches entreprises à l'égard de la résolution des conflits préexistants, de définir des activités à venir et de discuter des stratégies et des perspectives d'intervention de leur communauté. Nous avons eu l'occasion d'observer non-participante, à l'AB, deux réunions - il s'agit de dire que nous avons eu la possibilité d'intervenir dans ces réunions à l'issue de certaines d'entre elles, dans l'intention d'intervenir de manière visible dans la dynamique de travail.

Notre troisième méthode de collecte de données est l'entretien semi-directif. Dans ce cadre, nous avons eu l'occasion de nous adresser aux dirigeants des deux parties de l'AB, aux autres intermédiaires - c'est-à-dire les dirigeants des groupes de solliciteurs de l'argent, ainsi qu'à leur supériorité respectifs. Au total 19 personnes ont été interviewées. Nous avons réalisé au minimum de deux séries d'entretiens avec ces mêmes personnes à un an d'intervalle: soit au printemps 1995 (mars à mai), et à l'automne 1996 (octobre à décembre). La durée moyenne des entretiens semi-directifs est de deux heures

et demi à trois heures. Le choix de ces interviewés est motivé par le fait qu'ils sont ceux qui dirigent l'action collective, et qui élaborent des perspectives politiques et stratégiques d'intervention. Il est clair cependant que ces derniers n'imposent pas leurs décisions qui, somme toute, sont le résultat d'échanges et de discussions avec les autres membres des AB, lesquels ont un apport important. Le choix de l'entretien semi-directif, c'est-à-dire ni totalement ouvert ni fortement canalisé par des questions fermées, permet d'amener notre interlocuteur à parler de certaines questions clés tout en lui laissant libre cours dans l'emploi d'expressions de langage, dans l'enchaînement des idées et dans leur mise en forme; tout en lui laissant la liberté d'aborder des sujets connexes auxquels nous n'aurions pas pensé; tout en le laissant souligner des moments, des informations, des événements, etc., qu'il juge importants de son point de vue. Le contenu de ces entretiens fait ici l'objet d'une analyse de contenu.

Les thèmes que nous avons abordés lors des entretiens semi-directifs concernent pour l'essentiel les questions suivantes:

- l'origine et la naissance de l'AB;
- l'origine du personnage de Superbarrio et sa symbolique;

- l'explication de la division de l'AB en 1991;
- la façon dont les interviewés définissent leur AB - en tant que mouvement ou organisation urbaine - et la façon dont ils la distinguent des autres organisations urbaines;
- les objectifs ponctuels et les objectifs généraux de l'AB;
- les relations entre les dirigeants, les cadres intermédiaires et les intégrants de la base de l'AB;
- leur perspective du rôle de l'Etat et du gouvernement;
- la justification du choix de l'AB d'appuyer la candidature de Cuauhtémoc Cárdenas lors des élections présidentielles de 1988;
- les raisons de la participation électorale des deux AB;
- la relation qu'entretiennent les deux AB avec le PRD.

Par ailleurs, nous avons eu accès à divers documents d'archives des deux AB et nous avons eu recours à des données déjà existantes produites par l'AB avant sa division. Il s'agit, entre autres, d'un recueil de six bulletins couvrant les années de 1987 à 1991. Ce recueil fera ici l'objet d'une analyse de contenu. La façon dont l'organisation se raconte, inscrit les moments significatifs de son point de vue, accorde un sens précis à ses interventions, etc. est contenue dans ces matériaux discursifs. Pour l'essentiel, ce recueil intitulé

Plus rien ne nous arrête! ¡Ya nada nos detiene! Aborde los temas siguientes:

- le premier bulletin intitulé Documents et documents rendant compte des revendications de l'AB; le contenu des propositions en matière de logement et de réhabilitation immobilières par l'AB; les répercussions et conséquences de guerre.
- le deuxième bulletin intitulé revendications déclaratives rendant compte des revendications principales de l'AB - le nombre de voix.
- le troisième bulletin intitulé Travail - Travail rend compte de façon succincte des divers événements et des diverses activités réalisées par l'AB: mobilisations, manifestations, marches, réunions revendicatrices, rencontres avec les autorités municipales et avec le PRD, participation à diverses conventions et forums, etc.
- le quatrième bulletin intitulé Mujeres (Femmes) rend compte des initiatives de regroupement et d'organisation des femmes au sein de l'AB.

- Le cinquième bulletin intitulé Testimonios (Témoignages) est un recueil des propos des sollicitateurs de logement et des membres de la base de l'AB concernant leur expérience participative au sein de l'organisation. Ce bulletin contient également une entrevue faite à Superbarrio Gómez.
- Enfin, le sixième bulletin intitulé Organización (Organisation) présente une description de la structure organisationnelle et un compte rendu des cinq conseils généraux d'organisation de l'AB.

Nous avons eu recours, dans un deuxième temps, à des matériaux de seconde main. Il s'agit, d'une part, d'études concernant l'AB et d'entrevues réalisées par des tierces personnes auprès des représentants de l'AB, notamment auprès du personnage Superbarrio. Les études seront considérées à titre informatif car les données recueillies par leurs auteurs nous sont présentées, non pas à l'état brut, mais comme déjà traitées et organisées suivant une perspective d'analyse choisie. Quant aux entrevues, malgré le fait qu'elles aient été élaborées et rapportées ou retranscrites par une tierce personne, nous croyons qu'il est possible de les traiter comme un matériau, et donc d'en faire l'analyse, tout en tenant compte de cette médiation qui confère au matériau un statut différent.

Nous avons également choisi de traiter des sources journalistiques à titre informatif. Le choix du journal La Jornada est motivé par la qualité de son traitement de l'information, par le fait qu'il adopte une position critique à l'égard de la classe dirigeante, et par le fait qu'il accorde une place non négligeable dans ses colonnes à la problématique urbaine. Nous avons retenu tous les articles couvrant la période allant de mars 1987 à mars 1995 et dans lesquels apparaît le nom de l'Asamblea de Barrios. Cette revue de presse nous a permis de retracer en partie les opportunités et les contraintes de l'action collective par l'accès à des informations concernant: les diverses activités publiques de l'AB; sa position face aux politiques et aux projets de développement urbain; ses interventions et ses prises de position, par le biais de ses représentants, à la chambre des députés et à l'ARDF; la façon dont ses diverses interventions sont reçues dans l'opinion publique; l'implication de ses représentants au sein du parti d'opposition, le PRD, et la participation de l'AB dans les campagnes électorales; les relations de l'AB avec les autres organisations populaires urbaines; ses conférences de presse, etc. Nous tenons compte, dans l'analyse de ce matériau, du fait qu'il constitue un produit médiatisé.

5.3 Méthodes d'analyse

Ayant choisi de nous pencher sur le cas des deux factions de l'Asamblea de Barrios, notre démarche vise principalement à comprendre comment ces dernières définissent leur identité collective, l'orientation de leur action collective, ainsi que les stratégies adoptées, et à voir comment les acteurs évaluent le résultat de leur action stratégique en regard des objectifs énoncés. Notre intention précise est celle de voir comment les deux factions de l'Asamblea de Barrios rendent compte de leur participation électorale et de leur relation avec le Parti révolutionnaire démocratique, et de saisir dans un même temps le sens du corporatisme "social" auquel les acteurs nous renvoient. Ainsi, nous nous intéresserons aux représentations sociales, c'est-à-dire à la manière dont les acteurs expriment leur relation à un problème social.

Nous avons choisi de privilégier l'analyse de contenu de matériaux discursifs. Ce sont exclusivement les productions écrites de l'organisation en question ainsi que le contenu d'entretiens semi-directifs qui font ici l'objet d'une analyse de contenu. Les données recueillies par l'observation participante et non-participante, ainsi que les données de seconde main servent à compléter nos analyses.

Le choix d'une analyse de contenu d'un matériau discursif est basé sur certaines prémisses. Dans la mesure où le langage est indissociable de l'expérience, l'analyse du discours des acteurs doit nous permettre d'accéder à leur réalité sociale, une réalité sur laquelle ils cherchent à avoir prise. C'est en ce sens que nous considérons que le discours des acteurs véhicule non seulement des représentations sociales communément admises mais en produit également de nouvelles car, comme l'affirme N. Ramognino [1987: 41] par le langage, les acteurs problématisent et résolvent leur rapport à l'environnement. Comme nous l'avons mentionné antérieurement, les relations entre partis politiques et organisations sociales sont identifiées par les acteurs comme problématiques. L'analyse du contenu de leur discours nous permettra de repérer la façon dont les acteurs résolvent les tensions ou contradictions entre les représentations sociales communément admises et l'orientation de leur action. A cet égard, la notion de "corporatisme social" introduite par les acteurs est significative précisément parce qu'elle exprime ou rend compte de l'aménagement de ces tensions.

L'analyse des productions écrites de l'organisation que nous étudions ainsi que celle des entretiens que nous avons réalisés auprès de ses dirigeants ont été réalisées en trois

étapes. Dans un premier temps, nous avons analysé chaque entretien de façon individuelle afin de saisir la cohérence interne de chacun des discours et la structure d'argumentation; afin de repérer les contradictions et, lorsqu'il y a lieu, la résolution de ces contradictions par l'interviewé; et afin de déceler les tensions générées par certains thèmes abordés (ces tensions sont manifestées par des hésitations, des silences, des augmentations ou diminutions du ton de voix, des répétitions, dans certains cas par l'absence de réponse à une question précise, etc.). Nous avons choisi le thème comme unité d'enregistrement ou de découpage. Ainsi, pour chaque entretien, nous avons repéré les *référents*, c'est-à-dire les thèmes pivots autour desquels s'organise le discours des interviewés. Par la suite, nous avons fait une liste de référents pour chaque entretien et nous avons noté leur séquence d'apparition afin de déceler la structure formelle du texte. Suite à ce premier gros découpage auquel correspondaient sommairement les questions posées lors de l'entretien, nous avons procédé à un découpage plus précis qui a consisté à relever des *noyaux de sens* pour chacun des thèmes pivots. Ainsi, par exemple, le thème pivot de l'origine de l'organisation était abordé en référence aux "antécédents", en référence à l'"initiative des dirigeants", ou encore en référence à un "besoin senti par la population". Ces trois

taques de résumer l'histoire de l'organisation à l'aide d'histogrammes à trois axes de sens. A nouveau, nous avons fait une liste des mots de sens; nous avons noté leur fréquence d'apparition afin de mesurer la structure argumentative du texte; et nous avons relevé leur fréquence d'apparition - pondérée par l'importance accordée par l'interviewé à son point de vue.

Une deuxième étape, nous avons procédé à la comparaison des données analysées. L'analyse comparative des données statistiques visant à identifier les similitudes, à approuver les différences et à proposer des différences d'interprétation, est la dernière étape de l'analyse comparative. L'analyse comparative des données a été réalisée à l'aide de deux logiciels de l'ordinateur. Le logiciel de l'analyse comparative, nous a permis d'extraire principalement des listes de mots de sens et de mots de sens pondérés à la première étape, ainsi que des réservations faites quant à leur fréquence et leur fréquence d'apparition. À l'aide de cette analyse, nous avons pu retracer le profil général de chacune des factions de l'Assemblée de Barrios, ainsi que les principaux traits caractéristiques de l'Assemblée de Barrios avant sa division en deux factions.

Dans un troisième temps, nous avons procédé à une analyse de groupe. Nous avons divisé notre corpus en trois groupes: les recueils et productions écrites se rapportant à l'Asamblea de Barrios avant sa division en deux factions; les entretiens réalisés avec les dirigeants et autres intermédiaires de la première faction; et les entretiens réalisés avec les dirigeants et autres intermédiaires de la seconde faction.¹¹

À ce point, nous avons procédé à un découpage thématique d'éléments de texte. Nous avons d'abord défini quatre grandes catégories, ou catégories générales: éléments d'identification de l'organisation, orientation, la perspective d'action véhiculée, dynamique interne de l'organisation et groupes relatifs au politique. Les grandes catégories correspondent aux deux dimensions de l'action collective: identité collective et action stratégique, à deux niveaux discursifs. Les catégories générales ont été subdivisées en sous-catégories de façon à ce qu'elles soient mutuellement exclusives. Le second recoupement devait nous permettre d'identifier de façon plus spécifique les diverses composantes de l'action collective des deux factions de l'Asamblea de Barrios.

¹¹Nous avons donné priorité à l'analyse du contenu des entretiens. L'importance que nous accordons à leur analyse, comparativement à celle des recueils écrits de l'Asamblea de Barrios, s'explique par le fait que ces entretiens ont été réalisés conformément à notre objet de recherche.

Nous citons ici les sous-catégories les plus importantes afin de ne pas alourdir notre exposé:

- éléments d'identification de l'organisation en référence à son origine et son rayonnement;
- perspective générale d'action et champs de lutte;
- orientation de l'action (en tant qu'objectif);
- relations entre dirigeants de l'organisation;
- relations entre dirigeants et membres de la base de l'organisation;
- participation électorale;
- relations entre l'organisation et les agents gouvernementaux ou rapport au gouvernement, et relations avec les autorités municipales;
- relations entre l'organisation et le PRD;
- dynamique interne du PRD;
- relation triadique - entre l'organisation, le PRD et le gouvernement;
- corporatisme (avec mention explicite);
- clientélisme politique (avec mention explicite);
- postes de représentation populaire; etc.

Nous avons procédé à une analyse qualitative des unités de
 texte ainsi découpées. Pour ce faire, nous avons porté une
 attention particulière à la présence ou absence de similarités
 de types, ainsi qu'aux différentes modalités d'apparition
 des unités de texte q dans chacune d'elles. Les types
 d'occurrences, d'équivalence et d'opposition entre types
 existent. Nous nous y intéressons pour les deux premiers
 types de M que nous avons trouvés. L'impact déterminé par
 ces unités de M et type de répartition.

...

CHAPITRE II

1. Le corporatisme

Le corporatisme est un modèle ou un idéal-type qui rend compte d'un type de rapports entre l'Etat et la société. Il se définit comme un système de représentation de groupes d'intérêts fonctionnels. La constitution de groupes d'intérêts fonctionnels (correspondant généralement à un secteur d'activités de travail) se fait sous l'égide ou sous les auspices de l'Etat qui leur confère un statut juridique en gage de leur reconnaissance officielle. Cette reconnaissance officielle garantit aux corporations un certain monopole de représentation. Les programmes, subventions et autres bénéfices attribués par le gouvernement au secteur d'activités qu'une corporation représente sont, avec le monopole de représentation dont elle jouit, les principaux incitatifs à l'incorporation des groupes. Notons que dans un système corporatiste de facture exclusive (où il y a effectivement un monopole de représentation des intérêts sectoriels), les groupes qui ne sont pas intégrés aux corporations ne bénéficient pas des programmes gouvernementaux. Dans ce cas, l'incitatif à l'incorporation revêt un caractère péremptoire. Par ailleurs, des moyens coercitifs (répression des groupes

marginaux, c'est-à-dire non incorporés) peuvent être employés à titre d'incitatif. Enfin, contrairement aux groupes d'intérêts du modèle pluraliste, les corporations ont une liberté d'action réduite. A divers degrés, le contrôle de l'Etat s'exerce sur le choix de ses dirigeants, sur les demandes et les revendications de ses membres, sur son administration interne et sur son champ d'action. Le contrôle de l'Etat sur les corporations constitue la principale contrainte d'incorporation [R.B. Collier & D. Collier, 1979]. Compte tenu du monopole de représentation des corporations d'une part et, d'autre part, du contrôle de l'Etat sur ces dernières, l'élaboration des politiques gouvernementales se fait sur une base de concertation.

L'incorporation formelle des groupes d'intérêts dans l'appareil d'Etat demeure une condition nécessaire pour qualifier un système corporatiste:

"(...) Corporatism refers to a structural or institutional feature: the incorporation of the groups into the state and thus into the actual government process." [H.J. Wiarda, 1997: 183]

Dans cette optique, les groupes d'intérêts ont une fonction qui dépasse la stricte représentation de leurs membres. Parce que les corporations sont intégrées dans le processus de

décision, parce qu'elles sont incorporées à l'appareil d'Etat, elles occupent une position d'intermédiaires. Cette position intermédiaire amène P. Schmitter [1979: 35-36, note 1] à définir le corporatisme comme un mode de médiation des intérêts (interest intermediation). H.J. Wiarda fait une remarque essentielle: la fonction des corporations oscille entre la représentation d'intérêts privés et la prise en charge de responsabilités publiques:

"Under corporatism, interests groups often become part of the state, incorporated into it; they are agencies that are no longer just private but that have taken on public responsibilities." [H.J. Wiarda, 1997: 8]

La notion de médiation d'intérêts indique par ailleurs la nature généralement hiérarchique des structures corporatistes, laquelle sert à garantir la discipline des organisations membres.

Le système corporatiste correspond à un objectif d'orchestration économique, de planification économique centralisée. Il permet par ailleurs la contention des débordements revendicateurs. En incorporant les groupes d'intérêts dans le processus de prise de décision et d'élaboration de politiques gouvernementales, l'Etat s'assure

de l'assentiment d'une fraction de la population, ce qui lui permet de valider ses politiques sociales et économiques, et d'assurer le succès de leur mise en application. Dans la mesure où le fonctionnement des divers groupes d'intérêts permet le contrôle d'intérêts particuliers, notamment le respect de la loi, les intérêts des administrations publiques, à leur tour, sont représentés par l'Etat comme nécessaire aux exigences de stabilité politique et de développement. L'assentiment des divers d'intérêts est ainsi une ressource importante, même si elle n'est pas suffisante, il ne faut pas en faire une illusion.

En relation, qui s'inscrit dans une même perspective, est par exemple le cas des relations sociales, de part et d'autre, des syndicats et des institutions de régulation sociale. L'Etat, en effet, les autorise de type réglementaire et leur donne le droit de sanctionner. Comme l'explique H. Schmitter, l'Etat a même des réserves de part et d'autre:

"The interest in regulations is that they may have the adequate information and, most of all, the capacity to deliver the compliance of their members with respect to specific aspects of public policy. What they have to fear is cooption, the transformation into dependent recipients of public favors and passive agents of state policy. (On the other hand) state authorities can provide selective rewards, and accord public status to organizations

and protection against rival organizations (...). Their fear is that, by doing so, they will become colonized by the groups they have empowered and will lose their distinctive and exclusive status as protectors of public interest, and thereby their legitimacy before the public at large." [F. Schmitter, 1985: 45]

La perte d'autonomie des groupes d'intérêts, ou leur mise en tutelle, tout comme la régulation de leurs demandes et de leurs revendications, se traduisent, à divers degrés, par la restriction de leur champ de contestation, par leur immobilisation. Dépendamment de la marge de manoeuvre dont ils bénéficient, l'entente corporatiste peut signifier deux choses au point de vue des groupes incorporés: qu'ils réduisent leurs aspirations pour se conformer aux règles du jeu, ou qu'ils accèdent au processus décisionnel.

Par ailleurs, comme le relève D. Collier, à la suite de Stepan, le rapport des forces entre Etat et groupes d'intérêts dans le cadre d'un système corporatiste doit, par définition, trouver un point d'équilibre:

"Stepan [1978], in his analysis of this power relationship between groups and the state, argued that the possibility of an imbalance in the relationship constitutes a «generic predicament» of corporatism. On the one hand, power may shift toward the state to such a degree that corporatism is simply transformed into a system of state domination of groups. On the other hand, power may

shift toward the groups to such a degree that central coordination, an essential attribute of corporatism, is lost or is fundamentally weakened. Thus, the two underlying components of corporatism are in opposition. Not surprisingly, there is no inherently «correct» balance between these components. However, if an imbalance reaches either extreme, it is reasonable to ask whether one is still in the presence of corporatism." [D. Collier, 1995: 138-139]

Le degré de contrôle de l'Etat sur les groupes d'intérêts est donc variable. L'Etat peut se limiter à orienter les groupes d'intérêts; il peut avoir une incidence sur leur direction; ou encore, il peut leur imposer une ligne de conduite et les soumettre à ses directives. Abstraction faite des différences de perception de la volonté dirigiste de l'Etat, la majorité des auteurs étudiant le corporatisme le considèrent comme une forme de contrôle concerté avec les dirigeants ou les représentants des corporations chargés d'amener leurs membres à souscrire aux ententes négociées avec les autorités gouvernementales. Nous complétons et résumons notre description en nous référant à la définition du corporatisme proposée par P. Schmitter :

"Corporatism may be defined as a system of interest representation in which the constituent units are organized into a limited number of singular, compulsory, noncompetitive, hierarchically ordered and functionally differentiated categories, recognized or licensed (if not created) by the state and granted a deliberate representational

monopoly within their respective categories in exchange for observing certain controls on their selection of leaders and articulation of demands and supports. " [P. Schmitter, 1974 : 93-94]

La marge de manoeuvre et le degré d'autonomie des groupes d'intérêts par rapport à l'Etat constituent une dimension centrale qui permet d'identifier deux grands types de corporatisme. Il s'agit d'une part du corporatisme d'Etat et, d'autre part, du corporatisme sociétal ou néo-corporatisme. La majorité des auteurs distinguent ces deux types de corporatisme en référence au mode de constitution des groupes d'intérêts ou des corporations. Il est question de corporatisme d'Etat lorsque la constitution des groupes d'intérêts est imposée par l'Etat, et de néo-corporatisme lorsqu'elle est le fait des groupes, lesquels demeurent alors relativement autonomes vis-à-vis de l'Etat et du gouvernement.

1.1 Corporatisme sociétal

Le corporatisme sociétal ou néo-corporatisme, généralement qualifié comme démocratique et de participation, est identifié aux sociétés de régime politique libéral et pluraliste. La relative autonomie des groupes d'intérêts par rapport à l'Etat ou, dit inversement, le contrôle réduit de l'Etat sur les groupes d'intérêts, fait en sorte que l'élaboration de

politiques est le résultat d'un consensus entre les parties engagées. L'incorporation des groupes d'intérêts dans l'appareil d'Etat signifie que, pour paraphraser H.J. Wiarda [1997: 121], les corporations sont intégrées dans toutes les étapes du processus d'élaboration et d'implantation des politiques gouvernementales concernant le secteur qui leur correspond: elles identifient les problèmes relatifs au secteur d'activités qu'elles représentent; elles participent à l'élaboration de politiques et/ou de programmes spécifiques; elles font pression sur leurs membres ou veillent à ce que ceux-ci consentent à l'adoption des politiques en question; et, enfin, elles assurent la mise en application des politiques gouvernementales.

Le corporatisme est traditionnellement associé aux ententes tripartites entre le patronat, les syndicats et l'Etat comme intermédiaire-régulateur. Dans les sociétés contemporaines ayant développé un Etat-providence, les structures d'intégration néo-corporatistes tendent à s'implanter non seulement pour l'élaboration de politiques économiques et industrielles, mais également pour l'élaboration de politiques sociales relatives à la santé, l'éducation, le transport, l'habitation, etc.

1.2 Corporatisme d'Etat

Imposé au cours vers le bas, le corporatisme d'Etat est généralement associé aux régimes politiques autoritaires. Les variantes du corporatisme d'Etat - le système exclusif et inclusif - sont respectivement associées aux régimes autoritaires et populistes. Notons que ces qualifications ne sont pas mutuellement exclusives: un régime autoritaire peut se servir de pouvoirs populistes qui flirassent, et vice versa, pour devenir autoritaire. Les mécanismes de légitimation. Notons également que la présence d'un corporatisme d'Etat n'exclut pas un régime politique basé sur un pluralisme de partis politiques. Cependant, en général, le corporatisme est une réalité plus contrôlée que substantielle.

En outre, généralement, le corporatisme d'Etat comme structure de médiation de groupes d'intérêts imposée au cours vers le bas a fonctionné davantage comme un mécanisme de contrôle et de régulation que comme mécanisme de concertation pour l'élaboration de politiques gouvernementales. Les auteurs intéressés au corporatisme appliqué en Amérique latine voient généralement à mettre en évidence les rouages et les mécanismes de contrôle et de régulation qui président à la

consolidation d'un pouvoir central. Ce faisant, ils adoptent
une perspective à tendance marxiste dans leurs analyses.

représentant les prolétaires et les paysans: le Parti national agraire (PNA) et le Parti laboriste mexicain (PLM) dirigé par Morones depuis 1919 et associé à la Confédération régionale ouvrière (CROM), également dirigée par Morones.

C'est sous la présidence de Lázaro Cárdenas (1934-1940) que ces deux grands secteurs seront intégrés dans le parti. Son important leadership ainsi que son engagement auprès des masses populaires conduiront à la transformation du parti qui deviendra le Parti de la Révolution mexicaine (PRM). Cette transformation consiste essentiellement à fonder le parti sur des bases populaires suivant une structure formelle d'intégration corporatiste. La réforme du parti national sous Lázaro Cárdenas conserve le principe d'alliance politique, auquel s'ajoute le leitmotiv de la "solidarité nationale" toutes classes confondues. Par ailleurs, elle répond à la nécessité de rétablir une paix sociale ou de "conjuré une véritable révolution sociale" [A. Rouquié, 1987: 290] en s'acquittant des dettes de la révolution, prioritairement envers le mouvement paysan¹³.

¹³De la présidence de Lázaro Cárdenas, on retient son engagement à donner suite aux revendications paysannes remontant à la période révolutionnaire. Ainsi, il procède à une importante réforme agraire qui, pour l'essentiel, se résume à la distribution de terres aux paysans et à la création de zones agricoles de propriété communale (*ejidos*). Notons qu'en dernière instance, ces terres communales demeurent sous le contrôle de l'Etat.

En 1938, Lázaro Cárdenas crée la Confédération nationale paysanne (CNC) de laquelle doivent être membres tous les ejidatarios ainsi que les ligues paysannes et les syndicats de travailleurs agricoles originellement affiliés à la Confédération des travailleurs mexicains (CTM). La CNC reçoit non seulement tout l'appui du gouvernement mais se trouve à être liée légalement à ce dernier et incorporée officiellement au parti révolutionnaire [D. Story, 1986: 94]. L'incorporation subséquente de la Confédération des travailleurs mexicains regroupant près de 3 000 syndicats, devait permettre au gouvernement de Lázaro Cárdenas de mener à bien ses politiques de réappropriation des richesses nationales (notamment ses mesures d'expropriation des ressources pétrolières, jusque là sous la mainmise de l'Angleterre et des Etats-Unis). La conjoncture politique et économique explique donc que la Confédération des travailleurs, laquelle jouissait d'un certain pouvoir de négociation avec le gouvernement, ait accepté de subordonner ses intérêts de classe et son autonomie pour consolider le projet national [G. Leff, 1982: 212]. A l'incorporation des secteurs ouvrier et paysan s'ajoute celle du secteur militaire, qui sera dissoute en 1940¹⁴, et celle du secteur "populaire" réunissant initialement tous les employés

¹⁴La désincorporation de l'armée visait à une dépolitisation des forces militaires par leur rattachement au service du gouvernement et non plus au parti officiel.

de l'Etat, c'est-à-dire les employés de la bureaucratie gouvernementale et de la fonction publique.

L'élargissement du secteur populaire ne tarde pas à venir: avec la création de la Confédération nationale des organisations populaires (CNOP¹⁵) en 1943, le parti étend sa base de support pour intégrer dans ses rangs la classe moyenne et la petite bourgeoisie, lesquelles avaient déjà montré une certaine reticence à l'égard des politiques socialisantes de Lázaro Cárdenas. Avec la CNOP, le secteur "populaire" acquiert un caractère résolument hétéroclite: aux employés de l'Etat réunis sous la Fédération des syndicats de travailleurs au service de l'Etat (FSTSE), s'ajoutent tous les membres de la CNOP allant des petits entrepreneurs (industriels, marchands et petits propriétaires ruraux) aux artisans, professionnels (docteurs, avocats, ingénieurs), intellectuels, membres d'entreprises coopératives, membres des groupes de jeunes, membres des groupes de femmes, et membres des associations de quartiers.

Si, au départ, le secteur populaire venait équilibrer le rapport de forces à l'intérieur de la structure corporatiste

¹⁵La CNOP sera convertie en 1991 en une vaste organisation intégrant divers mouvements et organisations de la société civile tels que les regroupements écologiques et les organisations de droits humains.

du parti officiel, la création de la CNOP et, avec elle, l'infiltration de la classe moyenne donnent une nouvelle orientation administrative et politique au PRM: une majorité des postes gouvernementaux sont maintenant comblés par des membres du secteur populaire au détriment des secteurs paysan et ouvrier. Cependant, l'affaiblissement des secteurs paysan et ouvrier n'est pas attribuable au seul contrepois du secteur populaire. Il est nécessaire de tenir compte des pressions exercées par la haute bourgeoisie et principalement par les entrepreneurs industriels, d'une part et, d'autre part, de la nouvelle orientation de la politique économique gouvernementale adoptée par le successeur de Lázaro Cárdenas, Manuel Avila Camacho (1940-1946): du "nationalisme solidaire" populiste de Lázaro Cárdenas favorisant l'intégration des masses, on passe à un nationalisme économique favorisant le développement industriel et commercial basé notamment sur des politiques de substitution d'importations. Les secteurs paysan et ouvrier sortent affectés par cette nouvelle économie politique: d'une part, l'encouragement à l'agriculture commerciale et le relâchement de la réforme agraire laissent pour compte les revendications paysannes et, d'autre part, le remplacement de Lombardo Toledano par Fidel Velásquez (un conservateur avisé) à la tête de la Confédération des

travailleurs diminue considérablement la force de frappe du secteur ouvrier.

Sous Miguel Alemán (1946-1952), la politique économique de développement industriel et commercial est poursuivie, voire renforcée. Par ailleurs, Alemán introduit un nouveau changement: le Parti révolutionnaire mexicain devient le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Alors qu'il fallait être membre d'une corporation associée à l'un des secteurs du parti pour être membre du PRM, l'affiliation au PRI peut maintenant se faire sur une base individuelle¹⁶.

La description du corporatisme au Mexique ne serait pas complète si l'on s'en tenait à la seule structure de représentation du parti officiel. Il ne s'agit pas ici de retracer toutes les associations d'intérêts fonctionnant suivant un modèle d'organisation corporatiste, mais bien de citer le cas de deux grandes corporations d'une certaine importance: la Confédération des chambres de commerce

¹⁶L'adhésion sur une base individuelle avait été introduite indirectement par la création de la CNOP.

nationales (CONCANACO) et la Confédération des chambres industrielles (CONCAMIN), auxquelles sont tenues d'adhérer toutes les moyennes et grandes entreprises et industries du pays. Régies par la loi des chambres de commerce et de l'industrie, ces confédérations sont en dernière instance contrôlées par l'Etat et, par conséquent, peuvent en principe être soumises aux prérogatives du gouvernement. Ceci dit, ces associations du secteur privé ont conservé une autonomie relative et sont par ailleurs devenues partenaires de consultation du gouvernement. Dans certains cas, elles ont exercé une influence décisive sur les politiques économiques gouvernementales.

Les chambres de l'industrie et du commerce ainsi que la structure de représentation du PRI composée des secteurs ouvrier, paysan et populaire auxquels sont incorporées la Confédération des travailleurs, la Confédération des paysans et la Confédération des employés de l'Etat ainsi que la Confédération des organismes populaires, pour ne nommer que les plus importantes, constituent pour l'essentiel le système corporatiste mexicain. Nous référant aux deux grands types de corporatisme que nous avons caractérisés, à la suite de divers auteurs, nous pouvons identifier l'incorporation des secteurs fonctionnels au sein du PRI à un corporatisme d'Etat. Par

contre, le cas des chambres de l'industrie et du commerce se rapproche d'un corporatisme de type sociétal puisque, bien que celles-ci relèvent de l'initiative de l'Etat, elles jouissent d'une autonomie relative vis-à-vis de celui-ci. Avec P. Schmitter (1974), nous pouvons noter que l'origine du corporatisme mexicain dans sa variante "corporatisme d'Etat" correspond, dans ses grandes lignes, aux traits d'origine qui caractérisent le corporatisme d'Etat, par opposition au corporatisme sociétal des systèmes politiques pluralistes:

"[a revolutionary corporatism as] the product of a «new order» following from a fundamental overthrow of the political and economic institutions of a given country and created by force or special «collective spirit»; [an evolutionary corporatism as] the outcome of a natural evolution in economic and social ideas and events. (...) In a nutshell, the origins of societal corporatism lie in the slow, almost imperceptible decay of advanced pluralism; the origins of state corporatism lie in the rapid, highly visible demise of nascent pluralism." (P. Schmitter, 1974: 105-106)

C'est le corporatisme d'Etat, ou le système de représentation du PRI, qui retiendra notre attention. Si nous nous intéressons au corporatisme d'Etat, c'est parce que nous considérons qu'avec le clientélisme politique, il constitue une des principales formes de régulation des demandes populaires et de redistribution des ressources. Nous nous tournons maintenant vers ces deux composantes du régime

politique mexicain, le corporatisme d'Etat et le clientélisme politique.

1.2 Corporatisme d'Etat mexicain et clientélisme politique

Considérant le mode de constitution du corporatisme mexicain, nous notons que l'incorporation des groupes d'intérêts dans chacun des secteurs du parti officiel est, à des degrés variables, "imposé" par le parti de l'Etat: l'incorporation du mouvement paysan a été imposée par l'Etat à travers la réforme agraire; l'incorporation des centrales syndicales dans le secteur ouvrier a été négociée par la CTM et Lázaro Cárdenas; l'incorporation des employés de l'Etat n'est pas obligatoire en principe, mais les importants bénéfices sociaux qui l'accompagnent en font un incitatif salubre; enfin l'incorporation des organismes "populaires" permet de canaliser les revendications de la classe moyenne. Ceci dit, il s'agit bien d'un corporatisme d'Etat, flexible et inclusif [S. Kaufman Purcell, 1973], et parfois même pernicieux puisqu'en dehors du PRI il n'y pas de salut: il vise, à coups d'incitatifs, à l'intégration des masses et non à leur répression et leur exclusion. Enfin, comme nous l'avons mis en évidence, le mode d'incorporation des groupes d'intérêts dans chacun des secteurs est relatif au degré et à la nature de la

mobilisation politique des acteurs et aux enjeux politiques, économiques et sociaux de l'époque. On peut avancer que durant les années 30-40, les groupes d'intérêts incorporés au parti dirigeant jouissaient d'une relative autonomie ou d'un certain pouvoir de négociation, et que les politiques de redistribution dont ils ont bénéficié étaient le fait de leurs revendications et d'une volonté de l'Etat qui s'était fait promoteur du développement économique et industriel. La bonne marche du corporatisme reposait donc sur la capacité de négociation des dirigeants des confédérations et sur l'engagement de l'Etat en faveur des intérêts de la population [R. Hernández Rodríguez, 1992: 164]. A partir de la fin des années 40, les nouvelles tendances des politiques économiques gouvernementales réduiront progressivement la structure corporatiste du PRI à un rôle de machine électorale et à un mécanisme de contrôle et de régulation à la baisse des demandes populaires.

"L'étatisation des organismes socio-professionnels, le transfert des loyautés vers l'Etat, grâce à la satisfaction des demandes limitées et surtout à une reconnaissance sociale inédite servent de cadre à un système de gouvernement paternaliste et autoritaire où le clientélisme des masses bureaucratisées est un des rouages essentiels d'un agencement en trompe l'oeil. [Nous retrouvons là une] dynamique ambidextre qui oscille entre la mobilisation populaire et la manipulation des masses." [A. Rouquié, 1987: 292]

La structure corporatiste du PRI est organisée de façon hiérarchique. Le contrôle des membres revient aux principaux dirigeants des confédérations. Il implique la régulation des demandes, c'est-à-dire garder les demandes à un niveau acceptable, et l'orientation de l'allégeance politique des membres. En échange, les dirigeants des confédérations accèdent à des degrés variables (suivant leur position hiérarchique et suivant l'importance stratégique de leurs associations respectives) à des postes gouvernementaux ou à des postes d'élection populaire. Ces postes sont donc en général un moyen pour donner solution aux revendications et demandes populaires [R. Hernández Rodríguez, 1992: 155] puisqu'en principe ils permettent aux dirigeants des confédérations d'influencer les politiques gouvernementales. En tant que système de représentation de groupes d'intérêts sectoriels, le corporatisme mexicain fonctionne donc également comme canal d'acheminement des demandes populaires et de distribution de bénéfices sociaux et économiques. Par leur incorporation au parti de l'Etat, les groupes ont obtenu, outre leur reconnaissance légale rendant leurs demandes légitimes, des bénéfices sociaux et économiques.

L'attribution des postes de représentation permet par ailleurs d'assurer la loyauté des dirigeants envers le parti de l'Etat

et de fournir une base électorale en faveur du PRI. Comme le fait remarquer R. Hernández Rodríguez [1992: 156], l'efficacité du corporatisme pour négocier à l'intérieur du PRI les candidatures aux postes de représentation ont fait des élections une pure formalité.

Pour les dirigeants, l'intégration au PRI se traduit donc aussi par des possibilités d'ascension professionnelle et sociale d'autant plus réelles que l'appareil bureaucratique gouvernemental est important:

"The PRI's role is principally to provide a career structure for up-and-coming politicians; to conciliate the negotiation of jobs (ie. patronage) (...)." [P. Ward, 1986: 35-36]

On ne manquera pas d'ajouter avec S. Kaufman Purcell que:

"The constant availability of these corporate power bases to the high-level political elites is explained, in turn, by the clientelist infrastructure of the corporate organizations. Organized into vertical chains of patron-client relationships, the head of each corporate organization can keep the entire membership in line by working only with those subordinates who function as patrons at the various levels of the corporate hierarchy." [S. Kaufman Purcell, 1981: 206]

Ainsi, la structure corporatiste du PRI, combinée avec des pratiques clientélistes assurant une certaine redistribution, peut expliquer en partie la "docilité" des centrales syndicales face aux mesures austères qui leur ont été imparties à la fin des années 40.

C'est par son adhésion aux confédérations nationales incorporées à l'un des quatre secteurs du PRI qu'une majorité de la population se joint aux rangs du parti de l'Etat. En incorporant dans sa structure les divers groupes de représentation d'intérêts et en les désignant comme la voie institutionnelle pour formuler des revendications d'ordre social, politique et économique, le parti de l'Etat maintient un contrôle sur une partie de la population puisqu'il neutralise les revendications populaires en les absorbant [J.L. Reyna, 1977: 156], et s'assure dans un même temps une base électorale: la structure corporatiste du PRI garantit ainsi son hégémonie sur la scène politique. Par ailleurs, dans la mesure où le Président est toujours un candidat du PRI élu majoritairement grâce à la base électorale sur fond corporatiste, la structure du PRI rétroalimente la légitimité du présidentialisme.

Notons qu'il y a lieu de distinguer le gouvernement du parti dominant, bien que généralement on ait tendance à les associer car, successivement, la majorité électorale accordée au PRI (plus de 65% des suffrages) lui a assuré une certaine hégémonie. En fait, il semble que tant le gouvernement que le PRI emploient des stratégies visant à brouiller les cartes et à confondre les électeurs. Comme le fait remarquer Susan Eckstein:

"Although formally autonomous, the PRI and PRI-affiliated groups help to promote and organize administrative activities by directly collaborating with government functionaries, complementing the work of the government, and by serving as intermediaries between residents and the government." [S. Eckstein, 1977: 28-29]

Ce dédoublement de rôles amène l'électeur à croire qu'il doit l'obtention de ses ressources à son allégeance au PRI, ou encore à croire que c'est le PRI qui a un pouvoir direct de distribution. Or, comme nous l'indique P. Ward:

"The PRI has no ready access to or influence over the federal expenditure. The irony is that as part of its normal endeavours to co-opt and integrate local groups, the PRI deliberately encourages the impression that it has this special access and influence. In fact, close association and integration under the party's umbrella is likely to reduce the probability of a group getting what it wants simply because, once co-opted, they become subject to PRI orthodoxy, which seeks to reduce the

level of demand making upon the system." [P. Ward, 1986: 36]

Malgré qu'il faille faire une distinction entre le gouvernement et le PRI, il reste que l'articulation du système présidentiel au système d'organisation corporatiste du PRI réunit le chef de l'Etat, du gouvernement et du parti dirigeant en la seule personne du président national. Au delà d'une simple concentration du pouvoir, il s'agit bien d'une monopolisation du pouvoir justifiée, depuis la création du PRI, pour les fins du maintien de la paix sociale ou de la stabilité politique et de la réalisation des objectifs de la Révolution. C'est également pour garantir la réalisation des objectifs de la Révolution que la structure corporatiste du parti dirigeant s'impose comme organe de représentation exclusif et joue sur deux fronts en assurant à la fois les fonctions de représentation des intérêts des masses et de support aux politiques gouvernementales et, par extension, au gouvernement. En dépit des prétentions pluralistes déclarées, la centralisation du pouvoir grâce à la création d'un parti étroitement lié à l'Etat a permis de contenir la fragmentation d'intérêts politiques et sociaux. Car, rappelons-le, le PRI s'est présenté avant tout comme

"une mosaïque d'intérêts dont la raison d'être n'était pas une identité idéologique précise, mais l'exercice d'une fonction de médiation entre ces groupes multiples et le pouvoir politique."¹⁷ [S. Loaeza, 1992: 208]

Ce n'est qu'à partir de la fin des années 60 que l'on assiste à une série de pressions sociales cherchant à faire reconnaître de façon effective un système pluraliste de partis. Ces pressions se feront à la fois plus importantes et plus articulées au cours des années 80, alors que le pays entrera dans une période de crise économique. La perte de légitimité du corporatisme priiste, concomitante à la crise économique des années 80, s'expliquera en partie par les mesures austères adoptées pour faire face à la récession. Aujourd'hui, la légitimité de la monopolisation de l'espace public par le parti dirigeant est remise en question. De nouvelles poussées de participation politique des masses, une franche contestation électorale du pouvoir hégémonique et des pressions de l'élite économique indiquent une "demande d'ouverture de l'espace public et de suppression du monopole des fonctions publiques" [J. Sánchez Susarrey, 1989: 321]. Comme nous le verrons au chapitre suivant, à la progressive

¹⁷C'est nous qui soulignons.

érosion du corporatisme d'Etat, correspond le développement et la consolidation d'organisations sociales indépendantes.

CHAPITRE IV

1. Trajectoire du mouvement urbain populaire

Nous revenons au concept "mouvement urbain populaire" MUP pour désigner et décrire globalement l'ensemble des différents groupes tels que les conseils de quartier, les diverses associations, les clubs sportifs, les comités de quartier, les associations d'habitants, les associations d'habitants indépendantes, etc. L'expression que le MUP est constituée par un mouvement, des initiatives individuelles et collectives se veulent indépendantes, "est-à-dire non associées à un contrôle de l'Etat" (1). L'important, est surtout d'être en prise avec principalement en tant que personnes relatives aux conditions de vie urbaines (logement et installations, problèmes sociaux, services urbains). D'une façon plus concrète, le MUP est fondamentalement animé par deux M. L'un est celui de la mobilisation des forces : en stimulant la participation croissante des gens à participer aux prises de décisions concernant les problèmes de développement urbain (M. Samir Jala, 1994). Nous exprimons ci-dessous, sous une forme narrative, les grandes périodes de l'évolution du MUP.

C'est principalement lors des années 60 et 61 que la vague de migration de la campagne vers la ville donne lieu à

développement de bidonvilles en périphérie de la ville de Mexico ou du District Fédéral (DF). Malgré cette croissance sans précédent, aucune politique réelle de développement n'est mise en place avant 1976 avec l'adoption d'une première loi sur l'aménagement du territoire [P. Ward, 1990: 161-162]. Face à l'absence d'une politique réelle de développement urbain qui réponde aux nécessités de logement des nouveaux arrivants, la pratique courante consistait, dans un premier temps, à prendre possession directe des terres ou à organiser des invasions massives pour ensuite, dans un second temps, entamer le long processus de négociation avec les autorités gouvernementales en vue de la régularisation des titres de propriété foncière.¹⁸ Face à ces pratiques d'invasion de terrains, les autorités réagissaient soit négativement par la voie d'expulsions violentes; soit positivement - ratifiant un droit de facto - en adoptant une attitude conciliante visant à contrôler les groupes dissidents par la cooptation des leaders ou par le recours au clientélisme. Jusqu'en 1980, les relations de clientélisme politique auxquelles on a largement recours modèlent les flux des ressources destinées aux quartiers des bidonvilles. Les relations de clientélisme impliquant les leaders des quartiers marginaux et les agents gouvernementaux

¹⁸Encore aujourd'hui, dans bien des cas le processus de régularisation des terres n'est qu'un palliatif qu'on serait tenté d'associer à une politique de développement urbain de l'a posteriori.

sont salutaires pour la classe dirigeante prise dans son ensemble. Dans la mesure où, dans la relation d'échange, le client est en général tenu de témoigner sa loyauté envers le patron en lui assurant son appui politique - qu'il s'agisse de bulletins de vote ou d'actes de présence lors de manifestations -, les relations de clientélisme permettent le contrôle d'association et le contrôle de l'allégeance politique (en faveur du PRI). Puisque la légitimité de l'Etat reposait principalement sur la structure corporatiste du PRI et sur des pratiques clientélistes [J. Marques-Pereira, 1992; S. Eckstein, 1990; P. Ward, 1989], l'attitude conciliante des autorités à l'égard des squatters assurait à toutes fins pratiques l'hégémonie du parti de l'Etat, le PRI [P. Ward, 1989; Jiménez, 1989].

Ce n'est qu'à la fin des années 60 et au cours des années 70 que naissent des organisations sociales - formellement constituées - relatives à la question de l'habitation. Notons que la multiplication de ces groupes autonomes, précisément au cours des années 70, n'est pas sans rapport avec une ouverture des chances politiques [Eisinger, 1973]: nous faisons ici référence à l'*ouverture démocratique* du président Luis Echeverría (1972) dont ils ont bénéficié pour se constituer en organisations indépendantes.

Dans la région du District Fédéral (DF), ces organisations sociales sont dirigées par des activistes politiques venus, pour la plupart, des rangs du mouvement étudiant de 1968 dont on se souvient qu'il a été fortement réprimé par les autorités [V. Bennett, 1992: 244-245]. Ces organisations s'implantent majoritairement en zones périphériques. Le choix des zones périphériques permet d'éviter, dans une certaine mesure, l'affrontement direct avec l'Etat et ses instances gouvernementales. Il relève par ailleurs d'une lecture du problème de l'explosion urbaine qui se traduit par une prolifération de bidonvilles caractérisés par des conditions de vie ultra-précaires: interprétée comme le résultat d'une exploitation, cette situation interpelle les activistes politiques qui, convaincus qu'il est temps de sortir des usines, cherchent un nouveau champ d'action et se rendent dans les quartiers périphériques - "centre névralgique" - à la recherche des "maillons les plus faibles de l'ennemi" [Linea de Masas, 1979: 47].

L'intention des dirigeants n'est pas de se limiter à la satisfaction des besoins et services urbains, mais également de conscientiser les "masses" et jeter ainsi les bases pour l'édification du Parti révolutionnaire [C. Bouchier-Tetriak, 1988]. Rapidement la situation des nouveaux migrants et la

problématique des bidonvilles sont thématisées politiquement et l'Etat, en tant que représentant et défenseur des intérêts de la bourgeoisie, devient l'ennemi principal. En conséquence, ces organisations indépendantes cherchent avant tout à se développer en marge de la scène politique institutionnelle et en opposition aux instances de l'Etat. En dépit de cette intention première, la majorité de ces organisations indépendantes est prise dans une logique du court et du moyen terme, et leur action est principalement orientée vers la satisfaction des besoins élémentaires (habitations et un minimum de services urbains). Nous qualifions l'action collective de ces premières organisations de défensive et revendicatrice.

En 1976, le gouvernement de José López Portillo (1976-1982) suspend ses politiques de réforme sociale, répondant ainsi aux fortes pressions exercées par la haute bourgeoisie nationale, lesquelles se résument à une importante fuite de capitaux, un moratoire sur les nouveaux investissements et un ralentissement de la production de produits d'exportation agricoles [V. Bennett, 1992: 247]. *L'ouverture démocratique* cède le pas à des mesures de répression des mouvements indépendants, ce qui explique le reflux du MUP jusqu'au début des années 80 [P. Moctezuma, 1985].

Au début des années 80, on assiste à une multiplication de petites organisations urbaines de quartier de plus en plus structurées et articulées. Cette période se caractérise principalement par la création, à des échelles régionales et nationale, de fronts et de coalitions intégrant ces organisations urbaines, ainsi que par la tenue de forums et de congrès sur les conditions de travail des organisations du MUP et sur les différentes stratégies à adopter. Au niveau national, la Coordinatrice nationale du MUP (CONAMUP), fondée en 1980, apparaît comme l'une des plus grandes tentatives d'orchestration du MUP. [V. Bennett, 1992; C. Bouchier-Tetriack, 1988].

La fondation de la CONAMUP répond à une volonté d'unir à l'échelle nationale les différentes organisations sociales urbaines jusque là dispersées, et de former un front commun indépendant des instances corporatistes de l'Etat. Au sein de la CONAMUP, on retrouve cependant de fortes divergences d'ordre idéologique. Ces divergences sont associées à deux groupes dominants, la Ligne de Masses et le groupe Compañeros: le premier groupe cherche à donner priorité au travail auprès des masses tandis que le second défend une conception du parti comme avant-garde révolutionnaire du mouvement et cherche à donner priorité à la formation politique de cadres dirigeants.

En dépit de ces divergences, la volonté d'assurer l'unité de la Coordinadora fera en sorte que l'on ne voudra parler que de pratique pour reléguer à l'arrière-plan les discussions d'ordre politique.

Expérience inédite, la CONAMUP connaît rapidement un succès de mobilisation au point où le MUP et la CONAMUP, l'une de ses expressions organiques, se trouvent à être confondus, et ce, au moins jusqu'en 1985. Cependant, si la CONAMUP grandit en nombre, la qualité de sa cohésion interne et l'absence d'une ligne politique clairement définie ont pour effet d'en limiter la portée. Les élections de 1982 ravivent le débat autour des questions que l'on avait reléguées au second plan. Ces questions concernent les relations entre partis politiques et organisations de masses (alliance stratégique, travail conjoint ou indépendance complète), et le caractère politique ou a-politique des coordinadoras de masses. Ainsi, l'expérience de la CONAMUP reflète les difficultés de rénover le discours d'une gauche sectaire: les querelles de fond qui finiront par miner la Coordinadora concernant l'alliance partisane vs l'autonomie complète des organisations de masses. Au fond du problème, deux conceptions antagoniques du système politique de représentation: décrié par les uns parce que nécessairement vicié de toutes parts; accepté avec réserves

par les autres qui, suite à la réforme politique, y voient un moyen d'élever les perspectives des masses et de faire avancer la lutte politique.

L'on convient finalement que la CONAMUP ne participera pas en tant que telle aux élections présidentielles de 1962, mais que les organisations intégrantes seront libres de le faire. Quant au caractère de la CONAMUP, on le définit alors en termes suffisamment vagues pour pouvoir retenir dans ses rangs les organisations qui n'ont pas encore déserté la Coordinadora. Comme le signale C. Bouchier-Tetriack [1988: 102], la grande marge de liberté concédée aux organisations membres et le relâchement à l'extrême des liens organiques qui devaient permettre à la CONAMUP de survivre, ont mis en péril sa force de frappe car elle perdait du même coup son pouvoir de décision, sa capacité de centralisation et de direction politique.

En résumé, les principales visées de l'action collective du MUP demeurent la satisfaction des besoins élémentaires relatifs aux conditions de vie urbaine. Cependant on constate une nette tendance à la politisation du MUP, principalement sous la CONAMUP dont les adversaires principaux, l'Etat et le secteur privé, sont tenus pour responsables de la misère

urbaine [C. Bouchier-Tetriack, 1988]. Les revendications de démocratisation du système placent la CONAMUP dans la voie de l'action conflictuelle politique. Mais son insertion dans le système politique par le biais de la participation électorale demeure un point de litige important. Débuts d'une action conflictuelle politique, donc, bien que certains des dirigeants affichent des aspirations de changement et de renversement des rapports de forces par le truchement du travail auprès des "masses marginales" [C. Bouchier-Tetriack, 1988].

La période des tremblements de terre de 1985, maintenant considérée comme un point tournant, vient redéfinir la dynamique du mouvement urbain populaire (MUP). La problématique du logement au centre-ville refait surface. Dans tout ce mouvement, la CONAMUP demeure cependant en retrait, sollicitée par les problèmes en périphérie de la ville. N'ayant pu réajuster son tir pour prendre part à cette redéfinition du mouvement urbain populaire, la CONAMUP se voit bientôt reléguée au second plan¹⁹.

¹⁹ En 1985, la CONAMUP ne compte plus qu'avec 25% des organisations du MUP alors qu'en 1982, elle rassemblait près de 75% des organisations. [C. Bouchier-Tetriack, 1988]

Les succès de la mobilisation sociale et la nécessité de coordonner les activités de secourisme, de nettoyage des décombres et d'assistance aux sinistrés incitent à la création de la Coordinatrice unique des sinistrés (CUD) le 24 octobre 1985. Cette dernière regroupe près de 40 organisations avec plus de 1 000 affiliés (E. Vega Rangel, 1994: 50). Forte de son statut indépendant, la CUD - aux dires des leaders historiques du MUP - devient non seulement le principal interlocuteur des sinistrés face au gouvernement, mais également le principal architecte de la reconstruction de la ville.

Au cinquième chapitre, nous rendrons compte de l'expérience de la CUD de façon plus exhaustive. Nous nous limitons ici à la situer dans la trajectoire du MUP. La nouveauté de l'action collective menée par la CUD réside principalement dans le caractère propositif de ses interventions, alors qu'auparavant l'action du MUP était essentiellement de type défensif et revendicateur. Du point de vue du MUP, les mobilisations, les négociations et le travail menés par la CUD et les organisations intégrantes ont pour l'essentiel réussi à modifier les relations entre l'Etat et la société civile, portant préjudice aux formes de contrôle politique traditionnelles et au corporatisme priiste. Et c'est

précisément en cela que les tremblements de terre de 1985 et l'expérience de la CUD constituent un tournant dans l'histoire du MUP: la proposition de solutions alternatives et le statut indépendant sur lesquels la CUD a basé ses négociations avec le gouvernement devenaient un précédent qui allait inciter les organisations urbaines à adopter cette même attitude pour finalement renverser la situation de marginalité dans laquelle le MUP s'était jusqu'alors cantonné. Ce faisant, les organisations du MUP se constituent en tant qu'acteur social puisqu'elles "dépassent les limites de l'action purement revendicatrice pour assumer une logique d'action sociale entendue sur la base de la formule protestation avec proposition"²⁰ (B. Arditi in S. Boles, 1995: 72). Le principal legs des expériences post-sismiques sont donc la possibilité désormais ouverte d'une participation dans les processus décisionnels en matière de développement urbain. Au cours de la période allant de 1987 jusqu'à nos jours, cet acquis est thématiquement en termes de "droit du citoyen à la ville". A travers la revendication de droits et une redéfinition de l'action et de l'identité collectives fondée sur la notion de citoyen, le MUP en vient à thématiser politiquement des questions relevant des sphères de la vie quotidienne.

²⁰ C'est nous qui traduisons de l'espagnol.

Au cours de cette même période (années 80), sur la scène politique et économique, divers éléments concourent à la politisation du MUP. La période allant de 1979 à 1984 correspond à la fin du boom pétrolier (1979-1980) et aux signes avant-coureurs d'une crise économique (1981-1984). Le gouvernement de Miguel de la Madrid (1982-1988) emboîte le pas à son prédécesseur. En réponse à la crise, il adopte une politique économique de facture néo-libérale qu'il justifie idéologiquement par l'objectif de modernisation de l'Etat et de renoncement aux pratiques populistes [J. Tamayo, 1994: 140]. En conséquence de cette modernisation de l'Etat, les organisations incorporées au PRI voient leur pouvoir de négociation affaibli. Les effets de la crise jumelés aux politiques économiques austères (coupures dans les dépenses sociales, retrait des subventions) et à la perte de la raison sociale des corporations susciteront un mécontentement populaire généralisé. La politique de *modernisation*, perçue comme le démantèlement de l'Etat - produit de la Révolution -, mènera à la perte de légitimité du corporatisme priiste [A. Cuéllar Vázquez, 1993: 117]. Par ailleurs, elle crée les conditions propices à la politisation du MUP: dans la mesure où leurs revendications, relatives à un secteur de la population, s'adressent à un Etat-Providence (*Estado de bienestar*) en démantèlement, les organisations urbaines sont

peu à peu amenées à développer un projet politique qui reformule le rôle de l'Etat, qui redéfinisse les rapports - entre l'Etat et la société - affranchis du corporatisme d'Etat. Dans cette optique, l'expérience de la CUD en ce qui a trait à sa capacité de formuler et de proposer des solutions alternatives pour la résolution des problèmes de logement, devient un atout. La compréhension des problèmes qui les concernent en regard d'un régime politique en perte de vitesse et la capacité d'articuler leurs demandes sectorielles à la lutte politique ou démocratique, rendent compte de la politisation croissante des organisations sociales du MUP.

Cette politisation amène certaines organisations sociales indépendantes à reconsidérer la possibilité d'une participation électorale comme moyen pour faire avancer leurs revendications. Elles s'ouvrirent à la possibilité d'une participation électorale à la lumière de certaines victoires attribuables aux comités de défense populaire (CDP) de Chihuahua et de Durango, lors des élections tenues en 1985 dans ces régions du pays [L. Hernández, 1990: 25]. Ainsi, lors des élections présidentielles de 1988, plusieurs organisations sociales indépendantes renoncent à l'abstentionisme électoral. Ce faisant, elles commenceront à tisser des liens avec les partis politiques de gauche et de centre-gauche,

principalement avec le Parti du travail (PT) et le Parti révolutionnaire démocratique (PRD) [G. Sandoval in S. Bolos, 1995: 173].

Les organisations sociales urbaines dont nous venons de décrire la trajectoire sont passées d'une action collective revendicatrice à une action collective de type conflictuel orientée vers le changement. En situant leurs besoins à satisfaire dans un contexte politique, économique et social plus large, elles en viennent à problématiser leurs revendications en termes politiques. Dès lors, la résolution de leurs problèmes ne dépend plus de la seule disposition d'un fonctionnaire (intéressé à établir un rapport clientéliste), mais d'un système inadéquat, à savoir le corporatisme d'Etat. L'enjeu, pour la résolution de leurs problèmes, devient le changement d'un système basé sur une structure de médiation d'intérêts sectoriels devenue excluante et contrôlante. Cette action collective orientée vers le changement suppose aussi que les organisations se définissent dans un rapport à autrui puisque c'est la nature de ce rapport qui détermine l'enjeu et donc l'orientation de l'action collective. Nous avons vu que les revendications des organisations s'adressent d'abord aux agents gouvernementaux. Leur premier défi consiste à conserver

leurs demandes et leurs revendications intactes, c'est-à-dire à éviter qu'elles ne fassent l'objet d'une régulation ou d'un contrôle. A la base de leur volonté d'indépendance, on retrouve la nécessité de se soustraire au clientélisme politique comme instrument de contrôle des demandes et des revendications populaires. Leur second défi consiste à conserver leur autonomie vis-à-vis du PRI, vis-à-vis du parti de l'Etat, et à se constituer comme acteur social en dépassant l'action revendicatrice pour se situer dans une logique d'action sociale comprise en termes de protestation avec proposition d'alternatives (*protesta con propuesta*). La définition de leur identité collective en tant qu'acteur social est ainsi contenue dans l'identification de leur objectif - action orientée vers un changement: l'affirmation de leur autonomie vis-à-vis du parti de l'Etat, le PRI, en appelle à une redéfinition du rapport à l'Etat exempte du corporatisme clientéliste. Dans cette optique, l'adversaire - le PRI - est l'incarnation de ce qui doit être changé - le corporatisme d'Etat.

L'action orientée vers le changement implique une stratégie. Nous considérons que le choix de certaines organisations sociales urbaines à participer aux élections et à établir des relations avec un parti politique constitue une stratégie à

plusieurs égards. Il s'agit d'une stratégie d'alliance partisane contre un adversaire, le PRI, dans l'intention de miner le support du corporatisme d'Etat. Il s'agit d'une stratégie visant une ouverture démocratique ou un pluralisme de partis. Dans cette optique, la participation électorale signifie que les organisations accordent un sens positif au suffrage. Enfin, il s'agit d'une stratégie pour faire avancer leurs revendications.

La participation électorale comme l'alliance partisane entraînent cependant des risques que les organisations identifient en termes généraux à la perte de leur autonomie et de leur indépendance. Leur réticence observée dans le passé à participer électoralement et à établir une relation avec un parti politique nous permettra d'identifier plus clairement ce qu'elles considéraient être les enjeux de la participation électorale et des relations partisans.

Les *coordinadoras* ainsi qu'une majorité d'organisations sociales indépendantes affichaient depuis toujours leur réticence à participer aux processus électoraux. Pour certaines d'entre elles, leur refus était justifié par un souci de conserver et de respecter la pluralité des positions idéologiques et politiques de leurs membres. Pour les autres,

la participation électorale était d'abord un acte de résignation annonçant l'abandon du projet révolutionnaire. De leur point de vue, la participation électorale traduisait une attitude réformiste puisqu'elle impliquait une première acceptation du système parlementaire [L. Hernández, 1990: 24]. La reticence à la participation électorale se rapportait également au principe de représentation [R. Couliomb in S. Bolos, 1995: 159-163]. L'influence d'une organisation urbaine indépendante sur un territoire donné revêt un intérêt pour les partis politiques dont la fonction est précisément celle de représentation territoriale. La participation électorale d'une organisation implique qu'elle accepte la logique de la représentation. Or, on se souvient que c'est précisément contre le représentant politique priiste - instrument de contrôle clientéliste - que l'organisation revendique son autonomie - reliée à un territoire où elle intervient. En acceptant d'être représentée politiquement, quel que soit le parti, l'organisation délègue son propre pouvoir, elle accepte en quelque sorte de céder son propre territoire et de renoncer à ses aspirations d'autogestion.

Dans tous les cas, la participation électorale impliquait nécessairement un rapprochement avec les partis politiques, notamment les partis de gauche. Or, on se méfiait des partis

politiques dont on considérait que le seul intérêt à ouvrir leurs portes aux organisations sociales consistait à se doter d'une base sociale qui leur faisait défaut pour pouvoir conserver leur registre. La tendance des partis de gauche à instrumentaliser les organisations sociales est donc un autre élément qui nous permet d'expliquer cette réticence. Enfin, un dernier élément qui explique les réserves des organisations face à une relation partisane est leur insatisfaction relative à la représentation de leurs intérêts sectoriels. Comme nous le rapporte J. Tamayo [1994: 143; 1990: 126-127], le principal reproche des organisations à l'endroit des partis politiques était que leur plate-forme électorale n'incluait pas leurs revendications sectorielles ou que ces dernières n'étaient pas dûment représentées par les partis.

lors des premières manifestations et des mobilisations massives, les ministres menèrent l'exécutif à l'armée afin d'arrêter le président Michel de la Mairie; ils lui demandèrent que leurs manifestants indépendants et leurs représentants soient reconnus comme interlocuteurs par les autorités, menant ainsi à reconnaître la violence collective et corporative qui caractérisait le mouvement. Les représentants A. Carlos Vargas, 1994: 41. Les manifestants et les premiers des ministres pour obtenir une indemnisation "équivalente au caractère collectivement illégal" dans les années 1980. Vargas, 1994: 41. Multitudinal, l'armée, l'industrie et les personnes les plus vulnérables ont été affectés. Arrêtant l'effacement de ces unités d'indemnisation aux victimes de destruction, la Mairie de l'administration de police civile et la campagne d'indemnisation des victimes, la violence de répression criminelle des victimes et l'absence d'investissement, à l'exception de l'absence des victimes populaires. FONHAPO et le ministère du Travail, présent certain et de l'époque. (CERTE - E.H. Vega-Randall, 1994: 44).

1.2 La Federación Unida de Damnicarios

Trois mois après les tremblements de terre, soit le 14 octobre 1985, une dizaine d'organisations projettent de créer une

"coordinadora" dans l'intention de faire front commun et de réunir sous une même bannière les pétitions et demandes des sinistrés. Cette initiative donnait naissance le 25 octobre à la Coordinatrice unique des sinistrés (CUD) regroupant en son sein 25 organisations. A son apogée, la CUD a rassemblé 42 organisations et représenté près de 30 000 personnes (H. Esteve Diaz, 1991: 62). Parmi les organisations les plus importantes de la CUD, on retrouve:

- l'Union populaire Nouvelle-Tenochtitlán (UPNT: 1985), organisation populaire née de la fusion de deux organisations du centre-ville;
- l'Union des voisins du quartier Guerrero (UVCG), fondée en 1975;
- l'Union populaire Valle Gómez (UPVG), fondée antérieurement aux tremblements de terre de 1985;
- l'Union populaire des locataires du quartier Morelos-Peña Morelos (UPIM-PM), résultat de la fusion de deux organisations populaires créées avant les tremblements de terre de 1985;
- l'Union des voisins du quartier Doctores (UVCD);
- les organisations de résidents de Tlatelolco; et

- la Coordinatrice des logements sur les toits de Tlatelolco (COAT).

La présence au sein de la CUD de diverses organisations populaires indépendantes, constituées antérieurement aux tremblements de 1985, s'est avérée déterminante pour l'obtention d'indemnisations par les sinistrés.celles-ci ont su imprimer un caractère combatif aux pourparlers et démarches entreprises par la CUD auprès des autorités gouvernementales: leur expérience de lutte indépendante pour la défense des locataires, leur refus de s'accomoder d'arrangements clientélistes et corporatistes, et leur détermination à ne pas abandonner leurs quartiers de résidence [A. Cuéllar Vázquez, 1994: 30 à 38] auront permis à la CUD de contrer l'intention du gouvernement de redéfinir la vocation du centre-ville en expatriant les sinistrés en périphérie de la ville [J.M. Ramirez Saiz, 1992: 176]. Une auteure signale également le rôle joué par ces organisations dans l'élaboration de projets populaires de reconstruction, indépendamment du gouvernement et des autorités locales, avec l'aide financière de diverses organisations internationales [E.E. Vega Rangel, 1994: 50]. Sous la CUD, les relations de coopération avec une variété d'organisations civiles et d'organisations non gouvernementales ainsi que les alliances avec des groupes

sociaux de divers horizons tels les syndicats indépendants et le mouvement étudiant, se multiplient [A. Ziccardi, 1988: 67].

Une fois la CUD constituée, elle endosse les revendications traditionnelles des organisations urbaines, notamment le respect de leur autonomie, le respect de la volonté d'enracinement local des résidents, la cessation des mesures d'expulsion de locataires, la responsabilisation des propriétaires d'immeubles quant à l'entretien des logements. A ces revendications, la CUD ajoute une série de demandes conjoncturelles, relatives aux dommages post-sismiques. Parmi les demandes les plus importantes, on peut relever: la canalisation, vers la CUD, de l'aide nationale et internationale; la réparation et/ou la reconstruction des habitations gravement touchées ou démolies; la tenue d'enquêtes visant à retracer les responsables de négligence criminelle; et l'extension du premier décret d'expropriation de terrains pour des bénéfices sociaux [H. Esteve Díaz, 1992: 62; E.E. Vega Rangel, 1994: 50]. Les requêtes qu'adresse la CUD aux autorités gouvernementales, loin de se limiter à la forme revendicatrice, acquièrent un caractère proprement politique: ses revendications sous-tendent une remise en question des politiques urbaines gouvernementales et elles comportent, en règle générale, des propositions alternatives

en guise de solution aux problèmes soulevés. C'est précisément en référence au caractère propositif de ses interventions que l'on qualifie l'action collective de la CUD comme "nouvelle".

Au cours des premiers mois suivant la tragédie, les autorités gouvernementales se montrent réfractaires aux pressions exercées par la CUD. Ce n'est qu'en février 1986 que le gouvernement montre un premier signe d'ouverture politique. Comme le commente A. Cuéllar Vázquez:

"El gobierno empezó a entender que sin la participación activa de los damnificados y una negociación amplia, el problema de la reconstrucción no podría ser resuelto. Los damnificados no sólo ejercieron presión, sino que habían desplegado una enorme capacidad social. En su esfuerzo por ser reconocidos buscaron asesorías calificadas, canales extra-burocráticos para ser escuchados, apelaron al derecho, se apoyaron en sus organizaciones, defendieron su derecho de arraigo y se convirtieron en los gestores del proceso. (...) Contaban además con el apoyo y la simpatía de instituciones civiles de toda índole, que también cuestionaban el burocratismo, la lentitud y la politización de la reconstrucción. El gobierno había asumido el control técnico, contaba con los recursos, con las instituciones, pero sus decisiones tenían que contar con el apoyo y la aceptación de la CUD."21 [A. Cuéllar Vázquez, 1994: 44]¹

Comme nous le rapporte l'auteure, le gouvernement ne peut plus ignorer la pression grandissante des sinistrés ni le poids de

21 On trouvera en annexe II la traduction des citations espagnoles.

leur force sociale. Dans leur effort pour être pris en considération, ceux-ci ont multiplié les gestes concrets tels que la consultation d'entreprises de construction qualifiées, la reconnaissance de la pertinence de leur cause par des instances indépendantes ou par des institutions civiles de toute provenance, le recours au droit civil et au droit du premier occupant, etc. De cette manière, les sinistrés se convertissent en "gestionnaires de ce processus". Et si, pour agir, le gouvernement disposait du contrôle technique, des ressources financières et de l'administration publique, il devra dorénavant tenir compte de l'assentiment d'un nouvel acteur, la CUD, comme représentant des sinistrés.

Le 14 février 1986, Carillo Arena, responsable de la SEDUE, accusé par la CUD de négligence criminelle²², est remplacé par Camacho Solís qui, contrairement à son prédécesseur, allait se montrer non seulement efficace mais également ouvert aux revendications des organisations sociales urbaines. Le 1er avril, le directeur du Programme de réhabilitation du logement populaire²³ (PRHP), accusé de malversations de fonds, est

²²L'accusation de négligence criminelle faite à l'endroit de Carillo Arena se rapporte à l'effondrement des immeubles de l'hôpital Juárez et du HLM Benito Juárez. Architecte de profession, il avait participé à la construction de ces immeubles. [A. Cuéllar Vázquez, 1994: 44]

²³Le PRHP, créé le 14 octobre 1985 par décret présidentiel, devait assurer l'indemnisation des sinistrés.

destitué et remplacé par Manuel Aguilera. Au cours des mois qui suivent, le nombre de terrains expropriés augmente et l'on obtient en juillet l'expansion du Programme de secours pour le logement (PEV) destiné à la reconstruction d'habitations pour sinistres.

Les efforts, les pressions, les mobilisations et les pourparlers menés sous la bannière de la CUD ont ainsi porté fruit. S'étant prévalu du statut d'interlocuteur et de représentant des sinistres, la CUD a réussi à asseoir le gouvernement et l'administration publique à la table des négociations. Ce faisant, elle a su faire valoir le droit des sinistrés à demeurer dans leurs quartiers en obtenant du gouvernement l'expropriation de plus de 40 000 terrains pour les fins de reconstruction de logements à loyers modiques [E.E. Vega Rangel, 1994: 51]. En juillet 1986, près de 80 000 logements avaient été reconstruits sous le PEV et le PRHP. La signature de l'Accord de concertation démocratique pour la reconstruction (CCDR), en mai 1986, devait finaliser les projets de reconstruction et les programmes d'indemnisation: les titulaires du Département du District Fédéral (DDF), de la SEDUE et du PRHP sont les signataires de la part du gouvernement; les signataires représentant les sinistrés sont la CUD, la Fédération des comités de reconstruction du PRI, la

Direction des sinistrés du Parti socialiste des travailleurs (PST) et quelques organisations de résidents²⁴.

Si, lors de sa constitution, la CUD prétendait à une certaine pérennité et entendait dépasser l'urgence du moment pour en arriver à se constituer en organisation permanente (H. Esteve Diaz, 1992: 63), peu à peu elle perd sa force de frappe étant trop occupée à des tâches gestionnaires (E.E. Vega Rangel, 1994: 51): au bout d'un an et demi les pourparlers et négociations avec les autorités, qu'elle avait menés de façon collective, céderont le pas à des solutions de cas par cas. Après un an, on ne retrouvait plus que 15 organisations dans les rangs de la CUD; en 1989, la CUD ne comptait plus que 9 organisations (H. Esteve Diaz, 1992: 64). Comme le relève H. Esteve Diaz, les causes menant à la désintégration de la CUD sont multiples:

"Las discrepancias que condujeron a la fragmentación de la CUD no siempre fueron claras. En algunos casos, éstas se expresaron como rivalidad en los liderazgos. En otros, surgieron problemas en el manejo de los recursos (sobre todo cuando se manejaban recursos económicos provenientes de la cooperación internacional). También se formularon diferentes estrategias

²⁴Comme le soulève E.E. Vega Rangel, cette entente, loin de susciter l'unanimité chez les organisations sociales intégrant la CUD, fait apparaître les divergences de leurs opinions et de leurs interprétations quant au rôle et aux intentions des autorités gouvernementales [1994: 51-52].

políticas y formas de interlocución y diálogo con el gobierno. Sin embargo, el denominador común (implícito o explícito) de las diferencias fue la participación electoral y las preferencias partidarias." [H. Esteve Díaz, 1992: 64]¹¹

Les causes de l'effritement de la CUD ne sont pas toujours évidentes mais, selon l'auteur cité, il serait dû en grande partie à la rivalité entre dirigeants, à leurs divergences quant à la stratégie politique à adopter face au gouvernement et, surtout, à leur allégeance à des partis divers.

2. Naissance de l'Asamblea de Barrios y Organizaciones vecinales

Voulant tabler sur l'Accord de concertation démocratique, certaines organisations manifestent au sein de la CUD leur volonté d'élargir les revendications relatives au logement social afin d'y intégrer les laissés-pour-compte des programmes de reconstruction et d'indemnisation déclarés pratiquement clos par le gouvernement. Les quatre organisations instigatrices de cette proposition sont l'Organisation populaire du quartier Pensil (OPCP), la CCAT, le Comité de lutte des locataires du centre-ville (CLIC) et une fraction de l'UPIM-PM. On rappellera au lecteur que lors de la mise en application de l'Accord de concertation démocratique - auquel correspondait la seconde phase du

Programme de secours pour le logement -, la CUD avait vu s'effriter son action unitaire. L'absence de cohésion interne qui puisse donner lieu à un consensus fait en sorte que la proposition d'exploiter les acquis de la CUD ne trouvera aucun echo. C'est ainsi que les quatre organisations instigatrices de cette proposition s'éloignent peu à peu et, sans pour autant rompre formellement avec la CUD, elles suivront un chemin parallèle qui va donner naissance le 4 avril 1987 à l'Asamblea de Barrios y Organizaciones Vecinales (ABOV ou AB), c'est-à-dire l'Assemblée des quartiers et des organisations de voisins.

2.1 Initiatives des dirigeants

Comme nous l'avons relevé plus tôt, la présence, au sein de la CUD, d'organisations populaires dont la constitution était antérieure aux tremblements de terre, s'est avérée décisive pour la bonne marche des négociations avec le gouvernement: les succès qu'a obtenus la CUD au terme de fortes pressions et d'importantes mobilisations, au terme de longs pourparlers et de difficiles négociations sont redevables en partie à leur expérience de lutte organisationnelle indépendante. Il va sans dire que la légitimité sociale des revendications de la CUD et la critique défavorable de l'opinion publique à l'endroit du

gouvernement et des fonctionnaires de l'administration publique ont conforté la CUD dans sa lutte contestataire. Au cours de cette première année suivant la tragédie, les organisations populaires nées pour les besoins de la crise auront appris, en sillonnant les méandres bureaucratiques de l'administration priliste, à développer une connaissance et un savoir-faire organisationnels qui puissent susciter une réponse de la part des autorités. Quant aux organisations populaires constituées avant les tremblements, l'expérience post-sismique leur aura non seulement permis de consolider leurs connaissances et leur savoir-faire organisationnels, mais également de mettre à l'épreuve ces acquis, d'une part en s'asseyant à la table des négociations avec les autorités administratives et gouvernementales et, d'autre part, en élaborant des projets de reconstruction populaires indépendamment du gouvernement. La participation de la CUD dans les prises de décision concernant la situation des sinistrés et l'élaboration de projets de reconstruction populaires alternatifs confèrent à la CUD et aux organisations intégrantes un caractère propositif indubitable qui traduit la capacité organisationnelle dont elles ont dû faire preuve. Se retirant de la CUD, les organisations qui allaient former l'Asamblea de Barrios en 1987 conservent ces acquis: les dirigeants des quatre organisations fondatrices mettent à

profit les acquis de l'interlocution et de la négociation avec les autorités gouvernementales; quant aux autres organisations populaires participant à l'AB, elles poursuivent le travail d'organisation parmi les intégrants de la base de l'AB. La portée de l'action de l'AB doit donc être comprise compte tenu de l'expérience post-sismique et de la participation au sein de la CUD, lesquelles ont permis d'élever le degré de préparation organisationnelle des futurs dirigeants de l'AB.

La réceptivité des autorités gouvernementales face aux revendications en matière de logement et aux pressions des sinistres et surtout la reconnaissance de la CUD comme interlocuteur correspondent à l'élargissement des chances politiques [B. McAdam, 1982]. Le rôle de premier plan qu'ont joué les dirigeants des organisations à la tête de la CUD dans les pourparlers avec les autorités leur vaudra une reconnaissance obligée de la part du pouvoir établi d'autant plus qu'ils auront gagné l'estime de la société civile. Pour avoir été de ceux qui ont mené de front les négociations avec les autorités sous la bannière de la CUD, les dirigeants des quatre organisations qui vont former l'Asamblea de Barrios (Marco Rascón, Javier Hidalgo, Paco Alvarado et Francisco Saucedo) bénéficient d'entrée de jeu de cette reconnaissance

qui allait leur permettre d'accréditer leur parole revendicatrice.

L'initiative de l'action collective s'explique également par la "rupture avec la résignation fataliste" de la part des futurs dirigeants de l'AB. Nous reprenons ici la notion de "rupture avec la résignation fataliste" inspirée de McAdam [1982] pour désigner ce changement de perspective qui est à la source de l'action collective²⁵. Comme l'expose F. Chazel [1993], cette notion

"Implique une définition de la situation existante comme injuste et comme devant être changée conformément à des revendications jugées légitimes; et elle s'accompagne de la conviction qu'une action collective en ce sens peut être entreprise avec des perspectives de succès." [F. Chazel, 1993: 152]

L'Accord de concertation démocratique pour la reconstruction, qui établissait les termes d'application des programmes gouvernementaux de reconstruction et qui reconnaissait formellement la CUD comme interlocuteur, ne fait pas

²⁵La "rupture avec la résignation fataliste", notion proposée par F. Chazel, renvoie chez McAdam à la notion de "libération cognitive". La "libération cognitive" est une des trois dimensions clefs retenue par McAdam pour expliquer l'émergence d'un mouvement social. Notons que si le modèle proposé s'inscrit dans le courant des théories de la mobilisation des ressources, la notion de "libération cognitive" entend rendre compte d'une dimension de l'ordre des représentations sociales puisqu'elle indique que les conditions objectives doivent être perçues par le collectif comme des opportunités de l'action collective.

l'unanimité au sein de la CUD. Alors que certaines organisations considèrent que la signature de cette entente équivaut à légitimer le gouvernement et donc à perdre leur force de frappe contestataire, d'autres, au contraire, la voient comme un gage de responsabilisation du pouvoir public les mettant par ailleurs à l'abri de la marginalisation et des persécutions E.E. Vega Rangel, 1994: 52]. Quant aux dirigeants de l'OPCP, de la CCAT, du CLIC et de l'UTIM-PM, ils évaluent l'Accord en termes d'ouverture des chances politiques, puisqu'ils proposent de miser sur cette entente pour mener plus loin l'action revendicatrice. La compréhension différente qu'ont ces quatre dirigeants des conditions politiques les amène à s'éloigner des autres organisations intégrant la CUD, lesquelles se contentent de ces nouvelles conditions.

Tout autant que la lecture des conditions politiques, celle des conditions sociales nous semble déterminante pour expliquer l'initiative des quatre dirigeants qui allaient former l'AB. La participation d'une masse importante de la population lors de cette période de crise post-sismique témoignait de la grande capacité de mobilisation sociale. De l'avis des quatre dirigeants, ce potentiel pouvait être exploité à nouveau, d'autant plus que les esprits étaient

encore chauds et les éléments encore actifs. Il va sans dire que les besoins et problèmes en matière de logement de ceux qui n'avaient pu bénéficier des programmes gouvernementaux avaient suscité des attentes:

"Las cabezas de estas organizaciones reconocieron que los logros de la CUD, en el proceso de reconstrucción, habían despertado expectativas en muchos otros pobladores para obtener viviendas con créditos baratos. De hecho, a la CUD se habían acercado muchas personas solicitando ser incluidas en los programas de crédito, pero por no ser llamificados quedaban fuera." (A. Cuéllar Vázquez, 1992: 22-3)¹³¹

Enfin, en prenant conscience des succès de la CUD et de l'expérience somme toute positive tirée de leur participation dans les travaux de reconstruction, les quatre dirigeants consentent la rupture avec la résignation fataliste: la possibilité d'obtenir de nouvelles conquêtes leur apparaît réelle à la lumière des récents succès de la CUD.

Les éléments que nous venons d'exposer rendent compte des premières conditions d'émergence de l'AB au niveau des dirigeants de l'organisation. Le rôle joué par Rascón, Hidalgo, Alvarado et Saucedo lors de la période post-sismique et la visibilité qui s'ensuivit sont importants car ils permettront aux futurs intégrants de l'AB de les reconnaître

et de les identifier comme leaders. Encore fallait-il que l'initiative de ces quatre dirigeants trouve un écho auprès des solliciteurs de logement.

2.2 Mobilisation de la base

Afin d'intégrer les laissés-pour-compte des programmes gouvernementaux de reconstruction et d'indemnisation, Marco Rascón, Javier Hidalgo, Paco Alvarado et Francisco Saucedo décident donc, en mars 1987, de faire un recensement pour dénombrer les familles démunies et cerner ainsi les besoins en matière de logement. Aux dires des dirigeants²⁶, alors qu'aucune publicité ni convocation formelle n'avaient été faites, plus de 1 000 personnes se sont néanmoins présentées lors de ce premier recensement, ayant entendu la rumeur suivant laquelle l'on y distribuerait des logements. (Incidentement, la distribution de logements reconstruits par le PRHP a eu lieu à la même période.) Les jours suivants, le nombre des intéressés ne cesse d'augmenter, ce qui confirme l'observation des dirigeants: l'expérience post-sismique a semé l'expectative chez un grand nombre de gens dans le besoin.

²⁶"Se corrió la voz", commentera Patricia [24], c'est-à-dire que la rumeur s'est répandue de bouche-à-oreille.

Le 4 avril 1987, dans le local du Syndicat mexicain des électriciens, a lieu une première assemblée générale à laquelle participent 4 000 familles venues de 280 quartiers différents [Troisième bulletin, Cronologia: 3]. Au sortir de cette réunion, l'Asamblea de Barrios y Organizaciones Vecinales se constitue comme mouvement-organisation. Au cours de la première année, le nombre des intégrants de l'AB ne cesse d'augmenter, et ce, de façon vertigineuse: déjà, lors de la deuxième assemblée générale, tenue le 16 mai, l'AB compte près de 10 000 familles; et lors de la troisième assemblée générale tenue le 20 juin, elles sont au nombre de 18 000 [Troisième bulletin, Cronologia: 4 & Deuxième bulletin, Declaraciones: 10].

L'initiative des quatre dirigeants de poursuivre la revendication de logements une fois les programmes d'urgence déclarés comme terminés par le gouvernement et la volonté de se détacher de la CUD sont énoncées pour expliquer la naissance de l'AB. Cependant, les interviewés soulignent davantage l'expectative des gens comme étant à l'origine de la formation de l'AB. La reconstruction et la réhabilitation de près de 120 000 habitations [A. Cuéllar Vázquez, 1993: 47-48] ont suscité beaucoup d'espoirs chez ceux qui n'avaient pas pu bénéficier des programmes gouvernementaux, d'autant plus que

les nouvelles unités d'habitation côtoyaient de plus anciennes, ravagées par le temps et par le manque d'entretien des propriétaires.

Dès les premiers jours, les dirigeants jouent un rôle déterminant pour canaliser et articuler le sentiment de manque à gagner. En même temps, ils veulent susciter le rassemblement des troupes en rappelant que les victoires de la CUB sont redevables à la solidarité, la mobilisation et l'organisation collectives (cinquième bulletin, Declaraciones). Ainsi, la possibilité d'obtenir à nouveau gain de cause implique la reproduction de l'expérience de la CUB, c'est-à-dire la mobilisation et l'action collective.

Tout comme les futurs dirigeants de l'AB, les nouveaux solliciteurs font une rupture avec la résignation fataliste. En comparant leur situation à celle des indemnisés, les nouveaux solliciteurs nourrissent un sentiment de laissés-pour-compte qui les pousse à réinterpréter leur situation en regard des réussites d'un mouvement conjoncturel. Par référence aux "sinistrés des tremblements de terre de 1985", ils s'identifient comme des "damnificados históricos" [A. Cuéllar Vázquez, 1993: 8], comme des sinistrés historiques:

"O sea que nosotros mencionábamos de que había más damnificados; no por los sismos sino por el tiempo, por la necesidad; eran damnificados de toda la vida." [Cristóbal: 78-80]^{IV}

En se désignant eux aussi comme "sinistrés", les intégrants de l'AB marquent l'injustice de leur situation et affirment leur volonté de la redresser, en comparant leur condition et leurs chances à celles des autres sinistrés indemnisés. En se définissant comme "sinistrés de toute la vie", ils soulignent le caractère structurel de leur condition par opposition au caractère conjoncturel des sinistrés des tremblements de terre. C'est ainsi que, selon les mots de Francisco Saucedo, "este movimiento nació de la envidia, pero de la buena" [150-151] ou, pour le paraphraser, ce mouvement est né de l'envie, non pas de celle qui détruit mais de celle qui construit.

3. Structure organisationnelle

3.1 En 1987

La perspective de résoudre les problèmes de logement explique l'affluence aux recensements puis aux premières assemblées générales tenues par l'AB. L'ampleur des attentes qui, selon les interviewés, a beaucoup surpris les leaders, devient par le fait même le coup d'envoi de l'AB et lui imprime le

caractère de mouvement: l'AB naît "mouvement" [Patricia: 17 & 24-25], c'est-à-dire comme quelque chose de spontané, de non-planifié. L'attribution de mouvement à la naissance de l'AB se vérifie dans les discours par l'emploi récurrent de l'expression "surgir".

Au cours des premiers mois qui suivent sa constitution, et jusqu'au début de 1986, l'AB adopte une structure organisationnelle minimale correspondant au profil et aux besoins de ses intégrants. Les membres de la base sont ainsi rassemblés par groupes de 24 personnes correspondant à trois grandes catégories:

1. Les individus qui, en leur qualité de travailleurs de l'Etat, sont éligibles aux programmes gouvernementaux d'octroi de crédits pour logement, des programmes tels que ceux de l'INFONAVIT et du FOVISSSTE.
2. Les locataires ayant des problèmes d'ordre juridique (par exemple, qui sont menacés d'expulsion).
3. Les solliciteurs de logement. Cette dernière catégorie sera ultérieurement subdivisée en fonction des différentes zones géographiques repérées pour le lancement de projets de construction d'habitations et en fonction des institutions gouvernementales auxquelles on s'adressera.

Chaque groupe a un représentant principalement chargé de transmettre l'information quant aux différentes mobilisations et actions à entreprendre. En plus de ces groupes, on retrouve les organisations populaires locales déjà constituées et, à la tête de l'AB, les quatre dirigeants fondateurs.

En dépit de cette structure organisationnelle des plus sommaires, l'AB réussit en moins d'un an à devenir un interlocuteur important, comme l'attestent les résultats obtenus: la réalisation de 46 projets d'habitation cumulant un total de 4 360 unités dont un peu plus des trois-quarts se trouvent dans les régions centrales de la ville.

Mus par la nécessité de trouver rapidement des solutions, les dirigeants impriment à l'AB un caractère résolument dynamique en mettant l'accent sur la mobilisation. Ainsi, au cours de la première année, l'AB se caractérise davantage comme mouvement plutôt que comme organisation. La densité des rapports à l'intérieur de l'AB - multiplicité des relations interpersonnelles sur une base quotidienne entre les trois paliers de l'AB -, favorisant une forte cohésion interne, assurant une communication fluide et une action concertée, compense la fragilité de la structure organisationnelle. Les gains obtenus par l'AB sont principalement redevables à ses importantes

mobilisations et ses moyens de pression sur le gouvernement, les autorités locales et les instituts gouvernementaux responsables des problèmes de logement, d'une part et, d'autre part, à la relative ouverture d'un gouvernement cherchant à rehausser son image ternie lors de la période post-sismique²⁷.

3.2 En 1988

En 1988, l'AB se dote d'une structure organisationnelle plus complexe²⁸. L'intégration des organisations populaires locales tout comme le mode d'organisation de la base, formée des différents groupes répartis selon le type de revendication, demeurent relativement inchangés. Tous les membres de l'AB

²⁷Le FONHAPO est l'une des institutions sur lesquelles l'AB exerce une forte pression. En 1987, Manuel Aguilera est nommé directeur de cet institut gouvernemental. On se souviendra que Aguilera avait été nommé directeur du PRHP en remplacement de Parcerro López fortement critiqué pour ses tendances prosélytistes et pour la résistance qu'il opposait aux revendications des organisations sociales et de la CUD. La nomination de Aguilera à la direction du FONHAPO devait à nouveau signifier une plus grande ouverture aux revendications populaires.

²⁸Les informations concernant la structure organisationnelle de l'AB sont tirées du sixième bulletin, Organización.

sont conviés hebdomadairement à l'Assemblée générale du jeudi durant laquelle l'on soumet les problèmes des groupes et l'on donne des informations au sujet des démarches entreprises, des avancées réalisées et des activités à venir.

Aux échelons supérieurs, on trouve le Conseil général d'organisation de l'AB formé par les représentants des groupes, les responsables des différentes commissions et les membres des organisations locales. Ce conseil s'occupe principalement des questions d'ordre stratégique et tactique. En fait, la création du Conseil général d'organisation visait à intégrer les cadres intermédiaires dans les processus de prise de décision. Cependant, le grand nombre de ses membres tout comme la rapidité des prises de décision, qui supposaient une multiplicité d'actions à entreprendre, l'ont plutôt paralysé: en six ans, le Conseil général d'organisation n'aura siégé que sept fois.

La Commission politique, formée des quatre dirigeants fondateurs, est chargée des initiatives politiques et sociales de l'AB et définit la ligne stratégique à adopter. En pratique, la Commission politique supplée le Conseil général sur une base quotidienne puisque son mandat est similaire.

La Commission de direction, qui se réunit une fois par semaine, fonctionne comme la "tête opérationnelle" de l'AB: elle a un pouvoir exécutif, elle coordonne les initiatives des différentes commissions et convient du contenu des Assemblées générales du jeudi.

Enfin on trouve les commissions directement responsables des actions relatives à la problématique du logement: la commission des finances; la commission juridique et des droits humains; et la commission d'habitation, directement impliquée dans les processus de financement et de construction des projets d'habitation. La commission d'habitation est à son tour subdivisée en commissions correspondant aux institutions gouvernementales sous lesquelles se réalisent les projets d'habitation (par exemple, la commission FONHAPO).

3.3 En 1989-1990

Cette structure organisationnelle se verra nuancée en 1989-90. D'une part, la commission d'habitation sera restructurée pour faciliter l'assistance technique, la négociation et l'acquisition de terrains. D'autre part, de nouvelles commissions verront le jour: notamment la commission territoriale (responsable des groupes locaux), la commission

des femmes, la commission de formation, responsable d'activités d'éducation politique et sociale, et d'activités socio-culturelles.

4. Composition interne

4.1 La direction de l'AB

Au niveau de la direction, les dirigeants de l'AB ainsi que la majorité des cadres intermédiaires ont des antécédents de militantisme politique et/ou social. Pour définir les cadres intermédiaires, les dirigeants prennent en considération la formation politique ou sociale des intégrants.

La formation sociale désigne les habiletés et connaissances pratiques concernant les dynamiques sociales et culturelles des communautés locales, ainsi que la sensibilité aux problèmes concrets et quotidiens. Ces connaissances pratiques, généralement acquises par le biais de la participation dans des organisations populaires locales, indiquent par ailleurs un certain degré de familiarité et de proximité avec la communauté locale. La formation politique désigne une perspective davantage orientée vers des problématiques politiques macro-sociales et elle comprend en outre un bagage

de connaissances théoriques, acquises généralement dans le cadre d'études académiques ou encore par le militantisme dans des organisations et des partis politiques. Au sein de l'AB, le profil des cadres intermédiaires et des dirigeants correspond à ces deux types de formation.

Par ailleurs, les principaux dirigeants et cadres intermédiaires s'identifient à deux organisations socio-politiques: il s'agit d'une part de l'Organisation révolutionnaire Point critique (ORPC) et, d'autre part, de l'Association civique nationale et révolutionnaire (ACNR). L'ACNR est davantage orientée vers le travail auprès des communautés locales et entretient des relations étroites avec certaines organisations populaires locales. Certains des cadres intermédiaires de l'AB, issus d'organisations populaires locales, sont ainsi associés indirectement avec l'ACNR, de laquelle ils ont reçu leur formation politique. Comme le commente un des interviewés [Raúl: 452-454], en ce qui concerne les dirigeants, la formation de l'AB est le résultat d'une alliance entre cadres intermédiaires issus de ces deux courants politiques. Mettant en veilleuse leurs discordances politiques respectives pour initier un mouvement débarrassé de toutes charges idéologiques, ces différences ne devaient pas poser de problèmes pour l'heure.

4.2 La base de l'AB

En ce qui concerne la base, la majorité des intégrants qui se joignent à l'AB en 1987 n'exerce aucune activité de militantisme partisan. Et bien que cela puisse paraître contradictoire, près de 75% des gens qui se joignent à l'AB en 1987 sont issus des rangs du PRI [M. Rascón cité par J. Tamayo, 1994, note no 7: 149]. Ainsi, la majorité des nouveaux membres de l'AB ont connu une expérience corporative étant donné la structure d'incorporation du parti au pouvoir, le PRI, et ses pratiques clientélistes et corporatistes de redistribution de bénéfices sociaux [A. Cuéllar Vázquez, 1993: 55].

Lors de sa formation, la base de l'AB est constituée de travailleurs autonomes, de vendeurs ambulants, de petits commerçants et de travailleurs au bas de l'échelle de la fonction publique, (par exemple, des instituteurs et des professeurs du primaire et du secondaire) [A. Cuéllar Vázquez, 1993: 320].

4.3 Superbarrio Gómez

En el momento en que cristalliza la solución p'roblema, el AP es aquí, una vivienda sencilla, pero con el desarrollo de los miembros gracias a la intervención, es, el Superbarrio: un símbolo viviente, un hábitat urbano.

El desarrollo de Superbarrio Gómez, a través de él, muestra, desde el momento mismo, una intervención que es un modo de hacer, un modo de manifestación de sus intenciones, el cómo está pensado el barrio, el cómo se está desarrollando el Superbarrio. Superbarrio Gómez se presenta como un desarrollo que se irá haciendo, creciendo y transformando. El interviente, desde los comienzos, se manifiesta a través de manifestaciones repetitivas y sucesivas de espacio. En el momento en que la idea de manifestación se desarrolla, se interviene personalmente, volviendo a la misma manera de desarrollar los espacios y las corporaciones con los métodos administrativos para el estudio de terrenos y de zonas de urbanización y de construcción.

Los sucesos para los cuales Superbarrio Gómez se batirá se limitan, dependiendo, no a la cuestión de alojamiento: sus inversores, que él se encuentra en la escena de la vida real, son de tal naturaleza y son múltiples. Poco a poco él los a

convoqués à une lutte sans merci, la lutte libre où tous les coups sont permis, la lutte où l'adversaire est "diabolisé" par les valeurs nuisibles qu'il représente et où le héros est "sanctifié" par les valeurs propices dont il est porteur. Superbarrio invite ses adversaires à monter sur le ring, un espace clos, réduit à une estrade de planches entourée de trois rangs de cordes, où le Bien et le Mal vont s'affronter à mains nues. A titre d'exemples, on pourrait d'abord citer le combat qui l'oppose à Catarino Creel, le propriétaire cupide et vorace: l'homme masqué se mesurant à l'homme au diachylon (*máscara contra parche*). La portée sociale de ce combat est patente: il s'agit de conscientiser le public sur la validité des revendications de l'AB en matière de logement et sur les possibilités de succès face à un adversaire réduit à la portion congrue quand le bon droit, en l'occurrence le droit à une habitation décente, est mis de l'avant. Mais la conscientisation ne se limite pas au logement. Elle touche des aspects aussi divers que la santé, l'éducation, les finances et la politique. Dans le domaine de la santé publique et devant l'inanité du gouvernement rendu timide par les obstructions des comités Pro-vie, mentionnons la lutte contre le SIDA où, pour l'occasion, l'invitée d'honneur était la *Mujer Maravilla* (la Femme Merveille, référence à la compagne de Superman et à Marvila, l'aguichante demi-déesse grecque).

Le mode de répartition est déterminé en la personne de Emilio Acárdena, surnommé le Tigre. Le propriétaire principal de Teoluca, est initialement l'État, le système clientéliste du PRI prévaut et le patronage demeure intact jusqu'à la révolution démocratique. Avec Yancy Neri, le patronage de la ville est ébranlé. Le clientéle perdure à la fois au sein même de la ville et dans les municipalités voisines - Yancy, comme les *Yancy* -, et *Mexiquillo* et *San Mateo* y compris, d'où il tire "l'argent, le tout en argent".¹ En fait, la ville de *Mexiquillo* et *San Mateo* sont les propriétés d'*Mexico*, *Mexico* est l'État-propriétaire-mercantile, avec toutes les conséquences économiques et politiques qui s'ensuivent. *Mexiquillo* est le pays. La ville elle-même, n'est qu'un territoire de la ville avec ses habitants, participant au processus de construction d'un territoire sur lequel ont été fondés les deux principaux pouvoirs urbains, les villes *Mexico* pour les premiers et de convertir leur territoire en une administration autonome, indépendante d'une municipalité pour servir le pays en général. L'espèce de la centralisation se reflète dans la ville centre *Isidro de la Marquina*, la ville centre municipale, la se répète ainsi au niveau des quartiers et reforme la partie convertie par le clientéle Acárdena.

¹En 1997, cette situation a changé et la mairie de la ville de Mexico est devenue un poste d'élection populaire.

combat qui devait avoir lieu à l'arrière du Zócalo, la grande-place de Mexico jouxtant la Cathédrale et le Palais national, ait dû être ajourné, les autorités ayant "rapté" le ring.

L'acceptation de Superbarrio par les intégrants de l'AB comme par le public en général s'explique notamment par l'association entre ce symbole et un personnage mythique de la scène sociale et sportive: le Santo, un lutteur admiré et vénéré de tous les Mexicains. La popularité du Santo, lequel arborait toujours un masque pour monter sur le ring, lui a valu d'être représenté dans des caricatures et des bandes dessinées, au cinéma et dans des revues populaires. Alors que sur le ring, caché derrière son masque d'argent, il accumulait victoire sur victoire, faisant ainsi triompher le bien du mal, dans les bandes dessinées et les films, le Santo, justicier et protecteur des démunis, affrontait et terrassait avec brio d'innombrables ennemis aux pouvoirs maléfiques. C'est ainsi que le Santo est devenu un héros légendaire. La référence à ce personnage de la culture populaire aide à camper le personnage de Superbarrio. Comme le fait remarquer C. Monsiváis, le Santo est le précurseur de Superbarrio dans la culture populaire. Tous deux sont un phénomène proprement urbain:

"En Superbarrio el comic es el prerrequisito. Sin el comic, sin las historietas del Santo que hizo José G. Cruz, sin los programas de televisión, sin los luchadores de plástico, sin esta conversión del luchador en una de las figuras básicas de la cultura popular urbana, Superbarrio no existiera." [C. Monsiváis, cité par M.-J. Schwarz, 1995: 115]^v

A la suite du Santo, Superbarrio Gómez devient rapidement une référence de l'AB, voire du mouvement urbain populaire. Paradoxalement, sa popularité croissante risque à un moment donné de jeter de l'ombre sur le collectif dont il se veut le porte-parole. Le danger a été évité précisément parce qu'il n'y a pas eu de culte de la personnalité. Comme le commente Schwarz:

"Los símbolos generalmente son actores pasivos (...) o bien protagonistas fundamentales (...) No es frecuente que se le pida a alguien que se convierta en símbolo y sacrifique en buena medida su personalidad individual en aras de la colectividad sin ser dirigente electo, ni siquiera representante. (...) Ser una celebridad sin ser nadie, como personalidad colectiva, exige un esfuerzo singular de creatividad, de equilibrio, de entrar y salir del cono de los reflectores sin quitarle la presencia a aquello a lo que se representa." [M.-J. Schwarz, 1995: 76]^{vi}

La créativité et l'ingéniosité qui ont permis d'éviter le culte de la personnalité résident dans le symbole lui-même: l'apparence physique de Superbarrio Gómez, petit et bien en chair, désamorce toute prétention à un héroïsme classiquement

charismatique; le nom Gómez, on ne peut plus banal; le masque derrière lequel quiconque peut se trouver, ne font pas précisément de lui un héros, ni même un anti-héros, mais rappellent l'héroïsme de chacun pour en appeler à l'héroïsme de tous: "Todos somos Superbarrio". Superbarrio Gómez, lutteur social masque, est en définitive une personnification anonyme de la lutte sociale collective:

"Superbarrio no es, pues, un individuo. Se erige en símbolo en el que caben todos precisamente por la máscara, porque su no ser nadie le permite ser muchos." [M.-J. Schwarz, 1995: 11]^{vii}

Dans le même temps qu'il suscite l'identification, Superbarrio Gómez insuffle un esprit de lutte et une attitude de gagnant. Cette empathie favorise donc une intégration dans l'action. Symbole de l'identité collective de l'AB, Superbarrio Gómez n'est cependant pas indépendant, parce que ce collectif est ce qui le fait vivre. De ce collectif qui soutient Superbarrio, parce qu'il se reconnaît en lui, dépendent la vie comme la mort du personnage³⁰.

³⁰ Mentionnons un fait qui donne tout son sens à cette dernière affirmation: en 1996, Superbarrio nous commentait avoir fait la grève. Par ce geste, il voulait amener les membres de l'AB-1 à avoir un regard critique sur le manque de cohésion à l'interne de l'organisation. En d'autres termes, Superbarrio considérait n'avoir plus de raison d'être puisque l'identité collective éclatait de tous côtés.

Toute la théâtralisation qu'incarne Superbarrio est le premier d'un collectif, comme le sont toutes les manifestations et les activités de l'AB. Car l'AB a ceci de particulier: par l'identification elle invite à l'intégration, et par l'intégration elle construit son identité collective. Un processus de type "l'ensemble est supérieur au tout" se fait par les caractéristiques qu'elle attribue à son peuple, d'est-à-dire aux Mexicains issus de la classe populaire. En incarnant la société dans laquelle elle s'insère "tenace, silencieuse, peillante, ayant l'air d'un homme qui a l'esprit prêt à sauter", nous dirais-je tiré de l'AB et de la particularité des traits de caractère, l'AB renoue ses liens de proximité aux petites gens qui font la société mexicaine. En plus de cela, l'AB reprend à son compte les caractéristiques ainsi que les symboles de la culture mexicaine; elle se les approprie en les montrant dans ses manifestations et autres guillemes qu'elle tient. De fait, l'AB suscite une double identification: elle s'identifie aux gens du peuple en se faisant le reflet de la société mexicaine, ce qui la rend apte à représenter les siens; en retour, en voyant dans l'AB leur alter ego, les petites gens sont amenés à s'identifier à l'AB et à participer à l'édification et à la construction de leur identité collective. Comme le commente Superbarrio à propos de la participation des membres de l'AB:

"Yo creo que hay una competencia entre la misma gente a ver quién tiene la idea más espectacular, más bonita, más atractiva, y eso ha generado en mucha gente de la Asamblea darle rienda suelta a la creatividad." [Cité par M.-J. Schwarz, 1995: 54]^{VIII}

Parce que parmi les intégrants il y a une surenchère dans l'exploitation des meilleures initiatives, des idées les plus spectaculaires, les plus attrayantes, l'AB a été obligée de suivre le mouvement, ou parfois de le précéder et de faire preuve de créativité. En conclusion, ce processus de double identification assure à l'AB un point d'ancrage dans la société et un point de départ, un élan propulseur, avec la société.

5. Champs d'action de l'Asamblea de Barrios

Initialement, l'AB concentre surtout ses efforts à identifier et résoudre les problèmes de logement au centre-ville, que ceux-ci soient relatifs à la pénurie de logements, à l'action préjudiciable des propriétaires immobiliers ou à la mauvaise gestion et la malversation des fonds de l'administration publique. Les principales revendications de l'AB, qu'elle accompagne généralement de propositions alternatives, sont les suivantes:

- Prendre la défense des locataires en demandant la cessation ou la suspension des expulsions de locataires. Si toutefois ces expulsions sont inévitables, qu'elles soient faites sur présentation d'un mandat et sans violence.
- Faire pression pour que soit appliqué le gel des loyers.
- Responsabiliser les propriétaires quant à l'entretien des immeubles et des unités d'habitation.
- Dans certains cas, faire des propositions d'offre d'achat des unités d'habitation.
- Acquérir des terrains ou solliciter leur expropriation pour construire des habitations d'intérêt social. Les terrains visés sont ceux qui sont abandonnés ou laissés en friche, ceux faisant l'objet d'un litige et les terrains intestats.
- Solliciter des crédits à faible taux d'intérêt pour l'achat de terrains et pour la construction d'habitations.
- Adhérer aux programmes gouvernementaux d'habitation tels que le FONHAPO. Ces programmes ont d'ailleurs été élargis et leur enveloppe budgétaire augmentée suite aux tremblements de terre.
- Intervenir directement dans la construction des logements soit en présentant des plans architecturaux, soit en fournissant la main d'oeuvre afin de minimiser les coûts

afférents aux intermédiaires tels que les entreprises de construction, les ingénieurs et les architectes.

- Défendre les intérêts de ceux qui, en principe, peuvent bénéficier des programmes pour les travailleurs de la fonction publique (INFONAVIT et FOVISSSTE) et contourner les pratiques clientélistes et corporatistes.

Ne se limitant pas à la sphère du logement, l'AB élargit rapidement son champ d'action à la politique urbaine. Elle mène alors une action proprement politique et conflictuelle visant à influencer ou à modifier les décisions gouvernementales ayant trait à la question urbaine. Outre le recours aux modes de pression traditionnels (protestations, contestations et manifestations), l'AB soumet des propositions concrètes d'intervention tant pour les questions de logement que pour des questions d'administration urbaine. En soumettant ses propositions au gouvernement et en prenant part à des projets d'autogestion, l'AB précise ainsi l'enjeu de ses actions: l'ouverture de l'espace public aux organisations populaires et à la société civile en général.

6. L'AB se définit par rapport au gouvernement

Nous référant au second bulletin - Declaraciones - publié par l'AB, nous constatons que la pénurie de logements, la précarité des unités d'habitation (insalubrité, manque de services et/ou constructions défaillantes ou en ruines), les augmentations des coûts de loyer ainsi que les menaces permanentes d'éviction ou d'expulsion que subissent bon nombre d'habitants de quartiers populaires sont les principaux problèmes retenus par l'AB pour caractériser les conditions de vie subies par ses intégrants. Dépasant ce premier constat, l'AB identifie ensuite les politiques économiques de développement urbain et les législations en faveur des spéculateurs et des propriétaires immobiliers. Elle les dénonce comme un contexte favorable au développement des mauvaises conditions de logement dont pâtissent les intégrants de l'AB. Dans la mesure où ce sont principalement les politiques gouvernementales qui figurent comme contexte, cette évaluation négative recèle une intention nominative: un acteur à pouvoir décisionnel - le gouvernement - est nommé et tenu pour responsable de ces conditions adverses.

Les revendications en matière de logement sont principalement adressées au pouvoir et aux autorités administratives. Ceci

amène l'AB à se définir par rapport au gouvernement pour établir une relation avec ce dernier.

6.1 L'AB, sujet de droit

Dans le rapport antagonique qui campe l'identité de l'AB et de son adversaire, le droit civil figure comme axe de la relation. Dès 1967, lors de sa première déclaration, l'AB revendique le droit au logement. Forte de sa revendication d'autant plus légitime que le droit au logement est consacré par la Constitution depuis janvier 1983, l'AB exige du gouvernement qu'il assume la responsabilité qui lui incombe; ce faisant, elle s'assume comme Sujet de droit et s'attire la reconnaissance obligée de la part des autorités.

"Fue así cómo nosotros planteamos como una cuestión clave, en 1987, el artículo cuarto institucional, el cual dice que todo mexicano tiene derecho a una vivienda digna y decorosa. Con este planteamiento, nosotros obligamos a las autoridades a que tenían que reconocer a este movimiento y su demanda y que tenían que asumir que tenían un compromiso obligado a escuchar, atender y resolver." [Paco: 23-29]^{ix}

Par cette mise en correspondance entre devoir des gouvernements et droit des citoyens, l'AB engage le pouvoir en place dans une relation de réciprocité.

La demande de solutions aux problèmes de logement basée sur la revendication du droit au logement est généralement accompagnée d'une critique virulente à l'endroit des pratiques partiales et arbitraires du corps judiciaire et des autorités administratives et gouvernementales. Implicitement, la formulation de cette première revendication au fondement de l'action collective de l'AB porte atteinte aux trois dimensions clefs qui caractérisent les pratiques des autorités administratives et gouvernementales en termes clientélistes. D'abord, dans la mesure où le droit constitutionnel établit une règle universelle dont peuvent se prévaloir tous les Mexicains, la référence au droit civil indique le refus de considérer l'accès à une habitation comme un privilège exclusif. Ensuite, la référence au devoir des gouvernements rappelle l'exercice des fonctions publiques comme attribut du statut d'agent de service public et recèle une critique à l'endroit de l'usage discrétionnaire du pouvoir. La référence au devoir, à l'obligation des autorités administratives et gouvernementales, condamne donc implicitement les pratiques clientélistes qui permettent une forme de désinstitutionalisation des rôles et statuts associés à la fonction publique rendant possible la privatisation des ressources d'intérêt public pour usage de redistribution discrétionnaire. Enfin, en instituant une relation de

réciprocité et d'équivalence, la correspondance symétrique des deux termes - droits et devoirs -, va à l'encontre de la relation d'inégalité et de mise en dépendance qui caractérise le clientélisme. En revendiquant le droit constitutionnel au logement, l'AB porte ainsi atteinte aux pratiques clientélistes qui sous-tendent la redistribution des ressources d'intérêt public.

Sur le plan des relations interpersonnelles, la revendication d'un droit implique le renversement d'une relation d'inégalité, caractéristique du clientélisme. Nous référant aux propos des interviewés, nous constatons que l'affirmation de soi comme sujet de droit, laquelle permet d'établir une relation de réciprocité avec les autorités administratives et gouvernementales, renvoie à la démystification du gouvernement et de ses fonctionnaires, classiquement associés à l'image "sacro-sainte" de l'autorité:

"La gente, no es que tenga una actitud irreverente, sino que ya está totalmente roto ese miedo y esa idea sacrosanta del delegado, así de que se les vea como una figura inalcanzable." [Paco: 373-376]^x

Ainsi, comme le témoignent les intégrants de l'AB, le fait de parler en termes de droits et de devoirs et de s'affirmer comme sujet de droit permettent de restaurer un équilibre de correspondance directe et de renverser l'inégalité d'une

relation qui place les autorités à des sommets inaccessibles et réduit l'individu à n'être devant eux qu'un "quantité négligeable":

"Antes de estar en la Asamblea de Barrios, muchos de nosotros como que sufríamos toda la cuestión esa de la autoridad, del ninqueo, de todo eso." [Beatriz: 325-328]^{*I}

"Yo era una persona dedicada a mi casa y a mi hogar. Yo iba al Seguro Social o alguna dependencia del gobierno y toda la vida me gritaban, me nablaban fuerte y doblaba las manitas. Estoy muy agradecida con el movimiento, porque gracias a todos los compañeros me he sabido defender y he sabido sobrellevar la vida como es. Ahorita, que se me ponga un funcionario o una persona del Seguro Social, si me grita ya no me dejo, porque ya me sé defender, me enseñaron cuáles son mis derechos como ciudadana." [Cinquième bulletin, Testimonios: 7]^{*II}

6.2 L'AB, interlocuteur du gouvernement

L'AB se définit, par rapport au gouvernement, comme interlocuteur indépendant. Le statut d'interlocuteur a une double signification. Dans un premier temps, compte tenu de la structure corporatiste du parti au pouvoir (le PRI), classiquement désigné comme canal institutionnel d'acheminement des revendications et des demandes sociales, politiques et économiques, le statut d'interlocuteur indépendant indique que l'AB n'est pas intégrée à la structure

corporatiste priiste et qu'elle ne transige pas avec cette structure corporatiste pour formuler ses revendications. Ainsi, l'AB est formellement indépendante vis-à-vis du gouvernement priiste. La revendication du statut d'interlocuteur indépendant inscrit donc en filigrane une critique du PRI et du système corporatiste d'Etat mexicain comme structure de représentation d'intérêts exclusive. Ceci dit, il va de soi que la reconnaissance du statut d'interlocuteur entraîne comme conséquence nécessaire une ouverture de la part des autorités gouvernementales.

Dans un deuxième temps, le statut d'interlocuteur suppose une relation de réciprocité avec les autorités gouvernementales, par opposition à une relation de sujétion et d'obédience qu'institue la structure corporatiste de facture hiérarchique. Comme l'indiquent les acteurs, le statut d'interlocuteur de l'AB suppose la possibilité d'un dialogue entre les deux parties - organisation et gouvernement:

"Ante cada propuesta de la Asamblea de Barrios, las autoridades también tienen alternativas que queremos sean conocidas y discutidas de manera abierta por nosotros y todos los ciudadanos interesados. Las futuras negociaciones deberán caracterizarse por demostrar una gran voluntad política para la solución de los problemas planteados." [Deuxième bulletin, Declaraciones: 12]^{xiii}

Soulignons que le fait de présenter des solutions alternatives (à l'instar de la CUD) et de prendre l'initiative de démontrer leur faisabilité sont à la base de la reconnaissance obtenue par l'AB tant de la part du gouvernement que de l'opinion publique.

L'insistance des interviewés à relever le caractère "propositif" de l'AB, c'est-à-dire sa capacité de faire des propositions en dépassant sa fonction strictement revendicatrice, et à souligner son rôle actif, par opposition à un rôle passif, est révélateur. Si l'AB limitait son action à la revendication, à la demande, à la pétition, elle assumerait une position de dépendance face à son pourvoyeur. Or, comme l'affirment ses dirigeants, l'AB entend au contraire être "protagoniste", c'est-à-dire Sujet ou Acteur. En dépassant l'action strictement revendicatrice par la formulation de propositions alternatives, l'AB se situe dans une logique d'action sociale. La proposition de solutions alternatives qui confère à l'AB un statut d'interlocuteur du gouvernement lui permet donc de s'assumer comme Sujet en relation ou comme Acteur social.

Ainsi donc, l'affirmation de soi comme sujet de droit et la revendication du statut d'interlocuteur, toutes deux au

fondement de l'action collective de l'AB, établissent un rapport au gouvernement qui sous-tend une intention de se départir des formes clientélistes et corporatistes du parti de l'Etat et de renverser la logique de mise en dépendance que ces dernières instituent.

6.3 L'AB, adversaire/concurrent du gouvernement priiste

Comme nous l'avons dit, le statut d'interlocuteur rend compte du renversement d'une relation de dépendance par rapport au gouvernement. Le caractère propositif de l'AB situe alors la confrontation à un autre niveau [Juan Andrés: 109-112]: l'AB se met sur un pied d'égalité et non plus de dépendance vis-à-vis du pouvoir. L'interlocution se fera donc d'égal à égal. En d'autres mots, du point de vue des acteurs, la proposition de solutions alternatives met l'AB au même niveau que les autorités gouvernementales: en proposant des solutions alternatives dont elle démontre la faisabilité, ce qui lui assure une certaine crédibilité auprès de la société civile et du gouvernement [Paco: 433-442], l'AB est à même de pouvoir solutionner des problèmes, à l'instar des gouvernements, ce qui la rend potentiellement concurrente.

Mais il y a plus. Comme nous l'avons mentionné plus haut, le rapport AB-gouvernement se veut antagonique. Nous référant aux commentaires des interviewés, nous notons que la proposition de solutions alternatives de la part de l'AB est présentée comme une critique indirecte aux politiques gouvernementales jugées insuffisantes ou inappropriées [Juan Andrés: 98-114 & 120-123]. Dans la mesure où la résolution des problèmes est associée par les interviewés à un pouvoir décisionnel, elle affiche une signification politique. La perspective d'action de l'AB qui lui confère un caractère propositif sous-tend cet enjeu politique qu'est le "bon gouvernement" - selon l'expression des interviewés -, c'est-à-dire l'attribution des ressources selon des valeurs sociales et démocratiques:

"Nosotros partimos de que no hay gobernabilidad si no se atienden los problemas sociales, los problemas políticos." [Patricia: 126-128]^{xiv}

"Para resolver los problemas, tenemos que empezar a repensar todo como si fuéramos gobierno; ya no solamente estar en una actitud demandante, sino una actitud más propositiva, haciendo diagnósticos profundos, planteando salidas políticas a los problemas generales de la ciudad. Entonces eso ha permitido una idea de que «queremos ser gobierno; la ciudad es nuestra, la queremos gobernar»; que sea gobernada por todos los ciudadanos. Entonces el papel de la Asamblea de Barrios tiene que estar a ese nivel, un nivel global." [Víctor: 121-131]^{xv}

Les remises en question des politiques gouvernementales, fondées sur la démonstration de la viabilité des alternatives qu'elle propose, amènent donc l'AB à considérer le gouvernement comme un adversaire. Le "gouvernement" reçoit alors une double connotation. Nous avons vu que, en tant que corps administratif, il est d'abord considéré comme interlocuteur de l'AB; il est par ailleurs considéré comme adversaire en tant qu'hégémonie partisane reposant sur une structure corporatiste et des pratiques clientélistes. Dans la mesure où l'enjeu politique qu'est le "bon gouvernement" se pose en regard d'un système politique - corporatiste et clientéliste - dont l'adversaire est partie prenante, l'AB s'oppose au parti au pouvoir, le PRI, et devient son adversaire, son concurrent:

"Nosotros decíamos que era muy importante ganar la ciudad, ganar el gobierno de la ciudad, ganar la representación de la ciudad, y que eso iba a reimpulsar de manera mucho más tremenda la lucha que veníamos nosotros desarrollando (...). O sea no nos asumimos desde el principio como una simple oposición, como un movimiento peticionista meramente reivindicativo, sino como un movimiento social mucho más amplio, con una vocación y una perspectiva de poder. Entonces siempre estamos discutiendo los problemas nacionales y los problemas de la ciudad en el plano político, en el plano económico, y al mismo tiempo, pues, estamos analizando y revisando lo que son las demandas de la gente." [Paco: 114-128]^{xvi}

"Ganar en el sentido de disputar desde arriba el gobierno, como es en los eventos de las elecciones federales y en las elecciones locales. [...] También disputarle el Consejo Consultivo de la ciudad al gobierno." [Paco: 405-410]^{xvii}

La nature du rapport au gouvernement qui caractérise l'AB comme proposition renvoie donc progressivement à un autre niveau d'interaction dont l'enjeu, politique, devient "le bon gouvernement". Les deux dernières citations nous indiquent que l'AB transposera son action sur la scène politique électorale. Comment elle se défendra de reproduire les mêmes formes corporatistes et clientélistes du pouvoir en place, c'est ce que nous tenterons d'analyser dans les chapitres suivants.

...

CHAPITRE VI

1. Climat politique de la période pré-électorale (1987-1988)

Le climat politique en 1987 et les événements de la période pré-électorale de 1988 ne sont pas étrangers à la politisation accrue de l'AB et à son insistance à réclamer plus de démocratie. Afin d'éclairer le lecteur, nous relatons ici ces événements. Ensuite, nous expliquerons l'entrée de l'AB sur la scène électorale et analyserons la perspective d'action politique qu'elle veut entreprendre.

D'une part, concernant le climat politique et social, on note depuis le début des années quatre-vingt un mécontentement croissant dû à diverses manœuvres électorales frauduleuses (notamment en 1986, lors des élections pour le poste de gouverneur de Chihuahua) et une insatisfaction due aux politiques économiques d'austérité: inflation, perte du pouvoir d'achat des salariés, annulation des subventions des produits de base et de certains services, annulation du pouvoir de négociation des corporations priistes, etc. [A. Cuéllar Vázquez, 1993: 114-115].

D'autre part, au sein du PRI, une voix dissidente se fait entendre: le Courant démocratique, fondé en 1985 et dirigé par Cuauhtémoc Cárdenas³¹ et Porfirio Muñoz Ledo³². Le Courant démocratique fait pression pour que le processus de sélection du candidat à la présidence se fasse conformément aux statuts du parti, le PRI. En d'autres mots, le Courant demande qu'il y ait consultation des priistes et que les divers groupes du PRI puissent soumettre une liste de pré-candidats. En outre, le Courant démocratique présente le 9 septembre un document public où il fait des propositions colorées d'un certain nationalisme³³ pour redresser la situation; mais aussi l'on y discute et l'on remet en question l'orientation prise par le PRI: gestion de la crise conforme à des politiques économiques austères de facture néo-libérale dictées par le Fonds monétaire international. On critique également la force des technocrates, opposés à la traditionnelle approche négociatrice du PRI consistant à conclure des accords politiques avec les diverses confédérations incorporées au parti pour instaurer des politiques économiques. On critique

³¹Cuauhtémoc Cárdenas est ex-gouverneur de l'Etat de Michoacán (1980-1986) et fils de Lázaro Cárdenas, ex-président de la République (1934-1940).

³²Porfirio Muñoz Ledo est ex-secrétaire d'Etat, ex-président du Comité exécutif national (CEN) du PRI, et ex-représentant du Mexique aux Nations Unies.

³³Le 21 mai 1986, le Courant démocratique prend la tête d'une marche

l'autoritarisme à l'intérieur du PRI. On critique le fait que le PRI et le gouvernement se soient éloignés du "projet révolutionnaire", lequel devait en principe tenir lieu de pilier du PRI (ce "projet révolutionnaire" est inscrit dans la Constitution). On critique également le contrôle exercé sur les corporations et les syndicats affiliés au PRI; un contrôle qui, en supprimant la démocratie à l'intérieur de ces institutions et en paralysant leur pouvoir de résistance, invalide leur pouvoir de représentation: les corporations priistes, étant donné la crise, n'ont rien à offrir à leurs membres; de plus, elles sont exclues des négociations relatives aux salaires puisque les politiques salariales sont décidées conformément à la politique d'austérité. En bref, on remet en question la représentativité des corporations priistes et, par extension, celle du PRI:

"Al retraerse del sector público y adelgazarse sin medida ni concierto, en razón de acuerdos con el exterior, el Estado atenta contra su legitimidad revolucionaria, reduce su capacidad de acción y pone en peligro su autonomía." [Document public présenté par le Courant démocratique, cité par A. Cuéllar Vázquez, 1993: 117]^{xviii}

En réponse à ces critiques, le PRI accuse le Courant démocratique d'indiscipline. Il rejette ses propositions et

pour l'indépendance nationale.

refuse d'ouvrir un registre de pré-candidatures. La candidature de Cárdenas finit par être discréditée.

Le 3 octobre 1987 (alors que la tradition veut que le nom du candidat du PRI à la présidence soit dévoilé dès le mois de septembre), le PRI annonce ses couleurs: Carlos Salinas de Gortari, ministre des Finances, ou plus exactement ministre de la Programmation et du Budget, est choisi comme candidat. Comme le relève A. Cuéllar Vázquez, cette candidature soulève des oppositions aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti car elle "signifiait non seulement la continuité, mais aussi la consolidation d'une élite gouvernante qui voulait se détacher des liens et des compromis corporatistes pour l'exercice du pouvoir" [1993: 121-122]. Le 10 novembre, Salinas entre en campagne électorale.

Par ailleurs, le Parti d'action nationale (PAN) choisit comme candidat à la présidence Manuel J. Clouthier, un néo-paniste qui prétend resserrer l'étroite relation entre le PAN et les entrepreneurs privés.

Suite à la nomination de Salinas comme candidat à la présidence de la République, le Courant démocratique se

détache du PRI pour se rapprocher des autres forces politiques:

- le Parti populaire socialiste (PPS) et le Parti authentique de la Revolution mexicaine (PARM) qui jusque là étaient des satellites du PRI, donnant leur appui au candidat priiste en échange de quelques sièges à la Chambre des députés;
- le Parti mexicain socialiste (PMS), fondé en mars de la fusion du Parti mexicain des travailleurs (PMT) et du Parti socialiste unifié du Mexique (PSUM); et
- le Front cardeniste de reconstruction nationale (FCRN).

A partir de ce moment-là, on envisage la possibilité de faire front commun pour présenter un seul candidat à la présidence afin de battre le PRI. L'AB fait d'ailleurs une proposition en ce sens aux partis de gauche et de centre-gauche.

2. Lecture de la période pré-électorale de 1987-1988 par les dirigeants de L'AB

La conjoncture socio-économique et politique que nous venons de décrire est interprétée par les dirigeants de L'AB en termes de potentiel mobilisateur:

"Bueno, cuando decimos que hay singularidad en este proceso electoral, es en el sentido de que hoy más que nunca se han presentado condiciones que permiten traducir estas elecciones en un vasto movimiento contra el PRI y la derecha. Es un momento donde han coincidido el agravamiento de la situación económica con la crisis interna en el PRI a raíz del proceso de destape de Carlos Salinas, la formación de la Corriente Democrática y su virtual expulsión. Por otro lado, la participación popular y el auge de las organizaciones vecinales a partir del sismo de 1985 llevan a reclamar mayor democracia y espacios en la gestión y la organización, lo cual hizo posible el cuestionamiento amplio a las formas tradicionales de control por el PRI en la ciudad de México. La participación a partir de este momento se ha hecho indispensable a fin de ampliar la influencia y la decisión en grandes problemas de la ciudad." [Francisco Saucedo, 1989: 45]^{xix}

La participation électorale par l'émission du vote signifie d'abord pour l'AB la nécessité de manifester son désaccord sur les politiques économiques austères imposées par le PRI sous Miguel de la Madrid et qui, selon toute évidence, seront reprises par Salinas. La participation électorale exprime par ailleurs une demande d'ouverture démocratique et une contestation de l'hégémonie du PRI assurée par des mécanismes de contrôle tels que le clientélisme. Qui plus est, cette demande d'ouverture démocratique, qui sous-tend une critique du clientélisme politique, s'adresse non seulement au PRI mais aux partis politiques en général. La participation électorale par voie de présentation de candidats issus des rangs de l'AB ou provenant des quartiers populaires indique alors une

demande de représentativité des élus, un refus d'imposition et une volonté d'accéder au pouvoir. En tout état de cause, il s'agit de se soustraire aux formes de contrôle clientélistes pour s'affirmer comme sujet de droit politique en participant électoralement:

"Hoy nuestra organización social demanda, en primer lugar, un cambio de actitud de los partidos: no deseamos candidatos ajenos a nuestras luchas sino que deseamos que los partidos sean un vehículo para que los representantes de nuestros barrios llequen a la Cámara y a la Asamblea de Representantes del Distrito Federal." [Deuxième bulletin, Declaraciones, "Sixième déclaration": 17-18]^{xx}

"Con esta decisión se ha introducido en la Asamblea de Barrios no sólo una idea de triunfar sobre los problemas sociales, sino de tener vocación de poder y una identidad política propia al margen de las formas tradicionales de control en las elecciones, como los acarreos, la falta de respeto a la dignidad de las personas y sus ideas, el clientelismo mediante los tortibonos, promesas, chantajes de no entregar casas y condicionar la solución de los problemas a cambio de una determinada definición política y apoyo." [Francisco Saucedo, 1989: 45-46]^{xxi}

3. Participation électorale de l'AB

3.1 La mise en candidature de Superbarrio Gómez

La participation électorale de l'AB ne fait pas de doute. Le caractère démocratique auquel elle prétend "lui donne le droit

de faire valoir la voix d'un secteur important de la société" [Juan Andrés: 197-202 & 253-257]. L'AB s'assume à la fois comme sujet et comme collectif. En tant que sujet, elle se prévaut de ses droits de citoyen moyennant son droit de vote; en tant que collectif, elle fait valoir son statut de représentant d'une partie de la population. L'affirmation de soi comme sujet de droit politique passe donc par l'émission du vote et est exprimée symboliquement par la mise en candidature de Superbarrio Gómez, le 17 novembre 1987. Le leitmotiv de sa campagne électorale sera: "Peuple, vote pour toi-même, vote pour Superbarrio"³⁴.

3.2 La candidature de Superbarrio: une question de conscientisation

Suivant les propos d'un interviewé [Juan Andrés: 205-210], l'explication de la mise en candidature de Superbarrio renvoie au souci des dirigeants de l'AB de conscientiser leur base et la population en général. Aux dires de cet interviewé, l'intention de conscientisation concerne la "mascarade" des campagnes publicitaires électorales. Les auteurs de ce "coup de théâtre" n'étant pas nommés, on pourrait croire qu'il s'agit bien d'une conscientisation politique plus que

³⁴ "Pueblo, vota por ti mismo, vota por Superbarrio."

partisane. Cependant, le rejet du PRI et du PAN comme possibles représentants nous indique la position de l'AB: c'est bien l'absence d'une "candidature [unique] qui puisse représenter la société mexicaine, le peuple" [204-205] qui motive la décision de soumettre la candidature de Superbarrio. Un autre dirigeant concorde avec cet interviewé:

"A partir de noviembre de 1987, la Asamblea de Barrios, sensible a la necesidad de participación, acuerda de manera simbólica y con el fin de propiciar la unidad y la reflexión general sobre esta conjuntura, postular la candidatura de Superbarrio a fin de atraer la atención sobre las implicaciones de la participación de las organizaciones sociales en las elecciones y la necesidad de ser respetadas por los partidos, así como la necesidad de la unidad de los partidos y las organizaciones sociales democráticas y progresistas contra el PRI y el PAN." [Francisco Saucedo, 1989: 45]^{xxii}

Selon cette citation, la mise en candidature de Superbarrio répond aux objectifs suivants: "attirer l'attention sur les implications de la participation effective des organisations sociales dans les élections, le besoin d'être respecté et pris en considération sur la scène politique et la nécessaire union des partis tiers et des organisations sociales contre leurs adversaires, le PRI et le PAN".

3.3 La candidature de Superbarrio: une question de cohésion interne

Si la mise en candidature de Superbarrio est présentée comme un outil de conscientisation à la nécessité de la participation électorale, elle permet également d'assurer la cohésion interne de l'organisation. Il n'est pas inutile de rappeler que l'identité collective de l'AB est le résultat, jamais définitif, d'un processus de construction sociale où les acteurs individuels sont amenés à négocier leurs points de vue respectifs pour élaborer de concert une perspective d'action; de telle sorte que la cohésion interne dépend d'un minimum de consensus. Nous rappelons au lecteur que la formation - au niveau des dirigeants - de l'AB repose sur une "alliance" entre activistes politiques issus de deux courants, l'ACNR et l'ORPC³⁵. Cette hétérogénéité politique du collectif qu'est l'AB devient manifeste lors de la participation électorale parce qu'elle implique un choix partisan. Incidemment, la ligne de partage qui distingue les positions des dirigeants et des cadres intermédiaires face à la candidature de Cárdenas correspond aux formations politiques dont les dirigeants sont issus: ceux qui proviennent de l'ORPC sont favorables à la candidature de Cárdenas; ceux qui

³⁵Voir "Composition interne", au sixième chapitre.

s'identifient à l'ACNR s'y opposent. Ainsi, non seulement l'absence de consensus au sein des forces politiques démocratiques et progressistes (partis politiques et organisations sociales confondus) pour appuyer de façon unitaire un seul candidat à la présidence afin de vaincre les candidats du PRI et du PAN, mais également l'absence d'unanimité des dirigeants et des cadres intermédiaires de l'AB en faveur de la candidature de Cárdenas motivent la mise en candidature de Superbarrio [Paco: 64-82]. Celle-ci indique donc en toile de fond la dynamique interne au niveau supérieur de l'AB, c'est-à-dire au niveau des dirigeants. Compte tenu de leurs différends politiques, la mise en candidature de Superbarrio permet d'éviter un problème de division interne que pourrait susciter le choix d'un candidat en particulier plutôt qu'un autre. Le fait de promouvoir la candidature de Superbarrio à la présidence permet à l'AB de souligner publiquement l'importance de la participation électorale tout en relativisant les préférences partisans et les arguments idéologiques.

3.4 Superbarrio décline sa candidature

Avec la crise interne du PRI qui se solde par le détachement du Courant démocratique, avec la candidature de Salinas qui

laisse présager la continuité des politiques économiques d'austérité, avec le désistement des partis satellites du PRI - le PPS, le PARM et le FCRN - et leur rapprochement de Cárdenas, se dessine la possibilité d'un front commun réunissant les partis de gauche pour appuyer un seul candidat à la présidence. L'AB concorde avec cette position: le 11 janvier 1988, elle émet publiquement une proposition de candidatures uniques [Premier bulletin, Documentos, "Propuesta de candidaturas únicas": 16]. L'alliance proposée par l'AB, au nom de la Démocratie, est définie en termes stratégiques plutôt qu'idéologiques puisque l'objectif de battre électoralement le PRI grâce à un front commun prime sur les différends idéologiques des partis de gauche.

Le PARM s'étant rapproché de Cárdenas, il lui propose son registre; à la fin du mois de novembre, Cárdenas est lancé comme candidat du PARM. Peu après, le FCRN et le PPS se joignent au PARM et appuient cette candidature. Au sein de l'AB, le choix d'appuyer un candidat n'est toujours pas arrêté. Afin que les intégrants de l'AB puissent se décider, l'on invite à l'une des assemblées générales de l'AB les trois candidats des "forces démocratiques et de gauche": Rosario Ibarra de Piedra, du Parti révolutionnaire du travail (PRT), d'allégeance trotskiste, Heberto Castillo, du PMS, et

Cuauhtémoc Cárdenas, candidat du PARM. Le premier à se présenter est Cárdenas. Dès son entrée, il est unanimement acclamé par l'assistance. Lors de cette assemblée générale, Superbarrio reçoit l'aval des intégrants de l'AB pour décliner sa candidature en faveur de celle de Cárdenas.

L'appui de l'AB à Cárdenas est symbolisé par la déclinaison de Superbarrio en sa faveur. Mais ce geste est plus que symbolique: il a une portée réelle puisque le personnage transfère sa base au nouveau candidat et l'accompagne lors de ses tournées dans le DF. C'est également à partir de ce moment que l'AB entre en campagne électorale et, à l'instar des autres partis qui forment la coalition du Front démocratique national (FDN), elle présente des candidats à l'ARDF et à la Chambre des députés, principalement sous le registre du PPS. L'action "unitaire" des partis, leur union, ne s'est faite que pour appuyer le candidat à la présidence; autrement, chaque parti allait présenter ses propres candidats à la Chambre des députés et à l'ARDF. Le choix de l'AB de demeurer indépendante des partis tout en participant électoralement est rendu possible par l'offre de Porfirio Muñoz Ledo: celle de mettre à sa disposition le registre des trois partis appuyant la candidature de Cárdenas, pour qu'elle puisse présenter des candidats. Ainsi, après avoir conclu cette entente avec les

trois partis de la coalition, l'AB se joint au FDN au même titre que les partis de gauche et, tout en gardant sa forme d'organisation-mouvement, elle présente des candidats aux postes d'élection populaire, à l'instar des autres partis de la coalition.

La présence de l'AB dans la campagne électorale de Cárdenas est loin d'être anodine comme en témoigne le vote de Cárdenas à Superbarrio Gómez [Raúl: 492-494; 500-509 & 512-523]. Au Mexique, la tradition veut que les candidats à la présidence ne votent pas pour eux-mêmes. Veillant à respecter cette tradition, Cárdenas vote pour Superbarrio Gómez, en dépit du retrait de la candidature de ce dernier en sa faveur. Concernant le suffrage de Cárdenas en sa faveur, Superbarrio commente:

"Fue una satisfacción, un reconocimiento importante a lo que estamos haciendo. Cárdenas lo dijo claramente: «era el voto por Superbarrio, un voto por todos los que estamos luchando». No habría que sentirlo demasiado personalmente, era un reconocimiento tanto a la Asamblea como a todos los que están luchando de alguna manera." [Con ánimo de triunfo, entrevue faite à Superbarrio par A. Cuéllar Vázquez, 1991: 116]^{xxiii}

Pour Cárdenas, il s'agissait de reconnaître, de donner du crédit non pas à un personnage en particulier mais à la combativité de tout un groupe.

4. Motifs de la participation électorale et de l'appui à Cárdenas

-analyse des propos des interviewés-

4.1 La participation électorale

Pour expliquer la participation de l'AB aux élections présidentielles de 1988, les interviewés reitèrent l'importance des tremblements de terre de 1985 comme point tournant. Ceux-ci ont révélé, aux yeux de la population, la vacuité de la "machine priliste" et l'incapacité du gouvernement de gérer une situation de crise. La prise de conscience politique et l'affirmation de la société civile comme sujet actif qui en ont découlé sont présentées comme le prélude à la participation politique des gens en général. Notons que les interviewés ne mentionnent ni la conjoncture économique (politiques de redressement des finances et de paiement de la dette extérieure, privatisations massives, coupures dans les programmes sociaux, etc.) ni le mécontentement social qui résultait de ces politiques mises en

place par Miguel de la Madrid. En se référant aux tremblements de terre pour expliquer la participation électorale de l'AB, les interviewés réaffirment du même coup l'identité collective de leur mouvement, indissociable de la tragédie de 1985. Dans leur optique, donc, la participation politique aux élections de 1988 s'inscrit en continuité avec cette première prise de conscience politique à partir de laquelle la société civile se "réapproprie l'espace public", "reprend la parole" et "récupère sa personnalité" [Juan Andrés: 190-192]. Dans la mesure où la prise de conscience politique à laquelle les interviewés se réfèrent concerne directement les manœuvres du gouvernement priiste, la participation électorale est présentée comme une opposition au parti au pouvoir. La campagne électorale de 1988 achève de discréditer la légitimité du PRI auprès de la base de l'AB:

"Después de los sismos, la gente entendió que la participación ciudadana fue la que permitió la reconstrucción, la que permitió arrancar todo el asunto de los programas habitacionales; y bueno, recordemos que la AB nace con toda esa gente que no se acreditó como damnificada. Entonces en 1988, cuando viene la campaña fuerte del PRI, pues porque había perdido toda la credibilidad y el prestigio en 1985, el PRI empieza a hacer campaña en las colonias, en los territorios, y entonces la gente dice «bueno, cómo es posible que el PRI venga y nos ofrezca vivienda cuando no fue capaz de darnos una alternativa de, donde no nos acompañó cuando fuimos damnificados, hoy seguimos sin tener una vivienda, y ¡hoy nos la vienen a ofrecer! Hoy porque es

conjuntura electoral. (...) nosotros no queremos que otra vez el PRI se lleve nuestros votos porque no nos ayuda.» [Teresa: 124-136 & 140-141]^{xxiv}

Selon les dirigeants de l'AB, l'intérêt d'une participation électorale, nécessairement contre le PRI, est d'autant plus urgent que l'incompétence du gouvernement priiste lors de la période post-sismique a mis à découvert les tendances partisans et les manoeuvres clientélistes des fonctionnaires publics. Selon les interviewés (principalement les hauts dirigeants), avant même que ne se profile la candidature de Cárdenas, l'objectif de l'AB était celui de "gagner le gouvernement", de gagner les élections; un objectif fondé sur l'assurance de la "perte de contrôle" du gouvernement priiste. Les interviewés associent cette perte de contrôle du PRI sur le DF à la prise en charge par la population, organisations sociales urbaines en tête, des travaux de reconstruction de la ville après les tremblements de 1985. En ce qui concerne l'AB en particulier, l'assurance de pouvoir "gagner" est principalement fondée sur la certitude de la perte de contrôle du PRI sur sa propre base. Une conviction d'autant plus forte que l'AB se reconnaît comme le produit de ce détachement de la base du PRI [Patricia: 236-237 & 241-247]. A la suite des tremblements de 1985, ce sont les dirigeants d'organisations sociales qui ont recueilli et organisé ces bases abandonnées,

laissées à elles-mêmes, ou ayant pris leurs distances vis-à-vis du parti au pouvoir.

La participation électorale recouvre donc deux significations, selon qu'il s'agisse des dirigeants de l'AB ou des membres de la base. Pour les membres de la base, la politisation - pré-requis à la participation électorale "libre" - est rattachée aux événements post-sismiques alors qu'ils constatent la vacuité de la machine priiste et l'irresponsabilité du gouvernement priiste - incapable de résoudre les problèmes. Lorsqu'approchent les élections de 1988, cette expérience leur permet d'identifier la campagne politique du PRI en termes de clientélisme électoral. Leur refus de voter pour le PRI est d'abord un refus de "donner son vote sans contre-partie", un refus de se faire utiliser. Si ce détachement des bases du PRI est significatif, c'est parce qu'il révèle la perte de vitesse du corporatisme clientéliste priiste. Plus qu'une explication causale de la participation électorale de l'AB, la référence à l'éveil post-sismique de la population permet de rendre compte de sa réceptivité politique à l'approche des élections de 1988. Pour les dirigeants, la participation électorale est d'abord une lutte contre l'hégémonie du PRI. Nous verrons que dans cette optique, la candidature de Cárdenas devient un choix stratégique.

Sans être le seul élément déclencheur, la conjoncture politique en effervescence (le mécontentement généralisé vis-à-vis du PRI devient de plus en plus manifeste à l'approche des élections) apparaît cependant comme un facteur tonique de la participation électorale de l'AB [José Luis: 380-387 & Teresa: 116-119]. Le climat social et politique des années 1987-1988, la réceptivité politique de la population en général et la conjoncture politique, exacerbée par la fièvre électorale, renvoient l'AB à elle-même et suscitent chez elle une redefinition de soi. Résultat d'un processus de réflexion et de discussions collectives, la perspective d'action de l'AB est redéfinie, voire élargie: la décision de participer aux élections est alors liée à celle d'ouvrir ou d'élargir son champ et sa perspective d'action plutôt que de restreindre son activité à la sphère limitée du logement. Cette période électorale au climat politique effervescent représente un enjeu pour l'AB, comme l'énonce un interviewé:

"Nosotros no estábamos planteando entrar a la lucha electoral por sí misma; sino que nosotros veíamos un gran riesgo de que nuestro movimiento pudiera quedar desdibujado, pudiera quedar eclipsado, o simplemente olvidado, justamente en una conyuntura política que estábamos nosotros avisando como muy complicada, como muy álgida: empezábamos nosotros a discutir y analizar que se estaba moviendo todo el país (...). Nosotros teníamos esta preocupación de que, «bueno nos podemos quedar así como un movimiento de vivienda», que nos rebajaran pues a

un simple movimiento peticionista, reivindicativo; y nosotros consideramos que era muy importante ligar estas demandas concretas de la gente con la demanda general de la lucha por el país y por la democracia, y en ese sentido veíamos que el movimiento que encabezaba Cuauhtémoc era un movimiento en el que nosotros podríamos también encauzarnos y trabajar fuertemente." [Paco: 46-63]^{xxv}

Cette citation illustre la logique de mouvement qui sous-tend les décisions de l'AB. La volonté d'être partie prenante de l'événement plutôt que d'être éclipsé et relégué aux oubliettes, la volonté de s'adapter à une conjoncture et d'y participer, laissent également voir le souci de conserver un rôle d'acteur d'avant-scène, d'être un protagoniste sur la scène publique.

Si tous les interviewés se réfèrent à la conjoncture politique en effervescence comme élément tonique de la participation électorale de l'AB, ce n'est que de façon variable qu'ils relient ce climat politique à la popularité montante de Cárdenas pour contextualiser la décision de l'AB de participer électoralement. Que certains interviewés omettent de mentionner la relation entre le climat politique effervescent et la popularité croissante de Cárdenas peut être interprété comme une mise en évidence du caractère indépendant et autonome de l'AB comme sujet politisé. D'entrée de jeu, Paco

(cité ci-haut) mentionne l'importance de la figure mobilisatrice de Cárdenas comme élément instigateur de l'entrée de l'AB sur la scène électorale: "le mouvement à la tête duquel se trouvait Cárdenas était un mouvement dans lequel nous pouvions, nous aussi, nous insérer et travailler, reliant ainsi les préoccupations concrètes des gens à la demande plus générale de lutte pour un pays et pour la démocratie." Par contre, deux autres interviewés soulignent la liberté de mouvement qu'assumait l'AB. Se référant respectivement à Cárdenas et à la vague néc-cardéniste, ils affirment:

"No es lo que hizo que nos moviéramos." [Javier: 195-196]^{xxvi}

"Eramos también empresa de esa ebullición." [Juan Andrés: 254-255]^{xxvii}

Ces témoignages rendent compte de deux dimensions qui caractérisent le collectif qu'est l'AB et qualifient en même temps ses initiatives en termes d'action et de réaction. D'une part, le témoignage de Paco caractérise l'AB comme mouvement; son action se qualifie en termes d'ajustement: c'est bien la conjoncture politique qui insuffle à l'AB l'affirmation de soi comme mouvement enraciné dans la conjoncture; mouvement qui prend racine dans la conjoncture pour en faire partie; mouvement qui s'accorde au rythme, à la mesure de la

conjoncture. D'autre part, les deux derniers commentaires qualifient l'action de l'AB en référence à sa liberté d'acteur: plus qu'une question d'ajustement ou de réaction à une conjoncture politique en effervescence, la participation de l'AB renvoie à un choix d'être protagoniste, à une volonté d'acteur, d'assumer un rôle actif dans la conformation du mouvement néo-cardéniste. "Cárdenas n'est pas ce qui nous a fait bouger", dira Javier; car "nous aussi, nous étions l'entreprise de cette ébullition", complètera Juan Andrés, comme s'ils en étaient le moteur de l'action.

4.2 L'appui à Cárdenas

Les explications données à l'appui à Cárdenas mettent en évidence la dynamique interne de l'AB, tant à sa base qu'à sa tête. Pour les dirigeants, le choix d'appuyer Cárdenas relève d'une perspective stratégique. Comme nous l'avons mentionné plus tôt, selon les interviewés (principalement les hauts dirigeants), avant même que ne se profile la candidature de Cárdenas, l'objectif de l'AB était celui de "gagner le gouvernement", de gagner les élections.

Dans la mesure où l'AB décide de participer électoralement avec une "attitude de gagnant", le vote en faveur de Cárdenas

révèle une option stratégique plus qu'idéologique: sa popularité montante et la possibilité de miser sur une candidature unique pour la présidence deviennent des atouts. On se souviendra que la candidature de Cárdenas suscitait des controverses au sein de la direction de l'AB; ce n'est donc que lorsque les dirigeants et cadres intermédiaires de l'AB en viennent à concevoir l'appui à Cárdenas comme une option stratégique qu'ils dépassent leur différends idéologiques. Cette explication de l'appui à Cárdenas en termes de choix stratégique est clairement énoncée par un interviewé:

"Porque la candidatura de Cárdenas representaba una verdadera confrontación de poder con la gente del gobierno. Ni Heberto Castillo ni Rosario Ibarra estaban a la altura de disputarle en serio al gobierno la posibilidad de ganar las elecciones. Entonces nosotros convocamos a Heberto, Rosario; con Superbarrio andábamos haciendo llamados para que declinaran su candidatura y se dejaran de hacer tontos y apoyaran a Cuauhtémoc. No aceptaron." [Raúl: 467-473]^{xxviii}

"Cárdenas est le seul à pouvoir vraiment confronter le pouvoir, à être à la hauteur dans une lutte électorale contre le gouvernement, nous dit ici Raúl. Dans cette optique, il fallait convaincre les autres candidats de renoncer à leurs prétentions pour appuyer Cárdenas. Ce qu'ils refusèrent." Si Cárdenas représente une combinaison gagnante, l'explication de

l'appui sa candidature en termes de choix stratégique n'est cependant donnée que par deux interviewés. Au risque d'entacher leur intégrité politique, les autres interviewés préfèrent rendre justice à l'inclination de leur base. Ainsi, la réaction de celle-ci, son enthousiasme pour la figure de Cárdenas alors que, sur invitation des dirigeants de l'AB, il se présentait à une de leurs assemblées générales, est la principale explication donnée au sujet de l'appui de l'AB à Cárdenas. Comme le relate Superbarrio:

"La gente se involucró rápidamente y participó con la conciencia clara de que ya no era la lucha por ganar una vivienda, sino un país completo. La izquierda no tenía muy claras sus posiciones: ni su discurso, ni sus candidatos. La gente se identificaba con Cuauhtémoc, con su nombre, su pasado, su presencia política; le llevaba ventaja a la izquierda. Por eso cuando Cuauhtémoc se presentó al teatro, a nuestra asamblea, sin que nadie lo anunciara, bastó verlo para que se levantaran y lo aplaudieran sin que hubiera dicho una sola palabra." [Con ánimo de triunfo, entrevue faite à Superbarrio, A. Cuéllar Vázquez, 1991: 114]^{xxix}

Comme on l'a vu, lors de cette assemblée, Superbarrio a reçu l'aval des intégrants de l'AB pour décliner sa candidature en faveur de celle de Cárdenas. La reconnaissance du leadership de Cárdenas, de la part de la base de l'AB, est rapportée par tous les interviewés comme la raison déterminante de l'appui à Cárdenas. La réaction de la base est donc le pivot de la

décision de l'AB et de la déclinaison de Superbarrio en faveur de Cárdenas. La reconnaissance du leadership de Cárdenas de la part de la base légitime le choix de l'AB pour ce nouveau candidat à la présidence. Il s'agit bien d'un choix qui doit être légitimé puisqu'il suscite le désaveu tant des forces militantes de gauche, notamment le PMS et le PRT, que des autres organisations sociales urbaines. Deux interviewés rapportent ce débat et ces tiraillements:

"Entonces a nosotros nos acusaron de que éramos traidores porque habíamos abandonado el socialismo para apoyar a un candidato nacionalista, ex-priista, como Cuauhtémoc." [Raúl: 460-463]^{xxx}

"Como Cuauhtémoc Cárdenas era quien venia promoviendo eso de la candidatura única, y bueno pues él era una gente del sistema, junto con su grupo: Porfirio Muñoz Ledo, etc., toda esa gente venia del PRI. Entonces: «¿cómo era posible que, si hemos estado combatiendo el PRI, ahora aliarnos con una parte del PRI?» Ese era el argumento de ellos." [Patricia: 227-232]^{xxxi}

Ces deux interviewés nous rapportent les raisons pour lesquelles la candidature de Cárdenas est rejetée par la plupart des organisations politiques et sociales de gauche. Ses origines priistes font de lui un "homme du système". L'appui de l'AB en faveur de Cárdenas constitue, du point de vue de ces organisations, une "trahison" à l'idéal socialiste prôné par elles.

Le désaveu presque généralisé de la gauche et des organisations sociales urbaines du DF sera de courte durée: face à l'ampleur de la vague néo-cardéniste et à la popularité montante de Cárdenas, plusieurs organisations du MUP se rallient bientôt à Cárdenas, et, le 4 juin 1988, Heberto Castillo (du PMS) décline sa candidature en faveur de celle de Cárdenas.

Cette dernière interviewée explique la portée significative de cette déviation de l'AB:

"Mira: nosotros no menospreciamos la capacidad de análisis de ninguno de los dirigentes, obviamente; pero si creemos que a la hora de tomar decisiones de esta naturaleza, pesaron cargas ideológicas de la formación propia de los compañeros. (...) Y ellos no entendían el valor de esa ruptura. (...) Y en ese momento, nosotros éramos protagonistas de un gran movimiento social que se había desprendido del PRI. (...) Entonces, cuando hablamos con la gente de nuestra organización y les dijimos que qué les parecía si apoyáramos a Cárdenas, a todo mundo le pareció ;perfectamente natural! Era la historia del 80% de los miembros de nuestra organización, que era gente que venía del PRI." [Patricia: 223-247]^{xxxii}

La portée significative de la dissidence de l'AB vis-à-vis des autres organisations sociales prisonnières de leur carcan idéologique, est expliquée par la vision éclairée de ses hauts dirigeants. Par ailleurs, les dirigeants de l'AB sont à même

de comprendre la portée significative de cette rupture entre Cárdenas et le PRI parce que leur mouvement est le résultat d'une défection de la base du PRI³⁶, parce que leur propre base identifie sa propre histoire et sa propre trajectoire à celle de Cárdenas.

La défection de Cárdenas et l'éloignement de la base du PRI sont ainsi considérés par la direction de l'AB comme les deux versants d'un même phénomène: la fragilisation de l'hégémonie priiste fondée sur un présidentialisme autoritaire et sur une structure corporatiste empreinte de pratiques clientélistes. L'entrée de l'AB sur la scène électorale est motivée par la possibilité de contribuer à cette fragilisation. Au monopole priiste, l'AB oppose alors sa demande d'ouverture démocratique. La revendication d'une démocratie représentative, ici prise au sens large, supposera le passage à un système effectif de pluralisme de partis.

³⁶ Rappelons qu'en 1987, 75% des nouveaux membres de l'AB sont issus des rangs du PRI.

5. Formation du Parti de la révolution démocratique et militantisme partisan des dirigeants et des cadres intermédiaires de l'AB

Au sortir des élections de 1988, Cárdenas convoque à la formation d'un parti politique pour la démocratie et pour le respect de la Constitution mexicaine dans son engagement révolutionnaire. Résolument opposé à la forme corporatiste du parti dominant (le PRI), ce nouveau Parti de la révolution démocratique (PRD) aspire à être "une organisation de citoyens ayant, d'une part, la capacité d'action et de décision propres à un parti et, d'autre part, la flexibilité, la créativité et l'autonomie de ses diverses composantes, propres à un mouvement" [J. Tamayo, 1994: 147].

L'initiative de Cárdenas donne lieu, au mois d'octobre de la même année, à la formation d'un comité pour la promotion de la création du PRD et reçoit l'aval de diverses organisations politiques (quatorze au total), au nombre desquelles on retrouve l'AB [J. Tamayo, 1994: 147].

Faisant écho à la proposition de Cárdenas de former le Parti de la révolution démocratique, les quatre hauts dirigeants de l'AB ainsi qu'une majorité des cadres intermédiaires rejoignent les rangs du PRD en formation. Sans pour autant

abandonner la direction de l'organisation sociale, les dirigeants et les cadres intermédiaires combinent la lutte politique partisane et la lutte politico-sociale. Notons qu'à l'instar de l'AB, d'autres organisations sociales urbaines du DF verront bientôt leurs dirigeants adhérer au PRD.

L'important rayonnement de l'AB sur la scène publique et la participation politique active de ses dirigeants et de ses cadres intermédiaires au sein du PRD ne sont pas étrangers à leurs succès politiques: l'un des dirigeants, Marco Rascon, devient président par intérim du PRD pour le DF, achevant le mandat triennal (1988-1990) de Heberto Castillo, son prédécesseur. En 1991, lors des élections tenues dans le DF, Patricia Ruiz et Francisco Saucedo sont élus députés fédéraux, et Javier Hidalgo membre de l'ARDF. Tous ces postes de représentants sont obtenus par voie de scrutin proportionnel.

6. Division de l'AB en deux factions

En 1991, peu après les élections législatives, l'AB se divise en deux. Afin de les distinguer, nous les appellerons dorénavant AB-1 et AB-2. La ligne de partage au niveau de la direction renvoie aux deux organisations politiques auxquelles les dirigeants et les cadres intermédiaires s'identifiaient

191

avant la naissance de l'AB: l'ORPC et l'ACNR³⁷. Des quatre dirigeants fondateurs de l'AB originelle, trois se retrouvent dans la faction AB-1 et le dernier, dans l'AB-2. Dans les premiers temps suivant la division de l'AB, certains dirigeants et cadres intermédiaires de l'AB-1 restent proches, par leurs affinités politiques, de l'ORPC. Quant à l'AB-2, plusieurs de ses dirigeants et cadres intermédiaires sont encore, en 1996, associés au courant politique perrediste ACNR. Rappelons que l'ACNR oriente davantage son action politique vers le travail auprès des communautés locales. Rappelons également que les dirigeants et les cadres intermédiaires de l'AB-2 réalisaient le travail d'organisation des groupes alors que l'AB était unie. En 1995, on estime que le nombre des intégrants de l'AB-1 est de 20% à 30% supérieur à celui des intégrants de l'AB-2.³⁸

Les causes de la rupture sont multiples: divergences politiques ayant trait à la relation entre l'organisation sociale et le gouvernement; différends politiques devenus manifestes dans le contexte de leur participation au sein du PRD; dissensions relatives aux formes de gestion et

³⁷Voir "Composition interne", au sixième chapitre.

³⁸ Cette information, tirée d'entrevues personnelles avec divers informateurs, demeure un estimé. Nous ajouterons qu'aucune des deux factions ne tient un registre de tous ses membres.

d'administration des projets d'habitation; et mécontentement dû à la structure organisationnelle de l'AB, de facture minimaliste.

Ne voulant en rien céder un capital social et politique qu'elles considèrent comme patrimoine collectif, les deux factions revendiquent chacune le nom de "Asamblea de Barrios", se reconnaissent dans un même passé, arborent les mêmes symboles (mêmes sigles, mêmes couleurs, même camionnette Barrio-Móvil, etc.) et ont chacune leur Superbarrio. Il va sans dire que la duplication de l'AB relance le problème de la constitution de l'identité collective pour l'un et l'autre groupe. La caractérisation de l'AB-1 vs l'AB-2 que nous présentons brièvement ci-dessous est fondée sur les propos des interviewés concernant l'identification de leur faction ainsi que sur nos notes d'observation.

7. Caractérisation et identification de l'AB-1 vs l'AB-2

7.1 L'AB-1 en tant que mouvement

Lorsqu'on leur demande de définir et de caractériser leur organisation sociale, les interviewés de l'AB-1 ne mentionnent pas la division de l'AB, laquelle aurait pu susciter un

travail de recomposition interne. Notons que, dans un premier temps, quatre interviewés sur sept omettent de signaler l'existence de la faction AB-2; les trois autres interviewés observent une grande discrétion sur la division de l'AB originelle. Lorsque, dans un second temps, ils admettent la division de l'AB en 1991, les interviewés de l'AB-1 définissent leur identité collective sans toutefois mentionner ni relever aucun changement de fond par rapport à l'AB originelle: la perspective d'action et les objectifs de lutte sociale et politique restent les mêmes. De plus, ils insistent sur la permanence de l'AB, la permanence de leur organisation sociale. Enfin, répondant à la question: "comment se définit l'AB?", les interviewés réitérent la qualité originelle de mouvement pour caractériser l'identité actuelle (1996) de leur AB: l'AB-1 est d'abord un mouvement, disent-ils.

Selon les interviewés, l'absence ou la quasi-absence d'une structure organisationnelle est un élément qui caractérise un "mouvement" par opposition à une "organisation". Pour l'AB-1, le choix d'être un mouvement correspond à la volonté de se doter d'une structure organisationnelle minimale. De façon redondante, l'explication de ce choix de structure minimale renvoie à la nécessité de pouvoir réagir ou de pouvoir répondre rapidement aux conjonctures. Dans la perspective des

interviewés, le fait d'être une organisation signifie, par définition, une structure fixe. La structure est qualifiée de formelle, bureaucratique, ankylosée, rigide, complexe et inamovible. Comparée à une camisole de force, à une chaîne, à un boulet, elle lie les mains, elle instaure une hiérarchie d'obéissance, voire d'obédience, elle requiert la consultation bureaucratique et, de ce fait, paralyse toute initiative et entrave la discussion et la réflexion collectives. Par opposition à l'organisation, structurée, le mouvement permet la mobilité, l'agilité dans l'action, la facilité pour prendre des décisions, la vertu de l'improvisation, l'action instantanée et l'initiative spontanée [Juan Andrés: 33-42; 48-56 & 64-70].

L'AB-1 conserve donc sensiblement la même structure organisationnelle minimale que celle dont s'était dotée l'AB avant la rupture. Cependant, nos notes d'observation et d'entretiens informels avec divers intégrants de l'AB-1 nous permettent de constater que, à la différence de l'AB d'avant 1991, la structure organisationnelle de l'AB-1 accuse un certain relâchement. Ce relâchement s'observe notamment par la relative absence de communication entre les différentes commissions, par le manque de coordination entre les divers

groupes de solliciteurs de logement et par la virtuelle disparition de la commission politique.

7.2 L'AB-2 en tant qu'organisation

De la même façon que les interviewés de l'AB-1 insistent sur la qualité originelle de mouvement pour caractériser l'identité actuelle (1996) de leur groupe, les interviewés de l'AB-2 réitèrent la qualité originelle d'organisation pour caractériser leur identité collective actuelle. Les deux identités actuelles de chaque faction de l'AB - l'une renvoyant à la forme "mouvement", l'autre à la forme "organisation" - rendent compte de la double dimension - mouvement et organisation - de l'AB d'avant 1991, alors que les deux factions étaient unies. L'identité actuelle de chaque faction est présentée comme étant en continuité avec leur identité passée, partie d'un tout.

Pour décrire leur organisation sociale, les interviewés de l'AB-2 font très peu référence à l'origine du mouvement et à sa première période (1987-1991). Plutôt que de ressasser le passé, il s'agit pour eux de se définir dans un temps présent, différent du passé continu où se situe l'autre faction et, ce faisant, de réitérer la césure en se distinguant de l'AB-1.

Contrairement aux interviewés de l'AB-1, ceux de l'AB-2 mentionnent la division de l'AB en 1991 pour caractériser ensuite leur AB. Or, c'est précisément sur l'organisation que repose cette distinction:

"Precisamente eso fue lo que nos fue definiendo. O sea, cuando nace la AB, lo que la hizo fuerte fue esa conjugación del trabajo. Por una parte, compañeros que tenían más iniciativa a nivel de movimiento pero, por otra parte, compañeros que teníamos una experiencia acumulada de trabajo organizativo territorial. Entonces nosotros creemos que si logramos aprender esta vitalidad del movimiento y es que hemos ido sellando ese trabajo, esa vitalidad en nuestro trabajo territorial, y lo que nosotros creemos que sigue careciendo la otra expresión de la AB, es que sigue siendo movimiento." [Teresa: 90-100]^{xxxiii}

Cette interviewée nous indique que si l'AB-2 a pu tirer parti de la vitalité du mouvement, elle a su également imprimer son propre dynamisme à la nouvelle formation, car elle pouvait compter sur l'expérience acquise sur le plan de l'organisation locale. L'identité de l'AB-2 tourne essentiellement autour de la notion d'organisation. Cependant, aucun des interviewés n'écarte la dimension "mouvement" de la définition de l'AB-2. Les groupes revendicateurs de logement, en tant que contingent mobilisable, constituent cette dimension "mouvement":

"O sea que la AB, esta expresión de la AB, tiene su principal característica en trabajo territorial,

pero algunos compañeros o algunos grupos que todavía no tienen algún trabajo territorial concreto tienen una capacidad de movilización y de movimiento no tan cerrado a una organización territorial." [Teresa: 18-23]^{xxxiv}

A l'instar de l'AB-1, les intégrants de l'AB-2 caractérisent le "mouvement" par l'absence de structure ou par la présence d'une structure minimale. Suivant les interviewés de l'AB-1, plus qu'une simple question de forme et de logistique, le choix de l'AB-2 de se doter d'une structure de fonctionnement et de donner la priorité à la forme "organisation" plutôt qu'à celle de "mouvement" répond à un souci de démocratisation à l'interne. A cet égard, il nous semble pertinent de relever que tous les interviewés associent démocratie et structure organisationnelle, et font la démonstration du caractère démocratique auquel aspire leur organisation par la référence à la structure organisationnelle dont ils se sont dotés:

"El movimiento puede ser hasta anárquico. O sea puede llegar el momento en donde se hace más bien de caudillos; pues un movimiento es entonces alguien que dirige nada más, y puede ser totalmente antidemocrático porque no tienes un espacio para debatir y exponer los puntos de vista de todos. (...) En el movimiento, pues, no tienes mucha oportunidad de discutir; mas que lo único que haces es atacar y aceptar. Si le quieres seguir, bien, y si no, pues te haces a un lado. Y por ejemplo, con la organización tienes la oportunidad de que, como tienes diferentes asambleas y comisiones, tienes la posibilidad de discutir desde muy en corto con coordinaciones, con pequeñas asambleas, con

asambleas grandes y hasta con la asamblea total. Entonces como que vas así más lento, pero también lo puedes hacer muy operativo." [Yolanda: 572-576 & 590-598]^{xxxv}

"Cuando redefiníamos el perfil y el carácter de la Asamblea, uno de los elementos centrales era el de la democracia. Y yo creo que nos planteábamos como un reto que lo va a seguir siendo por un buen rato: la democracia no sólo en términos formales, sino en términos de efectiva representatividad, incluso al interior de la misma organización. O sea en el que, dentro de la AB, haya espacios en donde los compañeros y las compañeras puedan efectivamente participar, puedan ir desplegando sus aptitudes y sus capacidades y puedan claramente tener todas las posibilidades de ascender a ser dirigencia de esta organización, de manera que no se abra una brecha entre la dirigencia eterna y la base eterna pero que no tiene vasos comunicantes. Entonces yo creo que esto del reto de plantear esta democracia al interior, una democracia que se va reflejando en los proyectos de vivienda, en los espacios territoriales, en el conjunto de la Asamblea, supone también ir diseñando estructuras participativas que efectivamente sean democráticas." [Teresa: 1043-1063]^{xxxvi}

Le contenu de ces deux citations est plein d'enseignements. Dans la première, on insiste sur la possibilité, pour les intégrants, de discuter, de donner leur avis, de participer activement à l'élaboration des prises de décision car l'organisation s'est ménagé des espaces: que ce soit en commission restreinte où l'on peut "discuter serré" ou dans des grands rassemblements où le débat est ouvert à tous. Le processus est sans doute plus lent mais il peut être plus opérationnel et certainement plus démocratique puisque toutes

les voix peuvent se faire entendre. Le premier extrait met l'accent sur la fonction discursive, sur le pouvoir de la parole au service de la démocratie. La seconde citation insiste surtout sur l'activisme de l'AB-2. La démocratie n'est pas un mot creux; il faut la considérer "en termes de représentativité effective" dans la société en général et au sein de l'organisation. Tous les intégrants doivent y participer en développant leurs aptitudes, leurs capacités, sans distinction hiérarchique, en élargissant le champ des possibilités et des projets. Fortifier la démocratie à l'intérieur de l'organisation sera le véritable défi à relever, car elle requiert la mise en place de "structures participatives qui soient effectivement démocratiques" et qui ne se cantonnent pas seulement à résoudre des problèmes de logement, à gagner du terrain sur la scène politique ou dans le domaine social.

L'association répétée entre démocratie et structure organisationnelle, l'opposition marquée entre les formes "mouvement" et "organisation" et le caractère distinct dont se réclame l'AB-2 vis-à-vis de l'AB-1 révèlent une critique à l'endroit de l'AB d'avant 1991 et de la faction AB, critique implicite (délicatesse oblige), mais qui parfois se fait sentir de façon détournée:

"Pues anteriormente la AB tenía un carácter más de movimiento que de organización. (...) Había intento de organización de estructura mínima interna dentro de la Asamblea que le permitía poder subsistir, poder estar: una comisión de vivienda, porque no era un consejo; una comisión de finanzas, centrales; todo centralizado³⁹; una comisión política; una comisión de gobierno, y una asamblea general centralizada. A partir del 91-92, esta idea de centralización se desparrama porque la capacidad [...] ya está muy centralizada y de eso se necesita salir. Y entonces por eso tenemos que reconocer que en los diferentes territorios hay grupos que crecieron y que son capaces de organizarse y que coinciden con otros grupos en la zona, y que van demandando una estructura organizativa más particular para esos territorios." [José Luis: 187-188 & 191-207]^{xxxvi}

"Ellos (la AB-1) han caminado más en la lógica de seguir siendo movimiento; han seguido en lo conjuntural. Siguen teniendo compañeros muy valiosos, con mucha capacidad política, que es el caso de Javier que fue representante de la Asamblea de Representantes, es el caso de Marco Rascón que es un representante popular en la Cámara de Diputados, y también Patricia. Pero siguen siendo los mismos compañeros a la cabeza. Son los mismos. Hay otro grupo de sus compañeros que apoyan ese trabajo pero no tienen, nunca van a tener la posibilidad de ser ellos los dirigentes en las cabezas, pero ni tampoco van a tener la capacidad de que otros puedan serlo. Eso es una diferencia que a mí me parece fundamental. Nosotros seguimos considerando que ellos plantean el movimiento, son muy creativos también, tienen mucha iniciativa pero siguen siendo muy cortados, muy movimiento."⁴⁰ [José Luis: 1246-1261]^{xxxvii}

³⁹C'est l'interviewé qui souligne.

⁴⁰C'est l'interviewé qui souligne.

Tous les aspects négatifs attribués par les interviewés de l'AB-2 à un mouvement ont leur pendant positif dans la forme "organisation" qu'ils choisissent d'adopter. Ainsi se dessine un jeu d'oppositions entre mouvement et organisation: au mouvement, décrit comme essentiellement conjoncturel et donc éphémère, les interviewés opposent l'organisation qui permet la permanence, la durabilité et la longévité grâce à son enracinement dans des "territoires" ou des quartiers de la ville. Au contraire du mouvement, l'organisation témoigne, à leur sens, d'une perspective d'avenir. Dans la spontanéité du mouvement, perçue par la faction adverse comme une grande qualité, les intégrants de l'AB-2 voient un manque de planification et d'intentionnalité. En d'autres mots, ils y voient l'absence d'une ligne directrice qui puisse projeter l'action. Enfin, si le mouvement est porteur de changement, ce n'est que parce qu'il est rattaché à une organisation qui en canalise le potentiel et assure sa cristallisation dans quelque chose de durable [Yolanda: 348-375 & 386-413].

Les valeurs positives attribuées à la forme "organisation" dont les intégrants de l'AB-2 se réclament, ainsi que les valeurs négatives attribuées à la forme "mouvement", révèlent en arrière-plan la critique tant de l'AB d'avant 1991 que de l'AB-1 déjà soulignée. Tous les attributs positifs dont les

interviewés qualifient la forme "organisation" servent par ailleurs à justifier leur choix d'être "organisation". Ce faisant, ils définissent leur identité collective, distincte de l'identité de l'AB-1, comme intimement liée à leur perspective d'action. Contrairement à l'autre faction, qui est simplement un "mouvement" en ce sens que "son capital politique est fondamentalement basé sur les demandes fonctionnelles de logement" [José Luis: 1262-1263], l'AB-2 élabore une conception de "logement décent".

Le concept de "logement décent" (*vivienda digna*), en tant qu'il s'oppose à la notion rudimentaire d'habitation (c'est-à-dire quatre murs et un toit) renferme la notion de valeur [José Luis: 1267-1285]. En parlant de *vivienda digna*, l'on entend dépasser le "besoin" pour atteindre le "choix"... le choix d'un mode de vie selon les valeurs propres à celui qui habite. Faire un choix, c'est donner une signification, une valeur (et non se faire imposer un sens), c'est le pouvoir de décider du sens de sa vie et de son mode de vie. Cette conception permet à l'AB-2 d'insuffler une perspective de développement intégral à la préoccupation ponctuelle qu'est la demande d'habitation et de mettre en place des structures d'organisation territoriale (organisations de quartier) qui servent d'assises à son projet de développement durable. Ces

structures d'organisation territoriale prétendent devenir un référent pour la communauté en intégrant des projets de développement qui touchent les différentes dimensions de la vie quotidienne telles que la santé, l'éducation, l'alimentation et l'approvisionnement en denrées alimentaires, l'emploi, la sécurité locale, les droits humains, etc. Est-il besoin d'ajouter que les interviewés de l'AB-2 sont unanimes pour énumérer tous les secteurs d'activités de leur organisation et pour définir l'identité de leur organisation comme non exclusivement revendicatrice de logement vivranderas? Ainsi, la caractérisation de chacune des factions de l'AB - en référence soit à la dimension "mouvement", soit à la dimension "organisation" - s'avère décisive en ce qui concerne leur perspective d'action dans la mesure où cette dernière porte le sceau de leur identité.

CHAPITRE VII

Nous avons vu au chapitre précédent que l'AB se définit, en rapport au gouvernement - priiste -, comme sujet de droit, comme interlocuteur et comme adversaire-concurrent. Comme nous l'avons mis en évidence, la définition de soi comme sujet de droit porte atteinte aux pratiques clientélistes qui prévalent dans certains cas lors de la redistribution de ressources d'intérêt public. Le statut d'interlocuteur indépendant témoigne d'une volonté de s'assumer comme acteur social et de se distancier d'avec la structure corporatiste du PRI comme canal d'acheminement des revendications populaires. Enfin, la définition de soi comme adversaire-concurrent du PRI-gouvernement implique une action politique qui débouche sur une lutte pour le pouvoir sur la scène électorale. Au sixième chapitre nous avons vu l'entrée de l'AB sur la scène électorale. Partie intégrante du FDN, elle appuyait, lors des élections de 1988, la candidature de Cárdenas et présentait des candidats aux postes d'élection populaire (pour l'ARDF et la chambre des députés) sous le registre des partis de la coalition. Cette première incursion sur la scène politico-électorale se soldait en 1989 par l'intégration des dirigeants et d'une majorité des cadres intermédiaires de l'AB dans les rangs du PRD en formation. Deux ans plus tard, en 1991, l'AB

se divisait en deux factions. Dans ce chapitre-ci, nous verrons de quelle façon les interviewés rendent compte de la relation entre leur organisation sociale et le PRD. L'analyse de leur discours nous permettra, d'une part, de comprendre les enjeux de la participation électorale et de la relation partisane des deux AB et, d'autre part, de retracer le sens du corporatisme social.

1. La relation entre une organisation sociale et un parti politique pose le problème du corporatisme

Le sujet des relations entre le PRD et les deux AB suscite un embarras chez tous les interviewés. Cet embarras concerne spécifiquement le corporatisme. Le corporatisme auquel se réfèrent les acteurs suppose la présence d'un parti politique: le parti est ce à quoi on s'incorpore. Les acteurs conçoivent le corporatisme principalement en termes relationnels; ainsi, ils le désignent et le caractérisent comme un type de relation entre un parti politique et des organisations ou groupes d'intérêt. Cette conception du corporatisme explique le caractère défensif du discours des interviewés lorsqu'ils abordent le sujet des relations entre leur AB et le PRD, puisque le seul fait d'indiquer qu'il y a relation entre le parti et l'organisation sociale, entre le PRD et l'AB-1 ou

l'AB-2, implique que l'on doive qualifier la nature de cette relation.

Si aucune des deux AB n'est affiliée au PRD, comme l'affirment tous les répondants des deux factions, il reste qu'elles affichent ouvertement leurs affinités politiques, comme en témoignent les inscriptions sur leur "barrio-móvil" respectif, une petite camionnette servant à la fois de moyen de transport et de décoration scénique, laquelle arbore le sigle du PRD et la devise "Tous avec Cárdenas" (Todos con Cardenas). Cette affinité avec le PRD et Cárdenas pose le problème des relations entre l'AB et le PRD; un sujet délicat à traiter puisqu'il en va de la nature de la relation. La première réaction des interviewés, celle de souligner la séparation entre les deux entités pour désamorcer l'idée d'interdépendance, est significative de cet embarras.

Comme nous le verrons ci-dessous, les répondants de l'AB-1 soulignent l'impossibilité d'une relation entre les deux entités, alors que les répondants de l'AB-2 mettent en évidence la nature indéfinie de la relation.

1.1 Répondants de l'AB-1

Deux distinctions permettent aux répondants de l'AB-1 d'expliquer l'inclination politique de leur organisation tout en dissipant l'idée d'un rapport entre les deux entités: la distinction entre l'organisation sociale considérée comme un tout et le membership individuel, d'une part, et la distinction entre Cárdenas comme figure emblématique et le PRD, d'autre part.

La sympathie de l'AB-1 pour le PRD, tout comme l'appui "moral" de Superbarrio au parti - il est un allié de bonne volonté, dira Beatriz [251-252] - sont expliqués par la référence à une option non pas partisane mais bien politique: l'appui symbolique au PRD via le leadership politique de l'AB-1 se traduit par l'adhésion à l'option cardéniste. En tout état de cause, s'il y a identification politique de l'AB-1 comme collectif - une identification qui remonte à la période électorale de 1988 - c'est en la figure de Cárdenas:

"Te quiero decir que la AB no está como tal en el partido; los que estamos, somos sus dirigentes. Y la relación que se hizo con el cardenismo fue con Cuauhtémoc Cárdenas. Eso es una diferencia. Y nosotros dirigentes obviamente formamos parte del partido, pero eso ya es otra cosa. Pero la AB tiene

una alianza con Cuauhtémoc. Una alianza. Con Cuauhtémoc." [Patricia: 384-392]^{xxxix}

Nous pouvons relever dans cette citation l'insistance de l'interviewée à distinguer le PRD de Cárdenas. A trois reprises Patricia nous dit que l'AB-1 établit une relation, voire une alliance avec Cuauhtémoc Cárdenas et non avec le PRD. L'AB-1 comme telle n'est pas dans le PRD; ceux qui en font partie sont ses dirigeants, nous dit-elle, ce qui est "autre chose". Ces deux distinctions que font la majorité des répondants de l'AB-1 entre la position partisane individuelle et la reconnaissance collective du leadership politique de Cárdenas, et entre le PRD et la figure charismatique de Cárdenas, permettent d'une part de légitimer l'action politique de l'AB-1: l'alliance est toute symbolique puisqu'elle se rapporte à la figure de Cárdenas, qui cristallise le courant néo-cardeniste et toutes les revendications et objectifs généraux de démocratie, de justice, de réappropriation nationaliste, etc. D'autre part, ces distinctions permettent de souligner l'impossibilité de facto d'une adhésion globale de l'AB-1 au PRD pris comme un tout indivisible, étant donné le caractère hétérogène du parti dû à la présence de diverses factions en son sein:

"Y eso nos identifica, a lo mejor no tanto con el PRD como con Cuauhtémoc Cárdenas. Porque el PRD también tiene una disparidad en sus pronunciamientos; también dentro del PRD es una convergencia de todos colores y sabores." [Raúl: 189-193]^{XL}

Cet autre interviewé met lui aussi en évidence la distinction entre le PRD et Cuauhtémoc Cárdenas pour souligner que l'identification politique de l'AB-1 se rapporte à Cárdenas et non au parti qui, lui, représente toute une gamme de "couleurs et de saveurs". A l'instar du PRD, l'AB-1 présente, au niveau des cadres et des dirigeants, une composition hétérogène. Ceci, en principe, annule la possibilité d'une relation de type diadique entre les deux entités, entre l'AB-1 et le PRD. Les divergences d'opinions politiques au sein de l'AB-1 empêchent son association directe avec le PRD en dépit de l'intention marquée de la part du gouvernement et des médias de relier directement l'AB-1 et le PRD [Juan Andrés: 135-137].

1.2 Répondants de l'AB-2

Au sujet des relations entre leur organisation et le PRD, neuf sur dix interviewés de l'AB-2 soulignent l'absence d'une convention du PRD où serait clairement définie la nature des

relations entre le parti et les organisations sociales qui militent en son sein:

"Nó sabemos en este momento si hay una claridad entre el partido entre la que sería, la relación por donde se constituyen las organizaciones sociales y el partido; también la existe." (AB-10)¹⁰⁰

Les interviewés de gauche de l'AB-1 ont permis aux interviewés de position de droite qu'ils-mêmes n'ont pas une relation clairement établie quant à la relation entre leur organisation et le PRI.

"Y en este que respect a la relación entre la organización social y la organización política, a hay una línea de relación clara sin que sea una línea de relación con muy claridad, muy cambiante y muy móvil y que es susceptible de estar siempre permanentemente cambiando. ... Entonces una independencia respecto al PRI, una relación que es estratégica pero que tiene que ir siempre permanentemente cambiando. ... Entonces una militancia en las organizaciones." (AB-10-01, 02-03-04)¹⁰¹

A la différence des interviewés de l'AB-1, ceux de l'AB-2 ne zoutent pas de l'avant la figure de Benito Juárez pour rendre compte de l'identification politique de leur organisation sociale. Néanmoins, ils situent pareillement l'action politique de l'AB-2 au-delà d'une position partisane. Ainsi, selon les répondants, la relation entre l'organisation

sociale et le parti, entre l'AB-2 et le PRD, se donne au gré des conjonctures sociales et politiques. La nature variable des conjonctures amène les dirigeants de l'AB-2 à réviser constamment leur relation avec le parti, nous dit Edgar. Si l'AB-2, en tant que collectif, agit de concert avec le PRD, c'est lors de mobilisations et de manifestations qui dépassent le cadre du militantisme partisan.

2. Définition du corporatisme par les acteurs

Nous venons de voir que la première réaction des interviewés consiste à nier la possibilité d'une relation organique entre leur organisation sociale et le PRD. Le sujet de l'action politique des deux AB et de leurs préférences politiques soulève cependant la question du corporatisme. Dans tous les cas, les interviewés des deux factions de l'AB relèvent l'opinion populaire, "alimentée par les médias et le gouvernement", suivant laquelle leur organisation sociale fait partie du PRD. Cette opinion populaire que les acteurs tiennent pour fausse devra être redressée. Le thème des relations entre les deux AB et le PRD fait donc principalement l'objet d'un démenti de toute possible accusation de corporatisme.

Comme nous l'avons annoncé antérieurement, les acteurs identifient deux types de corporatisme. La distinction entre ces deux types s'apparente à celle faite par les sociologues et politicologues: l'un est imposé du haut vers le bas, l'autre émerge du bas vers le haut. Si dans la littérature académique le corporatisme impose du haut vers le bas est identifié en termes de corporatisme d'Etat, les acteurs, eux, prennent comme modèle de référence la structure corporatiste du PRI - qui correspond effectivement au corporatisme d'Etat - et élargissent le premier type de corporatisme pour y inclure l'ensemble des partis politiques. Ainsi, ils identifient le corporatisme imposé du haut vers le bas comme un corporatisme de parti. Quant au corporatisme émergeant du bas vers le haut, les acteurs l'identifient en termes de corporatisme social⁴¹. La distinction entre les deux types de corporatisme repose essentiellement sur le "sujet" instigateur de l'entreprise corporatiste. Cela dit, nous verrons comment la notion de "corporatisme social" telle que comprise par les acteurs, ne correspond pas à celle de "corporatisme sociétal" présentée dans la littérature académique.

⁴¹L'expression "corporatisme social" est spontanément employée par 30% des répondants. Quant aux autres, ils utilisent les mêmes catégories descriptives pour rendre compte du même phénomène corporatiste attribué aux organisations sociales.

Dans un premier temps, nous verrons comment les acteurs définissent le corporatisme de parti; dans un deuxième temps, nous verrons comment ils définissent le corporatisme social. Les arguments avancés par les acteurs pour révéler cette possible réconciliation de corporatisme social permettant d'expliquer les principales caractéristiques qu'ils retiennent pour définir l'un et l'autre type de corporatisme.

2.1 Relation entre le corporatisme de parti comme levier de pouvoir politique et le clientélisme politique

Même si au cours du corporatisme de parti que nos interviewés se réfèrent il n'y a pas question de la relation entre une organisation sociale et un parti, plus d'explication ici, en fait, c'est au sein du parti que le parti politique est identifié comme objet institutionnel de l'entreprise corporative, et l'organisation est identifiée comme réalisant l'objet d'un corporatisme. Le corporatisme de parti est considéré comme une organisation faite des organisations ou groupes d'intérêt; l'inspiration belge du parti et la mise en dépendance de l'organisation par le parti sont les principales dimensions retenues pour caractériser le corporatisme.

Le corporatisme est compris, par les deux AB, en termes de levier de pouvoir. Ceci explique que les acteurs se réfèrent principalement au modèle dominant pour rendre compte du corporatisme de parti:

"La referencia que tenemos aqui en nuestro país es: el participar en una organización social o el reivindicar una demanda muy sentida, en el caso del PRI es que la gente, por el solo hecho de pertenecer por ejemplo a la CNOP, ya es del PRI; o pertenecer a mercados o locatorios, ya es del PRI."
[Teresa: 293-297, AB-2]^{XLIII}

L'exemple choisi par cette interviewée pour illustrer le corporatisme est le PRI: la participation d'une organisation sociale dans la CNOP implique de facto son intégration au PRI. L'exemple du PRI, dont on connaît la structure corporatiste, et de la CNOP, qui est l'une des confédérations sectorielles incorporées au PRI, apparaît redondant. Cependant, nous remarquons que dans l'exemple choisi par l'interviewée, le corporatisme se rapporte au parti et non à la confédération (la CNOP). Le propos de l'interviewée identifie le parti politique comme canal exclusif d'acheminement des demandes: la participation dans une organisation à visées revendicatrices ou la représentation des intérêts d'un secteur de la population passe nécessairement par un parti politique. Le propos de l'interviewée n'exclut donc pas la possibilité que

d'autres partis politiques soient qualifiés de corporatistes. Comme nous le verrons ci-dessous, les interviewés identifient le clientélisme politique comme dimension centrale du corporatisme de parti. Dans cette optique, ils considèrent que tous les partis politiques sont potentiellement corporatistes.

Rappelons que le clientélisme politique est une relation d'échange entre partenaires de statuts inégaux, entre le patron et le client. En vertu de son statut, le patron a accès à des ressources hors de la portée du client. Ces ressources dont le client a besoin deviennent l'objet de la transaction et en échange desquelles il garantit sa loyauté politique, voire partisane. La nécessité pour le client d'obtenir ces ressources le place dans une position de dépendance vis-à-vis du patron. L'affiliation obligatoire dans les rangs d'un parti traduit l'exigence de loyauté politique et partisane qui caractérise la relation clientéliste. La représentation des intérêts d'un groupe et la redistribution de bénéfices, conditionnelles à la loyauté partisane, constituent dans ce cas-ci le contenu de la relation d'échange entre partenaires de statuts inégaux. Les deux dimensions clefs du clientélisme politico-électoral sont donc la redistribution conditionnelle

et l'obligation de loyauté partisane. A la question "comment pourrait-on définir le corporatisme?", un interviewé répond:

"Como un lugar donde la gente entra por su vivienda y resulta, sin saberlo, militante de un partido. Es decir: de repente soy miembro del partido; yo quiero una vivienda y como condición tengo que ser miembro del partido. (...) O sea: tú entras al movimiento o mas bien a la organización, y entras al partido; y ya en el partido, te utilizan. No hay una relación de camaradería, sino es una relación de decir: «yo, en el partido, consigo despensas, te doy despensas, pero tú, dame poder para yo estar en el partido»." [Javier: 527-532 & 542-546, AB-1]^{xliiv}

Dans cette citation on remarque d'abord que le corporatisme est identifié à un automatisme: l'individu qui s'intègre dans une organisation pour solliciter un logement devient "soudainement", "sans même le savoir", automatiquement membre du parti. Par cet automatisme, tout choix partisan est tué dans l'oeuf. Dans un deuxième temps, Javier, l'interviewé, nous indique que le corporatisme est une mise en condition. L'obtention d'un bien est "conditionnelle au membership partisan", l'obtention d'une habitation est sujette à l'affiliation au parti. Notons que, contrairement à l'interviewée citée plus haut, Javier ne parle pas d'un secteur, d'une confédération ou d'un groupe d'intérêts fonctionnel auquel l'individu devrait s'incorporer. C'est avant tout d'allégeance politique ou partisane dont il est ici

question. Enfin, dans un troisième temps, Javier caractérise le corporatisme comme une relation d'échange: des biens ou des ressources sont octroyés pour obtenir un pouvoir en contrepartie. Comme nous pouvons le constater, la relation d'échange est inégale contrairement à une relation entre "camarades": l'un des partenaires qui dispose des ressources "utilise" l'autre pour obtenir du pouvoir. Cette dernière caractérisation du corporatisme comme relation d'échange fait du clientélisme politique la dimension centrale du corporatisme de parti tel que défini par les interviewés.

Dimension centrale du corporatisme de parti, le clientélisme politique en devient la pierre angulaire dans la mesure où il en explique à la fois le "pourquoi" et le "comment", le motif et le moyen: c'est dans l'intérêt d'obtenir un certain pouvoir politique qu'un individu, groupe ou parti politique, cherchant à se bâtir une clientèle, contraint un autre groupe ou d'autres individus à s'incorporer au parti. Dans la mesure où l'efficacité de la contrainte d'incorporation tient à un pouvoir de redistribution, réel ou virtuel, de celui qui incite à l'incorporation, elle s'accommode d'une relation clientéliste. En tant que moyen et motif du corporatisme, le clientélisme politique est perçu comme inextricablement lié au

corporatisme. Cette conception du corporatisme clientéliste fait en sorte que les acteurs ont tendance, comme en témoignent leurs propos, à confondre les deux réalités. Amené à faire une distinction entre clientélisme et corporatisme, un interviewé répond:

"Bueno, no sé si hay una diferencia entre clientelismo y corporatismo; porque corporativizar es obligar a la gente a que se incorpore, a fuerzas, en los sindicatos que son del PRI. El que no va a una movilización, le descuentan el día; a los vendedores ambulantes que no van a apoyar al candidato, no los dejan vender tres días; a los solicitantes de vivienda, les dicen: «tenemos que apoyar al candidato X». Todo eso es clientela que le están llevando al partido, y es corporativizar. [Cristóbal: 364-373, AB-1]^{XLV}

La rétribution journalière des travailleurs, le permis de vente des marchands ambulants, la réponse donnée aux solliciteurs de logement moyennant leur participation aux manifestations politiques ou leur appui à un candidat sont considérés par cet interviewé comme du corporatisme au même titre que l'obligation des travailleurs à devenir membres des syndicats du PRI. On remarquera que l'obligation d'allégeance politique est l'élément retenu pour définir le corporatisme. Pour cet interviewé, le corporatisme consiste, en dernière instance, à "fournir une clientèle au parti". De ce fait, le clientélisme politique et le corporatisme sont considérés

comme une seule et même chose, d'où la difficulté à les "différencier".

Puisque le corporatisme est associé à un levier du pouvoir, la logique clientéliste qui l'anime devient explicite en période électorale; la relation d'échange tout comme l'inégalité de la relation se concrétisent: la résolution des problèmes ou la satisfaction des demandes, conditionnelle au vote partisan, rend dépendante et captive une clientèle électorale. L'obligation de vote partisan est comprise comme un impératif d'incorporation au parti politique. Le clientélisme politique devenant explicite en période électorale, on associe le corporatisme à l'obligation de voter pour un parti X:

"Eso es una cuestión de corporativizar: obligar a que la gente vote por el partido. Y lo que sí quiero que quede claro es de que la AB no depende del PRD." [Cristóbal: 377-380, AB-1]^{XLVI}

Cet extrait, comme ceux cités antérieurement, nous indique qu'il y a bien confusion, ou à tout le moins glissement entre deux contenus, l'un se rapportant au corporatisme et l'autre au clientélisme, dans ce cas-ci, électoral. Le clientélisme implique nécessairement une relation d'échange inégale. Après nous avoir dit que corporativiser équivaut à obliger les gens

à voter pour le parti, cet interviewé attire notre attention sur le fait que l'AB "ne dépend pas du PRD". L'obligation de vote pour un parti est donc associée implicitement à la mise en dépendance de l'organisation sociale. En d'autres mots, cet interviewé nous dit que si l'AB dépendait du PRD, on pourrait le constater dans l'obligation de vote des membres de l'organisation sociale pour le parti. Encore faut-il savoir pour quoi l'AB dépendrait-elle du PRD. Puisqu'il s'agit d'une organisation sociale qui revendique du logement, on peut supposer que ce quelque chose est la résolution des problèmes d'habitation, voire des facilités d'accès aux crédits de logement octroyés par le gouvernement. Cette dépendance ferait en sorte que le PRD pourrait obliger l'AB à voter en sa faveur, à s'incorporer au parti. L'accès privilégié du parti aux ressources publiques rappelle la possibilité d'établir une relation d'échange inégale. Ainsi, en définissant le corporatisme, cet interviewé identifie dans un même temps le clientélisme politique comme dimension centrale.

En faisant équivaloir le corporatisme à l'obligation de donner leur vote à un parti, les interviewés soulignent par ailleurs la transformation de l'allégeance en clientélisme électoral. Le clientélisme électoral qui révèle les votes comme objet de

convoitise des partis politiques fait en sorte que le corporatisme - auquel le clientélisme politique est identifié - est perçu par les acteurs comme une relation utilitaire. Le corporatisme de parti désigne alors l'utilisation des organisations sociales par un parti politique:

"El partido es la vanguardia y el movimiento social asume su línea. En la concepción más tradicional, algunos lo han llamado como que es una línea corporativa: el hecho de considerar a los movimientos sociales solamente como movimientos que aportan votos y que le sirven al partido. (...) Pero eso no resuelve el problema; más bien es repetir el esquema tradicional del corporativismo, de la relación autoritaria entre el partido y la sociedad, y queda muy lejos de las aspiraciones democráticas." [Victor: 402-407 & 414-418, AB-2]^{XLVII}

Cet interviewé nous rapporte ce qu'il considère être le "schéma traditionnel" du corporatisme: le parti est l'avant-garde et réduit les organisations sociales à n'être qu'une courroie de transmission lui rapportant des suffrages. En se servant des organisations sociales pour obtenir des votes, le parti annule la qualité de sujet politique à laquelle aspirent les organisations sociales, en l'occurrence les deux AB. Plutôt que de faire l'objet d'un corporatisme de parti, les deux AB entendent se définir comme sujet - collectif - en relation avec le PRD.

Dans la mesure où le corporatisme est défini en termes de contrôle et de mise en dépendance, les démentis à l'effet que l'AB fasse l'objet d'un corporatisme tournent donc autour des notions d'autonomie et d'indépendance.⁴² L'insistance répétée de la part des interviewés des deux factions à souligner le caractère indépendant et autonome de leur organisation tant par rapport au gouvernement que par rapport aux partis politiques indique un refus de voir leur AB rabaissée au rang d'objet utilisable. Cependant, le discours des interviewés varie selon qu'ils fassent partie de l'AB-1 ou de l'AB-2.

2.2 Répondants de l'AB-1

Le corporatisme étant compris en termes de dépendance, il importe aux interviewés de l'AB-1 de souligner l'autonomie et l'indépendance de leur organisation sociale par rapport au PRD. Un premier élément qui permet de rendre compte de cette autonomie est la référence à l'origine de l'organisation. Deux interviewés citent l'origine de l'AB à titre de démonstration de l'autonomie de leur organisation:

⁴²Notons que l'affirmation d'autonomie et d'indépendance est aussi avancée, par les deux AB, pour identifier la nature de leurs relations avec le gouvernement; de telle sorte que, implicitement, les interviewés indiquent que l'absence d'autonomie et d'indépendance par rapport au gouvernement signifie que l'organisation s'inscrit dans la structure corporatiste du parti de l'Etat.

"Normalmente, a la AB se le relaciona como apéndice de, o como el brazo social del PRD. Sin embargo, la AB, antes de que existiera el PRD, empezó a desarrollar toda una política." [Paco: 14-17]^{XLVIII}

"Y llegamos juntos con Cárdenas, como síntesis de ese gran movimiento, a la fecha del 1988, ya constituida una herramienta que es el PRD. Entonces, no es una alianza, decir: «a ver, surge la AB, y el PRD por acá». Nosotros juntos; es un mismo movimiento, es un mismo entorno, un mismo impulso. Y se puede decir que hoy el impulso pues es igual para ambos, cada quien con una herramienta, la AB con la herramienta de la gestión social y el partido PRD con una herramienta de gestión política, de obtener a partir de esto el gobierno. Pero no es corporativismo de uno hacia el otro, sino que son dos conjuntos claramente separados donde un sector de ambos coincidimos, los dirigentes de la AB que son perredistas. Es decir: estamos en la AB, surgimos antes⁴³ que el partido, pero somos también los mismos que hicimos el partido porque venimos del mismo impulso. (...) El PRD ha estado en el ovario de la misma madre. La AB y el PRD son como dos hermanos, pero cada quien con diferentes cualidades. Y podemos decir que el movimiento que encabezó Cárdenas fue en las cúpulas del PRI, y el de la AB fue en las bases del PRI." [Javier: 163-177 & 183-184]^{XLIX}

⁴³C'est l'interviewé qui souligne.

Les deux interviewés reprennent la métaphore du corps pour clarifier la relation entre l'AB-1 et le PRD. Il importe au premier interviewé de redresser l'image de l'AB-1 que l'on a réduite à un "appendice" du PRD. L'AB-1 n'est pas membre d'un corps, elle n'est pas le "bras social du PRD". En ce sens, elle ne procède pas du PRD comme en témoigne son initiative politique "antérieure" à l'existence du parti. Le temps chronologique et l'origine de l'AB sont également cités par le deuxième interviewé pour souligner que l'AB ne découle pas du PRD: elle est née avant le parti, nous dit Javier. S'il y a lieu de faire une identification, c'est avec le mouvement neo-cardéniste⁴⁴ auquel l'AB a pris part. La distinction entre le neo-cardénisme et le PRD rend compte de la séparation entre l'AB et le PRD, et met en évidence l'autonomie de l'AB en dépit de son inclination cardéniste. La conception de l'AB comme partie intégrante du mouvement cardéniste de 1987-1988 amène cet interviewé à concevoir le PRD et l'AB comme issus de la même souche: plutôt que de considérer l'AB comme un dérivé du PRD, les deux entités sont identifiées comme étant sur un pied d'égalité, tout comme le seraient "deux frères ayant des qualités différentes". Qui plus est, "le PRD et l'AB ont été

⁴⁴Le mouvement néo-cardéniste désigne ici la vague populaire en faveur de Cuauhtémoc Cárdenas lors des élections de 1988. L'appellation "néo-cardéniste" indique notamment la reprise des thèses nationalistes de Lázaro Cárdenas (1934-1940) réactualisées par son fils.

dans l'ovaire de la même mère". La référence au corps de la mère a pour effet de souligner en caractères gras une fraternité qui rend d'emblée l'AB et le PRD solidaires... contre le PRI. L'AB et le PRD ont tous les deux le "même elan" puisqu'ils sont consanguins. L'intimité qui les unit se traduit dans les faits par l'adhésion au PRD, en 1969, de la plupart des leaders et cadres intermédiaires de l'AB. Ainsi, la relation entre l'AB-1 et le PRD est une relation entre deux entités à part entière, égales l'une à l'autre; l'étrécitesse ou l'intimité de la relation, expliquée, voire justifiée par la conformation biologique, devient toute naturelle.

La non-soumission aux directives du parti est un deuxième élément retenu par les interviewés de l'AB-1 pour rendre compte de l'indépendance de leur organisation sociale:

"El partido como tal no decide, ni influye, ni nos dicta funciones, ni medidas, ni lineamientos a la AB; como la AB tampoco al partido." [Paco: 191-193]⁴

"El PRD puede decir: «Nosotros hacemos esto y esto»; nosotros, la AB, analizamos, y si nosotros creemos que es conveniente anexarnos a la propuesta del partido, lo hacemos; y si no, el partido solito lo hace. O sea que nosotros tenemos nuestra independencia: no dependemos de Cuauhtémoc Cárdenas ni de nadie. Como AB, tenemos nuestros criterios y formas de pensar." [Cristóbal: 379-386]⁴¹

La première citation nous indique que le PRD n'impose rien à l'AB-1: il "ne décide, n'influence ni ne dicte" sa conduite. La citation suivante va plus loin en soulignant le libre arbitre de l'AB-1. Le fait qu'elle ait "son propre jugement et sa propre façon de penser" rend compte de son indépendance vis-à-vis de qui que ce soit, même de Cuauhtémoc Cárdenas. Ainsi, en plus de n'être pas soumise au PRD, l'AB-1 n'a pas de maître à penser. Sa liberté est d'autant plus intégrale.

Enfin, la liberté d'action de l'AB-1 par rapport au PRD est le troisième élément avancé par les interviewés pour illustrer l'indépendance de leur organisation sociale. Nous avons vu à la fin du chapitre précédent que le choix de l'AB-1 d'être un mouvement repose sur la possibilité de réagir rapidement aux conjonctures sociales, politiques et économiques et sur la liberté d'action que l'on considère propre à un mouvement. Or, la liberté de mouvement figure également à la fois comme explication du choix de l'AB-1 d'être indépendante du PRD et comme argument qui sert à souligner la disjonction entre l'AB-1 et le PRD. L'un des interviewés [Juan Andrés: 282-295] expose l'absence d'une "relation symbiotique" entre l'AB-1 et le PRD comme relevant d'un choix de l'AB-1. Ce choix est relatif à la volonté de l'AB-1 de pouvoir avoir libre cours

dans ses actions et de conserver ses caractéristiques de mouvement, nous dit-il. Le contraire, être affiliée au PRD, aurait pour conséquence de la couper de ses ailes qui la définissent comme mouvement. Parce que ce choix est relatif à une volonté précise - être un mouvement pour pouvoir avoir libre cours -, il authentifie l'indépendance de l'AB-1 et lui garantit sa forme identitaire. Par la même occasion, l'AB-1 réitère son statut de sujet autonome.

Le trait distinctif de l'AB-1 par rapport au PRD (être un mouvement, par définition, libre) est donc aussi ce qui témoigne de son indépendance. L'initiative et la rapidité de réaction par rapport au parti, que permet la forme mouvement, achèvent de rendre compte de l'indépendance de l'AB-1. Parlant de la problématique des relations entre le PRD et l'AB-1, deux interviewés affirment:

"Somos un movimiento (...) y entonces eso nos permite de repente a quienes somos dirigentes y quienes somos integrantes del PRD de, en la medida en que converjan nuestros intereses, plantear en la AB algunas propuestas, algunas coincidencias de movilizaciones; nos hemos movilizado con el PRD. Pero no son pocas las veces en que el movimiento social, la AB se ha adelantado respecto al PRD."
[Juan Andrés: 281-290]^{LII}

"O sea, nosotros tenemos flexibilidad y movilidad, y actuamos cuando consideramos que es necesario.

Muchas veces, la AB ha actuado cuando el partido está, digamos, procesando o discutiendo sobre el problema respectivo. Y en este caso, consideramos que a veces hay que responder con cierta velocidad, y esto ha sido posible con la AB. No, no está subordinada⁴⁵, pues, a ninguna estructura del partido." [Paco: 193-199]¹¹¹

Ces deux interviewés soulignent le fait qu'en sa qualité de mouvement, l'AB-1 a souvent réagi plus rapidement que le PRD. Le fait que l'AB-1 prenne les devants par rapport au PRD est également relevé par d'autres interviewés pour rendre compte de la liberté d'action de leur organisation.

Autonomie originelle, non-soumission et liberté d'action sont donc les trois principaux éléments avancés par les répondants de l'AB-1 pour démentir l'idée suivant laquelle l'AB ferait l'objet d'un corporatisme de la part du PRD, c'est-à-dire serait dépendante et subordonnée au PRD.

⁴⁵C'est l'interviewé qui souligne.

2.3 Répondants de l'AB-2

Comme pour l'AB-1, l'indépendance de l'AB-2 par rapport au PRD se mesure à sa non-soumission aux directives du PRD [Rodrigo: 202-205] et à sa liberté d'action, c'est-à-dire au pouvoir de se mobiliser en dehors du PRD. Comme nous le dira Rodrigo, le pouvoir de se mobiliser en dehors du PRD ou de participer à des manifestations qui s'écartent du parti permet à l'AB-2 d'affirmer son identité propre c'est-à-dire sa différence. Dans le cas où l'AB-2 participe de concert avec le PRD, ajoutera-t-il, elle arbore son propre sigle *AB* et sa propre bannière:

"Nosotros como organización estamos en la idea de movilizarnos, hacer cosas que a veces no confluyen con el partido. Y eso le da a la AB su autonomía y su diferencia. (...) Y nosotros hemos mantenido esa diferencia. O sea si hay una convocatoria del PRD, una convocatoria más amplia para una movilización, nosotros decidimos en la AB; y si es que sí, pues sí se hace. Y llevamos nuestra sigla, nuestra bandera, y es Asamblea de Barrios. Porque no es que nos está cooptando el partido, sino que lo que se está movilizándolo, con lo que se está planteando, nosotros tenemos coincidencia. (...) Y no se da esa identidad, sino que aquí buscamos diferenciar e independizar esos dos organismos." [Rodrigo: 227-228, 240-245 & 248-254]^{LIV}

A la différence de l'AB-1, l'indépendance et l'autonomie de l'AB-2 sont étroitement associées à la conservation de son

identité. Nous référant à l'extrait cité, nous constatons que "différencier", "afficher son propre sigle", distinguer ou séparer pour ne pas confondre l'AB et le PRD - en dépit des coïncidences électorales entre l'organisation et le parti -, doivent permettre d'établir l'autonomie et l'indépendance de l'AB-2. Devenir dépendante du PRD, perdre son autonomie, c'est se confondre avec le parti, c'est aussi perdre son identité de Sujet, par définition, autonome. L'importance pour l'AB-2 de conserver son identité distincte du PRD et d'afficher son autonomie vis-à-vis de celui-ci prend tout son sens en la présence d'un troisième acteur, le gouvernement:

"Nosotros hemos venido perfilando, la AB ha ido perfilando la diferenciación entre el partido y la organización. Eso es otro de los elementos que a nosotros nos interesa mucho que le quede claro al gobierno." [José Luis: 1013-1016]^{LV}

"Entonces si las autoridades negocian con el partido, entendiéndose que con eso ya le resuelven a las organizaciones, eso no es sano, porque no está respetando nuestras autonomías. Habrá organizaciones que así lo asuman, esa situación. Pero por ejemplo la nuestra, nosotros tenemos nuestra interlocución. Porque no es lo mismo el PRD que la AB; son a veces demandas distintas, son propuestas a veces distintas, necesidades distintas. Entonces si el gobierno tiene ese esquema de relación, y habla con René Bejarano que es el dirigente del PRD en el DF y también dirigente de la organización social UPNT, y dice que ya le dió respuesta a las organizaciones sociales, pues no es cierto: Bejarano no es

representante de las organizaciones sociales, sino es representante del partido PRD. Nuestra organización siempre ha tenido su representación con el gobierno y con el partido." [Rodrigo: 461-473]^{LVI}

Le premier interviewé nous rapporte qu'il est important pour l'AB-2 d'exhiber sa différence par rapport au PRD et de rendre le gouvernement témoin de cette différence. Le second interviewé nous fait part d'une situation hypothétique inspirée de la réalité pour illustrer la pertinence de cette différenciation. En l'absence d'une distinction entre l'organisation sociale et le PRD, le gouvernement peut prendre pour acquis qu'une entente conclue avec le dirigeant du PRD est une réponse aux revendications des organisations sociales qui lui sont proches. Dès lors, nous dit cet interviewé, le dirigeant du PRD, considéré comme représentant de ces organisations sociales, devient l'interlocuteur du gouvernement.

Le transfert du pouvoir d'interlocuteur - des organisations sociales au PRD - est lourd de sens parce qu'il comporte certaines implications. La reconnaissance d'une organisation sociale comme interlocuteur du gouvernement lui permet d'entrer en relation directe avec ce dernier. Dans cette optique, le statut d'interlocuteur atteste de l'autonomie de

l'organisation indépendamment de tout médiateur externe. La qualité de sujet autonome vaut à l'AB-2 son statut d'interlocuteur, c'est-à-dire sujet-locuteur en relation. Pour l'AB-2, conserver son identité distincte, son autonomie, c'est surtout ne pas dépendre d'un tiers, d'un intermédiaire, en l'occurrence le PRD; ça veut dire ne pas perdre sa propre interlocution avec le gouvernement. Le transfert du pouvoir d'interlocuteur - de l'organisation sociale au PRD - signifie pour l'AB-2 le mépris de son autonomie, le "manque de respect de son autonomie" puisqu'en dernière analyse, le gouvernement subordonne l'organisation sociale aux accords conclus avec le PRD, faisant fi des représentants de l'AB-2. En définitive, l'autonomie de l'AB-2, son indépendance par rapport au PRD, se pose donc aussi en regard de sa relation avec le gouvernement.

On ne manquera pas de rappeler que le statut d'interlocuteur du gouvernement signifie pour les deux AB à la fois une affirmation de leur autonomie vis-à-vis du PRI et une contestation de la structure corporatiste priiste comme canal obligé d'acheminement des demandes. La revendication par l'AB-2 de son statut d'interlocuteur indépendamment de ses affinités perredistes signifie pareillement l'affirmation de son autonomie et la contestation d'une "corporatisation" au

PRD, interprétée comme telle par le gouvernement. En d'autres mots, l'AB-2 conteste la lecture du gouvernement qui fait équivaloir les préférences perredistes de l'organisation à son incorporation au PRD.

2.4 Comparaison des discours: AB-1 vs AB-2

Contrairement à l'AB-2, les interviewés de l'AB-1 ne relèvent pas cette importance d'afficher une indépendance par rapport au PRD en regard de leur relation avec le gouvernement. Le contenu d'entretiens informels nous permet d'expliquer cette distinction entre les discours de l'AB-1 et ceux de l'AB-2. L'AB-1 s'assure de demeurer interlocuteur en multipliant les pourparlers et les négociations avec le gouvernement. Cette volonté de l'AB-1 d'engager des pourparlers avec le gouvernement et les autorités administratives du DF pour leur soutirer ce qu'elle revendique lui est fortement reprochée tant par l'AB-2 que par les autres organisations sociales qui la taxent d'être de connivence avec l'adversaire et l'accusent de se rapprocher du gouvernement priiste. Que cela se vérifie ou non dans la réalité, en n'énonçant aucune relation causale entre le statut d'interlocuteur, concomitant au pouvoir de négociation avec le gouvernement, et l'indépendance de l'AB-1

par rapport au PRD, les interviewés parent au procès d'intention qui leur est fait de s'éloigner du PRD pour se rapprocher du gouvernement priiste.

Nous remarquons que les interviewés définissent le corporatisme en référence au modèle priiste. Cette référence au modèle priiste comporte certaines implications qui nous permettent d'expliquer leur conception du corporatisme. Dans un premier temps, dans la mesure où le corporatisme d'Etat mexicain est incarné dans un parti politique - le PRI -, on comprend qu'ils associent d'abord le corporatisme à un parti: de leur point de vue, le corporatisme renvoie à une relation - organique - avec un parti politique⁴⁶. Ce premier critère de définition du corporatisme amène les interviewés à concevoir tous les partis politiques comme étant potentiellement corporatistes. Dans un deuxième temps, on remarque qu'ils identifient le clientélisme politique et électoral comme la dimension centrale du corporatisme, au point où certains ont tendance à considérer le corporatisme et le clientélisme comme une seule et même chose. A nouveau, le PRI sert comme modèle de référence. L'exemple du PRI n'est pas étonnant puisque,

⁴⁶C'est d'ailleurs pour cette raison que nous avons introduit la notion de "corporatisme de parti" afin d'identifier leur conception du corporatisme "classique": un

comme nous l'avons illustré au troisième chapitre, d'une part le clientélisme - politique et électoral - est devenu le *modus vivendi* du PRI et, d'autre part, la prégnance des réseaux clientélistes dans les diverses confédérations incorporées au PRI a permis d'assurer la pérennité du corporatisme d'Etat. Le clientélisme étant retenu comme dimension centrale du corporatisme, la présence de telles relations devient un indicateur du corporatisme. Puisque le clientélisme peut être attribué non seulement au PRI mais également aux autres partis politiques, les interviewés identifient de nouveau tous les partis politiques comme potentiellement corporatistes. Le clientélisme politique leur permet par ailleurs d'illustrer une relation de domination et d'en expliquer le mécanisme. Leurs exemples mettent en évidence la subordination des organisations sociales à un parti politique: celles-ci sont inféodées à un parti politique, la promesse de résolution de leurs problèmes devenant conditionnelle à leur allégeance partisane. Ainsi, du point de vue des interviewés, le corporatisme "de parti" se traduit par une mise en dépendance de l'organisation.

corporatisme imposé *du haut*.

En fait, nous remarquons que la conception qu'ont les interviewés du corporatisme illustre avant tout le problème de l'autonomie des organisations sociales vis-à-vis d'un parti politique avec lequel elles choisissent d'établir une relation. En de fait, les deux factions cherchent d'abord à démontrer qu'elles ne sont pas l'objet d'un corporatisme en avançant, pour preuve à l'appui, différents éléments qui puissent rendre compte de leur autonomie, de leur indépendance. Comme nous l'avons mentionné antérieurement, quel que soit l'objectif poursuivi, la relation avec un parti politique (acteur du système politique) compromet l'autonomie des organisations sociales. Ceci nous permet d'expliquer le malaise des interviewés lorsque nous posons la question des relations entre leur organisation sociale et le PRD. Sitôt la question évoquée, ils veillent à faire entendre que leur AB n'est pas corporativisée par lui, qu'elle ne lui est pas subordonnée.

Nous relevons enfin que dans les descriptions que nous font les interviewés du corporatisme "de parti", l'Etat n'est mentionné qu'en relation au PRI: ce dernier y est désigné comme le "parti de l'Etat". Le PRI apparaît comme un intermédiaire, voire un agent à la solde de l'Etat.

Parallèlement, nous avons pu observer que l'importance que revêt pour eux le fait de sauvegarder l'autonomie de leur AB est relative au rapport qu'ils entendent établir avec les autorités du pouvoir: une interlocution directe, et non pas médiatisée. Leur volonté de conserver l'autonomie de l'AB vis-à-vis du PRD ou de la donner à connaître vise ainsi à redéfinir leur rapport à l'Etat: un rapport non-médiatisé par un agent extérieur qui de surcroît les subordonnerait.

3. La relation légitimée des deux AB avec le PRD

Nous avons vu que la première réaction des interviewés, lorsqu'ils abordent le sujet des relations entre leur organisation sociale et le parti politique, est celle de souligner la séparation entre les deux entités pour désamorcer l'idée d'interdépendance. En niant la possibilité d'une relation organique entre l'AB et le PRD, les répondants des deux factions visent d'abord à démentir l'opinion populaire voulant que l'AB fasse l'objet d'un corporatisme de la part du PRD. Si aucune des deux AB n'est formellement affiliée au PRD, il reste que les deux organisations sociales établissent un rapport de participation avec le parti. Tous les répondants insistent sur leur volonté de relier les deux organisations -

politique et sociale. Leur intention, maintes fois répétée, est de participer au processus de démocratisation en tant que mouvement ou organisation sociale.

La démocratie représentative et la démocratie participative sont les deux objectifs qui motivent la participation électorale des deux AB et leur entrée sur la scène politique institutionnelle. Ces deux objectifs sont également cités par les répondants des deux AB pour expliquer le motif de leur alliance avec le PRD.

La démocratie représentative implique une contestation de l'hégémonie priiste assurée par une structure corporatiste et des pratiques clientélistes. Cette lutte contre l'hégémonie priiste est exprimée par tous les interviewés en termes de lutte pour la démocratie:

"Hemos planteado que para dar un paso a un proceso de democratización de la ciudad y del país, tienen que crearse ciertas condiciones para que ese proceso sea real y de fondo. Y uno de los elementos centrales de esas condiciones es que desaparezca esa relación perversa entre el PRI y el gobierno, que el partido oficial funcione como partido. Nadie está diciendo que deba desaparecer; más bien tiene que ver con cómo ellos trabajan y con lo que hagan para sobrevivir como partido. Y que el gobierno se dedique a gobernar como debe ser su responsabilidad. Entonces, en la AB sí creemos que

es una condición para democratizar la ciudad y el país: que desaparezca el sistema de partido de Estado; que el PRI sea el PRI, y el gobierno sea el gobierno, por distintos lados." ⁴⁷ [Victor: 203-214, AB-2] ^{LVI}

La démocratie, nous dit cet interviewé, requiert comme condition la disparition de la relation "perverse" entre le PRI et le gouvernement, la disparition du système de parti d'Etat et la séparation du PRI et du gouvernement. Au fondement de la relation "perverse" entre le PRI et le gouvernement se trouve l'absence de distinction entre les deux entités. Cet interviewé nous réfère indirectement à l'idée de binôme illustrée par l'expression "parti de l'Etat". Le terme "binôme" est repris par d'autres interviewés pour identifier le corporatisme. L'expression "parti d'Etat", illustrant le binôme PRI-gouvernement (el PRI-gobierno), évoque donc également un corporatisme d'Etat. La démocratie est mise en opposition avec le corporatisme d'Etat. Par conséquent, l'objectif de démocratie auquel aspirent les deux AB supposera, comme nous le verrons, la lutte contre le PRI en

⁴⁷L'Etat et le gouvernement sont, en règle générale, considérés par les interviewés comme synonymes.

tant qu'expression du corporatisme d'Etat. On remarquera également que l'interviewé critique la "façon de travailler" des priistes et "ce qu'ils font pour assurer la survie du parti". Ce qui permet à un parti de survivre, ce sont les suffrages qu'il obtient lors des élections. On peut conclure que le désaccord concernant la façon de travailler du PRI et ce qu'il fait pour survivre se rapporte pour l'essentiel à ses manœuvres électorales amplement connues et décriées: notamment fraudes de tout acabit, achat de votes (cacarreo) et clientélisme électoral. Il n'est pas anodin que l'interviewé en appelle ensuite à la "responsabilité du gouvernement" qui est celle de gouverner. La relation par trop étroite entre le PRI et le gouvernement, la confusion entre les deux entités devenues un binôme évoquent un gouvernement partisan. En reprochant au gouvernement de ne pas assumer sa responsabilité, l'interviewé dénonce implicitement le parti pris du gouvernement qui se détourne de sa responsabilité de gouverner (au bénéfice de tous) pour s'adonner à un prosélytisme et prêcher en faveur du PRI.

Ce premier objectif de démocratie représentative, tel qu'énoncé par les interviewés des deux factions, contient l'identification des adversaires - le PRI et le gouvernement

partisan - et des alliés - Cárdenas et le PRD. L'alliance partisane avec le PRD correspond donc d'abord à un processus d'identification avec le PRD sur la base d'un même objectif - la démocratie au sens large:

"Ganar la democracia significa que se acabe el partido de Estado, que se acaben los fraudes, que haya solución a los problemas, etc. Yo creo que ahí es donde nos identificamos; es el punto de encuentro, digamos, con Cuauhtémoc y también con el PRD. Y a partir de eso, se permite poder cimentar una alianza." [Raúl: 200-205, AB-1] ^{LV:II}

La démocratie directe ou participative, second objectif, consiste à avoir une voix au chapitre et à pouvoir influencer directement les politiques urbaines et en matière de logement notamment. Il n'est pas inutile de rappeler que les deux AB attribuent l'absence de résolution des problèmes vécus à un "mauvais gouvernement" et remettent en question les politiques gouvernementales par voie de proposition de solutions alternatives. Ce faisant, les deux AB légitiment leurs aspirations de suppléer au gouvernement défaillant, d'être gouvernement. Leur entrée sur la scène électorale avec pour leitmotiv "Nous voulons être gouvernement" (*Queremos ser gobierno*) correspond en partie à ce second objectif de démocratie directe. Leur alliance partisane avec le PRD renvoie donc également à une stratégie. Comme le relèvent 14

des 16 interviewés incluant les deux AB, ce n'est qu'à travers un parti qu'une organisation sociale peut présenter des candidats pour les postes de représentation populaire. Notons que le seul fait que la majorité des répondants mentionnent spontanément la nécessité de passer par un parti politique pour accéder à une représentation au niveau des organes législatifs est significatif: cette affirmation leur permet de légitimer l'alliance de leur AB avec le PRD.

"Desafortunadamente, aquí en México, no hay manera de expresarse en algún cargo público si no es por un partido. Y no hay más que el PRD." [Beatriz: 209-211, AB-1]^{LX}

"Estamos en el PRD porque es el único partido que abre sus puertas a las organizaciones sociales. Ellos dicen que todos los que tienen una representación pueden entrar al partido." [Cristóbal: 1120-1122, AB-1]^{LX}

Comme l'affirme un des interviewés, la participation électorale de l'AB, par voie de présentation de candidats sous le registre du PRD, lui permet de contourner les règles du jeu qui rendent la participation sur la scène politique institutionnelle exclusive aux partis politiques:

"La apertura del PRD nos ha permitido, como movimiento, poder romper los marcos de la legalidad que impone el gobierno, por ejemplo en cuestiones

electorales. O sea: el que solamente los partidos políticos tengan la posibilidad de tener representantes en los órganos legislativos, pues es una limitación que le impone a los ciudadanos y al movimiento como la AB." [Victor: 1129-1134, AB-2]^{LXI}

L'alliance qu'établissent les deux AB avec le PRD est donc stratégique puisqu'elle leur permet d'accéder à des instances décisionnelles en infiltrant la bureaucratie parlementaire. Leur intention de "co-gouverner" sous-tend ici une volonté de changer leur rapport à l'Etat. Cependant, comme le disent les interviewés, ce changement n'est possible qu'à travers un parti politique. Dans cette optique, le PRD devient un instrument, un moyen pour susciter un changement dans les rapports entre le mouvement urbain populaire et l'Etat.

Ceci dit, cette intention de co-gouverner implique que les acteurs dépassent la logique d'une action purement revendicatrice et qu'ils soient à même de proposer des politiques de développement urbain alternatives. Comme nous le verrons ci-dessous, la logique de survie des organisations urbaines a parfois tendance à prévaloir: la nécessité de redistribuer des ressources à leurs membres pour pouvoir

maintenir à flot l'organisation, les replonge dans une logique d'action revendicatrice.

4. Les postes de représentation populaire

Comme nous l'avons mentionné antérieurement, l'alliance stratégique des deux AB avec le PRD correspond à l'objectif de démocratie directe, lequel se traduit concrètement par la présentation, pour les postes de représentation populaire, de candidats issus de leurs rangs, afin qu'ils puissent parler au nom d'un secteur de la population.

Outre l'objectif de représenter une frange de la population dans les sphères politiques institutionnelles, les postes de représentation peuvent également remplir une fonction de redistribution - même indirecte - comme nous le rapportent deux interviewés:

"Quizás esos puestos, lo que te puedan dar, es un respeto y una representatividad frente a la gente del gobierno, que te permita ser un interlocutor con el gobierno entre los problemas que tiene la gente, y con el gobierno como parte responsable para atenderlos." [Raúl: 336-341]^{LXII}

"El trato hacia la AB de parte de las autoridades es distinto cuando tenemos dirigentes que ocupan

cargos de representación." [Cristóbal: 1108-1110] ^{LXIII}

Le fait qu'un dirigeant d'organisation sociale occupe un poste témoigne de la représentativité de sa propre organisation et rend d'autant plus légitime son aspiration à être interlocuteur du gouvernement pour les problèmes relatifs à la question du logement, par exemple. La position du dirigeant occupant un poste de représentation populaire est une position intermédiaire. Nous ferons remarquer que le premier interviewé énonce deux fonctions du représentant populaire: d'une part, celle de transmettre les revendications des gens, c'est-à-dire les revendications populaires et non seulement celles de sa propre organisation. D'autre part, celle d'offrir des solutions ou de pourvoir aux revendications populaires. Le second interviewé nous apprend que le fait pour un dirigeant d'organisation sociale d'occuper un poste qui puisse témoigner de la représentativité de sa propre organisation lui vaut les bonnes grâces du gouvernement. Une organisation sociale (en l'occurrence l'AB-1), ayant ses dirigeants en postes de représentation populaire, reçoit un meilleur traitement de la part des autorités, nous dit-il. Une organisation sociale peut donc avoir de meilleures chances d'obtenir gain de cause à ses revendications si son dirigeant en poste se reconnaît et

s'assume comme son représentant et son intermédiaire. Compte tenu du fait que le gouvernement est l'interlocuteur des organisations; compte tenu du fait que, cherchant à résoudre les problèmes de logement de leurs intégrants, les organisations sociales doivent engager des pourparlers avec le gouvernement, elles auront tout intérêt à voir leurs dirigeants occuper un poste qui les place dans une meilleure position de négociation avec les autorités gouvernementales et administratives. La distinction entre les propos du premier interviewé et ceux du second interviewé est essentielle. Dans le premier cas, il s'agit de représenter et de redistribuer ou de répondre aux revendications des gens en général. Dans le deuxième cas, la représentation et la redistribution concernent l'organisation sociale et ses membres en particulier.

En plus de l'objectif de démocratie participative et représentative qui motive une organisation sociale à présenter des candidats pour les postes d'élection populaire, l'occupation d'un poste peut donc servir non seulement des intérêts sectoriels mais aussi les intérêts de groupe. Si par ailleurs l'on tient compte de la deuxième fonction - de redistribution, réelle ou virtuelle - que remplissent les

postes de représentation populaire, on comprendra qu'ils sous-tendent un enjeu dont l'issue peut être paradoxale en donnant lieu à des pratiques clientélistes. Un représentant populaire doit en principe répondre aux revendications des citoyens sans égard à leur groupe d'appartenance ou leurs affinités politiques. En dépit du fait qu'ils soient tenus de représenter tout un chacun, certains dirigeants occupant ces postes auront tendance à faire bénéficier ou à privilégier leur propre organisation au détriment des autres organisations ou des autres citoyens. L'occupation d'un poste par un dirigeant pour le bénéfice des membres de son organisation et au détriment des autres citoyens implique alors une forme de privatisation d'un espace public et un déni partiel du statut de représentant populaire. Tel est le résultat d'une clientélisation des rapports entre fonctionnaires et citoyens. L'utilisation des postes de représentation populaire prend un sens péjoratif pour les répondants lorsque, en devenant propriété exclusive d'un groupe, ces postes ne permettent pas la représentation des citoyens sans égard à leur groupe d'appartenance ou leur position partisane. Lorsqu'une organisation sociale vise à obtenir des postes dans l'intention première d'accroître ses possibilités de gestion de projets d'habitation, la dynamique des relations entre

dirigeants en postes et membres de la base de cette organisation se rapproche du clientélisme. L'importance que les répondants accordent au fait d'entretenir une relation entre leur organisation et leurs représentants occupant des postes n'est pas étrangère à cette dynamique des relations à caractère clientéliste qui prévaut dans le milieu:

"La apertura que permiten los representantes por parte del PRD que no son de la AB es menos. Es menos aunque todos somos miembros del partido. La mayor parte del movimiento urbano son miembros del PRD, pero cada candidato, cada personalidad que llega a la Cámara o a la Asamblea de Representantes, tiene detrás de sí su corriente política o grupo de gentes que lo apoyaron y ya los compromisos que se acordaron con los grupos para impulsarlo. Y bueno, en el caso del DF, la mayor parte de los asambleístas corresponden a las organizaciones sociales, y ahí hay las corrientes políticas que se identifican. Entonces, pues, cada quien trabaja para fortalecer su corriente. Como que hay muy pocos casos de compañeros que permiten, ¿cómo decirlo? la gestión o, básicamente la gestión de grupos que no se identifican con su organización o con su corriente." [Luis: 676-694, AB-2]^{LXIV}

"Porque en el caso de la Asamblea de Representantes, cada asambleísta pues ve por su organización. Y como que muy pocas veces, permite que a gente no organizada, le puedas hacer trabajo de gestión, abrir espacios." [Susana: 745-748, AB-2]^{LXV}

Ces deux interviewés nous parlent de l'ouverture qu'offrent ou non les représentants populaires perredistes. Etant

principalement concernés par les revendications en matière de logement, ils définissent cette "ouverture" en termes de "possibilités de gestion" de projets d'habitation de bénéfice social. Un représentant populaire, appelé à former son équipe de travail, doit choisir ses assistants et ses conseillers. En général, il choisit certains membres des organisations sociales ou du courant politique qui ont appuyé sa candidature, respectant ainsi les "engagements" (compromises) conclus antérieurement avec ceux-ci. C'est en ce sens que, pour bénéficier de cette "ouverture d'espaces", il ne suffit pas qu'une organisation sociale soit perrediste. Encore faut-il que son propre dirigeant occupe un poste ou qu'elle fasse partie du même courant politique que l'un des représentants en poste. Cette ouverture permet à une organisation sociale de se bâtir un capital politique et d'accroître sa propre force en tant qu'organisation sociale puisqu'en gérant des projets de bénéfice social, elle recrute des membres, en l'occurrence des solliciteurs de logements. C'est ainsi que nous interprétons l'affirmation de la deuxième interviewée: "concernant l'ARDF, chaque assembléiste se préoccupe de sa propre organisation". En d'autres mots, dans les cas où l'assembléiste est également dirigeant social, il veille à la croissance de sa propre organisation.

La relation d'échange qui s'établit entre une organisation sociale et ses représentants en chambre (principalement l'ARDF et, dans une moindre mesure, la Chambre des députés), instaure une dynamique de concurrence entre les diverses organisations sociales. Lorsque les bénéfices des postes de représentation populaire deviennent exclusifs aux seules organisations sociales qui ont appuyé la candidature de leur dirigeant, la dynamique des relations entre l'organisation et le représentant populaire devient clientéliste.

Les répondants des deux AB reconnaissent que les postes de représentation populaire peuvent servir les intérêts d'une organisation sociale et de ses intégrants. Ils constatent aussi la concurrence que se livrent entre elles les organisations sociales pour obtenir des crédits de logement. Ces deux facteurs combinés expliquent, de leur point de vue, la tendance des organisations sociales revendicatrices à s'approprier, par l'intermédiaire de leur dirigeant en poste, cet espace public que sont les postes de représentation populaire, pour les utiliser comme instances de négociation avec le gouvernement au bénéfice de leurs intégrants. Cependant, les répondants assument différemment l'implication

de l'occupation de postes de représentation populaire, selon qu'il s'agisse des répondants de l'AB-1 ou de l'AB-2.

4.1 Répondants de l'AB-1

Si tous les répondants réitérent l'objectif de démocratie participative et représentative qui motive la présentation de candidats issus des rangs de l'AB-1, trois répondants sur sept spécifient que l'occupation des postes de représentation populaire met le dirigeant au service de tous les citoyens concernés par un problème de logement ou par un problème relatif aux services urbains, alors que les autres quatre conçoivent le dirigeant en poste comme un représentant de leur organisation. De leur point de vue, le rôle de représentant de l'AB-1 que devraient assumer leurs candidats lorsqu'ils occupent des postes de représentation populaire répond de la logique électorale: si les candidats de l'AB-1 occupent des postes de représentation populaire, c'est bien parce que les membres de l'AB-1 qui les reconnaissent comme leurs représentants les ont élus. Le mandat leur a été donné par leurs propres membres. En d'autres mots, il s'agit de rendre justice à ceux qui les ont élus en les représentant, en se faisant leur porte-parole. C'est dans cette optique que l'une

de ces quatre interviewés souligne l'importance de "rattacher les postes de représentant populaire à l'AB-1". [Patricia: 490-507]

Cette conception du rôle de représentant de l'AB-1 apparaît clairement quand les répondants explicitent l'intention recherchée lorsqu'il est question de briguer des postes: il s'agit de représenter les intérêts d'un groupe. L'utilité d'un poste de représentant se rapporte en clair à leur organisation sociale puisqu'ils considèrent que les représentants populaires siégeant à l'ARDF qui ne sont pas issus de l'AB-1 ne leur sont pas utiles, ne leur servent pas [Cristóbal: 895-909]. Un autre interviewé que nous citons ci-dessous [Javier: 335-349] affirme qu'il est normal que chaque organisation cherche à avoir sa propre instance de négociation avec le gouvernement, soulignant dans un même temps la nécessité, pour l'AB-1, d'obtenir davantage de postes de représentation populaire. Si cette nécessité est expliquée par la crise économique et son corollaire - la difficulté des négociations avec le gouvernement pour obtenir des crédits d'habitation -, il n'en demeure pas moins clair que les bénéfices des postes de représentation qui sont attribués à l'AB-1 concernent directement l'organisation sociale et ses différents groupes

de solliciteurs de logement. Comparant les gains de l'AB-1 en termes de postes obtenus lors des élections de 1991 et de 1994, cet interviewé affirme:

"Se puede decir que en términos de puestos, empatamos: los mismos que entraron, los mismos que salieron. No tuvimos más puestos. Y eso, pues si nos perjudica porque la AB creció, sus expectativas crecieron, y los dirigentes y representantes y grupos necesitan mas espacios. Entonces también dentro de la AB es: o ganar más puestos, o se va a empezar a disgregar, cada quien buscando sus propios espacios." [Javier: 259-268]^{LXVI}

Le fait de ne pas avoir obtenu davantage de postes en 1994 nuit à l'AB-1 car le nombre de ses intégrants s'est accru et par conséquent ses aspirations aussi, nous dit Javier. Et l'interviewé de conclure: à défaut d'obtenir davantage de postes, l'AB-1 commencera à se désagréger, chaque groupe cherchant ses propres espaces, briguant ses propres postes. Au-delà de l'objectif général de démocratie participative et représentative, l'intérêt de présenter des candidats aux postes de représentation populaire principalement de l'ARDF est donc bien concret: celui d'occuper un "espace" qui permette notamment la gestion de projets de logement et qui assure un meilleur pouvoir de négociation avec les autorités gouvernementales et administratives.

Si, comme l'affirme une des répondantes [Patricia: 1403-1415], l'AB-1 ne dépend pas des postes de représentation pour obtenir l'interlocution avec les autorités, comme nous l'avons vu, ceux-ci sont néanmoins un atout pour la représentation des intérêts de l'AB-1, pour la représentation d'intérêts de groupe. Ceci explique pourquoi les interviewees accordent une telle importance au fait de maintenir une relation étroite entre leur organisation sociale et leurs dirigeants en fonction, de "rattacher" (vincular) le poste de représentation populaire à l'organisation sociale.

4.2 Répondants de l'AB-2

Alors qu'au sein de l'AB-1, la conception du rôle d'un dirigeant accédant à un poste de représentation populaire ne fait pas l'unanimité, les répondants de l'AB-2 partagent sensiblement un même point de vue: tous soulignent avec force leur conception du devoir d'un dirigeant devenu représentant populaire d'être au service de tous les citoyens, sans privilégier sa propre organisation ou les membres de son organisation qui lui auraient donné leurs suffrages.

Cette conception du représentant populaire comme civil servant recèle, pour l'organisation, un enjeu clairement énoncé par la moitié des répondants: celui de conserver l'autonomie de l'AS-2, d'autant plus que cette autonomie lui vaut son statut d'interlocuteur face aux autorités gouvernementales. Dans la mesure où le représentant est considéré comme propriété exclusive de l'organisation, il y a risque que la relation se transforme en relation de dépendance de type clientéliste. Le dirigeant ayant accédé à ce poste grâce aux votes des intégrants de son organisation est tenu de correspondre: en retour, il facilite l'accès aux ressources prises par l'organisation revendicatrice. S'assurant alors comme intermédiaire en position privilégiée grâce à son statut, le dirigeant en poste fait courir le risque de rendre l'organisation dépendante en monopolisant l'interlocution avec les autorités gouvernementales. Cet enjeu est explicitement exprimé dans l'extrait suivant:

"Eso es un error, eso sería un error. Por ejemplo, yo creo que hay gente que así piensa y que dice: «Tu eres nuestro assembleista y ahí estás porque te pusimos y vas a tener que hacer lo que nosotros te digamos». Eso, yo creo que sí hay presiones, pero no puede ser una buena política ésa. A lo mejor algunos estén pensando en eso, pero la mayoría optamos porque no, porque crearíamos un vicio muy fuerte en que sea el representante popular el que va y nos abre puertas, el que se pone de acuerdo

con las autoridades, y esto puede ser muy nefasto en el momento en que se pueda hacer muy antidemocrático⁴⁸. Porque tiende en eso: las autoridades tienden a platicar con el asambleista, con el diputado, con el senador, a tomarlos todos por separado, y decirte: «Yo ya me puse de acuerdo con el diputado, me puse de acuerdo con el senador o con el asambleista, y pues que les diga lo que se acordó». Y si el asambleista ya no tiene un contacto muy directo con la base pues entonces ahí nos truenan, porque él puede estar acordando cosas que a nosotros nos estén perjudicando. Y además echaría por la borda todo el esfuerzo ya no nadamás de tres años sino de mucho tiempo, te estoy hablando de 20 años, 25 años de estar empujando para ganar un espacio de interlocución ante las autoridades.” [Yolanda: 158-179]^{LXVII}

L'on ferait erreur en exigeant de notre dirigeant en poste qu'il satisfasse les demandes et les revendications de notre propre organisation en retour des suffrages donnés par nos membres, nous dit Yolanda. L'erreur consiste à déléguer sa propre interlocution au représentant populaire pour en devenir dépendant, attendant de lui qu'il "ouvre les portes" de l'administration. La relation de dépendance s'accroît lorsque le dirigeant réduit "le contact direct avec sa base", c'est-à-dire lorsqu'il négocie de son propre chef avec les autorités, risquant de devenir alors un patron à la solde du gouvernement. Tout l'enjeu de cette mise en dépendance renvoie en dernière instance à l'autonomie de l'organisation sociale vis-à-vis des autorités gouvernementales. En acceptant de

⁴⁸C'est l'interviewée qui souligne.

transférer son statut d'interlocuteur à "son" représentant populaire, l'organisation sociale se soumet aux accords conclus entre le représentant populaire et le gouvernement. La perte d'autonomie de l'organisation par sa mise en dépendance et par sa clientélisation équivaut à toutes fins pratiques à la perte de son statut d'interlocuteur du gouvernement. Le sujet en relation directe avec le gouvernement, l'organisation sociale devient client dépendant d'un patron intermédiaire.

Les postes de représentant populaire qui placent le dirigeant d'une organisation dans une position d'intermédiaire sont donc une arme à double tranchant: ils permettent à l'organisation d'obtenir un meilleur pouvoir de négociation avec les autorités gouvernementales, mais ils compromettent son autonomie. Dans la mesure où la relation présente un potentiel de clientélisation, l'enjeu consiste donc à éviter que l'organisation ne soit ravalée au statut de client.

Ceci dit, à l'instar de l'autre faction, les répondants de l'AB-2 valorisent tout autant l'importance d'assurer un lien avec le représentant populaire issu des rangs de leur organisation. Cette intention de relier l'organisation aux postes de représentation populaire est énoncée par tous les

répondants pour expliquer la perspective d'action - démocratie participative - qui motive leur intérêt à présenter des candidats pour l'obtention de postes de représentation populaire. L'intention déclarée de l'AB-2 de relier les postes de représentation populaire à leur faction se fonde sur une conception de complémentarité entre les deux sphères d'activités auxquelles renvoient le travail législatif et le travail d'organisation communautaire [Susana: 651-671; Yolanda: 124-133 & 692-705]. L'intérêt de présenter des candidats aux postes d'élection populaire ne prend son sens que dans la mesure où le représentant projette politiquement l'AB-2 en s'en faisant le porte-parole, et la rétroalimente en l'informant des discussions en chambre. Puisque dans le cas contraire, les intégrants de l'AB-2 considèrent leurs efforts caducs, ils veilleront à briguer des postes qui puissent s'accorder avec les sphères d'activités de leur organisation [Teresa: 442-446].

5. L'intérêt des postes au sein du Comité Exécutif du PRD

Avant de clore cette section sur l'intérêt des postes d'élection, mentionnons que l'obtention des postes au sein du

Comité exécutif du PRD peut aussi servir les intérêts des organisations:

"También valoras que la dirección del partido puede ser un botín político para privilegiar tu trabajo como organización social. Es decir, a partir de esa relación que tú puedas tener, como presidente del partido, con el gobierno, más allá de lo que tú puedas negociar como partido, también puedes privilegiar a tu organización social para poder tenerla a esta altura de negociación. Y ahí es donde vienen las sospechas de todo mundo: o sea cuando muchas organizaciones se tardan cuatro-cinco años en construir su vivienda, de repente resulta que la organización que está representada en el presidente del partido necesita un año para terminar esas viviendas. Entonces vienen todas las sospechas de decir «no; es que ahí hay algo raro o hay un trato privilegiado». Entonces da la impresión de que se está usando al partido para darle más atención a tu organización social."

[Raúl: 1207-1221]^{LXVIII}

Comme le commente cet interviewé de la faction AB-1, un dirigeant occupant un poste dans la direction du PRD peut utiliser cette plate-forme pour négocier avec les autorités gouvernementales pour le bénéfice de sa propre organisation. L'exemple choisi par l'interviewé n'est pas tiré du hasard, mais se rapporte au contraire à un cas particulier: celui de René Bejarano, dirigeant du PRD pour le DF (1994-1997) et également dirigeant d'une organisation sociale, l'UPNT. La rapidité avec laquelle l'UPNT a réussi à finaliser ses projets d'habitation, comparativement aux autres organisations

sociales qui y mettent quatre à cinq ans, est associée à la position de Bejarano en tant que dirigeant du PRD dans le DF. La relation de cause à effet met en évidence un conflit d'intérêts: l'on considère que le parti est "utilisé" pour faire valoir l'organisation, que les bénéfices obtenus par l'UPNT sont dérivés du statut de Bejarano en tant que dirigeant du PRD.

...

L'analyse des propos des interviewés concernant l'intérêt des postes de représentation nous indique que la logique de survie des organisations sociales, alimentée par une concurrence pour obtenir des fonds, jette de l'ombre sur leur prétention à changer leur rapport à l'Etat. La concurrence que se livrent entre elles les organisations pour briguer des postes de représentation et l'usage qu'elles font de ces postes (cf l'utilisation de ces postes comme instances de négociation pour obtenir des crédits de logements qu'elles redistribuent à leurs propres membres) instaurent une dynamique de relations clientélistes qui ont pour effet d'exacerber la face revendicatrice des organisations. L'identité collective des organisations sociales ainsi que leur autonomie s'en trouvent

ainsi affectées: d'une part, le clientélisme a pour effet de miner l'autonomie des organisations en ce sens qu'elles deviennent dépendantes de leur dirigeant qui assume un rôle de patron - intermédiaire - entre le gouvernement et leurs membres solliciteurs de logement; d'autre part, la concurrence entre les organisations a pour effet de miner leur identité collective en tant qu'acteur social en les réduisant à une logique d'action revendicatrice. De ce fait, plutôt que d'avoir affaire à un acteur social, le gouvernement a affaire à plusieurs patrons (intermédiaires de leurs propres clients). De cette observation, on déduira que les organisations ont avantage à se regrouper - d'autant plus que toutes défendent les intérêts d'un même secteur de la population - afin de minimiser les effets de la concurrence. Il n'est donc pas anodin que certains interviewés (Susana: 750-752; Luis: 745-746) suggèrent la possibilité de regrouper les organisations urbaines alliées au PRD suivant un modèle corporatiste.

6. La règle du jeu pour obtenir des postes

Les candidats peuvent être présentés au scrutin proportionnel (plurinominales) ou majoritaire (uninominales). Compte tenu de l'hétérogénéité des divers groupes, organisations sociales,

courants et factions politiques qui se retrouvent au sein du PRD, une règle du jeu a été établie à l'interne du PRD: elle consiste à choisir les candidats dont la faction politique a une plus haute cote de pouvoir. Les cotes de pouvoir sont attribuées sur une base de représentation proportionnelle et se mesurent au nombre d'électeurs que les factions peuvent recruter. Ainsi, plus la cote de pouvoir d'une faction politique ou d'une organisation est grande, plus ses candidats ont des chances d'être choisis. Notons au passage que les candidats présentés au scrutin proportionnel ont de meilleures garanties d'obtenir un poste que les candidats élus par vote majoritaire. Cette même ligne de conduite s'applique pour la désignation des membres du Comité exécutif du PRD ou pour l'occupation de postes de direction au sein du PRD (Raúl: 1255-1261). Comme le commente un interviewé, l'objectif d'arbitrage sous-jacent à cette règle du jeu, rend caduques les distinctions politiques des courants:

"Con ese arreglo, se entendía que el partido podía crear corrientes; pero en realidad esas corrientes más bien son grupos de presión⁴⁹ interna. Y tú puedes ver cómo está la composición de la Asamblea de Representantes: de los diez asambleístas perredistas, siete u ocho son dirigentes de organizaciones urbano-populares. En realidad, todo mundo, detrás de la representación que tiene en

⁴⁹C'est l'interviewé qui souligne.

estos órganos legislativos y de dirección del PRD, tiene a uno o varios grupos, una o varias organizaciones detrás." [Raúl: 1274-1285, AB-1]^{LXIX}

Ce sont des groupes de pression et non des courants politiques que fomentent cette règle du jeu à l'intérieur du PRD, nous dit cet interviewé. En d'autres mots, ce sont les intérêts de groupes qui finissent par prévaloir. A titre de démonstration, Raúl nous réfère à la composition de la fraction perrediste dans l'ARDF: des dix assembléistes perredistes, sept ou huit sont des dirigeants d'organisations sociales, nous dit-il. Ce faisant, il attire notre attention sur le poids qu'ont les organisations sociales au sein du PRD dans le DF. De façon détournée, il attribue le partage des postes de représentants à la "pression" exercée par les organisations sociales.

Les "pressions" qu'exercent les organisations sociales pour voir leur dirigeant accéder à un poste de représentation sont associées par les interviewés aux pratiques corporatistes et clientélistes. Un interviewé de l'AB-2 énonce clairement le fait que les pratiques corporatistes de la part de certaines organisations sociales sont dues à la règle du jeu au sein du PRD:

"Cuando va a haber alguna elección por puestos directivos del PRD o elección de candidatos para puestos de representación popular, entonces se fijan reglas del partido, y empiezan a fijar reglas que requieren de una afiliación al partido para poder tener peso al interior. O sea, no se parte de un reconocimiento del trabajo que mide la influencia que algún dirigente tiene sobre un movimiento o sobre la sociedad, sino se parte de cuántas gentes puedes llevar a una asamblea y en función de eso ves si entras o no. Entonces esto obliga a las organizaciones populares a plantearse la afiliación masiva de la gente. Y eso es un corporativismo." [Rodrigo: 259-269]LXX

La selection des candidats se fait compte tenu des règles du parti. Ces règles, nous dit Rodrigo, "requièrent" l'affiliation de gens pour pouvoir avoir un poids au sein du parti. Par conséquent, pour que leurs candidats soient choisis, les organisations sociales sont "obligées" d'affilier "massivement" les gens. Nous ferons remarquer que l'interviewé s'en remet aux règles du parti pour expliquer l'issue du corporatisme attribue aux organisations sociales. Ce faisant, il déculpabilise en quelque sorte l'action des organisations sociales: si elles pratiquent l'affiliation massive de leurs bases, si elles font du corporatisme, c'est qu'elles y sont "obligées".

Un autre interviewé, de la faction AB-1, nous rapporte lui aussi les "tentations" corporatistes des organisations sociales. L'AB-1 n'est pas exempte de ces tentations:

"Y en la AB, la gente no tiene necesariamente que ingresar a la Asamblea y automáticamente ser parte del PRD. Yo estoy en contra de eso. Eso se llama corporativismo. Y criticamos al gobierno de eso, y sin embargo a veces también está la tentación para poder hacer eso mismo; con tal de ganar posiciones de representación dentro del partido."⁵⁰ [Raul: 284-291]^{XXXI}

A nouveau, l'objectif de gagner des postes, dans ce cas-ci au sein du PRD, est ce qui suscite le corporatisme. Cet interviewé pose un regard plus critique sur les "tentations" corporatistes des organisations sociales, comparables aux pratiques du gouvernement (sic): si l'on reproche au PRI-gouvernement de faire du corporatisme, la critique devrait aussi s'appliquer aux organisations sociales.

C'est de cette critique qu'il sera question dans les pages qui suivent. Nous commentons plus haut que tous les interviewés, des deux factions de l'AB, relèvent l'accusation de

⁵⁰C'est l'interviewé qui souligne.

"corporatisme social" faite à l'endroit de leur groupe et des autres organisations sociales perredistes. Il s'agira pour eux de défendre leur organisation sociale de cette accusation et de démentir l'idée suivant laquelle l'AB-1 et l'AB-2 font du "corporatisme social". L'analyse de leurs propos nous permettra de repérer leurs critères de définition et les dimensions qu'ils retiennent pour identifier le "corporatisme social". Au préalable, nous donnons une définition succincte du corporatisme social tel que les acteurs le conçoivent.

7. Le corporatisme social défini par les acteurs

Le corporatisme social tel que le perçoivent les acteurs renvoie à la dynamique des relations entre une organisation sociale et un parti. Comme l'expose un des interviewés, l'accusation de corporatisme social à l'endroit des deux AB et des autres organisations concerne cette dynamique:

"Para el caso del PRD en el Distrito Federal, algunas veces los del PRD nos han acusado de que somos corporativistas. [¿Es decir?... ¿Cómo ellos lo definen?] Ellos lo definen como que nosotros utilizamos a la gente que demanda vivienda para ganar presencia en el partido, y generar mayor participación a través de nuestros consejeros."
[José Luis: 987-992]^{LXXII}

L'expression de corporatisme social s'applique donc essentiellement aux dirigeants d'organisations sociales, militants du PRD, qui se servent de leur base sociale pour avoir un poids au sein du PRD afin d'obtenir des postes de représentation populaire ou d'occuper un poste au sein du Comité exécutif du PRD. Comme nous l'avons relevé antérieurement, ces postes peuvent également leur permettre de redistribuer des bénéfices pour le profit de leur propre organisation. Le corporatisme social désigne alors un emploi utilitaire du parti pour le bénéfice d'intérêts sectoriels et au détriment d'intérêts politiques généraux/sociétaux.

Suivant les interviewés, le corporatisme social implique deux sphères de relations. La première concerne les relations entre l'organisation et le parti. Les interviewés identifient la relation en termes de corporatisme social lorsqu'elle est utilitaire: l'organisation utilise le parti pour avoir accès à des postes de représentation. La seconde sphère concerne les relations à l'interne de l'organisation sociale eu égard à la participation politique et partisane: les relations entre dirigeants (militants partisans) et intégrants de la base. De nouveau, les interviewés identifient la relation en termes de corporatisme social lorsque la relation est utilitaire: les

dirigeants utilisent la base pour avoir accès à des postes. Dans les deux cas, l'enjeu principal est l'incorporation massive de la base dans le camp du dirigeant-candidat. De cette incorporation massive découle le clientélisme politique, perceptible surtout à l'intérieur de l'organisation.

8. Défense contre l'accusation de corporatisme social

Première sphère de relations: AB/PRD

L'objectif de participer au processus de démocratisation en tant qu'organisation sociale légitime la volonté des répondants des deux AB de relier leur organisation au PRD. Les dirigeants et les cadres se trouvent de ce fait en position d'intermédiaires entre leur organisation et le parti. Le discours des répondants concernant la relation qu'ils entendent établir avec le PRD imprime en filigrane la problématique du corporatisme.

8.1 Répondants de l'AB-1

Nous référant aux discours des interviewés, nous constatons que la description du rapport entre l'AB-1 et le PRD varie en fonction de leurs vues respectives concernant le rôle des dirigeants et cadres de l'organisation au sein du parti. La

disparité des propos des répondants de l'AB-1 laisse clairement voir l'hétérogénéité éclatée de l'AB-1 au niveau de la direction. Plus qu'une question de composition identitaire impliquant différentes perspectives individuelles à harmoniser pour élaborer une perspective collective d'action de l'AB-1, cette hétérogénéité rend compte, au niveau de la direction, d'un manque de cohésion interne qui puisse permettre l'élaboration d'un consensus ou d'une action concertée⁵¹. S'ils vont d'un extrême à l'autre, il reste que tous les témoignages des répondants concernant la relation entre leur organisation sociale et le PRD soulèvent le problème du corporatisme social.

L'intention de relier l'AB-1 et le PRD place les dirigeants de l'organisation sociale en position d'intermédiaires. Un interviewé souligne la dualité du rôle des dirigeants et cadres de l'AB-1 participant dans le PRD, une dualité qui débouche sur un problème d'ambivalence:

"Mucha gente de la AB, muchos dirigentes son parte del partido. Y aquí hay una discusión también permanente: ¿dónde empieza la responsabilidad que uno tiene como dirigente de la AB, y dónde empieza la participación de uno en el partido? (...) Porque

⁵¹Cette affirmation se rapporte à la disparité des propos. Notre constat au niveau du discours est confirmé par nos notes d'observation et d'entretiens informels avec certains répondants.

nosotros seremos una dinámica, una estructura, unas formas de decisión en la AB; en el partido, es otra. (...) Y si algunos nos identificamos con el partido, pues también adquirimos una responsabilidad para que el partido se desarrolle, asumiendo sus estatutos, sus declaraciones de principios, sus condicionantes del juego interno. Entonces queremos hacer avanzar el partido, pero también que la AB tenga su propia independencia, su propia autonomía para avanzar por sí misma; y no tratar de mezclar las dos cosas. Es decir: nos quedamos con las ganas de corporativizar al partido. En ocasiones, la AB es mucho más eficiente, tiene más presencia, tiene más autoridad y más claridad que el propio partido. Pero lo que no podemos hacer es someter el partido a la AB. Quisiéramos que el partido se sometiera a la AB, porque a lo mejor aprenden mucho. Pero el partido no es de nosotros; quiero decir: es una composición mucho más compleja.”⁵² [Raúl: 252-278]^{LXXIII}

On ne manquera pas de remarquer que l'AB-1 est dépeinte comme une organisation de calibre supérieur à celui du PRD: le parti pourrait apprendre beaucoup de l'AB-1 car, dans certains cas, elle est plus efficace, elle a davantage de présence et d'autorité, elle a plus de clarté d'esprit que le parti, nous dit Raúl. Lorsque les dirigeants et cadres de l'AB-1 font prévaloir ce brio de leur organisation et lorsqu'ils confondent leurs propres responsabilités en regard de l'organisation et du parti, ils ont tendance à vouloir imposer la perspective de leur organisation, à vouloir "soumettre" le PRD à l'AB-1. Pourtant, l'AB-1 et le PRD ont chacun leur

⁵²C'est l'interviewé qui souligne.

propre dynamique, leur propre structure et leurs propres formes de prise de décision. Les dirigeants et cadres de l'AB-1 qui participent dans le PRD devraient tenir compte de cette distinction, c'est-à-dire qu'ils devraient régler leur conduite conformément aux principes, statuts et règles du parti lorsqu'ils y participent, nous dir Raúl. En d'autres termes, leur participation dans le PRD doit en permettre le développement et non pas celui de l'AB-1. Cette dernière doit "demeurer autonome pour avancer par elle-même", c'est-à-dire qu'elle ne doit pas s'appuyer sur le parti pour croître. Le fait de "soumettre" le parti à l'AB-1 se révèle ici comme un acte intéressé: au-delà de cette prétention d'en apprendre au parti, on cherche à faire prévaloir les intérêts de l'organisation sociale et non ceux du parti. En d'autres termes, on utilise le parti pour faire avancer l'AB-1.

La soumission du PRD à l'AB-1 est perçue comme une manifestation du corporatisme social. Comme nous l'avons vu antérieurement, le corporatisme de parti consiste, à l'inverse, en une soumission de l'organisation sociale au parti. Notons au passage qu'il est étonnant de voir que l'interviewé confère à l'AB-1 un poids tel qu'elle pourrait soumettre le parti à son bon vouloir. Comme nous le verrons,

cet interviewé n'est pas le seul à accorder un tel poids à l'AB-1. Nous devons reconnaître que l'expression "soumettre le parti à une organisation sociale" pour désigner le corporatisme social est un peu forte. En employant cette expression, l'interviewé met d'abord en évidence la force et le poids de l'AB-1 par rapport au PRD. En dernière analyse, l'AB-1 ne soumet pas, à proprement parler, l'ensemble du PRD. Tout au plus, mettant à profit leur double-rôle (de dirigeants de l'AB-1 et membres du PRD) les dirigeants de l'AB-1 utilisent le parti pour servir les intérêts de leur organisation sociale.

A la différence de Raúl, Javier évacue la position d'intermédiaire comme la dualité des rôles des dirigeants de l'AB-1 membres du PRD. Mais, tout autant que Raúl, il entend souligner l'importance du rôle de l'AB-1 au sein du parti. L'AB-1 ne fait pas alliance avec le PRD; nous sommes le PRD, dira-t-il:

"Más que una alianza de la AB con el PRD, nosotros construimos el partido; nosotros somos el PRD."⁵³
[Javier: 157-158]^{LXXIV}

⁵³C'est l'interviewé qui souligne.

On fera remarquer que Javier nous parle de l'AB-1 comme collectif et non de ses dirigeants. L'ensemble des membres de l'AB-1 ne faisant pas partie du PRD, on déduira que le "nous sommes le parti" se rapporte aux dirigeants perredistes de l'organisation sociale et non au collectif. En évacuant la position intermédiaire - à la fois dans l'AB et dans le PRD - cet interviewé donne l'impression que l'AB se résume à ses dirigeants; il accorde ainsi un rôle prépondérant au leadership. Par ailleurs, l'absence de distinction ou la confusion entre deux entités - dans ce cas-ci entre l'AB et le PRD - nous rappelle l'idée d'un binôme, associé par les acteurs au corporatisme. Javier veut nous donner l'impression que sans l'AB, le PRD n'existerait pas: l'AB résume pour ainsi dire le PRD. Suivant la conception des acteurs, dans la mesure où le PRD se résumerait effectivement à l'AB-1, il s'agirait d'un corporatisme social puisque l'AB-1 s'imposerait par son poids au PRD, renversant le rapport de forces à son avantage. L'importance accordée au rôle de l'AB au sein du PRD a donc un effet paradoxal puisqu'elle suggère, sans le vouloir, un corporatisme social.

Un troisième interviewé, contrairement aux deux précédents, nie toute possibilité d'imposition de l'AB-1 au PRD:

"No hay una especie como de bloque dentro del partido. Con mucha frecuencia hemos llegado a veces hasta efectivos encontrados. Así que una línea de discusión de la AB para desarrollar dentro del PRD, no la existe." [Juan Andrés: 890-901]^{Lxxv}

L'apport de l'AB-1 au PRD se fait à un niveau strictement individuel. L'argument de Juan Andrés est fondé sur la disparité des positions politiques des membres de l'AB-1 participant dans le PRD. En soulignant cette absence de consensus, il entend démontrer que l'AB-1 n'intervient pas dans le PRD comme le ferait une corporation faisant "bloc".

Une quatrième interviewée expose l'intention des dirigeants de relier l'AB-1 au PRD et nous rapporte la désapprobation des membres du parti. Arguant de la nécessité d'une relation entre parti et organisation sociale pour susciter un changement, nécessité qu'elle fonde sur une conception de complémentarité des deux entités, cette interviewée indique son intention, en tant que dirigeante de l'AB-1 et membre du PRD, de relier les deux organisations:

"Los partidos políticos por sí solos, no responden, no son suficientes para arribar a las transformaciones que se necesitan (...) pero sin los partidos, también hay un vacío en la movilización, en la organización (...). Si no están los partidos políticos, también la pobreza del movimiento se nota. Es como una relación necesaria.

(...) Nosotros vinculamos al partido. Lo vinculamos porque sin el partido, el movimiento no es nada; como te decía ahorita. Y también el partido sin el movimiento tampoco es nada."⁵⁴ [Patricia: 152-156 & 369-372]^{LXXVI}

Nous rattachons l'AB-1 au PRD parce que sans le parti, le mouvement n'est rien et, inversement, sans le mouvement, le parti n'est rien, nous dit Patricia. L'expression "rattacher" (vincular) que cette interviewée emploie pour désigner la relation souhaitée entre l'AB-1 et le PRD, prend ici le sens de rétroalimentation. Le terme vincular nous semble pertinent à relever dans la mesure où cette interviewée l'utilise à nouveau alors qu'il est question de citer l'accusation de corporatisme faite par les perredistes à l'endroit des organisations sociales dont l'AB-1:

"Al PRD, le hemos aportado mucho. Nada más que tenemos un debate interno. [¿Al interno de la AB o del PRD?] De la AB con el PRD; del movimiento social con el PRD. Porque hay una tendencia en el PRD a desvincularse del movimiento social. [¿Es decir?] Hay una tendencia en el partido a desvincularse porque dicen que nosotros como movimiento desprestigiamos al partido porque tenemos formas corporativas y no sé qué." [Patricia: 352-358]^{LXXVII}

Peu après, parlant des façons de contrer le corporatisme social, elle affirme:

⁵⁴C'est l'interviewée qui souligne.

"Hay que plantear una relación transparente. (...) Porque tampoco las organizaciones sociales pueden hacer un uso utilitario del partido; ni tampoco el partido puede tener una relación esquizofrénica o volverse esquizofrénico." [Patricia: 404-405 & 409-412]^{LXXVIII}

D'abord une critique de la relation par trop étroite que commentent les dirigeants partisans entre leur organisation et le parti, l'accusation de corporatisme social se rapporte au poids qu'occupent les organisations sociales au sein du PRD. "Discréditer le parti" pour s'imposer à lui ou le rabaisser à quelque chose d'utilisable selon sa propre convenance équivaldrait à faire du corporatisme social. Si la notion d'imposition n'apparaît pas en clair dans le propos de cette interviewée, il reste que l'expression "discréditer" (despreciar) fait allusion au déséquilibre des forces en faveur des organisations sociales. Le poids des organisations sociales au sein du PRD est illustré par la métaphore du "parti schizophrène": un parti qui change de personnalité selon que l'une ou l'autre organisation puisse, par son poids, s'imposer à lui jusqu'à lui imprégner sa propre identité. C'est afin de se soustraire du poids des organisations sociales - pour contrer le corporatisme social - que les perredistes non membres d'organisations sociales cherchent à prendre leurs distances vis-à-vis d'elles, à s'en "détacher"

(desvincular). En tout état de cause, l'accusation de corporatisme social à l'endroit des dirigeants de l'AB-1 est comprise comme un procès d'intention; Patricia minimise cette accusation en donnant à l'expression "rattacher" (vincular) le sens de rétroalimenter.

Comme nous l'indique Patricia, l'accusation de corporatisme social ne concerne pas uniquement l'AB-1 mais aussi les autres organisations sociales ayant un rapport de participation avec le PRD. On les accuse de s'imposer au parti ou de subordonner le parti à leurs intérêts de groupe. L'image du PRD sous la mainmise des organisations sociales est reprise par Raúl alors qu'il relate les pratiques des dirigeants et cadres d'organisations sociales au sein du PRD:

"Mucha gente dice con mucha razón que el partido en el DF son las organizaciones sociales con un emblema amarillo con un sol negro. (...) Lo cierto es que el crecimiento y la tarea de presencia del partido está en función de la voluntad que tengan las organizaciones para ponerse de acuerdo entre sí e impulsar al partido; y si eso no ocurre, la principal fuerza motora del partido no lo desarrolla. (...) Yo he planteado que el partido, lo que tiene que hacer es separarse de las organizaciones sociales; así como estamos planteando la separación del PRI y del gobierno, así también tenemos que plantear la separación del partido y los movimientos sociales; no se trata de exterminarlos a ninguno de los dos. Pero se trata de que el partido tenga su propia personalidad, su

propia dinámica, sus propias iniciativas, y que las pueda desarrollar." [Raúl: 1087-1123]^{LXXIX}

Les propos de cet interviewé évoquent l'image du "parti schizophrène", d'un parti "sans personnalité, sans dynamique et initiatives propres" dont seraient responsables les organisations sociales ou leurs dirigeants partisans qui veillent d'abord à leurs intérêts respectifs [Raúl: 537-542 & 572-576]. En somme, selon toute apparence les organisations s'approprient jusqu'au vêtement du parti: elles se déguisent en parti en arborant le sigle et le drapeau du PRD, nous dit Raúl. A nouveau, on note l'intention de souligner l'importance des organisations dans le parti et leur rôle prépondérant au point où "la croissance du parti dépend de leur bonne volonté". Et l'interviewé de conclure: la séparation des organisations et du PRD est aussi nécessaire que l'erradication du binôme PRI-gouvernement. A l'instar du PRI-gouvernement, le rapport organisations sociales-PRD illustre un corporatisme. Le rapport de force étant inversé au profit des organisations, il s'agit, selon la conception des acteurs, d'un corporatisme social et non d'un corporatisme de parti.

En dépit de la disparité des propos du collectif AB-1, une ligne directrice se dégage. On rappellera que l'imposition est

une des dimensions retenues par les acteurs pour définir le corporatisme de parti. Dans ce cas, le parti impose aux organisations sociales une ligne de conduite. Lorsque les interviewés sont appelés à parler du rapport qu'ils entendent établir entre leur organisation et le parti, et de la contribution de l'AB-1 au PRD par le biais de ses membres partisans, ils soulèvent le problème de l'"imposition". Dans ce cas-ci, l'imposition vient de l'organisation sociale sur le parti. En tout état de cause, c'est au corporatisme social que les répondants font allusion, qu'il s'agisse d'en signaler les risques ou de rapporter la tendance de l'organisation sociale, en l'occurrence l'AB-1, à s'imposer au PRD, à l'utiliser.

8.2 Répondants de l'AB-2

Les discours des répondants de l'AB-2 concernant leur rôle en tant que dirigeants d'une organisation sociale et membres du PRD sont beaucoup plus homogènes que ceux de la faction AB-1. Dans la mesure où l'on note une concordance entre les propos des interviewés, on voit se dessiner une perspective collective d'incidence sur le PRD.

En décrivant leur intention de contribuer au débat sur la question démocratique piloté par le PRD, tous les répondants de l'AB-2 insistent d'abord sur leur militantisme social, soulignant ainsi le caractère proprement social de leur action partisane. Leur perspective est relative à leur expérience de lutte dans une organisation sociale et elle porte le sceau de cette expérience:

"El aporte que nosotros hemos hecho es desde nuestras propias referencias organizativas y sociales, como lo que debe de contemplar el gobierno, lo que debe de contemplar un sistema democrático en el país; aportamos ideas sobre la problemática de la vivienda así como sobre la problemática de derechos humanos, de salud pública y otras problemáticas que ya te he comentado." [Rodrigo: 510-520]^{LXXX}

"El aporte es toda la diferencia organizativa que tienen estas organizaciones sociales." [José Luis: 577-578]^{LXXXI}

Leur contribution au PRD se fait alors à titre d'activistes sociaux clairement identifiés à l'AB-2. De ce fait, les interviewés parlent volontiers du mobile de leur participation au PRD en tant qu'organisation sociale, sans prétention de se substituer au parti [Rodrigo: 393-398; Víctor: 1113-1124; Yolanda: 275-281], contrairement aux répondants de la faction AB-1 qui paraissent soucieux de parler de l'apport des dirigeants ou de souligner le leadership de l'AB-1.

Comme le signale un interviewé, les dirigeants et les cadres de l'AB-2 ne veulent pas limiter leur rôle à celui d'une courroie de transmission de votes. Ils veulent, eux aussi, "faire de la politique", c'est-à-dire présenter des candidats aux postes de représentation:

"No se trata de que ellos digan: «ustedes traigan votos, y nosotros ponemos los candidatos»; o como se dicen algunas gentes dentro del partido: «ustedes hagan trabajo social, ustedes hagan lucha por la vivienda [...], nosotros hacemos política»." [Rodrigo: 321-325]^{LXXXII}

Plutôt que d'être objet d'intérêt apportant des votes, plutôt que d'être à la remorque du parti, les répondants de l'AB-2 affirment leur intention de contribuer au parti en tant que sujets et leur volonté de projeter politiquement leur organisation. Cette intention de contribuer sur le plan politique vise également à renverser la relation utilitaire qu'imposent traditionnellement les partis aux organisations sociales.

8.3 Comparaison des discours: AB-1 vs AB-2

Contrairement aux répondants de l'AB-1 pour qui l'enjeu de la relation qu'ils établissent avec le PRD consiste à ne pas

imposer leur AB au parti, l'autor pour l'AB-1 consiste principalement à ne pas se faire utiliser par le FRI. L'intention des dirigeants de l'AB-1 de faire entrer à la relation militaire que pourrait pratiquer le FRI vise en dernière instance à contrevenir au corporatisme de parti, et ce que les dirigeants de l'AB-1 ont voulu l'imposer au corporatisme social. Ce qui ressort de façon implicite, c'est la crainte et non la force de l'AB-1, contrairement à l'AB-1 et les dirigeants ne mentionnent jamais le risque que leur parti se soit utilisé pour obtenir les suffrages. La différence entre les dirigeants des deux AB est une manifestation de leur peine ressentie à agir au FRI.

9. Défense contre l'accusation de corporatisme social

Deuxième sphère de relations: à l'intérieur de l'organisation sociale, entre dirigeants et base

La défense contre l'accusation de corporatisme social se rapporte ici à la relation entre les dirigeants de l'organisation sociale et les membres de la base. Nous verrons que cette défense rend compte de la problématique des relations entre organisations sociales et partis politiques en regard du gouvernement comme agent interlocuteur. Elle nous révèle également l'importance pour les dirigeants d'accéder à

des postes d'élection permettant une redistribution aux membres de leur organisation.

A l'instar du corporatisme de parti, le corporatisme social, tel que compris par les acteurs, a pour pierre angulaire le clientélisme politique. A nouveau, la dimension clientéliste du corporatisme social devient centrale au point où le clientélisme politico-électoral est confondu avec le corporatisme social, au point où les pratiques clientélistes servent à illustrer le corporatisme social. Nous pouvons repérer cette confusion par l'analyse des propos des interviewés alors qu'ils se défendent de l'accusation de corporatisme social faite à leur endroit. C'est d'abord d'un corporatisme qualifié de clientéliste dont on se défend. Rappelons que les deux dimensions clefs du clientélisme politico-électoral sont la redistribution conditionnelle et l'obligation de loyauté partisane.

9.1 Répondants de l'AB-1

Le premier démenti au corporatisme social consiste à nier l'obligation partisane des intégrants de l'AB-1. En règle générale, c'est après avoir fait allusion au corporatisme -

pour le définir, l'expliquer ou l'illustrer -, que les interviewés soulignent la liberté partisane dont jouissent les intégrants de leur organisation:

"Lo que todo mundo cuestiona y que cuestionamos nosotros es que el partido que está ahorita en el poder, son muy corporativistas: a todo mundo lo quieren falar en su partido, acarrear a la gente y eso es lo que molesta mucho a la gente. Nosotros en la AB, tenemos abierto. Algunos somos simpatizantes y algunos somos ya parte del PRD. (...) Entonces a esas invitaciones que se hacen para el partido, se deja abierto." [Cristóbal: 346-355]^{LXXXII}

A la différence du PRI, nous ne "trainons" pas les gens dans le parti, nous ne les "charrions" pas, mais leur faisons une invitation ouverte, nous dit Cristóbal. En laissant les portes "ouvertes", on laisse aux gens la possibilité d'entrer et de sortir; on leur laisse la liberté.

L'intégration dans les rangs du PRD se fait sur une base volontaire et individuelle. A la liberté résolument individuelle, on oppose l'obligation partisane corporativisante, c'est-à-dire totalisante. Tous les interviewés mettent en évidence le fait que si la majorité des dirigeants et des cadres intermédiaires de l'organisation militent dans les rangs du PRD, tous les membres de l'AB ne se retrouvent pas automatiquement dans le parti. Le nombre de

militants perredistes attitrés, inférieur au total des membres de l'AB, sert d'argument pour démontrer qu'il n'y a pas de corporatisme:

"Los miembros del PRD ven a las organizaciones sociales de una manera distorsionada, como si efectivamente el movimiento social fuera un corporativismo, cuando esto no ha sido así exactamente. De alguna manera, yo me remito a la experiencia de la AB: nosotros hacemos el llamado extenso a la AB, y los compañeros y compañeras que tienen interés, que tienen vocación por un activismo o una militancia en las filas del partido, se dedican a eso. (...) Pero no es una cuestión de que traslades toda la fuerza social hacia una determinada acción política. O sea yo te puedo decir: numéricamente, la base social de la AB es por el orden de 15,000 compañeros. Entonces, nosotros no trasladamos a 15,000 gentes a una acción del partido." [Paco: 263-277]^{LXXXIV}

Selon cet interviewé, "transposer" la totalité des membres d'une organisation sociale à quelqu'activité politique du PRD équivaldrait à faire du corporatisme, ce dont les perredistes accusent l'ensemble du mouvement social, c'est-à-dire les organisations sociales. Il s'agit ici de défendre l'AB-1 de cette accusation de corporatisme social par l'argument du nombre. Ce faisant, l'interviewé raille les perredistes en mettant en évidence l'aberration de leur accusation précisément en ce qui concerne les dirigeants de l'AB-1: le nombre fort élevé des membres de l'AB-1 empêche toute forme de

transposition de l'ensemble de l'organisation. Le corporatisme social associé ainsi à un totalitarisme frise la caricature, risible, ce qui a pour effet de décontenancer l'interlocuteur. La défense contre cette accusation de corporatisme social se veut d'autant plus efficace qu'elle est présentée comme un correctif de la réalité: l'accusation est erronée parce qu'elle tient pour vrai quelque chose de faux; en tout état de cause, l'ensemble du mouvement social n'est pas fautif comme en témoigne le cas de l'AB-1, c'est plutôt le regard "distordu" de ses détracteurs qui déforme la réalité, nous dit Pado.

Le deuxième démenti à l'accusation de corporatisme social concerne la représentation des intérêts et la redistribution de bénéfices, conditionnelles à la partisanerie. Nous venons de voir que l'obligation partisane est associée par les acteurs au corporatisme. Dans la mesure où l'efficacité de la contrainte partisane tient à un pouvoir réel ou virtuel de redistribution, la motivation centrale des membres de la base de l'AB-1 d'obtenir un logement pourrait être utilisée à des fins prosélytistes. L'on recruterait alors des adeptes dans le camp du candidat choisi en leur promettant un logement. Pour illustrer qu'ils ne font pas du corporatisme avec leur base,

les interviewés mettent en évidence le fait que la représentation et la défense des intérêts des membres de l'AB-1 ne dépendent pas de leur militantisme. Qu'ils soient ou non perredistes, les individus peuvent participer à l'AB et viser l'obtention d'un logement ou la résolution de leurs problèmes:

"Aunque hay una intención muy señalada de unos sectores del gobierno y de la prensa de hacer una vinculación y una relación directa de PRD/AB, no la existe. (...) en la AB no hay, en ninguno de los grupos no ha habido nunca, ni existe hasta la fecha, ninguna condicionante para participar. Solamente la única es que no se tenga vivienda en el Distrito Federal, que se carezca de ella, que se esté dispuesto a marchar organizado y a participar con todas las gestiones y actividades que deba de desarrollarse para la obtención de este objetivo. Así que un especie de decir «una condicionante de que participe y obtenga su vivienda es que se inscriba en el partido determinado y vote permanentemente por él y atines y...», no la existe."⁵⁵ [Juan Andrés: 135-137 & 143-152]^{LXXXV}

Rejetant l'accusation de corporatisme, cet interviewé dément l'opinion suivant laquelle l'AB-1 et le PRD seraient "directement" reliés. Il en veut pour preuve l'absence d'une mise en condition de nature partisane: pour participer dans l'AB-1 afin d'obtenir un logement, il n'y a aucune condition telle que s'inscrire au PRD, voter pour lui, être en accord avec lui, etc.

⁵⁵C'est l'interviewé qui souligne.

Un second interviewé pose un regard critique sur le rapport qu'établissent les dirigeants et les cadres de l'AB-1 avec leur base:

"Entonces se da esa situación que yo creo que no únicamente para la AB sino para muchas otras organizaciones. Esa situación se da ante la falta de crear conciencia y hacer que la gente [...] realmente se convenza de que la mejor opción es determinado partido, y que le estamos pidiendo su voto, o sea no obligándole a que «tienes que ir a fuerza a votar por tal» (...). Cuando tú, a la gente que no tiene vivienda, que está en ese proceso, que todavía no la obtiene, la obligas a ir a una manifestación en favor del candidato; en donde la gente, quizás no le sea atractivo una participación política, pero se siente obligada «porque ¡van a pasar lista!» o porque le van a entregar una despensa, o porque según responda a la campaña del candidato, va ser el trato que el dirigente le vaya a dar a la gestión de su problema. Entonces se dan una serie de situaciones que yo creo que no son exclusivas del partido; en la AB se da ese tipo de cosas. (...) Creo que lo peor que nos puede pasar es que no reconozcamos que se dan esas situaciones, que también hay esas cuestiones de corporativismo que yo creo que se tienen que erradicar. No podemos estar criticando al gobierno de que hace eso, y nosotros tomar las mismas actitudes." [Raúl: 753-782]^{LXXXVI}

Le gouvernement, c'est-à-dire le PRI-gouvernement, comme le PRD font du corporatisme, nous dit Raúl. De la même façon, dans les organisations sociales, incluant l'AB-1, l'on s'adonne au corporatisme, ajoute-t-il. Ce faisant, on octroie un petit quelque chose à ceux qui viennent à la campagne

électorale du candidat, on fait la liste des présents conformément au système de pointage mis en place dans les groupes de solliciteurs de logement⁵⁶, ou encore on fait dépendre l'étude du dossier d'un solliciteur de son appui au candidat. On peut noter que les exemples choisis par l'interviewé pour illustrer les pratiques corporatistes attribuées aux organisations sociales renvoient au clientélisme politique et électoral. L'inégalité de la relation entre la direction et la base de l'AB-1 est exploitée au profit de la mise en candidature d'un dirigeant, les membres de la base sont "utilisés" pour des fins politico-électorales. Le dirigeant contraint sa base à lui donner son appui en faisant dépendre de cette allégeance politique, l'octroi d'un logement. Par cette mise en dépendance, il transforme la relation dirigeant/base en relation d'échange clientéliste qui consacre du même coup sa position de patron.

⁵⁶Le système de pointage est une pratique courante dans les organisations sociales. Il vise d'une part à inciter les membres de l'organisation à prendre part aux diverses activités réalisées en vue d'obtenir gain de cause à leurs requêtes et, d'autre part, à rendre équitative la participation de tous. Pour ce faire, on attribue des points de participation à ceux qui prennent part aux manifestations, aux mobilisations, aux marches, aux levées de fonds, aux assemblées générales de l'organisation, etc. Dans l'exemple de l'interviewé que nous citons, le système de pointage déborde du champ d'activités relatives à la revendication sociale pour s'appliquer à la participation politique et électorale.

Le troisième démenti à l'accusation de corporatisme social, également présenté comme un antidote, concerne la conduite des dirigeants face aux postes de représentants. Cinq répondants sur sept associent le corporatisme social à une volonté de pouvoir de la part des dirigeants, les postes étant convoités à cet effet. Pour contrer le corporatisme social, les interviewés affirment vouloir freiner la convoitise ou la "gourmandise" des dirigeants (Paco: 229-232; Patricia: 450-462). Répondant à la question "comment peut-on éviter de faire du corporatisme social?", un interviewé affirme:

"Es muy importante mantener sana la dirección. [...] En el caso de la AB, nosotros hemos procurado y nos hemos preocupado por que se mantenga fresco esto. O sea que no hemos, nunca dejamos que apetitos personales o actitudes muy personalistas influyeran de manera determinante en la vida interna de la organización, como ocurre en otras organizaciones de que llega el momento en que si tienen una relación con el partido, o sea son militantes y tal, y es la ocasión por ejemplo de poner algún candidato, a veces provoca resquebrajamiento en la organización. Esto no ha pasado en la AB. Esto no ha ocurrido y creo que eso es un riesgo de corporativismo social, de que de pronto el dirigente, a toda costa, empiece a jalar a la gente, como ocurre con otras organizaciones. Ahora que se va dar la elección interna del partido aquí en el DF para elegir a la dirección estatal, pues están esos riesgos: de pronto meter en el mismo saco del partido a toda la organización, trasladar la organización al saco del partido con la idea de hacerse de los votos internos que se requieren para ganar los espacios respectivos." [Paco: 223-246]^{LXXXVII}

Les propos de cet interviewé nous permettent à nouveau de mettre clairement en évidence la façon dont les acteurs définissent le corporatisme social, c'est-à-dire compte tenu du motif d'incorporation et de son résultat: le changement du rapport de forces entre organisation et parti. Suivant les acteurs, il s'agit de corporatisme social parce que l'organisation s'impose au parti, parce que l'organisation, ou plus précisément les dirigeants de l'organisation sociale imposent leur candidat au parti en se servant de leur base sociale. Le corporatisme dans sa plus simple expression consiste, pour l'interviewé cité, à incorporer massivement les gens, à les "trainer" (jalar) comme une masse inerte, à "transposer la totalité de l'organisation dans le sac du parti". Cette incorporation massive, nous dit Paco, se fait dans l'intention de cumuler le nombre de suffrages requis pour gagner un espace à l'intérieur du parti, pour occuper une place. En d'autres mots, le corporatisme social consiste à obliger les membres de la base de l'organisation à s'incorporer au parti pour qu'en leur qualité de membres, ils puissent (on se chargera de les y contraindre en clientélisant la relation dirigeants/base) élire le candidat de l'AB afin qu'il obtienne le nombre de votes suffisant pour pouvoir être postulé comme candidat aux postes de représentation populaire

ou aux postes du Comité exécutif du PRD. Ainsi, le dirigeant impose sa candidature au parti par le biais de la contrainte d'incorporation de sa base clientélisée.

Alors que nous comprenons le corporatisme comme un mode de représentation et de défense d'intérêts de groupe, curieusement Paco nous parle de freiner les "appétits personnels" et les "attitudes individualistes" des dirigeants et cadres de l'organisation pour éviter le corporatisme social. Faisant écho aux propos de Paco, une seconde interviewée nie la "vanité" (protagonismo) des dirigeants en poste pour jeter un démenti à l'accusation de corporatisme social [Patricia: 456-462]. Du point de vue des interviewés de l'AB-1, l'utilisation de la base pour des fins personnelles ou la contrainte d'incorporation pour la satisfaction des aspirations politiques d'un dirigeant tient lieu d'explication du corporatisme social. Il n'est plus ici question d'intérêts de groupe mais bien d'intérêts privés. On s'éloigne ainsi du corporatisme pour se rapprocher du clientélisme politique. On se souviendra de ce que, selon les acteurs, la logique des relations clientélistes qui sous-tend le corporatisme, en ce sens qu'elles expliquent le "pourquoi" et le "comment" du corporatisme, révèle par le fait même le corporatisme comme

levier de pouvoir. C'est dans l'intention d'obtenir un certain pouvoir politique qu'un individu contraint un groupe ou d'autres individus à s'incorporer au parti. La clientélisation des rapports assure l'efficacité de la contrainte d'incorporation. Dans la dynamique interne d'une organisation sociale, la relation entre dirigeants et membres de la base présente un potentiel de clientélisation dans la mesure où le tout premier motif de participation de la base est celui d'obtenir quelque chose, en l'occurrence un logement. Dans l'intention d'obtenir un pouvoir politique, le dirigeant peut alors se rabattre sur la base de son organisation et clientéliser ses rapports avec elle. Si l'on tient compte de ce raisonnement qui est celui des acteurs, on comprend que l'antidote proposé se rapporte à l'attitude des dirigeants potentiellement patrons. Pour se préserver du corporatisme social il s'agirait en fait de tuer dans l'oeuf le clientélisme politique.

9.2 Répondants de l'AB-2

A l'instar de la faction AB-1, le tout premier et principal démenti à l'accusation de corporatisme social se rapporte à l'obligation partisane. Tous les répondants de l'AB-2

soulignent que l'intégration des membres de leur organisation au PRD se fait sur une base volontaire et individuelle. L'argument de la démonstration consiste à affirmer que le nombre de partisans et de militants du PRD est inférieur au total des intégrants de l'AB-2. Le fait d'avoir quelques sympathisants d'autres partis politiques sert également à démontrer la liberté partisane des membres de l'AB-2:

"La gran mayoría de los miembros de la AB, como la dirigencia y demás, militan en el PRD, pero no todos. Y en la organización, no es obligatorio pertenecer al PRD, ni exclusivo [...]. En nuestra organización hay militantes de otros partidos políticos; que dejan de serlo, eso es el reto, pero no porque los corramos sino porque los convencemos de que debe de ser otra alternativa no priista."
[Rodrigo: 340-347] ^{LXXXVIII}

Il n'est pas obligatoire ni exclusif de faire partie du PRD. A preuve, certains membres de notre organisation sont militants d'autres partis, nous dit Rodrigo. Il ne s'agit pas de les expulser mais de les convaincre d'une alternative qui ne soit pas le PRI, ajoute-t-il. Notons d'abord que les "autres partis" se réduisent au PRI, puisqu'il s'agit de convaincre ces autres partisans d'une alternative "non priiste". Si le fait d'avoir quelques sympathisants priistes est un signe d'ouverture de l'AB-2, il y a tout lieu de croire qu'ils sont un petit nombre ou que leur militantisme est

restreint. Parce que l'AB-2 (comme l'AB-1) identifie le PRI-gouvernement comme un adversaire à battre sur la scène électorale, elle ne peut se permettre d'avoir des adeptes du PRI.

Si, tout comme les répondants de l'AB-1, les répondants de l'AB-2 conçoivent le corporatisme en référence aux pratiques clientélistes, aucun ne mentionne, dans sa défense à l'accusation de corporatisme social, la représentation et la défense des intérêts ou même la redistribution de bénéfices, conditionnelles à la partisanerie. Les acteurs n'y voient aucune pertinence, aucun à-propos.

Tout comme les répondants de l'AB-1, quelques interviewés de l'AB-2 associent les tendances à verser dans le corporatisme à la concupiscence et à la "vanité" (*protagonismo*) des dirigeants. Cependant, ils ne s'attardent pas sur le comportement égocentrique des dirigeants mais bien sur celui des bases en ce qu'il autorise la logique clientéliste qui le sous-tend:

"Yo creo que en este asunto es como de las grandes tentaciones de nuestra organización social. Yo creo que es muy fácil irse hacia el corporativismo. Primero porque es muy fácilmente aceptable por los

compañeros y compañeras que participan, un esquema que parece como muy natural. O sea: estar en una organización social luchando por una vivienda, eso automáticamente lo lleva a uno luego a pertenecer a una organización política porque así ha sido históricamente. Porque el esquema es muy fácilmente repetible. No sólo de los dirigentes sino de la misma gente que participa; como que no le hace mucho problema que en un momento se pueda decir «ahora todo mundo se va a afiliar al PRD» o «todo mundo tiene que pertenecer al PRD». Entonces creo que eso es una de las dificultades y también desafío, el poder revertir una dinámica mas histórica.” (Edgar: 318-332)^{LXXXIX}

Pour les dirigeants d'organisations sociales comme l'AB-2, la tentation de se rabattre sur le corporatisme est d'autant plus grande qu'elle ne rencontre pas de résistance chez les membres de leur base. Au contraire, nous dit Edgar, les gens acceptent facilement le corporatisme qu'ils vont jusqu'à considérer comme naturel, c'est-à-dire comme allant de soi. Par conséquent, les membres de la base d'une organisation sociale ne voient aucun inconvénient à s'affilier au PRD, ajoute-t-il. L'incorporation dans les rangs d'un parti, ou l'affiliation partisane devient un "automatisme", une habitude qui se passe de l'exercice d'une volonté. Selon l'interviewé, la légitimité du corporatisme repose sur un déterminisme historique: c'est parce qu'il en a toujours été ainsi, que les gens perçoivent le corporatisme comme quelque chose de naturel. En associant le corporatisme à un phénomène "historique", l'interviewé rend

compte de sa prégnance et de son enracinement dans la culture populaire. Dès lors, le fait de mettre fin aux pratiques corporatistes ne dépend pas de la seule volonté des dirigeants. Tout comme Edgar, la majorité des interviewés de l'AB-2 identifie la culture populaire corporatiste comme principal obstacle à l'éradication du corporatisme. Quatre d'entre eux évoquent la facilité pour les dirigeants de s'adonner au corporatisme social, étant donné l'ascendant qu'ils exercent sur leurs bases ou le leadership politique qu'ils ont auprès d'elles, celles-ci étant réceptives (et non réfractaires) aux pratiques de corporatisme clientéliste de par leur héritage politico-culturel légué par le corporatisme priiste.

Pour relever le défi de ne pas faire du corporatisme social ou de ne pas reproduire le schéma dominant, les dirigeants et cadres de l'AB-2 devraient en principe, si l'on se réfère à leurs propos, tenir compte de la culture politique populaire. Répondant à la question: "comment peut-on éviter le corporatisme social?", une interviewée affirme:

"Ejerciendo la democracia en la organización misma, porque nosotros exigimos la democracia hacia afuera (...). Pero nosotros también tenemos que ser consecuentes para ejercer la democracia al

acteurs, est celle de "charrier les gens" comme une masse inerte (*acarrear a la gente*) en faisant abstraction de leur volonté. La formation et la conscientisation des bases comme antidotes au corporatisme renvoient essentiellement au renversement de la logique des relations clientélistes qui assujettissent les bases jusqu'à les rendre objets manipulables. Si les dirigeants peuvent exercer un contrôle sur leur base, c'est qu'ils s'assurent d'avoir un monopole sur l'information, nous disent les interviewés de l'AB-2. L'association répétée qu'ils font entre démocratie et transparence est mise en opposition avec le monopole de l'information que s'arrogent les dirigeants. On comprend alors le lien direct que font les acteurs entre démocratie et formation: la démocratie à l'interne de l'organisation consiste à rendre accessible l'information et à donner aux membres de la base un pouvoir de décision - en connaissance de cause. Selon les répondants de l'AB-2, la formation et la conscientisation des membres de l'organisation, au même titre que la démocratie à l'interne de l'organisation, sont donc les principaux antidotes au corporatisme social fondé sur des relations clientélistes.

Notons au passage que pour Yolanda, la démocratie doit être le principe régulateur de leur organisation sociale. Erigée en principe, la démocratie devient une valeur absolue qui n'admet aucune concession. Notons que si elle nous annonce "certaines questions difficiles" relatives à cet objectif de démocratie, elle met cependant sous réserve leur explication. Ce n'est que plus tard dans l'entretien qu'elle nous dévoilera l'objet du litige: les dirigeants de l'AB-2 ne sont pas unanimes. Certains définissent la démocratie de façon variable c'est-à-dire selon leur propre convenance.

Ne sachant pas l'intention de l'AB-2 de briguer des postes de représentation populaire et des postes au sein de la direction du PRD (au niveau du DF), et reconnaissant que la règle du jeu du PRD "pousse les organisations sociales à incorporer massivement leur base dans le camp de leurs dirigeants-candidats afin d'avoir une meilleure cote de pouvoir au sein du parti" [Rodrigo: 259-269], un interviewé confesse qu'à l'occasion, l'AB-2 pratique le corporatisme social [Victor: 518-535]. Cependant tous les répondants mettent en évidence le fait qu'ils expliquent aux membres de leur base l'importance des postes pour la représentation des intérêts de la population concernée par les problèmes de logement et les

problèmes urbains, et qu'ils les informent de la nécessité d'appuyer les candidats de l'AB-2 compte tenu des règles du jeu du PRD:

"Entonces las reglas del PRD obligan a las organizaciones populares a plantearse la afiliación masiva de la gente. Y eso es un corporativismo «conciente» digamos, que puedes decir a la gente, echarle el rollo tal cual es: que se afilie porque por lo que está pasando. Pero finalmente la gente a veces se afilia no por ese objetivo partidario sino se afilia porque ve como dentro de sus obligaciones por la lucha por su vivienda, el afiliarse al partido." [Rodrigo: 267-273]^{KCI}

Compte tenu de la culture populaire corporatiste, l'intention de conscientisation n'est pas toujours probante, comme l'affirme Rodrigo. De telle sorte que certains membres de la base de l'AB-2 continuent de concevoir l'affiliation partisane comme une de leurs obligations pour obtenir un logement au même titre que toutes les autres activités prescrites par leurs dirigeants. Mais dans la mesure où les gens comprennent l'enjeu de leur incorporation au PRD compte tenu des règles du jeu du parti, le corporatisme social devient "conscient". La conscientisation des bases quant à l'enjeu de leur incorporation au PRD fait du corporatisme social un acte délibéré. Nous ferons remarquer qu'en qualifiant ce corporatisme de "conscient", l'interviewé lui retire sa charge

négative: la volonté se substitue à l'obligation du vote partisan ou à l'obligation d'incorporation au parti. Un autre interviewé fait écho aux propos de Rodrigo:

"¿Cómo el PRD ve a las organizaciones? Mira: en el DF, algunas veces nos han acusado de que somos corporativistas. Ellos lo definen como que nosotros utilizamos a la gente que demanda vivienda para ganar presencia en el partido y generar mayor participación a través de nuestros consejeros. (...) No nos reconocemos que seamos corporativistas, porque no todos nuestros compañeros son parte del PRD. (...) Y si nosotros entramos a acciones o a elecciones de representación popular, es precisamente con la nuencia, con el aval de todos nuestros compañeros, porque hubo una discusión, hubo una información; porque los compañeros, aunque no son parte del partido, entienden la importancia de tener una representatividad a nivel de los puestos de elección popular, y porque dicen: «bueno, de las opciones que tenemos, finalmente el mejor instrumento que tenemos es el PRD». Entonces hay una conciencia."⁵⁷ [José Luis: 987-1006 & 1027-1044]^{xcll}

José Luis nous rappelle ici que le corporatisme social est le fait des dirigeants d'organisations sociales qui utilisent leur base pour obtenir un poids au sein du parti. A l'instar de Rodrigo, il met en évidence l'information donnée aux membres de l'AB-2 quant à l'importance des postes de représentation populaire. Parce que les membres de l'AB-2 sont informés des enjeux, ils s'affilient au PRD en toute

"conscience". En d'autres termes, ils ne font pas l'objet d'une manipulation. Et si les dirigeants de l'AB-2 accèdent à des postes de représentation, c'est en recevant l'aval de leur base, ajoute cet interviewé. En d'autres termes, la base accorde volontairement son appui à la candidature de ses propres dirigeants, elle n'est pas utilisée au profit de leurs intérêts. L'assentiment des membres de la base et leur incorporation "consciente" ou volontaire constituent pour cet interviewé deux éléments clefs qui lui servent de défense contre l'accusation de corporatisme social.

Les autres répondants de l'AB-2 partagent la même perspective que Rodrigo et José Luis: l'information et la conscientisation des membres de leur base sur les enjeux politiques, font en sorte que leur vote en faveur des candidats de l'organisation ne peut être interprété en termes de corporatisme social, la dimension manquante étant la redistribution de logements conditionnelle à l'obligation partisane. Suivant les répondants, si l'on veut y voir du corporatisme social, il doit être qualifié de "conscient". Une dernière interviewée

⁵⁷C'est l'interviewé qui souligne.

distingue deux formes de corporatisme social, l'une positive, l'autre négative. La distinction se rapporte à nouveau à la conscientisation politique de la base de l'organisation sociale:

"Ellos nacen el manejo de sus grupos. Pero aquí hay una distorsión porque llega un momento en que ese grupo ya no va a ser un grupo en el cual puedas tener un referente, sino que ya se pierde. Se pierde ese grupo porque te lo inmoviliza, porque es empezar la vieja estructura priista: «yo les doy a ustedes, los tengo en condicional, cuando yo los necesite los voy a mover nada más, pero no para los reclamos populares o para un bienestar general sino nada más para nosotros dirigentes». Y bueno. [¿Eso es el corporativismo?] Eso es el corporativismo. El corporativismo nefasto. Porque pues en las organizaciones hay cierto corporativismo; la gente está porque necesita su vivienda y la vas a tener un rato ahí peleando por su vivienda, pero entonces aprovechas la oportunidad de que en ese transcurso puedas iria conscientizando y politizando y con una ideología distinta a la priista por ejemplo. Tienes esa oportunidad, pero ellos te quitan hasta esta oportunidad porque es: «yo tengo el control; yo tengo el poder; yo soy aquí la única que te puede resolver el problema y como tú dependes nada más de mí, entonces te vas a mover cuando yo te lo exija»."⁵⁸ [Yolanda: 73-92]^{xcliii}

Le corporatisme social "néfaste" que certains dirigeants d'organisations sociales pratiquent est une reproduction du

⁵⁸C'est l'interviewée qui souligne.

corporatisme priiste, nous dit Yolanda. La description que nous fait l'interviewée du corporatisme "néfaste" est une description de la relation entre les dirigeants d'une organisation sociale et les membres de la base. Sa description contient les éléments de définition du clientélisme politique caractérisé comme une relation d'échange inégale. Les dirigeants détiennent le pouvoir, les membres de la base en dépendent pour la résolution de leurs problèmes. Les dirigeants leur donnent quelque chose; en échange ils disposent de leur liberté de mouvement; ils les "maintiennent au conditionnel" (tener en condicional). Les membres de la base sont mobilisés selon la convenance des dirigeants; leur incorporation au parti est un impératif qui sert d'abord les intérêts des dirigeants et les conforte dans leur position de pouvoir. L'autre corporatisme social, celui qui n'est pas "néfaste" doit se faire avec l'assentiment des bases; il dépendra de ce qu'on les conscientise et les politise.

Ainsi, suivant le discours des interviewés de l'AB-2, dans la mesure où la base est consciente des enjeux politiques et dans la mesure où les dirigeants ne la contrôlent pas en rendant la redistribution des bénéfices de la lutte collective conditionnelle à leur loyauté partisane, s'il y a corporatisme

social, ce dernier n'est pas pernicieux. Du discours des répondants de l'AB-2, se dégage, quoique timidement, une conception positive du corporatisme - exempt de clientélisme. Le caractère positif du corporatisme social tient à la conscientisation politique de la base de l'organisation sociale. Par contre, le corporatisme social "netaste" est résolument clientéliste. Il annule la qualité de sujet libre et autonome de la base en la contrôlant par sa mise en dépendance.

9.3 Comparaison des discours: AB-1 vs AB-2

Pour les deux factions, les démentis à l'accusation de corporatisme social mettent en cause les relations clientélistes. Si nous comparons les discours de l'AB-1 à ceux de l'AB-2, nous constatons que les répondants de l'AB-1 s'attardent sur le rôle des dirigeants, alors que les répondants de l'AB-2 sont d'abord concernés par la base. Pour l'AB-1, l'antidote au corporatisme social consiste principalement à freiner les appétits personnels des dirigeants, tandis que pour l'AB-2, la conscientisation politique et la formation démocratique de la base sont les principaux antidotes au corporatisme social. Alors que les

répondants de l'AB-1 sont sensibles à l'exercice de domination des dirigeants, les répondants de l'AB-2 sont concernés par le consentement de la base à la domination des dirigeants. Dans leur lutte au corporatisme social, les deux AB déconstruisent ce qu'elles identifient comme la dimension centrale du corporatisme, la relation de clientélisme politique, et travaillent sur les acteurs de la relation: en freinant les appétits personnels des dirigeants, l'AB-1 les empêche de devenir patrons; en conscientisant sa base et en développant chez elle une culture organisationnelle démocratique, l'AB-2 l'empêche de devenir cliente.

Nous pourrions avancer une hypothèse qui pourrait faire l'objet d'une autre recherche: cette différence entre les discours des deux AB peut être attribuée à la composition identitaire et à la dynamique de la structure interne de chacune des AB. La caractérisation de l'AB-1 comme mouvement et de l'AB-2 comme organisation serait significative de ces discours différenciés.

CONCLUSION

En s'assumant comme sujet de droit, interlocuteur du gouvernement et adversaire du PRI-gouvernement, les deux Asamblea de Barrios définissent leur identité collective comme acteur social. Leur participation électorale et leur alliance avec le PRD correspondent à une stratégie qui, en principe, conforte cette identité.

Dans tous les cas, la relation qu'établissent les deux AB avec le PRD est motivée par l'objectif d'occuper des postes dans la bureaucratie parlementaire ou d'accéder à des instances décisionnelles afin de défendre et de représenter des intérêts sectoriels. Nous avons identifié cet objectif à une volonté de modifier leur rapport à l'Etat: non pas un rapport qui réponde d'un corporatisme d'Etat, mais bien un rapport qui leur garantissee une relative autonomie. Dans cette optique, leur alliance avec le PRD devient profitable puisqu'elle leur permet également de maintenir une distance vis-à-vis du parti de l'Etat -instrument de contrôle corporatiste et clientéliste.

Comme nous avons pu l'observer, le sujet des relations avec le PRD demeure cependant un point de litige parce que, du point

de vie des interviewés, il évoque un corporatisme: d'abord un "corporatisme de parti", ensuite un "corporatisme social". Dans les deux cas, il s'agit d'un corporatisme médiatisé par un parti politique.

Les deux femmes se sentent que le FRC est "corporatiste". Elles ne voient pas le corporatisme comme une structure d'intermédiation d'intérêts, les deux le "corporatisme de parti" mais indiquent que les deux AB cherchent à voir leurs intérêts représentés par une autre instance que la leur. Elles savent, tant pour l'AB-1 que pour l'AB-2, à dénoncer celles qui interviennent au FRC - qu'elles ne sont pas représentées par lui, et à demander à leur gouvernement de conserver leur autonomie et leur liberté d'action - et d'essayer de réaliser par lui-même des progrès politiques et les moyens pour les réaliser. L'importance pour les deux AB de conserver leur autonomie vis-à-vis du FRC réside dans un enjeu principal: celui de conserver leur statut d'interlocuteur du gouvernement basé sur leur capacité de le contester et de proposer des solutions alternatives. Ce n'est que dans la mesure où elles conservent leur autonomie - d'acteur social - qu'elles peuvent faire prévaloir leur statut d'interlocuteur du gouvernement, qu'elles peuvent viser à établir un rapport direct avec ce dernier sans être "soumises" à un intermédiaire

tel qu'un parti politique. Dans le cas où elles accepteraient du PRD qu'il représente leurs intérêts sectoriels, dans le cas où elles accepteraient une entente de type corporatiste avec lui, leurs demandes et leurs revendications risqueraient de faire l'objet d'un contrôle. Comme nous avons pu le constater, dans leur définition du "corporatisme de parti", les acteurs retiennent la dimension de contrôle - qui s'exerce par voie d'un rapport clientéliste - plus que le principe d'intermédiation d'intérêts sectoriels. Et, de fait, l'analyse du discours des interviewés nous révèle que leur refus du "corporatisme de parti" est d'abord un refus de subordination. Comme nous avons pu le constater, le corporatisme de parti est essentiellement identifié par les interviewés à un contrôle du parti sur les organisations sociales, à l'imposition d'une ligne de conduite au profit des aspirations de pouvoir du parti politique: en position de concurrence avec le PRI-gouvernement, le parti clientéliserait alors ses rapports avec les organisations sociales en exigeant leur vote en échange d'une promesse de redistribution de ressources pouvant satisfaire les besoins des membres de l'organisation. Du point de vue des interviewés, le corporatisme de parti qui se concrétise par la clientélisation des organisations sociales, équivaut à leur mise en dépendance.

politiquement est perçu de façon négative par les acteurs, en dépit de leur intention déclarée de d'occuper des postes pour défendre et représenter les intérêts de leurs membres.

Dans un deuxième temps, le corporatisme social renvoie à la dynamique des relations entre dirigeants et membres de la base de l'organisation sociale. Le corporatisme social est défini par les acteurs de la façon suivante: les dirigeants d'organisations sociales - militants perredistes - incorporent massivement, dans les rangs du parti, leur base dont ils s'assurent la loyauté. Ce ne sont pas les visées de représentation - politique et/ou sectorielle - des membres de l'organisation sociale qui sont en cause dans leur définition du corporatisme social, mais bien le mode d'affiliation de ceux-ci: il s'agit d'une affiliation massive et obligatoire. Du point de vue des acteurs, le type de relation entre les dirigeants et les membres de la base de l'organisation sociale est ce qui déterminera si l'on est en présence, ou non, d'un corporatisme social. Dans leur défense contre l'accusation de corporatisme social, les interviewés identifient les composantes d'une relation de clientélisme politique. Pour se défendre contre cette accusation, ils nous indiquent qu'ils n'obligent pas les membres de la base de leur organisation à donner leur suffrage en échange d'un logement ou en échange

Le clientélisme politique est la dimension centrale retenue par les acteurs pour définir le corporatisme de parti et le corporatisme social. Tant que les acteurs identifient le clientélisme politique aux pratiques corporatistes, ils le qualifient en termes négatifs. Le rôle ne peut pas être l'objectif du corporatisme de parti, comme celui de ne pas imposer le corporatisme social pour lant et le même objectif: celui de préserver l'identité et l'organisation de l'État qui assure la stabilité qui repose l'unité et l'indépendance nationale. À cet égard, le corporatisme social est perçu par les acteurs comme négatif précisément parce qu'il est considéré comme étant à l'opposé des relations clientélistes entre dirigeants et citoyens de la base: les relations clientélistes exacerpent les tensions entre les dirigeants et les citoyens par la répartition inégale des voix et leur protection au management. Les clientélistes - identifiés avec le management - qui sont la participation électorale et l'alignement partiel avec le PRG, restent à l'opposé des autres sens. C'est précisément ce qui les rend négatifs qu'il illustre la caractérisation négative du corporatisme social; et négatif parce que, en dépit de l'objectif - défini en termes positifs - de représenter et de défendre des intérêts sectoriels, les acteurs attribuent au corporatisme social un sens péjoratif.

116

La notion de "corporatisme social" est pour les acteurs une catégorie d'expérience. Alors qu'ils abordent le sujet de la relation entre leur organisation sociale et le FRC, les acteurs rennent en sens à cette réalité vécue. Le sens de leur action sociale s'illuminé stratégiquement qui leur permet de négocier leur rapport à l'Etat. Les acteurs en comprennent qu'ils ont fait partie d'une des catégories d'expérience. Le corporatisme social, lequel illustre les acteurs, leur action en référence à modèle idéal, le corporatisme d'Etat qui les le comprennent: le corporatisme clientéliste politique, l'est-à-dire une structure de représentation exclusive gouvernée par un mécanisme de redistribution de type clientéliste. Dans la mesure où la notion de corporatisme social est d'abord une référence aux pratiques clientélistes, les acteurs en comprennent en sens positif. La distinction qu'ont les acteurs à penser une distinction claire entre le clientélisme et le corporatisme fait en sorte qu'ils ne peuvent que théoriquement concevoir le corporatisme en termes positifs.

Comme nous avons pu le constater en fin d'analyse, les interviewés de l'AB-2 développent une notion de corporatisme social positif, l'est-à-dire exempt de clientélisme politique. Il s'agit bien d'une notion positive du corporatisme social

crisque les acteurs le résistent comme un "corporatisme
passif" contraire au "corporatisme actif". L'implication
des acteurs au sein du corporatisme social devient la
manifestation de l'épave des interviewés de l'AB-1 rétrospectif
leur permettant de faire l'analyse de corporatisme social,
les participants expriment que leur objectif de représenter et
de défendre les intérêts sont clairs, même s'il s'agit d'être aux
instances bureaucratiques nationales pour le "corporatisme",
même si l'objectif est de servir le corporatisme social -
"corporatisme". En ce sens, le résultat de leur réaction est de
réaffirmer le corporatisme social; le corporatisme social qui
se distingue du "corporatisme social" par le fait qu'il
est institutionnel. "Le corporatisme social" semble être une
institution bureaucratique. D'un autre côté, il ne s'agit pas
de leur objectif de défendre par les instances relevant de la
structure de la consommation et de la production. Nous
avons vu cette dépendance à la nature des revendications et
à l'existence d'un public responsable de rapporter à la
bureaucratie d'un niveau - essentiel - de la gestion - contrôlé,
mais le "corporatisme social", comme le montre l'entrepreneur,
il est contrôlé par un parti politique qui permet aux
membres de ces classes sociales de maintenir une distance vis-
à-vis du parti de l'Etat pour redéfinir leur rapport à l'Etat.
Pour que le corporatisme social puisse se vérifier dans un
avenir plus ou moins proche, le regroupement des organisations

Bassols, M. & Lora, R. 1975. "Transition institutional and political in the L.A.", *El Nacional*, vol. 11: 28-31.

Bassols, M. 1961. "Entrevisión con Super Barrio", *El Nacional*, vol. 11: 16-18.

Bassols, Lora, M. & Lora, Lora, A. 1961. "Movimiento político en la NOI", *El Nacional*, vol. 11: 40-41.

Bassols, M. 1961. "Entrevisión del Movimiento Urbano Popular Mexicano: presentación y análisis de sus características políticas y económicas", *El Nacional*, *Suplemento*, vol. 11: 10-11.

Bassols, M. 1961. "The evolution of Urban Popular Movements in Mexico: between 1960 and 1970" in *The Making of Urban Movements in Latin America: Ideology, Strategy and Democracy*, A. Escobar & R. E. Alvarez (eds), Westview Press, Santa Fe: 141-154.

Bassols, Lora, M. 1961. "Movimiento urbano en la zona de la NOI", *El Nacional*, vol. 11: 12-13.

Bassols, M. 1961. "Movimientos urbanos en tipos de E.U.A.: una descripción comparativa" in *América Latina: movimientos urbanos*, M. Bassols, (ed.), Editorial de Francisco Madero, S.F., Santa Fe: 10-11.

Bassols, M. 1961. "El cooperativismo en el sector urbano" in *El cooperativismo en el periodo de transición*, M. Bassols & R. E. Lora (eds), Instituto de Investigaciones Sociales, UNAM, México: 15-16.

Bassols, M. 1961. "La crisis del cooperativismo mexicano", *El Nacional*, vol. 11: 16-18.

Bassols, M. 1961. *Actores sociales y demandas urbanas*, Editorial Lora, S.A., México.

Bordier, Petrnick, A. 1968. *La Coordinadora Nacional del Movimiento Urbano Popular (CONAMUP): Una historia de odios y amores, encuentros y desencuentros entre organizaciones políticas*, Thèse de licenciatura en Ciencias políticas et Administration publique, UNAM, México.

Brachet-Márquez, V. 1992. "Explaining Sociopolitical Change in Latin America: The Case of Mexico", Latin American Research Review, 27(3) : 91-122.

Cadena Ros, J. 1992. "Democratización del D.F.", Ciudades, año 1, no 14: 26-60.

Ciaderin, F.; Piscitelli, A. y Reyna, C.L. 1992. "Social Movements: Actors, Theories, Expectations" in The Making of Social Movements in Latin America: Identity, Strategy and Opportunity, A. Escobar y S. E. Alvarez eds., Westview Press, Boulder: 13-36.

Ciaderin, F. y Piscitelli, A. 1990. "Paradigm Crisis and Social Movements: A Latin American Perspective" in Comparative Methodology: Theory and Practice in International Social Research, E. Nyen ed., Sage/ISA Pub., California: 41-46.

Ciaderin, F. y Los Santos, M. 1984. "Del peñón urbano a la multiplicación de destinos", Revista mexicana de sociología, no 4: 77-91.

Ciaderin, F. y Los Santos, M. eds: 1987. Latinoamérica: el conflicto social en la crisis, Ed. CLASO, Buenos Aires.

Ciaderin, F. 1991 "La investigación urbana en América latina. Una aproximación", Nueva sociología, no 114: 113-123.

Coleman, A. 1976. Corporatism and Political Theory, Basil Blackwell Inc., New York.

Centre de Estudios de la. 1994. Sans titre, Sujet: Etude comparative d'organisations urbaines populaires de la ville de Mexico. Chercheur: Edna E. Vega Rangel, sous la coordination de J. Legarreta. Mexico.

Chazel, F. 1993. "La place du politique dans les mobilisations contestataires: une découverte progressive" in Action collective et mouvements sociaux, sous la direction de F. Chazel, PUF, Paris: 145-161.

Chazel, F. 1992. "Mouvements sociaux" in Traité de Sociologie, R. Boudon ed., PUF, Paris: 263-312.

Chazel, F. 1975. "La mobilisation politique: problèmes et dimensions", Revue française de science politique, vol. 25: 502-516.

Jones, J. L. 1995. "Strategy or Identity, New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements", Social Research, vol. 62, no. 4: 663-66.

Leclercq, 1994. ¿Quien hace la ciudad?, Ed. Casa y Ciudad/Textos e Imagen, Mexico.

Miller, R. 1995. "Trajectory of a Concept: «Corporatism» in the Study of Latin American Politics" In Latin America in Comparative Perspective, P. H. Smith (ed.), Westview Press, San Francisco: 159-166.

Miller, R. y Miller, R. B. 1979. "Instruments versus Instruments: Disinventing «Corporatism»", The American Political Science Review, vol. 73, no. 1: 96-106.

Morales, L.M. 1991. Movimientos populares - Investigación Urbana y Popular, Ed. Ciudad y CIAP, Quito.

Mutational, R. 1993. "Modernisation et transformation des Etats en Amérique Latine" In L'Amérique Latine: vers la Démocratie, R. Marquès-Pereira (ed.), Ed. Complexe, Bruxelles: 33-45.

Mutual, R. y Lumb, R. (eds). 1993. Algunos temas y procesos de la política - lecturas de actualidad sobre la política de México, IAM-Ancapetarios, Nezah, Mexico.

Mutual, R. y Lumb, R. 1993. La ciudad y sus actores, Ed. de la IAM-Ancapetarios, Mexico.

Mutual, R. 1991. "Democratization de la gestión urbana", Urbana, no. 3: 39-44.

Mutual, R. 1990. "Política de vivienda y necesidades habitacionales", Ciudades, no. 3: 33-38.

Ortiz, A. L. 1990. "Institutional Context and Popular Strategies" In Popular Movements and Political Change in Mexico, J. Foweraker & A. L. Craig (eds), Lynne Rienner Pub. & The Center for US-Mexican Studies, University of California, Boulder: 271-284.

Quéllar, O. 1994. "Crisis, neopopulismo y movimientos sociales, ¿una agenda para los noventa?", Transformaciones sociales y acciones colectivas: América Latina en el contexto

Internacional de los Noventa, Ed. El Colegio de México, México: 107-122.

Medellán Viquez, A. 1993. La naturaleza de ustajes, el acontecer es nuestro, Ed. de la UNAM, México.

Medellán Viquez, A. 1994. "Asambleas de Barrios" in Crisis y nuevos estilos de México, Ed. de la Jara Tellería "Cecilia", Centro de Investigaciones Interdisciplinarias en Humanidades, UNAM, México: 221-231.

Medellán, A. 1994. El grupo sobre una política indígena: la transición a la democracia en América Latina, Ed. CIESA de América Latina, México.

Olson, M. 1991. "The Concept of Social Movement", The Sociological Review, vol. 39, n. 1: 1-21.

Olson, M. 1993. "El tipo de la política política" in Action collective et mouvements sociaux, sous la direction de F. Dubet, PUF, Paris: 177-187.

Olson, M. 1993. "Reflexiones sobre el movimiento social de la investigación sobre la ciudad de México" in Política y movimiento social en la ciudad de México, A. Medelán Viquez & A. Villar Viquez (eds), Colección Desarrollo Urbano: 15-31.

Olson, M. 1993. "Los nuevos movimientos sociales" in Action collective et mouvements sociaux, sous la direction de F. Dubet, PUF, Paris: 61-69.

Rokstad, S. 1997. "Formal vs. Substantive Democracy: Poor People's Politics in Mexico City", Estudios Mexicanos, vol. 6, n. 1: 21-33.

Rokstad, S. 1999. "Poor People versus the State and Capital: Anatomy of a Successful Community Mobilization for Housing in Mexico", International Journal of Urban and Regional Research, 14 (1): 274-296.

Rokstad, S. 1997. "The State and the Urban Poor", in Authoritarianism in Mexico, J.L. Reyna & R.S. Weinert (eds), Philadelphia, Institute for the Study of Human Issues.

Eisinger, E. 1973. "The Conditions of Protest Behavior in American Cities", American Political Science Review, vol. 67: 11-24.

Escobar, A. 1991. "Culture, Economics, and Politics in Latin American Social Movements Theory and Research" in The Making of Social Movements in Latin America: Identity, Strategy and Democracy, A. Escobar & J. E. Alvarez (eds), Westview Press, Oxford: 61-77.

Escobar, A. 1991. "Imaginating a Post-Development Era: Political Thought, Development and Social Movements", Latin Persp., vol. 11: 17-36.

Escobar, A. 1991. "Culture, Practice and Politics. Anthropology and the Study of Social Movements", Critique of Anthropology, vol. 11, no. 4: 343-431.

Esteva-Echeverri, H. 1991. Los Movimientos Sociales y la Nueva Política de Modernización, Instituto de Investigaciones Económicas A.C., México.

Evers, T. 1991. "Identity: The Hidden Side of New Social Movements in Latin America" in New Social Movements and the State in Latin America, David Collier (ed), WIIA, Amsterdam: 41-51.

Fils-Benda, O. 1991. "Social Movements and Political Power in Latin America" in The Making of Social Movements in Latin America: Identity, Strategy and Democracy, A. Escobar & J. E. Alvarez (eds), Westview Press, Oxford: 30-46.

Fils-Benda, O. 1990. "Social Movements and Political Power: Evolution in Latin America", International Sociology, vol. 5, no. 2: 115-127.

Favreux, O. 1993. "L'économie de l'action collective" in Action collective et mouvements sociaux, sous la direction de F. Chazel, PUF, Paris: 151-166.

Fillieule, O. & Péchu, C. 1993. Lutter ensemble - Les théories de l'action collective, Ed. L'Harmattan, Paris.

Foweraker, J. 1990. "Popular Organization and Institutional Change" in Popular Movements and Political Change in Mexico, J. Foweraker & A. L. Craig (eds), Lynne Rienner Pub. & The

Center for US-Mexican Studies, University of California, Boulder: 43-55.

Powersaker, J. 1990. "Popular Movements and Political Change in Mexico." in Popular Movements and Political Change in Mexico, J. Powersaker & A. L. Craig (eds); Lynne Rienner Pub. & The Center for US-Mexican Studies, University of California, Boulder: 3-22.

Powersaker, J. 1989. "Los movimientos populares y la transformación del sistema político mexicano", Revista mexicana de sociología, vol. 4, no. 4: 9-113.

Salinas López, J. 1990. "Una lectura sobre el 191", El Nacional, no. 37: 7-11.

Salinas, J. L. 1961. "El Movimiento obrero popular y la cultura política", Movimiento social y cultura política - Discursos, conciencia e historia, Ed. La "Comunicación Social y Comunicación Social", Universidad de México, México: 13-61.

Schattschneider, E. 1960. The Semantics of Social Protest, Harmondsworth, Library.

De la Garza Flores, E. 1994. "El corporativismo: la crisis y transformación", III Encuentro de 1994, UNAM-Iztapalapa 34: 11-22.

De la Garza Flores, E. 1991. "Los sujetos sociales en el nuevo territorio" in Crisis y sujetos sociales en México, E. de la Garza Flores (coord), Centro de Investigaciones multidisciplinarias en humanidades, UNAM, México: 13-22.

Gentleman, J. 1961. "Political Change in Authoritarian Systems" in Mexican Politics in Transition, J. Gentleman (ed), Westview Press, Londres: 3-12.

Hilbert, A. & Ward, E. 1984. "Community Action by the Urban Poor: Democratic Involvement, Community Self-Help or a Means of Social Control?", World Development, 12(5): 369-381.

Jiménez, G. 1994. "Los movimientos sociales. Problemas teóricos-metodológicos", Revista mexicana de sociología, no. 2: 3-14.

Bellin, R. & Fernandez, O. 1989. "El inicio al sujeto: un análisis de los movimientos sociales en América Latina", *Revista Mexicana de sociología*, vol. 1, no. 4: 4-16.

Binder Frank, A. & Flores, M. 1984. "Nuevas tesis acerca de los movimientos sociales", *Revista Mexicana de sociología*, vol. 1, no. 4: 11-13.

Binder Frank, A. & Flores, M. 1985. "Para una nueva lectura de los movimientos sociales", *Nueva Sociedad*, no. 85: 17-19.

Bourdieu, P. 1983. *La lógica de la acción social: teorías y aplicaciones de la razón y del método*, Ed. A. Rayna, Paris.

Bourdieu, P. 1981. "New Social Movements", *Politics*, no. 14: 31-37.

Bullman, J. A. 1984. "Mexican popular Movements, Corporatism and the Process of Democratization", *Latin American Perspectives*, January, vol. 1, no. 1: 14-17.

Bullman, J. A. 1984. "The Priority of New Social Movements in Latin America and the Question of Agronomy" in *The Making of Social Movements in Latin America: Identity, Strategy and Demography*, A. Escobar & J. E. Alvarez eds., Westview Press, Oxford: 1-11.

Hernandez, L. 1986. "Las contradicciones de las reformas: las contradicciones de masas y la democratización política", *El Nacional*, no. 51: 14-15.

Hernandez, L. 1987. "Las contradicciones de masas y la democratización política: las prioridades de la política", *El Nacional*, vol. 51: 14-15.

Hernandez, L. 1988. "The Popular Urban Movements and the Elections", *The Other Side of Mexico*, no. 1: 7-11.

Hernandez Kuripter, R. 1992. "¿Del corporativismo a la ciudadanía electoral?" in *Relaciones corporativas en un periodo de transición*, M. Luna & R. Ponce (coord.), Instituto de Investigaciones sociales, UNAM, Mexico: 149-171.

Jelin, E. 1994. "¿Ciudadanía emergente o exclusión? Movimientos sociales y ONGs en los años noventa", *Revista mexicana de sociología*, 56, 4: 91-108.

Jenkins, J. L. 1961. "Resource Mobilization Theory and the Study of Social Movements", *Annual Review of Sociology*, vol. 7: 227-253.

Jirónen, E. 1978. "A New Form of Government Control over Land in Mexico City" in *Housing and Land in Urban Mexico*, A. Gilbert (ed), San Diego, University of California: 187-191.

Kautman, Farnell, J. 1961. "Mexico: Clientelism, Corporatism and Political Stability" in *Political Clientelism, Patronage and Development*, J. H. Eisenstadt & E. Eshenbrenner (eds), Comparative Politics and Society, vol. 2, Cambridge, MA: 191-197.

Kautman, Farnell, J. 1963. "State and Society in Mexico: Must a Stable Society be Institutionalized?", *World Politics*, 5: 144-157.

Kautman, Farnell, J. 1964. "Mexico and Mexico: An Authoritarian regime: The political implications of the Mexican Case Study", *World Politics*, 6: 37-54.

Klimbergans, H. 1961. "The Social Construction of Interest and Multiculturalism Field" in *Frontiers in Social Movement Theory*, A. L. Mills & C. Mollard-Michael (eds), Yale University Press, London: 77-113.

Klimbergans, H. 1964. "Mobilization and participation: Socio-psychological Extensions of Resource Mobilization Theory", *American Political Science Review*, vol. 58: 661-667.

Klimbergans, H. & Farrow, J. 1966. "Mobilization into Social Movements: Synthesizing European and American Approaches", in *International Social Movement Research*, H. Klimbergans, H. Friessl & J. Farrow (eds), vol. 1, Greenwich, CT: Press, Connecticut.

Klimbergans, H., Friessl H. & Farrow J. (eds). 1966. International Social Movement Research - From Structure to Action: Comparing Social Movement Research across Cultures, vol. 1, Greenwich, CT: Press, Connecticut.

Knight, A. 1990. "Historical Continuities in Social Movements" in Popular Movements and Political Change in Mexico, J. Foweraker & A. L. Daly (eds), Lynne Rienner Pub. & The Center for US-Mexican Studies, University of California, Boulder: 73-102.

Lapastolla Martín del Campo, L. 1990. "México: corporativismo y democracia" in Relaciones corporativas en un periodo de transición, M. Lina & E. Pinar (coord.), Instituto de Investigaciones Sociales, UNAM, México: 143-147.

Laurier, A., Vergès, E. & Vergès, P. 1984. "Un essai d'analyse de discours", Connexions, no 11: 30-31.

La Juguila... recueil de tous les articles du Journal La Juguila, écrits entre 1941 et 1944, concernant l'Assemblée de Birria.

Lefayroux, P. 1988. "Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources?", Série française de sociologie, XXIX: 615-619.

Leifer, B. 1983. "L'Etat-providence en Amérique latine: simple réplique ou modèle original?" in L'Amérique latine: vers la démocratisation, B. Marques-Ledra (coord.), Ed. Complexe, Bruxelles: 145-151.

Levin, J.-P. 1983. "Populisme et corporatisme" in L'Amérique latine au XIXème et XXème siècles. Héritages et révolutions, H. Rivière d'Arc (coord.), Ed. A. Colin, Paris: 35-61.

Lawrence Haber, L. 1983. "Luchanos, Julinas y los movimientos populares urbanos en México: el caso del Comité de defensa local «General Francisco Villa» de Durango" in Movimientos sociales en México, J. Gernando & A. Novas (coord.), UNAM, México: 111-121.

Leff, A. 1981. "El partido de la revolución: aparato de gobierno del Estado mexicano" in El Estado mexicano, J. Alonso (coord.), Ed. Nueva Imagen/UNIA: 101-113.

Leper, J.-M. & Florand, M.-F. 1980. "L'analyse de contenu: deux méthodes, deux résultats?" in L'entretien dans les sciences sociales, A. Blanchet (coord.), Bordas, Paris: 137-151.

Levy, A. 1974. "L'interprétation des discours", Connexions, no 11: 43-52.

Lieberherr, F. 1983. "L'entretien, un lieu sociologique", Revue suisse de sociologie, vol. 9, no 2: 391-406.

Linares, L. 1993. "El plebiscito, un fracaso bien hecho", El Cotidiano, no 54: 30-36.

Lipsky, M. 1968. "Protest as a Political Resource", American Political Science Review, 62: 1144-1158.

Loaeza, S. 1986. "El llamado a las urnas ¿Para qué sirven las elecciones en México?" in Poder local, poder regional, J. Padua & A. Vanneph (coord), COLMEX/CEMCA, Mexico: 75-85.

Luna, M. & Pozas, H. R. (Coord). 1992. Relaciones corporativas en un periodo de transición, Ed. UNAM-Instituto de Investigaciones sociales, Mexico.

Malloy, J. M. 1977. "Authoritarianism and Corporatism in Latin America: The Modal Pattern" in Authoritarianism and Corporatism in Latin America, J. M. Malloy (ed), University of Pittsburgh Press: 3-19.

Marques-Pereira, J. 1993. "Les limites de l'Etat en Amérique latine. Citoyenneté, intervention sociale et croissance économique", Cahier des Amériques latines, no 15: 107-132.

Marques-Pereira, J. 1992. "La réduction de l'intervention sociale de l'Etat" in Réinventer la démocratie : le défi latino-américain, sous la direction de G. Couffignal, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris : 273-295.

Marx Ferree, M. 1992. "The Political Context of Rationality: Rational Choice Theory and Resource Mobilization" in Frontiers in Social Movement Theory, A. D. Moris & C. McClurg Mueller (eds), Yale University Press, London: 29-52.

McAdam, D. 1996. "Conceptual Origins, Current Problems, Future Directions" in Comparative Perspectives on Social Movements. Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings, D. McAdam, J. D. McCarthy & M. N. Zald (eds), Cambridge University Press: 23-40.

McAdam, D. 1983. "Tactical Innovation and the Pace of Insurgency", American Sociological Review, vol. 48: 735-754.

McAdam, D. 1982. Political Process and the Development of Black Insurgency, Chicago University Press, Chicago.

McCarthy, J. D. 1996. "Constraints and Opportunities in Adopting, Adapting, and Inventing" in Comparative Perspectives on Social Movements. Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings, D. McAdam, J. D. McCarthy & M. N. Zald (eds.), Cambridge University Press: 141-161.

McCarthy, J. D. & Zald M. N. 1977. "Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory", American Journal of Sociology, vol. 82: 1212-1241.

Melucci, A. 1994. "Aspirar sin compromiso: Identidad y movilización en los movimientos sociales", Signa abierta, no. 69: 123-143.

Melucci, A. 1992. "Liberation or Meaning? Social Movements, Culture and Democracy", Development and Change, vol. 23, no. 3: 43-77.

Melucci, A. 1989. Nomads of the Present, B. Blackwell Press, Londres.

Melucci, A. 1987. "Gender Involvement: Identity and Mobilization in Social Movements", International Social Movement Research, vol. 1: 323-343.

Melucci, A. 1986. "Las teorías de los movimientos sociales", Estudios Políticos, vol. 4-3, no. 4-1: 42-101.

Melucci, A. 1985. "The Symbolic Challenge of Contemporary Movements", Social Research, vol. 52, no. 4: 794-816.

Melucci, A. 1980. "The New Social Movements: A Theoretical Approach", Informatica sur les sciences sociales, vol. 13: 139-226.

Melucci, A. 1978. "Société en changement et nouveaux mouvements sociaux", Sociologie et Sociétés, vol. 10, no. 2: 37-62.

Mercado, A. 1946. "Democracia y poder en la ciudad de masas", Estudios Políticos, vol. 4-3, no. 4-1: 51-57.

Millán, R. 1992. "(Neo) Corporativismo y gobernabilidad: vínculos discretos" in Relaciones corporativas en un periodo de transición, M. Luna & R. Pozas (coord), Instituto de investigaciones sociales, UNAM, Mexico: 41-51.

- Montemayor Barragán, E. 1993. "Del movimiento urbano popular a los movimientos comunitarios: el aspecto desentoragado", *El Tridiano*, vol. 94, no. 4: 44-44.
- Montemayor Barragán, E. 1994. "La crisis de identidad por la crisis", *El Tridiano*, vol. 94, no. 14: 13-13.
- Montemayor Barragán, E. 1996. "La CONAMET", *Estudios Políticos*, vol. 4-7, no. 4-1: 31-31.
- Munizuela, J. 1990. "From 'New' Corporatism: A Warning to the Future of Latin American Movements", *Journal of International Affairs*, vol. 14: 33-33.
- Murales Nolasco, M. 1994. "El Movimiento Urbano Popular en la zona de las cuencas periferias" In: *El Movimiento Urbano Popular y el Estado*, Ed. de la UNAM, México: 1-16.
- Muriel, G. 1990. "Representación política y población urbana en el T.M.", *El Tridiano*, vol. 91: 38-40.
- Murphy, A. L. 1991. "Algunos problemas conceptuales en el estudio de los movimientos sociales", *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 53: 11-30.
- Murphy, A. L. 1993. "Identity and Axiology in Democratic Struggles" In: *Popular Movements and Politics*, Edited by Murillo, G., G. Womack y A. L. Murphy, eds., Lynne Rienner Pub. y The Center for U.S.-Mexican Studies, University of California, vol. 1: 35-41.
- Narváez, R. y Roberto Lara J.M. 1996. "Estado y MEX", *Estudios Políticos*, vol. 4-7, no. 4-1: 3-63.
- Núñez, G. 1993. Innovaciones democráticas-culturales del movimiento urbano-popular, Ed. de la UNAM, México.
- Olsen, M. 1978. Logique de l'action collective, PUF, Paris.
- Ortega Riquelme, J.M. 1993. "Una evaluación del uso de la teoría del neocorporativismo en México", *Revista mexicana de sociología*, vol. 54, no. 3: 37-33.
- Ortega Riquelme, J.M. 1997. "Sobre el desarrollo de la teoría del neocorporativismo", *Revista mexicana de sociología*, vol. 59, no. 3: 31-40.

Patiño Tovar, E. 1994. "1988: un hito para las organizaciones populares independientes", Ciudades, año 6, no 22: 7-17.

De la Peña, G. 1994. "Estructura e historia: la viabilidad de los nuevos sujetos" in Transformaciones sociales y acciones colectivas: América Latina en el contexto internacional de los noventa, Ed. El Colegio de México, México: 141-159.

De la Peña Guillermo, G. & De la Torre, R. 1994. "Identidades urbanas al final del milenio", Ciudades, año 6 no 22: 24-31.

Pizzorno, A. 1978. "Political Exchange and Collective Identity in Industrial Conflict" in The Resurgence of Class Conflict in Western Europe since 1968, C. Crouch & A. Pizzorno (eds), Macmillan, Londres, vol. 2: 277-298.

Prud'homme J.-F. 1994. "Acción colectiva y lucha por la democracia en México y Chile" in Transformaciones sociales y acciones colectivas: América Latina en el contexto internacional de los noventa, Ed. El Colegio de México, México: 77-105.

Rabotnikof, N. 1992. "Corporativismo y democracia: una relación difícil" in Relaciones corporativas en un periodo de transición, M. Luna & R. Pozas (coord), Instituto de Investigaciones sociales, UNAM, México: 27-39.

Ramírez, A. 1993. "La reforma necesaria", El Cotidiano, no 54: 24-29.

Ramírez Saiz, J.M. 1994. "Acciones colectivas: 1989-1994", Ciudades, año 6, no 22: 42-50.

Ramírez Saiz, J.M. 1994. "Aportaciones políticas del movimiento urbano popular", Revista mexicana de sociología, no 3: 89-112.

Ramírez Saiz, J.M. 1992. "Entre el corporativismo social y la lógica electoral. El Estado y el Movimiento Urbano Popular (MUP)" in El Nuevo Estado mexicano - Estado, actores y movimientos sociales, J. Alonso, A. Aziz & J. Tamayo (coords), Ed. Nueva Imagen: 171-194.

Ramírez Saiz, J.M. 1992. "Entre la identidad social y el ocultamiento", Ciudades, año 4, no 14: 23-31.

Kamirer, Juan, J.M. 1941. "Urban Movements and their Political Implications" in *Popular Movements and Political Change in Mexico*, L. F. Gamio & A. L. Noyola eds., Lynn Rienner Inst. & The Center for U.S.-Mexican Studies, University of California, Berkeley: 14-16.

Kamirer, Juan, J.M. 1941. "Industrial and commercial movements popular", *El Financiero*, no. 1, no. 1: 1-1.

Kamirer, Juan, J.M. 1942. "Industrial and commercial movements popular", *El Financiero*, no. 1, no. 1: 1-1.

Kamirer, Juan, J.M. 1942. "El movimiento popular de la UANAM: causas y consecuencias", *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 4- , no. 4-1: 1-1.

Kamirer, Juan, J.M. 1942. "El movimiento popular de la UANAM: causas y consecuencias", *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 4- , no. 4-1: 1-1.

Kamirer, Juan, J.M. 1942. "El movimiento popular de la UANAM: causas y consecuencias", *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 4- , no. 4-1: 1-1.

Kamirer, Juan, J.M. 1942. "El movimiento popular de la UANAM: causas y consecuencias", *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 4- , no. 4-1: 1-1.

Kamirer, Juan, J.M. 1942. "El movimiento popular de la UANAM: causas y consecuencias", *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 4- , no. 4-1: 1-1.

Kamirer, Juan, J.M. 1942. "El movimiento popular de la UANAM: causas y consecuencias", *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 4- , no. 4-1: 1-1.

Kamirer, Juan, J.M. 1942. "El movimiento popular de la UANAM: causas y consecuencias", *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 4- , no. 4-1: 1-1.

Kamirer, Juan, J.M. 1942. "El movimiento popular de la UANAM: causas y consecuencias", *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 4- , no. 4-1: 1-1.

Kamirer, Juan, J.M. 1942. "El movimiento popular de la UANAM: causas y consecuencias", *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 4- , no. 4-1: 1-1.

Arriaga, J. Hector Rosales Ayala. 1961. *Factor Regional and Investigaciones Multidisciplinarias*, UNAM, Mexico: 12-18.

Baudry, A. 1967. *Amérique latine: Interprétation et Perspectives*, Ed. Le Seuil, Paris.

Burke, Gregory, W. 1961. "Popular Mobilization and the Myth of State Corporatism" in *Popular Movements and Political Change in Mexico*, J. F. Wiersthal & A. L. Millett eds., Lynne Rienner Publishers, The Center for US-Mexican Studies, University of California, San Diego: 15-46.

Chomsky, Noam, J. 1966. "The Newspaper Wars in a World of Imperial Politics", *Soviet Theory Review*, vol. XXX, no. 116: 81-88.

Cliff, J. 1966. "The Impact of National Movements on Social Movements: Corporatism: A Case-study and the neo-nationalist argument" in *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and National Fronts*, J. M. Auer, J. L. Moloney & M. N. Zald eds., American University Press: 16-34.

Cortés, R. 1961. "La Asamblea de Barrios en las ciudades", *Revista del Nuevo Mundo*, Ed. Felipe Flores, Mexico: 41-46.

Cortés, R. 1961. "Barrios y política en México", *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 23: 11-21.

Cortés, R. 1961. "Corporatism" in *Researcher Perspectives on Political Transition*, M. Lanza & R. E. Lanza eds., Instituto de Investigaciones Sociales, UNAM, Mexico: 17-26.

Cortés, R. 1964. "What the Century of Corporatism", *The Review of Politics*, vol. 26: 10-18.

Cortés, R.-J. 1964. *Los Ases Superbarrios*. Ed. Planeta, Mexico.

Clatter, J. 1966. "Social Movements and a Recasting of the Political" in *New Social Movements and the State in Latin America*, J. Clatter ed., CEDLA, Amsterdam: 1-25.

Clatter, J. W. 1961. "The Mexican Variant of Corporatism", *Inter-American Economic Affairs*, vol. 35, no. 4: 3-17.

Snow, C. A. & Benford, R. D. 1988. "Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization", International Social Movement Research, vol. 1: 197-217.

Spalding, K. J. 1981. "State Power and its Limits: Corporatism in Mexico", Comparative Political Studies, vol. 14, no. 2: 189-191.

Street, J. 1991. "Movimiento social y el análisis del cambio social en México", Revista mexicana de sociología, no. 3: 191-198.

Tarrow, P. 1984. "New neocorporatism in PRC", Revista de ciencias sociales y humanas, julio-diciembre de 1984, UNAM-Instituto 34: 17-19.

Tarrow, P. 1985. "Neoliberalism and neo-neocorporatism" in Social Movements and Political Change in Mexico, L. A. Wacziarg & A. L. White (eds), Lynne Rienner Pub. & The Center for US-Mexican Studies, University of California, Boulder: 188-196.

Tarrow, P. 1988. "Percepciones políticas: los movimientos sociales en el México de hoy", in El México de hoy: los cambios en la cultura de México, A. Lora & J. J. Linde (eds), A. Villar (ed), México, Editorial Nueva U: 47-51.

Tarrow, P. 1988. "Perspectivas analíticas en la sociología de los movimientos sociales", Estudios sociológicos, vol. 17, no. 3: 33-50.

Tarrow, P. 1986. "Strikes and Opportunities: The Political Structuring of Social Movements" in Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Political Framings, C. McAdam, J. D. McCarthy & M. N. Zald (eds), Cambridge University Press: 41-61.

Tarrow, P. 1988. "National Politics and Collective Action: Recent Theory and Research in Western Europe and the United States", Annual Review of Sociology, no. 14: 421-440.

Tilly, C. 1984. "Social Movements and National Politics" Systemmaking and Social Movements, in C. Bright & J. Harding (eds), University of Michigan Press, Ann Arbor: 297-317.

Tirado Jiménez, R. 1990. Asamblea de Barridos: Nuestra batalla, Ed. Nuestro Tiempo, Mexico.

Touraine, A. 1988. La parole et le sang, Ed. Odile Jacob, Paris.

Touraine, A. 1993. "Découvrir les mouvements sociaux" in Action collective et Mouvements sociaux, sous la direction de F. Chazel, PUF, Paris: 17-36.

Touraine, A. 1985. "An Introduction to the Study of Social Movements", Social Research, vol. 52, no 4: 749-787.

Trejo Delarbre, R. 1992. "Viejo ... y ¿nuevo corporativismo? (reivindicar para demistificar al corporativismo)" in Relaciones corporativas en un periodo de transición, M. Luna & R. Pozas (coord), Instituto de Investigaciones sociales, UNAM, México: 191-217.

Tucker, K. H. Jr. 1989. "Ideology and Social Movements: The Contributions of Habermas", Sociological Inquiry, vol. 39, no 1: 30-47.

Vega Rangel, E. E. 1994. "Movimiento Urbano Popular en México 1982-1988", in ¿Y quién hace la ciudad, Casa y Ciudad/Texto e Imagen (ed): 32-64.

Ward, P. 1993. "Social Welfare Policy and Political Opening in Mexico", Journal of Latin American Studies, no 25: 613-628.

Ward, P. 1991. "Opposition Politics, Power and Public Administration in Urban Mexico", Bulletin of Latin American Research, vol. 10, no 1: 23-36.

Ward, P. 1990. México: una megaciudad - Producción y reproducción del medio ambiente, Ed. Alianza, Mexico.

Ward, P. 1989. "Political Mediation and Illegal Settlement in Mexico City" in Housing and Land in Urban Mexico, A. Gilbert (ed), San Diego, University of California: 135-155.

Ward, P. 1986. Welfare Politics in Mexico: Papering over the Tracks, The London Research Series in Geography -9, Ed. Allen & Unwin, London.

Wiarda, H. J. 1997. Corporatism and Comparative Politics. The Other Great «Ism», M. E. Sharpe, Armonk, New York.

Zermeño, S. & Cuevas, A. (coords) 1990. Movimientos sociales en México, Ed. de la UNAM, Mexico.

ANNEXE 1 - LISTE DES SIGLES

AB: Asamblea de Barrios/Assemblée des quartiers

ABOV: Asamblea de Barrios y Organizaciones
Vecinales/Assemblée des quartiers et organisations de
voisins

ACNR: Asociación Cívica Nacional y
Revolutionaria/Association civique nationale et
révolutionnaire

ARDF: Asamblea de Representantes del Distrito
Federal/Assemblée des représentants du District Fédéral

CC: Corriente Democrática/Courant démocratique

CCAT: Coordinadora de Cuartos de Azotea de Tlatelolco/
Coordinatrice des chambres sur les toits de Tlatelolco

CCDR: Convenio de Concertación Democrática para la
Reconstrucción/Accord de concertation démocratique pour la
reconstruction

CEN: Comité Ejecutivo Nacional/Comité exécutif national

CLIC: Comité de Lucha de Inquilinos del Centro/Comité de
lutte des locataires du centre-ville

CNC: Confederación Nacional Campesina/Confédération
nationale paysanne

CNOP: Confederación Nacional de Organizaciones
Populares/Confédération nationale d'organisations populaires

CONCAMIN: Confederación de las Cámaras
Industriales/Confédération des chambres industrielles

CONCANACO: Confederación de las Cámaras Nacionales de
Comercio/Confédération des chambres nationales de commerce

CROM: Confederación Regional Obrera Mexicana/Confédération
régionale ouvrière mexicaine

CTM: Confederación de los Trabajadores
Mexicanos/Confédération des travailleurs mexicains

CUD: Coordinadora Unica de Damnificados/Coordinatrice unique
des sinistrés

DDF: Departamento del Distrito Federal/Departement du
District Fédéral

DF: Distrito Federal/District Fédéral

ECRN: Frente Cardenista de Reconstrucción Nacional/Front
cardeniste de Reconstruction nationale.

FDN: Frente Democrático Nacional/Front démocratique national

FONHAPO: Fondo de Habitaciones Populares/Fonds d'habitations
populaires

FOVISSSTE: Fondo de Vivienda del Instituto de Seguridad y
Servicios Sociales de los Trabajadores del Estado/Fonds pour
l'habitation de l'Institut de sécurité et des services
sociaux pour les travailleurs de l'Etat

FSTSE: Federación de Sindicatos de los Trabajadores al
Servicio del Estado/Fédération des syndicats de travailleurs
au service de l'Etat

INFONAVIT: Instituto Nacional para el Fomento de la Vivienda
de los Trabajadores/Institut national pour la promotion du
logement des travailleurs

MUP: Movimiento Urbano Popular/Mouvement urbain populaire

OPCP: Organización Popular de la Colonia Pensil/Organisation
populaire du quartier Pensil

ORPC: Organización Revolucionaria Punto Crítico/Organisation
révolutionnaire Point critique

PAN: Partido de Acción Nacional/Parti d'action nationale

PARM: Partido Auténtico de la Revolución Mexicana/Parti
authentique de la Révolution mexicaine

PEV: Programa Emergente de Vivienda/Programme de secours du logement

PLM: Partido Laboral Mexicano/Parti laboral mexicain

PMS: Partido Mexicano Socialista/Parti mexicain socialiste

PMT: Partido Mexicano de los Trabajadores/Parti mexicain des travailleurs

PNA: Partido Nacional Agrario/Parti national agraire

PPS: Partido Popular Socialista/Parti populaire socialiste

PRD: Partido de la Revolución Democrática/Parti de la Révolution démocratique.

PRHP: Programa de Rehabilitación Habitacional Popular/Programme de rénovation domiciliaire populaire

PRI: Partido Revolucionario Institucional/Parti révolutionnaire institutionnel

PRM: Partido de la Revolución Mexicana/Parti de la révolution mexicaine

PRN: Partido Revolucionario Nacional/Parti révolutionnaire national

PRT: Partido Revolucionario del Trabajo/Parti révolutionnaire du travail

PSUM: Partido Socialista Unificado de México/Parti socialiste unifié du Mexique

PT: Partido del Trabajo/Parti du travail

SEDUE: Secretaría de Desarrollo Urbano y Ecología/Ministère du développement urbain et écologie

UPIM-PM: Unión Popular de Inquilinos de la Colonia Morelos-Peña Morelos/Union populaire des locataires du quartier Morelos-Peña Morelos

UPNT: Unión Popular Nueva Tenochtitlán/Union populaire Nouvelle-Tenochtitlán

UPVG: Unión Popular Valle Gómez/Union populaire Valle Gómez

UVCD: Unión de Vecinos de la Colonia Doctores/Union des
voisins du quartier Doctores

UVCG: Unión de Vecinos de la Colonia Guerrero/Union des
voisins du quartier Guerrero

ANNEXE 2 - TRADUCTION DES CITATIONS ESPAGNOLES

I.

"Le gouvernement commençait à comprendre que sans la participation active des sinistrés et sans une ample négociation, le problème de la reconstruction ne pourrait pas être résolu. Les sinistrés n'avaient pas seulement fait pression, mais ils avaient fait preuve d'une énorme capacité sociale. Dans leur effort pour être reconnus, ils avaient fait appel à des conseillers qualifiés et recherché des voies non bureaucratiques pour être écoutés; ils avaient fait appel au droit; ils avaient pris appui sur leurs propres organisations; ils avaient défendu leur droit du premier occupant et s'étaient convertis en gestionnaires du processus. (...) De plus, ils comptaient avec l'appui et la sympathie d'institutions civiles de toute provenance qui, elles aussi, remettaient en question la bureaucratie, la lenteur et la politisation de la reconstruction. Le gouvernement avait assumé le contrôle technique et était assuré des ressources (financières) et de l'appui des institutions, mais ses décisions devaient tenir compte de l'appui et de l'acceptation de la CUD." [A. Cuéllar Vázquez, 1994: 44]

II.

"Les différends qui ont conduit à la fragmentation de la CUD n'ont pas toujours été clairs. Dans certains cas, ceux-ci renvoyaient à la rivalité entre les leaderships. Dans d'autres cas, il était question de problèmes concernant la gestion des ressources (surtout lorsqu'étaient en cause des ressources économiques relevant de la coopération internationale). Les différentes stratégies politiques et les différentes formes d'interlocution et de dialogue avec le gouvernement étaient également sujets de controverses. Cependant, le dénominateur commun (implicite ou explicite) des différences a été la participation électorale et les préférences partisans." [H. Esteve Díaz, 1992: 64]

III.

"Les têtes dirigeantes de ces organisations reconnaissaient que les gains de la CUD, lors du processus de reconstruction, avaient éveillé, chez beaucoup d'habitants, l'espoir d'obtenir des logements à crédits bon marché. Et, de fait, plusieurs

personnes avaient approché la CUD pour demander à être incluses dans les programmes de crédit car, n'étant pas sinistrées, ces personnes en étaient exclues." [A. Cuéllar Vázquez, 1992: 228]

IV.

"C'est-à-dire que nous, on disait qu'il y avait davantage de sinistrés; non pas des sinistrés des tremblements de terre, mais du temps, de la nécessité; c'étaient des sinistres de toute la vie." [Cristóbal: 78-80]

V.

"Avec Superbarrio, la bande dessinée est un prérequis. Sans la bande dessinée, sans les petites histoires du Santo créées par José G. Cruz, sans les programmes de télévision, sans les figurines de lutteurs en plastique, sans cette conversion du lutteur en une des figures fondamentales de la culture populaire urbaine, Superbarrio n'existerait pas." [C. Monsiváis, cité par M.-J. Schwarz, 1995: 118]

VI.

"Les symboles sont généralement des acteurs passifs (...) ou bien des protagonistes fondamentaux (...). Il est rare que l'on demande à quelqu'un de se convertir en symbole et de sacrifier en grande partie sa personnalité individuelle au nom de la collectivité, sans pour autant être un dirigeant élu, sans pour autant être représentant. (...) Etre une célébrité sans être quelqu'un, comme personnalité collective, cela exige un effort singulier de créativité, d'équilibre, et de savoir entrer et sortir de la scène où sont braqués les réflecteurs sans faire de l'ombre à celui que l'on représente." [M.-J. Schwarz, 1995: 76]

VII.

"Superbarrio n'est pas un individu. Il s'érige en symbole dans lequel tous peuvent prendre place précisément grâce au masque, parce que le fait de n'être personne lui permet d'être plusieurs." [M.-J. Schwarz, 1995: 11]

VIII.

"Je crois qu'il y a une concurrence entre tous pour voir lequel a l'idée la plus spectaculaire, la plus belle, la plus attrayante. Et cela a suscité chez beaucoup de gens de l'Assemblée le fait de laisser libre cours à sa propre créativité." [Cité par M.-J. Schwarz, 1995: 54]

IX.

"C'est ainsi que nous avons identifié comme question clef, en 1987, l'article constitutionnel no 4, lequel stipule que tout Mexicain a droit à une habitation décente. Nous fondant sur cet énoncé, nous avons obligé les autorités à reconnaître notre mouvement et sa demande; nous les avons sommées de reconnaître qu'elles devaient obligatoirement s'engager à écouter, à satisfaire et à résoudre {nos demandes}." [Paco: 23-29]

X.

"Ce n'est pas que les gens aient une attitude irrévérencieuse, mais plutôt que cette peur et cette image sacro-sainte du délégué que l'on perçoit comme un personnage inaccessible soient complètement brisées." [Paco: 373-376]

XI.

"Avant d'être dans l'AB, plusieurs d'entre nous souffrions de toute cette question de l'autorité, de n'être personne, de tout ça." [Beatriz: 325-328]

XII.

"Moi, j'étais une personne dédiée à ma maison et à mon foyer. J'allais aux bureaux de l'Assurance sociale ou à quelqu'autre bureau du gouvernement et toute ma vie on criait après moi, on me parlait fort et, moi, je laissais tomber les bras. Je suis très remerciante face au mouvement parce que grâce à tous mes compagnons, j'ai appris à me défendre et j'ai appris à passer au travers de la vie telle qu'elle est. Aujourd'hui, si un fonctionnaire ou une personne de l'Assurance sociale crie sur moi, je ne me laisse plus faire, parce que je sais maintenant

me défendre, ils m'ont appris quels sont mes droits comme citoyenne." [Cinquième bulletin, Testimonios: 7]

XIII.

"Pour chaque proposition que fait l'AB, les autorités ont elles aussi une alternative. Nous voulons que chacune de ces alternatives soit connue et discutée ouvertement par nous-mêmes ainsi que par tous les citoyens intéressés. Les négociations à venir devront faire preuve d'une grande volonté politique pour apporter une solution aux problèmes énoncés." [Deuxième bulletin, Declaraciones: 12]

XIV.

"Nous partons de la prémisse qu'il n'y a pas de gouvernabilité si les problèmes sociaux et politiques ne sont pas tenus en compte." [Patricia: 126-128]

XV.

"Pour résoudre les problèmes, nous devons commencer à tout repenser comme si nous étions le gouvernement; il ne s'agit plus d'avoir une attitude de solliciteur, mais bien d'avoir une attitude plus propositive en élaborant des diagnostics en profondeur et en proposant des solutions politiques aux problèmes généraux de la ville. Alors, cela nous a permis de développer cette idée: «nous voulons être gouvernement; cette ville est à nous, nous voulons la gouverner»; nous voulons qu'elle soit gouvernée par tous les citoyens. Alors, le rôle de l'AB doit se situer à ce niveau, un niveau global." [Victor: 121-131]

XVI.

"Nous, on disait qu'il était très important de gagner la ville, de gagner le gouvernement de la ville, de gagner la représentation de la ville, et que cela allait redonner un élan beaucoup plus grand à la lutte à laquelle nous travaillions (...). C'est-à-dire que, depuis le début, on ne s'assumait pas comme une simple opposition, comme un mouvement de pétition simplement revendicateur, mais bien comme un

mouvement social beaucoup plus large, avec une vocation et une perspective de pouvoir. Ainsi, nous sommes toujours en train de discuter des problèmes nationaux et des problèmes de la ville tant sur le plan politique qu'économique. Dans un même temps, nous analysons et nous réévaluons les demandes des gens." [Paco: 114-128]

XVII.

"Gagner dans le sens de disputer, au sommet, le gouvernement aux élections fédérales et locales. (...) Egalement, disputer au gouvernement le Conseil consultatif de la ville." [Paco: 408-410]

XVIII.

"En se retirant du secteur public et en se rétrécissant sans pondération et sans concertation afin de respecter ses accords avec l'étranger, l'Etat porte atteinte à sa légitimité révolutionnaire, réduit sa capacité d'action et met en danger son autonomie." [Document public présenté par le Courant démocratique, cité par A. Cuéllar Vázquez, 1993: 117]

XIX.

"Nous qualifions ces élections de singulières en ce sens qu'aujourd'hui plus que jamais, nous sommes face à des conditions qui permettent de traduire ces élections en un vaste mouvement contre le PRI et la droite. C'est un moment où coïncident la dégradation de la situation économique avec la crise à l'interne du PRI suite au processus de sélection de Carlos Salinas, la formation du Courant démocratique et son expulsion virtuelle. Par ailleurs, la participation populaire et l'ascension des organisations de quartiers suite au tremblement de terre de 1985, mènent à demander davantage de démocratie et une plus grande ouverture des espaces de gestion et d'organisation, ce qui a pu générer un vaste mouvement de contestation des formes traditionnelles de contrôle priistes dans la ville de Mexico. A partir de ce moment, la participation est devenue indispensable afin d'accroître l'influence et de donner plus de poids aux décisions concernant les grands problèmes de la ville." [Francisco Saucedo, 1989: 45]

XX.

"Aujourd'hui notre organisation sociale demande, dans un premier temps, un changement d'attitude de la part des partis: nous ne voulons pas de candidats étrangers à nos luttes, mais plutôt que les partis soient un moyen pour que les représentants de nos quartiers arrivent à la Chambre des députés et à l'Assemblée des représentants du District Fédéral." [Deuxième bulletin, Declaraciones, "Sixième déclaration": 17-18]

XXI.

"De cette décision de l'AB découle non seulement l'idée de triompher des problèmes sociaux, mais également d'avoir une vocation de pouvoir et une identité politique en marge des termes traditionnelles de contrôle qui s'exercent lors des élections, telles que les charriages, le manque de respect à la dignité des personnes et à leurs idées, le clientélisme au moyen de coupons échangeables pour obtenir des tortillas, de promesses, de chantages mettant en jeu l'octroi de maisons, de résolution de problèmes conditionnelle à une position et un appui politique déterminé." [Francisco Saucedo, 1989: 45-46]

XXII.

"A partir du mois de novembre de l'année 1987, l'AB, sensible à la nécessité de la participation, convient symboliquement de postuler la candidature de Superbarrio afin de rendre propices l'unité et la réflexion générale concernant cette conjoncture. L'objectif est, d'une part, celui d'attirer l'attention sur les implications de la participation électorale des organisations sociales et sur la nécessité, pour ces dernières, d'être respectées par les partis. D'autre part, l'objectif est celui d'attirer l'attention sur la nécessité de l'unité des partis et des organisations sociales démocratiques et progressistes contre le PRI et le PAN." [Francisco Saucedo, 1989: 45]

XXIII.

"Ce fut une satisfaction; que ce que nous faisons soit ainsi

reconnu. Cárdenas l'a dit clairement: «c'était le vote pour Superbarrio, un vote pour tous ceux qui luttons.» Il ne faudrait pas le prendre trop personnel: c'était une reconnaissance tant de l'Asamblea que de tous ceux qui luttent d'une certaine façon." [Con ánimo de triunfo, entrevue faite à Superbarrio par A. Cuéllar Vázquez, 1991: 116]

XXIV.

"Après les tremblements de terre, les gens ont compris que la participation des citoyens a été ce qui a permis la reconstruction, ce qui a permis de faire démarrer toute la question des programmes d'habitation; et on se souviendra que l'AB naît avec tous ces gens qui n'ont pas bénéficié du titre de sinistrés. En 1988, alors que la campagne électorale du PRI rat son plein, étant donné que le PRI avait perdu crédibilité et prestige avec les événements de 1985, il commence à faire campagne dans les quartiers, et alors les gens disent: «Comment est-il possible que le PRI vienne et nous offre un logement alors qu'il n'a pas été capable de nous donner une alternative, alors qu'il ne nous a pas accompagnés quand on était sinistrés? Aujourd'hui, on n'a toujours pas de logement; et aujourd'hui ils viennent nous en offrir un! Aujourd'hui parce qu'on est en période électorale! (...) nous, on ne veut pas qu'une fois de plus le PRI s'en aille avec nos votes parce qu'il ne nous aide pas.»" [Teresa: 124-136 & 140-141]

XXV.

"Nous, on n'avait pas l'intention d'entrer dans la lutte électorale pour la lutte électorale; on voyait plutôt que le risque était grand, pour notre mouvement, d'être effacé, éclipsé ou simplement oublié, précisément lors d'une conjoncture politique qu'on envisageait comme très complexe, très critique: on commençait à discuter entre nous et à analyser le fait que tout le pays était en mouvement (...). On avait cette préoccupation: «On peut rester comme ça: un mouvement pour l'habitation»; on avait cette préoccupation: qu'on nous rabaisse à un simple mouvement pétitionniste, revendicateur. Et on a considéré qu'il était très important de relier ces demandes concrètes des gens à la demande générale de lutte pour le pays et pour la démocratie; et dans ce sens, on voyait que le mouvement à la tête duquel se retrouvait Cuauhtémoc, était un mouvement dans lequel on pourrait nous

aussi s'insérer et travailler fort." [Paco: 46-63]

XXVI.

"Ce n'est pas ce qui a fait qu'on bouge, qu'on se mobilise."
[Javier: 195-196]

XXVII.

"Nous faisons, nous aussi, partie de ce bouillonnement."
[Juan Andrés: 254-255]

XXVIII.

"Parce que la candidature de Cárdenas représentait une vraie confrontation de pouvoir contre les gens du gouvernement. Ni Heberto Castillo, ni Rosario Ibarra n'étaient à la hauteur pour disputer au gouvernement la possibilité de gagner les élections. Alors nous, on a convoqué Heberto, Rosario; avec Superbarrio, on les appelait à décliner leur candidature et on les invitait à ce qu'ils arrêtent de faire les cons et appuient Cuauhtémoc. Ils n'ont pas accepté." [Raúl: 467-473]

XXIX.

"Les gens se sont impliqués rapidement et ont participé, ayant clairement conscience qu'il ne s'agissait plus d'une lutte pour gagner un logement mais bien un pays au complet. La gauche n'avait pas encore défini ses positions: ni son discours, ni ses candidats. Les gens, eux, s'identifiaient à Cuauhtémoc, à son nom, son passé, sa présence politique; il {Cuauhtémoc} devançait la gauche. C'est pourquoi quand Cuauhtémoc s'est présenté au théâtre, à notre assemblée {des jeudis}, sans que personne ne l'annonce, il a suffi qu'ils le voient pour qu'ils se lèvent et l'applaudissent sans qu'il eut prononcé une seule parole." [Con ánimo de triunfo, entrevue faite à Superbarrio par A. Cuéllar Vázquez, 1991: 114]

XXX.

"Alors, nous, ils nous ont accusé de traîtres parce qu'on

avait abandonné le socialisme pour appuyer un candidat nationaliste, ex-priiste, comme Cuauhtémoc." [Raúl: 460-463]

XXXI.

"Etant donné que Cuauhtémoc Cárdenas était celui qui promouvait tout ça, la candidature unique, et qu'il était quelqu'un du système, lui et son groupe: Porfirio Muñoz Ledo, etc., tous ces gens venaient du PRI, alors: «comment était-il possible que, alors qu'on avait lutté contre le PRI, on fasse maintenant alliance avec une partie du PRI?» Ça, c'était leur argument." [Patricia: 227-232]

XXXII.

"Redondo: nous, on ne sous-estime la capacité d'analyse d'aucun des dirigeants, évidemment; mais on croit que quand est venu le moment de prendre des décisions de cette nature, les carcans idéologiques de la formation de ces camarades ont pesé dans la balance. (...) Et eux, ils ne comprenaient pas la valeur de cette rupture. (...) Et à cette époque, nous, on était les protagonistes d'un grand mouvement social qui s'était détaché du PRI. (...) Alors quand on s'est mis à parler avec les gens de notre organisation et qu'on leur a demandé qu'est-ce qu'ils pensaient de la possibilité d'appuyer Cárdenas, à tout le monde ça lui a semblé parfaitement naturel! C'était l'histoire de 80% des membres de notre organisation, qui étaient des gens qui venaient du PRI." [Patricia: 223-247]

XXXIII.

"C'est précisément ça qui nous a définis. C'est-à-dire que quand l'AB est née, ce qui l'a rendue forte c'est cette combinaison du travail. D'une part, il y avait certains camarades qui prenaient plus d'initiatives au niveau du mouvement, mais, d'autre part, il y avait d'autres camarades qui avaient une expérience de travail dans des organisations locales. Alors nous, on croit qu'on a réussi à assimiler cette vitalité de mouvement et qu'on a imprimé ce travail, cette vitalité sur notre travail au niveau local; et on pense que ce qui fait défaut à l'autre expression de l'AB c'est qu'ils sont demeurés un mouvement." [Teresa: 90-100]

XXXIV.

"C'est-à-dire que l'AB, cette expression-ci de l'AB, a pour principale caractéristique le travail au niveau local; mais certains camarades ou certains groupes qui n'ont pas encore, en termes concrets, un travail de type local, ont une capacité de mobilisation et de mouvement qui n'est pas aussi limitée que celle d'une organisation locale." [Teresa: 18-23]

XXXV.

"Le mouvement peut aller jusqu'à être anarchique. C'est-à-dire qu'à un moment donné, le mouvement peut en être un de caudillos; alors le mouvement, c'est quelqu'un qui dirige et c'est tout, et il peut être totalement anti-démocratique parce que t'as pas un espace où tu peux discuter et exposer les points de vue de tout le monde. (...) Dans un mouvement, tu n'as pas beaucoup de chances pour discuter; la seule chose que tu fais c'est attaquer et accepter. Si tu veux suivre, c'est correct, sinon tu te tasses d'un côté. Et par exemple, avec l'organisation, étant donné qu'il y a plusieurs assemblées et commissions, t'as la chance, t'as la possibilité de discuter serré soit en comités de coordination, soit en petites assemblées, en assemblées plus grandes, jusqu'en super-assemblée. Alors c'est comme si t'allais plus lentement, mais tu peux aussi le rendre plus efficace." [Yolanda: 572-576 & 590-598]

XXXVI.

"Quand on redéfinissait le profil et le caractère de l'Asamblea (de Barrios), un des éléments centraux était celui de la démocratie. Et moi je crois qu'on se fixait un défi qui va le demeurer encore un certain temps: la démocratie non seulement en termes formels, mais bien en termes de représentativité réelle, ceci incluant l'organisation à l'interne. C'est-à-dire qu'à l'interne de l'AB, il y ait des espaces où les camarades puissent effectivement participer, puissent déployer leurs aptitudes et leurs capacités et puissent vraiment avoir toutes les possibilités d'ascension pour être à la direction de cette organisation, de telle sorte qu'il n'y ait pas un hiatus entre l'éternelle direction et l'éternelle base sans vases communicants. Alors je crois que ce défi de démocratie à l'interne, une démocratie qui se

reflète dans les projets d'habitation, dans les espaces locaux, dans l'ensemble de l'Asamblea (de Barrios), implique aussi que l'on trace des structures participatives qui soient effectivement démocratiques." [Teresa: 1043-1063]

XXXVII.

"En bien, avant, l'AB avait beaucoup plus un caractère de mouvement que d'organisation. (...) Il y avait une tentative d'organisation avec une structure minimale interne dans l'Asamblea qui lui permettait de pouvoir subsister, de pouvoir être: une commission d'habitation, parce qu'à l'époque ce n'était pas un conseil; une commission de finances, centrales; tout était centralisé; une commission politique; une commission de gouvernement, et une assemblée générale centralisée. A partir de 91-92, cette idée de centralisation s'effrite parce que la capacité (...) elle était très centralisée et il fallait sortir de ça. Et alors c'est pour cela qu'on doit reconnaître que dans les différentes localités, il y a des groupes qui ont grandi et qui sont capables de s'organiser et qui ont des intérêts communs avec d'autres groupes de la même zone, et qui commencent à demander qu'il y ait une structure organisationnelle plus en accord avec ces localités." [José Luis: 187-188 & 191-207]

XXXVIII.

"Eux (l'AB-1), ils ont suivi leur chemin avec cette logique de continuer à être un mouvement; ils ont continué dans le conjoncturel. Ils continuent d'avoir des camarades de beaucoup de valeur, qui ont une grande capacité politique; c'est le cas de Javier qui a été représentant à l'Assemblée des représentants; c'est le cas de Marco Rascón qui est représentant populaire à la Chambre des députés, et également de Patricia. Mais ce sont les mêmes camarades à la tête de leur organisation. Ce sont les mêmes. Il y a un autre groupe de leurs camarades qui appuient ce travail, mais ces derniers n'ont pas, n'auront jamais la possibilité d'être eux-mêmes les dirigeants à la tête, mais il n'y aura pas non plus la possibilité que d'autres puissent l'être. Ça, c'est une différence qui, à moi, me paraît fondamentale. Nous, on considère que eux se fixent l'objectif du mouvement, ils sont également très créatifs, ils ont beaucoup d'initiative, mais ils continuent d'être très limités, très mouvement." [José Luis: 1246-1261]

XXXIX.

"Je veux te dire que l'AB n'est pas en tant que telle dans le parti; ceux qui y sommes, ce sont nous, ses dirigeants. Et la relation qui s'est tissée avec le cardénisme a été avec Cuauhtémoc Cárdenas. Ça c'est une différence. Et nous, dirigeants, évidemment nous faisons partie du parti, mais ça c'est autre chose. Mais l'AB, elle, a une alliance avec Cuauhtémoc. Une alliance. Avec Cuauhtémoc." [Patricia: 384-392]

XL.

"Et c'est ce à quoi nous, on s'identifie: ce n'est pas tant au PRD qu'à Cuauhtémoc Cárdenas. Parce que le PRD a, lui aussi, des positions disparates; dans le PRD, il y a aussi un ramassis de toutes les couleurs et saveurs." [Raúl: 149-193]

XLI.

"Nous, on pense qu'en ce moment, au sein du parti, il n'est pas clair quelles seraient, ou quelle est la relation que nous, organisations sociales, devrions établir avec le parti. Pour l'instant, cela n'est pas encore clair." [José Luis: 613-622]

XLII.

"Moi, effectivement, je crois que le type de relation qu'il y a entre l'organisation sociale et le parti n'est pas un type de relation qui est défini une fois pour toutes. La définition du type de relation est plutôt dynamique, très variable et très mobile, et cela suppose qu'on révise de façon permanente la définition du type de relation. (...) Nous, on établit une indépendance par rapport au PRD, une relation qui est stratégique mais qui doit être révisée de façon permanente (...) suivant le changement des conjonctures." [Edgar: 267-291, 363-366 & 596-597]

XLIII.

"La référence qu'on a ici dans notre pays, c'est que le fait de participer à une organisation ou le fait de revendiquer

quelque chose de très nécessaire, si on prend l'exemple du PRI, le seul fait que les gens soient membres de la CNOP implique tout de suite qu'ils soient du PRI; ou le fait d'être marchands ou locataires, implique tout de suite qu'ils soient du PRI." [Teresa: 293-297, AB-2]

XLIV.

"Comme un endroit où les gens entrent pour obtenir leur logement et deviennent, sans le savoir, militants d'un parti. C'est-à-dire: tout d'un coup je suis membre du parti; je veux obtenir un logement, et comme condition il faut que je sois membre du parti. (...) Ou bien: toi, t'entres dans le mouvement ou plutôt dans l'organisation, et t'entres dans le parti; puis une fois dans le parti, ils t'utilisent. Il n'y a pas une relation de franche camaraderie, mais bien une relation où on te dit: «Moi, dans le parti, j'obtiens des provisions, je te donne des provisions; mais toi donne-moi du pouvoir pour que je puisse être dans le parti»." [Javier: 527-532 & 542-546, AB-1]

XLV.

"Bon, je ne sais pas s'il y a une différence entre le clientélisme et le corporatisme; parce que corporativiser c'est obliger les gens à s'incorporer, de force, dans les syndicats qui sont du PRI. Celui qui ne va pas à une mobilisation, on lui soustrait un jour de salaire; les vendeurs ambulants qui ne vont pas donner leur appui au candidat, ils ne les laissent pas vendre pendant trois jours; à ceux qui sollicitent un logement, ils leur disent: «il faut qu'on appuie tel candidat». Tout ça, c'est de la clientèle qu'ils amènent au parti, et ça c'est corporativiser." [Cristóbal: 364-373, AB-1]

XLVI.

"Là il est question de corporativiser: obliger les gens à voter pour le parti. Et ce que je veux qui soit clair c'est que l'AB ne dépend pas du PRD." [Cristóbal: 377-380, AB-1]

XLVII.

"Le parti est l'avant-garde et le mouvement social assume sa ligne directrice. Dans la conception plus traditionnelle, certains parlent de "ligne corporatiste": le fait de considérer les mouvements sociaux uniquement comme mouvements qui fournissent des votes et qui servent au parti. (...) Mais ça ne te résoud pas le problème; au contraire on répète alors le schéma traditionnel du corporatisme, de la relation autoritaire entre le parti et la société, et ça reste pas mal loin des aspirations démocratiques." [Victor: 402-407 & 414-416, AB-2]

XLVIII.

"Généralement, les gens associent l'AB à un appendice de, ou au bras social du PRD. Cependant, avant même que le PRD n'existe, l'AB a commencé à développer toute une politique." [Paco: 14-17]

XLIX.

"Et on est arrivé ensemble avec Cárdenas, comme la synthèse de ce grand mouvement, en 1988, un outillage déjà constitué qui est le PRD. Alors ce n'est pas une alliance, comme si on disait: «l'AB surgit et le PRD par ici». Nous: ensemble; c'est un même mouvement, c'est un même contexte, un même élan; et on peut dire qu'aujourd'hui l'élan est le même pour les deux, chacun ayant son propre outillage, l'AB avec l'outillage de la gestion sociale et le parti PRD avec un outillage de gestion politique, pour obtenir, à partir de ça (à partir de cette conjugaison), le gouvernement. Mais ce n'est pas un corporatisme de l'un envers l'autre, mais plutôt: ce sont deux ensembles clairement séparés, où certains d'entre nous coïncidons dans les deux secteurs (cf. les dirigeants de l'AB, membres du PRD). En d'autres mots: nous, on est dans l'AB, on surgit avant le parti, mais on est aussi les mêmes qui avons fait le parti parce qu'on a eu le même élan. (...) Le PRD a été dans l'ovaire de la même mère. L'AB et le PRD sont comme deux frères, mais chacun avec des qualités différentes. Et on peut dire que le mouvement à la tête duquel était Cárdenas, sortait des sommets du PRI, et celui de l'AB vient de la base du PRI." [Javier: 163-177 & 183-184]

II.

"Le parti comme tel ne décide pas, n'influence pas, ni ne dicte à l'AB des fonctions, des mesures ou des lignes à suivre; ni l'AB au parti." [Paco: 191-193]

III.

"Le PRD peut dire: «Nous, on fait telle et telle chose»; nous, l'AB, on analyse, et si on croit qu'il nous convient de nous annexer à la proposition du parti, on le fait; sinon, le parti le fait tout seul. C'est-à-dire que nous, on a notre indépendance: on ne dépend ni de Cuauhtémoc Cárdenas, ni de personne. Comme AB, on a notre propre jugement et nos propres façons de penser." [Cristóbal: 379-386]

LII.

"Nous sommes un mouvement qui a toutes ces caractéristiques que je t'ai énumérées il y a un moment, et alors cela nous permet, à ceux qui sommes à la fois dirigeants et intégrants du PRD, dans la mesure où nos intérêts coïncident, de soumettre à l'AB certaines propositions de mobilisations conjointes, et on s'est mobilisé avec le PRD. Mais il n'est pas rare que le mouvement social, que l'AB ait devancé le PRD." [Juan Andrés: 261-290]

LIII.

"C'est-à-dire que nous, on a la flexibilité et la mobilité, et on agit quand on considère que c'est nécessaire. Plusieurs fois, l'AB a agi alors que le parti en était à peine à considérer la possibilité ou à discuter la question. Et dans ce cas, nous, on considère que parfois il faut réagir avec une certaine rapidité, et cela a été possible avec l'AB. Elle n'est subordonnée, donc, à aucune structure du parti." [Paco: 193-199]

LIV.

"Nous, comme organisation, on a cette idée de se mobiliser, de faire des choses qui parfois ne coïncident pas avec le parti. Et c'est ce qui donne à l'AB son autonomie et sa différence.

(...) Et nous, on a conservé cette différence. C'est-à-dire que si le PRD fait une convocation, un ralliement plus vaste pour une mobilisation, nous, on décide dans l'AB; et si c'est lui, alors on participe. Et on amène notre sigle, notre drapeau, et c'est Asamblea de Barrios. Parce que ce n'est pas que le parti soit en train de nous coopter, mais bien parce que nous sommes d'accord avec ce qui se dit, avec ce pourquoi se fait la mobilisation. (...) Et il ne se produit pas cette identité (des deux entités), sinon: c'est là qu'on cherche à différencier et à rendre indépendants ces deux organismes." [Rodrigo: 227-228, 240-245 & 248-254]

IV.

"Nous avons donné ce profil, l'AB a profilé la différenciation entre le parti et l'organisation. Ça c'est un des éléments qu'il nous importe que le gouvernement voie clairement." [José Luis: 1013-1016]

LVI.

"Alors, si les autorités négocient avec le parti supposant qu'ainsi elles ont résolu les revendications des organisations, cela n'est pas sain parce qu'elles (les autorités) ne sont pas en train de respecter nos autonomies. Il y aura certaines organisations qui accepteront cette situation. Mais, par exemple, notre organisation, nous, on a notre propre interlocution. Parce que le PRD n'est pas la même chose que l'AB; parfois les revendications sont différentes, les propositions sont parfois différentes, différents besoins. Alors si le gouvernement conçoit la relation suivant ce schéma, s'il parle avec René Bejarano, dirigeant du PRD au DF et également dirigeant de l'organisation sociale UPNT, et affirme qu'ainsi il a déjà répondu aux organisations sociales, cela n'est pas vrai: Bejarano n'est pas le représentant des organisations sociales, mais bien représentant du parti PRD. Notre organisation a toujours eu sa propre représentation face au gouvernement et face au parti." [Rodrigo: 461-473]

LVII.

"Nous, on s'est dit que pour faire avancer le processus de démocratisation de la ville et du pays, il faut que se créent

certaines conditions pour que ce processus soit réel et de fond. Et un des éléments centraux de ces conditions est que disparaisse cette relation perverse entre le PRI et le gouvernement, que le parti officiel fonctionne comme un parti. Personne n'est en train de dire que le PRI doit disparaître; ça a plutôt à voir avec la façon dont eux (les priistes) travaillent et avec ce qu'ils font pour survivre en tant que parti. Et que le gouvernement se consacre à gouverner tel que l'indique sa responsabilité. Alors, dans l'AB, nous, on croit que ça c'est une condition pour démocratiser la ville et le pays: que disparaisse le système de parti de l'Etat; que le PRI soit le PRI, et que le gouvernement soit le gouvernement, de façon séparée." [Victor: 203-214, AB-2]

LVIII.

"Gagner la démocratie signifie que le parti de l'Etat prenne fin, que les fraudes prennent fin, qu'il y ait solution aux problèmes, etc. Et je crois que c'est là où nous nous identifions; c'est le point de rencontre, on pourrait dire, avec Cuauhtémoc Cárdenas et aussi avec le PRD. Et à partir de là, il y a possibilité de sceller une alliance." [Raúl: 200-205, AB-1]

LIX.

"Malheureusement, ici au Mexique, il n'y a pas moyen de s'exprimer dans la fonction publique si ce n'est en passant par un parti. Et il n'y en a pas d'autre que le PRD." [Beatriz: 209-211, AB-1]

LX.

"Nous, on est dans le PRD parce que c'est le seul parti qui ouvre ses portes aux organisations sociales. Eux, ils disent que tous ceux qui représentent des gens peuvent entrer dans le parti." [Cristóbal: 1120-1122, AB-1]

LXI.

"L'ouverture du PRD nous a permis, comme mouvement, de rompre les cadres légaux qu'impose le gouvernement, par exemple dans

les questions électorales. C'est-à-dire: le fait que seuls les partis politiques aient la possibilité d'avoir des représentants dans les institutions législatives, en bien c'est une limite qu'il impose aux citoyens et au mouvement comme l'AB." [Victor: 1129-1134]

LXII.

"Les postes peuvent peut-être te donner une représentativité face aux gens du gouvernement et susciter un respect de leur part, ce qui te permet d'être considéré, par le gouvernement, comme un interlocuteur, intermédiaire des gens qui ont des problèmes, et d'être considéré aussi comme partie responsable au service de ces gens (cf. civil servant)." [Raúl: 336-341]

LXIII.

"Quand on a des dirigeants qui occupent des postes de représentation, les autorités traitent différemment l'AB." [Cristóbal: 1108-1110]

LXIV.

"L'ouverture que permettent les représentants populaires perredistes qui ne sont pas issus de l'AB est moins grande. Elle est moins grande bien qu'on soit tous membres du parti. La majeure partie du mouvement urbain est membre du PRD, mais chaque candidat, chaque personnalité qui siège à la Chambre des députés ou à l'Assemblée des représentants, a derrière lui son courant politique ou son groupe de gens qui l'a appuyé, ainsi que les engagements qui ont été pris avec les groupes qui l'ont soutenu. Et dans le cas du DF, la majeure partie des assembléistes perredistes correspond aux organisations sociales, et puis là, il y a des courants politiques qui s'identifient à ces assembléistes. Alors, eh bien, chacun travaille pour renforcer son courant. C'est comme: il y a très peu de camarades qui permettent, comment dire... la gestion ou, simplement la gestion en faveur de groupes qui ne s'identifient pas avec l'organisation de ces camarades ou avec leur courant." [Luis: 676-694, AB-2]

LXV.

"Parce que dans le cas de l'Assemblée des représentants, chaque assembléiste s'occupe de son organisation. C'est comme: très rarement, ça permet que les gens qui ne sont pas organisés, tu puisses leur faire un travail de gestion, leur ouvrir des espaces." [Susana: 745-748, AB-2]

Note: le "travail de gestion" signifie travailler à la gestion de projets d'habitation de bénéfice social.

LXVI.

"On peut dire qu'en termes de postes, nous, on a fait match nul: les mêmes qui sont entrés, les mêmes qui sont sortis. On n'a pas eu plus de postes. Et ça, eh bien ça nous désavantage parce que l'AB a grandi, ses attentes sont plus grandes, et les dirigeants, les représentants et les groupes ont besoin de plus d'espaces. Alors aussi dans l'AB, l'idée est de gagner plus de postes, ou sinon elle va commencer à se désagréger, chacun cherchant ses propres espaces." [Javier: 259-268]

LXVII.

"Ça c'est une erreur, ça serait une erreur. Par exemple, je crois qu'il y a des gens qui pensent comme ça et qui disent: «Tu es notre assembléiste et tu es là (à ce poste d'assembléiste) parce qu'on t'y a mis, et tu vas devoir faire ce que nous, on te dira de faire». Je crois qu'il y a des pressions qui vont dans ce sens, mais cela ne peut pas être une bonne politique. Probablement que certains pensent comme ça, mais la majorité ne choisissons pas cette option parce qu'on engendrerait un gros vice: que le représentant populaire soit celui qui nous ouvre les portes, celui qui se met d'accord avec les autorités. Et cela peut devenir très néfaste quand, à un moment donné, ça devient très anti-démocratique. Parce qu'il y a cette tendance: les autorités ont tendance à parler avec l'assembléiste, avec le député, avec le sénateur, à les prendre chacun séparément, et à nous dire: «Regarde: moi je me suis déjà mis d'accord avec le député, ou avec l'assembléiste. Eh bien, allez voir l'assembléiste pour qu'il vous dise ce qui a été convenu avec lui.» Et si l'assembléiste n'a déjà plus de contact direct avec la base (de notre organisation), alors c'est là qu'il nous détruit parce qu'il peut se mettre d'accord sur des choses qui nous désavantagent. De plus, il jetterait par-dessus bord tout l'effort non

seulement de trois ans, mais de beaucoup de temps: je te parle de 20 ans, 25 ans à faire pression pour gagner un espace d'interlocution avec les autorités." [Yolanda: 158-179]

LXVIII.

"Tu valorises aussi la direction du parti comme un butin politique pour privilégier ton travail d'organisation sociale. C'est-à-dire: à partir de cette relation que toi, en tant que président du parti, tu peux avoir avec le gouvernement, une relation qui dépasse le niveau de négociation qui peut se donner entre un parti et le gouvernement, tu peux privilégier ta propre organisation pour la hausser à ce niveau de négociation. Et c'est à ce moment-là que tout le monde commence à avoir des soupçons: quand beaucoup d'organisations prennent quatre-cinq ans pour construire leurs logements et que, tout d'un coup, l'organisation dont le représentant est aussi président du parti n'a besoin que d'un an pour compléter la construction de ces logements. C'est alors que sortent les soupçons: «C'est que là, il y a quelque chose de bizarre, ou il y a un traitement préférentiel». Alors tu donnes l'impression d'utiliser le parti pour pouvoir t'occuper de ton organisation sociale." [Raúl: 1207-1221]

LXIX.

"Avec cet arrangement, on s'entendait pour dire que le parti pouvait créer des courants (ou tendances politiques); mais en réalité, ces courants sont plutôt des groupes de pression interne. Et tu peux voir quelle est la composition de l'Assemblée des représentants: des dix assembléistes perredistes, sept ou huit sont dirigeants d'organisations populaires urbaines (...). En réalité, tout le monde, tout représentant siégeant dans ces institutions législatives ou à la direction du PRD, a derrière lui un ou plusieurs groupes, une ou plusieurs organisations." [Raúl: 1274-1285, AB-1]

LXX.

"Quand va avoir lieu une élection pour les postes de direction du PRD ou une élection des candidats pour les postes de représentation populaire, alors on fixe les règles du parti, et on commence à fixer des règles qui requièrent l'affiliation au parti pour pouvoir avoir un poids à l'intérieur du parti.

C'est-à-dire que le travail d'un dirigeant qui se mesure à l'influence qu'il a sur son organisation ou sur la société, n'est pas pris en compte. Ce qui est pris en compte c'est combien de gens tu peux amener à une assemblée et, en fonction de ça, tu sais si tu entres ou non. Alors ça, ça oblige les organisations populaires à se fixer comme objectif l'affiliation massive des gens. Et ça c'est du corporatisme." [Rodrigo: 259-269]

LXXI.

"Et dans l'AB, les gens qui s'intègrent à l'AB ne doivent pas nécessairement, automatiquement, faire partie du PRD. Moi je suis contre ça. Ça, ça s'appelle corporatisme. Et on critique le gouvernement de ça, et cependant des fois on a aussi la tentation de faire la même chose; dans l'espoir de gagner des positions de représentation au sein du parti." [Raúl: 284-291]

LXXII.

"Pour ce qui est du cas du PRD dans le DF, à plusieurs reprises ceux du PRD nous ont accusés d'être corporatistes. [C'est-à-dire?... Comment, eux, le définissent-ils?] Eux le définissent comme: nous utilisons les gens qui demandent un logement pour gagner une présence au sein du parti, et susciter ainsi une plus grande participation par le biais de nos conseillers." [José Luis: 987-992]

LXXIII.

"Beaucoup de gens de l'AB, beaucoup de ses dirigeants font partie du parti. Et ici, il y a toujours la même discussion: où commence ta responsabilité comme dirigeant de l'AB, et où commence ta participation en tant que membre du parti? (...) Parce que nous, l'AB, on aura une certaine dynamique, une certaine structure, un certain mode de prise de décision; et le parti en aura d'autres. (...) Et si certains d'entre nous s'identifient au parti, alors on devient aussi responsable pour que le parti se développe; et on doit alors assumer les statuts, déclarations de principes et les règles du jeu du parti. Alors, nous, on veut faire avancer le parti, mais également que l'AB ait sa propre indépendance, sa propre autonomie pour avancer par elle-même; et ne pas essayer de

mêler les deux choses. C'est-à-dire: on a envie de corporativiser le parti. Dans certaines occasions, l'AB est beaucoup plus efficace, elle a davantage de présence, d'autorité et de clarté que le parti. Mais ce que nous ne pouvons pas faire, c'est soumettre le parti à l'AB. Nous, on voudrait que le parti se soumette à l'AB, parce qu'ils apprendraient probablement beaucoup. Mais le parti n'est pas à nous; il a une composition beaucoup plus complexe." [Raúl: 262-276]

LXXIV.

"Plus qu'une alliance entre l'AB et le PRD, nous, on a construit le parti; nous, on est le PRD." [Javier: 157-158]

LXXV.

"Il n'y a pas une espèce de bloc dans le parti. Assez souvent, on est arrivé jusqu'à avoir des positions contraires. Ce qui fait qu'il n'existe pas une ligne de discussion de l'AB à développer dans le PRD." [Juan Andrés: 890-901]

LXXVI.

"Les partis politiques à eux seuls ne sont pas suffisants pour arriver aux changements dont on a besoin (...), mais sans les partis, il y a aussi un vide dans la mobilisation, dans l'organisation (...). Si les partis politiques ne sont pas là, alors on note que le mouvement est pauvre. C'est comme une relation nécessaire. (...) Nous, on rattache le parti. On le rattache parce que, sans le parti, le mouvement n'est rien; comme je te disais. Et aussi: le parti, sans le mouvement, n'est rien." [Patricia: 152-156 & 369-372]

LXXVII.

"Nous, on a beaucoup apporté au PRD. Sauf qu'on a un débat interne. [A l'interne de l'AB ou du PRD?] De l'AB avec le PRD; du mouvement social avec le PRD. Parce qu'il y a une tendance, dans le PRD, à se détacher du mouvement social. [C'est-à-dire?] Il y a une tendance, dans le parti, à se détacher parce qu'ils disent que nous, comme mouvement, on discrédite le

parti parce qu'on a des formes corporatistes et je ne sais quoi." [Patricia: 352-358]

LXXVIII.

"Il faut établir une relation transparente. (...) Parce que les organisations sociales ne peuvent pas non plus faire un emploi utilitaire du parti; de la même façon, le parti ne peut pas entretenir une relation schizophrène ou devenir schizophrène." [Patricia: 404-405 & 409-412]

LXXIX.

"Beaucoup de gens disent, et avec raison, que le parti dans le DF, ce sont les organisations sociales avec un emblème jaune et soleil noir. (...) Ce qui est sûr, c'est que la croissance et la présence que peut avoir le parti dépend de la volonté des organisations pour se mettre d'accord entre elles et mettre leurs efforts sur le parti; et si cela ne se produit pas, la force motrice principale du parti ne le développe pas. (...) Moi, j'ai proposé que le parti devrait faire une chose: se séparer des organisations sociales; de la même façon qu'on demande la séparation du PRI et du gouvernement, on doit se proposer la séparation du parti et des mouvements sociaux. Il ne s'agit d'exterminer aucun des deux, mais bien que le parti ait sa propre personnalité, sa propre dynamique, ses propres initiatives, et qu'il puisse les développer." [Raúl: 1087-1123]

LXXX.

"C'est à partir de nos propres références organisationnelles et sociales que nous avons fait une contribution au parti: ce dont le gouvernement devrait tenir compte, ce dont doit tenir compte un système démocratique dans le pays; nous, on avance des idées concernant la problématique du logement, la problématique des droits humains, de la santé publique et d'autres problématiques dont je t'ai déjà parlé." [Rodrigo: 510-520]

LXXXI.

"La contribution se rapporte à toute l'expérience organisationnelle des organisations sociales." [José Luis: 577-578]

LXXXII.

"Il ne s'agit pas que eux nous disent: «vous, apportez des votes, et nous, on apporte les candidats»; ou comme te disent certaines gens du parti (PRD): «vous, faites le travail social, faites la lutte pour le logement (...), nous, on fait de la politique»." [Rodrigo: 321-325]

LXXXIII.

"Ce que tout le monde critique, et que nous-mêmes critiquons, c'est que le parti qui est maintenant au pouvoir, ils sont très corporatistes: ils veulent entraîner tout le monde dans leur propre parti, ils veulent charrier les gens et cela, ça dérange les gens. Nous, dans l'AB, on laisse ouvert. Certains de nous, sommes sympathisants et d'autres font partie du PRD. (...) Alors, ces invitations à participer dans le parti, on en fait des invitations ouvertes." [Cristóbal: 346-355]

LXXXIV.

"Les membres du PRD voient les organisations sociales d'une façon distordue, comme si, effectivement, le mouvement social était un corporatisme, alors que cela n'a pas été précisément le cas. D'une certaine façon, moi je m'en remets à l'expérience de l'AB: nous, on fait une convocation étendue à l'ensemble de l'AB; et les camarades qui sont intéressés, qui sentent une vocation pour un activisme ou un militantisme en faveur du parti, eh bien ils se dédient à cela. (...) Mais il n'est pas question de transposer toute la force sociale à un acte politique déterminé. En d'autres mots, je pourrais te dire: en termes de nombre, la base sociale de l'AB compte près de 15 000 camarades. Alors, nous, on ne transpose pas 15 000 personnes à une manifestation du parti." [Paco: 263-277]

LXXXV.

"Malgré qu'il y ait une intention très marquée, de la part de certains secteurs du gouvernement et de la part des médias, de faire un lien et de relier directement le PRD et l'AB, il n'existe pas une telle relation. (...) Il n'y a pas, dans l'AB, et dans aucun groupe, il n'y a jamais eu jusqu'à présent, une quelconque condition pour participer. La seule condition serait la suivante: que tu n'aies pas de logement dans le DF, que tu en aies besoin, que tu sois disposé à t'organiser et à participer dans toutes les démarches et activités nécessaires pour obtenir cet objectif. Ainsi, il n'y a pas, on ne dit pas: «bon, une condition pour que tu participes et pour que tu obtiennes ton logement, c'est que tu t'inscrives dans tel parti, que tu votes toujours pour lui, que tu t'accordes avec lui...»." [Juan Andrés: 135-137 & 143-152]

LXXXVI.

"Alors cette situation se présente; et je ne crois pas qu'elle soit exclusive à l'AB; toutes les organisations sociales y concourent. Cette situation se donne lorsqu'on ne crée pas une conscience et lorsqu'on ne fait pas en sorte que les gens (...) se convainquent réellement de ce que la meilleure option est tel parti; qu'on leur demande leur vote, c'est-à-dire qu'on ne les oblige pas en disant «tu dois forcément voter pour tel parti» (...). Cette situation se donne quand, ayant en face de toi des gens qui n'ont pas de logement ou qui sont dans tout ce processus d'obtention de logement, tu les obliges à aller à une manifestation en faveur de ton candidat; alors que les gens ne sont peut-être pas attirés par la participation politique, mais ils se sentent obligés «parce qu'on va faire une liste des absents et des présents!»; ou parce qu'on va leur donner un petit quelque chose; ou parce que, dépendamment de leur participation dans ces campagnes électorales, le dirigeant de l'organisation traitera favorablement leur requête de logement. Alors, il y a une série de situations qui se donnent et qui ne sont pas exclusives au parti; dans l'AB, ces mêmes situations se donnent. (...) Je crois que le pire, c'est qu'on ne reconnaisse pas cela: que se présentent aussi ces questions de corporatisme que je crois qu'on devrait éliminer. On ne peut pas critiquer le gouvernement de cela, et nous, agir de même." [Raúl: 753-782]

LXXXVII.

"Il est très important de garder la direction de l'organisation saine. (...) Dans le cas de l'AB, nous nous sommes préoccupés de cela. C'est-à-dire que nous n'avons jamais permis que les appétits personnels ou les attitudes très individualistes aient une influence déterminante sur la vie interne de l'organisation, comme c'est le cas dans d'autres organisations: quand elles arrivent à avoir une relation avec le parti, quand il y a des militants du parti qui sont à la fois intégrants de l'organisation et qu'ils visent à présenter un candidat, alors se produit une fissure dans l'organisation. Cela ne s'est pas produit dans l'AB. Cela ne s'est pas produit et je crois que cela est un risque de corporatisme: le fait qu'un dirigeant veuille à tout prix entraîner les gens, comme cela se produit dans d'autres organisations. Bientôt, il y aura des élections internes du parti pour élire les membres de la direction au niveau du DF; alors là, il y a ce risque: le risque de mettre toute l'organisation dans le sac du parti, de transposer l'organisation dans le sac du parti avec l'intention d'obtenir les votes à l'interne du parti pour pouvoir gagner davantage d'espaces." [Faco: 223-246]

LXXXVIII.

"La majorité des intégrants de l'AB ainsi que les dirigeants militent dans le PRD, mais pas tous les intégrants. Et dans l'organisation, le fait d'appartenir au PRD n'est pas obligatoire ni exclusif: si tu veux, tu peux faire parti du PRD seulement (...). Dans notre organisation, il y a des militants d'autres partis; qu'ils cessent de l'être, voilà le défi; qu'ils cessent de l'être, non pas parce nous les renvoyons, mais bien parce que nous arrivions à les convaincre d'une alternative qui ne soit pas priiste." [Rodrigo: 340-347]

LXXXIX.

"Je crois que ce sujet traduit une des grandes tentations de notre organisation sociale. Je crois qu'il est très facile de se tourner vers le corporatisme. D'abord parce que cela est facilement acceptable par les camarades qui participent (à l'organisation); c'est un schéma qui leur paraît très naturel: le fait d'être dans une organisation sociale qui lutte pour du logement t'amène automatiquement à faire partie d'une

organisation politique parce que cela a été le cas historiquement. Il est facile de répéter le schéma. Non seulement en ce qui concerne les dirigeants, mais aussi en ce qui concerne les gens qui participent (dans l'organisation). C'est comme s'ils ne voyaient aucun problème à ce qu'on leur dise à un moment donné «maintenant tout le monde va s'affilier au PRD» ou «tout le monde doit faire partie du PRD». Alors je crois que le fait de pouvoir renverser une dynamique davantage historique est une des difficultés, c'est aussi un défi.”
 Edgar: 318-332.

XC.

“En exerçant la démocratie dans l'organisation, parce que nous exigeons la démocratie à l'extérieur (...). Mais nous aussi, on doit être conséquent pour exercer la démocratie à l'interne. (...) Et là, il y a quelques sujets qui sont difficiles; nous, on a également un principe: on veut une organisation démocratique, et cela implique que la formation est importante. Parce que toi, tu peux amener des gens en masse. Et c'est très facile d'amener les gens. La question est la suivante: jusqu'à quand cela peut-il durer? Parce qu'il peut y avoir un petit malin qui décide que tous ces gens, il te les enlève.” [Yolanda: 525-530 & 539-545]

XCI.

“Alors la règle du jeu du PRD oblige les organisations populaires à se fixer comme objectif l'affiliation massive des gens. Ça, c'est un corporatisme «conscient», pourrions-nous dire, où tu peux dire aux gens ce qui en est, tel quel: qu'ils s'affilient, étant donné la situation. Mais finalement, les gens parfois s'affilient non pas pour cet objectif partisan, mais bien parce qu'ils comprennent l'affiliation au parti comme une de leurs obligations pour obtenir leur logement.”
 [Rodrigo: 267-273]

XCII.

“Comment le PRD voit-il les organisations? Eh bien, regarde: dans le DF, à certaines occasions, ils nous ont accusés d'être corporatistes. Eux définissent cela de la façon suivante: ils disent que nous utilisons les gens qui demandent du logement

pour gagner une présence dans le parti et pour pouvoir avoir une plus grande participation grâce à nos conseillers-représentants. (...) Nous, on ne se reconnaît pas comme corporatistes, parce que ce ne sont pas tous nos compagnons de l'organisation sociale qui font partie du PRD. (...) Et si nous, on participe à certains actes politiques ou si on participe aux élections pour les postes de représentation populaire, c'est précisément avec l'accord, avec l'aval de tous nos compagnons, parce qu'il y a eu discussion, parce qu'on les a informés; parce que nos compagnons, bien qu'ils ne fassent pas partie du parti, comprennent qu'il est important d'avoir une représentativité au niveau des postes d'élection populaire, et parce qu'il disent: «compte tenu des options que nous avons, finalement le PRD est le meilleur instrument». Alors il y a une conscience." [José Luis: 987-1006 & 1027-1044]

XCIII.

"Eux, ils dirigent leurs groupes. Mais ici, il y a une distorsion, parce que vient un moment où ce groupe se perd en tant que référent. Ce groupe se perd parce qu'il {le dirigeant} l'immobilise, parce que recommence alors la vieille structure priiste: «moi, je vous donne, je vous maintiens au conditionnel; quand j'aurai besoin de vous, je vous ferai bouger, tout simplement; mais pas pour le bénéfice des demandes populaires ou d'un bien-être général, mais bien pour notre bénéfice à nous, dirigeants». Et. [Ça c'est le corporatisme?] Ça c'est le corporatisme. Le corporatisme néfaste. Parce que dans les organisations, il y a un peu de corporatisme; les gens sont dans les organisations sociales parce qu'ils ont besoin de logement, et tu vas les avoir là pour un certain temps, luttant pour leur logement. Mais tu profites alors de cette opportunité pour conscientiser et politiser les gens avec une idéologie différente de l'idéologie priiste, par exemple. Tu as cette opportunité; mais eux, ils t'enlèvent cette opportunité parce que c'est: «moi, j'ai le contrôle; moi, j'ai le pouvoir; moi, je suis ici la seule qui peux résoudre ton problème et, comme toi tu dépends uniquement de moi, alors tu vas bouger quand je l'exigerai de toi»." [Yolanda: 73-92]